

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°383

FEVRIER 2017

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **ROJAVA: LES KURDES S'APPROCHENT DE RAQQA, LES TURCS PIÉTINENT DEVANT AL-BAB**
- **SYRIE: TENSIONS DANS LES DISCUSSIONS RÉGIONALES... ET DANS LES RELATIONS INTER-KURDES**
- **TURQUIE: LA RÉPRESSION PRÉ-RÉFÉRENDUM CONTINUE DANS LE SILENCE DE L'EUROPE...**
- **KURDISTAN D'IRAK: APRÈS DAECH, QUEL DEVENIR POUR LES TERRITOIRES DISPUTÉS?**

ROJAVA: LES KURDES S'APPROCHENT DE RAQQA, LES TURCS PIÉTINENT DEVANT AL-BAB

L'avancée vers Raqqa de l'alliance kurdo-arabe des Forces démocratiques syriennes (FDS) s'est poursuivie sur fond de tensions grandissantes entre la Turquie et les États-Unis. Ceux-ci continuent en effet à soutenir militairement les FDS, leur meilleur allié sur le terrain, alors que la Turquie considère leur composante principale, les YPG affiliés au parti kurde de l'unité populaire (PYD), comme un avatar du PKK et son ennemi principal en Syrie. Dernier épisode ayant suscité la colère de la Turquie, l'envoi par le Pentagone aux FDS de véhicules blindés. Le

porte-parole des YPG, Redur Khalil, a bien déclaré le 1^{er} février que ceux-ci étaient allés exclusivement aux Arabes des FDS – ce qu'a confirmé le Pentagone – ils seront bien placés sous commandement FDS... Le 2, Ahmed Jarba, commandant des «Forces d'élite syriennes», un contingent arabe de 3.000 combattants affilié aux FDS actuellement déployé dans le triangle Deir Ez-Zor - Raqqa-Hasakeh et en cours d'entraînement avec les Forces spéciales américaines, a annoncé que l'attaque finale sur Raqqa serait menée uniquement par des Arabes.

La Turquie n'a pas été convaincue, alors que les FDS approchent de plus en plus de Raqqa, qui s'est trouvée le 3 sans eau après la destruction de sa principale canalisation par des frappes aériennes. Comme en Irak, au début de l'opération contre Mossoul, les deux ponts sur l'Euphrate permettant de sortir de la ville par le sud ont été détruits par des frappes aériennes afin de gêner les mouvements des djihadistes, et des accrochages ont commencé au nord de celle-ci. Le 4, les FDS ont annoncé le début de la 3^e phase de leur offensive, dans laquelle ils isoleront totalement la ville en coupant notamment la

route de l'Est – ils avaient dans les 2 premières phases sécurisé les rives de la rivière Balikh, puis l'ouest de Raqqa et le barrage de Tabqa. Le 6, ils ont repris deux villages à l'est de Raqqa, Hadi et Natali, éliminant au moins 13 djihadistes, et ont avancé le 8 jusqu'à deux collines stratégiques à 11 km de la ville, libérant plusieurs villages au nord-est du barrage de Tabqa. Le colonel John Dorrian, porte-parole de la coalition anti-Daech, a annoncé le 10 que l'isolation complète de Raqqa était «une question de quelques semaines». Le 21, les FDS ont pris une quinzaine de villages près de la ville. A noter que le 17, les avions russes ont effectué plusieurs frappes contre Daech autour de Raqqa, visant des unités et des camps d'entraînement. C'est la deuxième série de frappes russes près de la ville depuis fin 2015, et elle semble venir en soutien immédiat de l'opération des FDS...

Confrontée à ces progrès rapides, la Turquie a tenté de tirer parti de la transition politique en cours aux États-Unis pour obtenir un changement de ligne politique, le président turc ayant appelé son homologue américain pour proposer une opération conjointe sur Raqqa... Selon le journal *Hürriyet* daté du 18, lors d'une réunion à la base d'Incirlik entre les chefs d'état-major américain Joseph Dunford et turc Hulusi Akar, la Turquie aurait fait deux propositions différentes d'opération commune:

1- Une attaque commune des Forces spéciales des deux pays et des rebelles syriens partant de Tell Abyad, actuellement tenue par des combattants multiethniques des FDS, auxquels on aurait demandé de se retirer d'un couloir par lequel la force conjointe serait descendue vers le sud.

2- Une attaque au départ d'al-Bab, ce qui aurait supposé un chemin de 180 km à travers un terrain

montagneux. Le Pentagone, à son tour, ne semble pas avoir été convaincu... Le 13, Rodi Osman, représentant du PYD à Moscou, a déclaré que les Kurdes pouvaient parfaitement libérer Raqqa par eux-mêmes, ajoutant que le Rojava n'avait pas besoin de militaires turcs cherchant seulement un prétexte pour occuper la région...

Parallèlement, l'armée syrienne, pour la première fois depuis le début du conflit, est apparue au sud de Manbij – et de la zone où opèrent justement la Turquie et ses alliés rebelles. Cette avancée l'a amenée au contact des FDS, et Talal Silo, leur porte-parole, a déclaré que cette nouvelle situation, qui crée potentiellement un lien entre Alep, maintenant tenue par le régime, et Manbij, pourrait si elle se maintient être bénéfique pour les civils de la région: le Nord-Est, qui possède 70% du pétrole syrien et de riches terres agricoles, étant complémentaire de l'Ouest, où se trouve l'industrie. Silo s'est empressé de déclarer qu'il n'y avait encore eu aucune discussion en ce sens avec le régime, mais on peut penser que les autorités du Rojava préfèrent le voisinage de l'armée syrienne, qui a d'autres priorités que les FDS, à celui de l'armée turque, pour laquelle elles sont l'ennemi principal.

L'armée turque, qui a selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) renforcé ses troupes en début de mois, a poursuivi quant à elle sa propre opération sur al-Bab, devant laquelle elle piétine littéralement depuis des semaines et où elle a perdu 65 soldats. Le 8, le Premier ministre turc Binali Yıldırım a déclaré que les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) soutenus par la Turquie contrôlaient maintenant les quartiers extérieurs de la ville. Le 9, Ankara déclarait se coordonner avec les Russes pour éviter tout incident, mais le

10, une frappe aérienne russe faisait pourtant 3 morts et 11 blessés parmi les soldats turcs. Alors même que la Russie présentait des excuses, des accrochages ont commencé dans la banlieue sud de la ville, encore tenue par Daech, entre milices pro-régime et rebelles soutenus par les Turcs. Ceux-ci ont annoncé le 14 contrôler la plus grande partie de la ville, mais l'OSDH a annoncé que Daech contrôlait encore totalement celle-ci, accusant le 17 la Turquie de «crimes contre le peuple syrien»: les frappes et bombardements turcs auraient provoqué depuis le 15 la mort de 45 habitants, dont 14 femmes et 18 enfants, et depuis le début de l'offensive turque, quelque 430 civils auraient perdu la vie en ville et dans les villages environnants. Le Ministre syrien des Affaires étrangères a également écrit au Conseil de sécurité pour condamner «la violation par la Turquie de la souveraineté de la Syrie», et le 26, de nouveaux combats ont éclaté au sud de la ville entre éléments de l'ASL soutenus par les Turcs et milices pro-régime... Les deux camps sont en concurrence pour prendre Raqqa, même si l'armée syrienne semble plus proche du but: Erdoğan avait inclus le 12 Raqqa dans les objectifs de l'opération turque, avant de réitérer le 28 sa volonté de marcher sur Manbij une fois al-Bab prise. L'armée turque a aussi poursuivi ses attaques contre les FDS, notamment à Tell Rifaat, et selon les YPG les Turcs ont aussi bombardé à l'arme lourde deux villages à l'est de Kobanê, Esafa et Qawikli. Après que le vice-Premier ministre turc Numan Kurtulmus ait déclaré que la prise de Raqqa par les YPG constituerait une menace pour la Turquie, le PYD a averti le 16 que le Conseil militaire de Manbij était prêt à résister. Les attaques turques sur Tell Rifaat ont continué, et selon des sources locales l'armée turque

a avancé dans la région d'Afrin, où elle occupe plusieurs hectares depuis janvier. Plus à l'est, dans le gouvernorat d'Hassaké, deux hélicoptères *Cobra* ont pénétré au

Rojava pour bombarder le village de Tell Alo, tandis qu'une autre force se heurtait près de la ville d'Amoude à une forte résistance des combattantes kurdes des YPJ,

dont une commandante a déclaré: «Après trois heures d'affrontements sporadiques, l'armée turque a été forcée de se retirer [...] du côté turc de la frontière».

SYRIE : TENSIONS DANS LES DISCUSSIONS RÉGIONALES... ET DANS LES RELATIONS INTER-KURDES

A lors que le régime sort militairement renforcé de ces derniers mois grâce au soutien russe, avec notamment la reprise d'Alep, la publication le 7 d'un rapport d'*Amnesty International* selon lequel, entre 2011 et 2015, il a exécuté au moins 13.000 personnes, en 20 à 50 pendaisons chaque semaine, dans la prison de Saïdnaya, au nord de Damas, appelée «l'abattoir» par les détenus, ne semble guère avoir eu d'impact diplomatique. Sur ce plan, les activités se sont intensifiées autour d'un «partenariat» quelque peu inattendu: Russes et Turcs ont finalement accepté de mettre leurs divergences en sourdine, chacun admettant que l'autre devait faire partie d'une solution à la crise... Conséquence sur le terrain, Moscou a laissé la Turquie entrer en Syrie pour contenir les YPG, tandis qu'Ankara faisait pression sur les rebelles qu'elle soutient pour qu'ils évacuent Alep. La Russie ne s'est pas pour autant alignée sur les positions turques concernant le PYD: selon l'agence *Sputnik*, un responsable des Affaires étrangères russes, Alexander Botsan-Kharchenko, a rappelé en conférence de presse que ni le PKK ni le PYD ne sont considérées en Russie comme des organisations terroristes... Par ailleurs, le processus diplomatique initié par les deux partenaires avec l'appoint de l'Iran s'est révélé très difficile à faire avancer. Le 6, Mohammed Alloush, chef de la délégation de

l'opposition syrienne à Astana, a déclaré que celle-ci ne participerait pas aux négociations de Genève si ses revendications n'étaient pas d'abord satisfaites: libération des prisonniers politiques, garanties quant au cessez-le-feu, fin du siège du régime sur plusieurs villes tenues par les rebelles. Les discussions, qui devaient débiter le 15, ont été retardées au lendemain, puis au 20, avant de finalement redémarrer le 23...

De son côté, la Russie a appelé plusieurs fois à la participation des Kurdes: le 9, le représentant russe au bureau des Nations-Unies de Genève, Alexeï Borodavkin, a déclaré que les pourparlers de Genève devraient se faire en face-à-face entre régime et opposition et devraient inclure les Kurdes, et le lendemain, Sergueï Lavrov a annoncé dans les *Izvestia* que les diplomates russes avaient joué les médiateurs entre juin et décembre 2016 dans des discussions indirectes entre le régime de Damas et le PYD visant à préserver l'unité de la Syrie, expliquant que la question kurde était l'un des facteurs clés de l'unité de la Syrie en tant qu'État et de la stabilité de l'ensemble du Moyen Orient. Le 27, Mikhaïl Bogdanov, vice-ministre russe des Affaires étrangères et envoyé présidentiel spécial pour le Moyen Orient, s'est exprimé en termes similaires.

Chacun des acteurs ayant sa propre idée de quels Kurdes

convier aux pourparlers, on a commencé à voir réapparaître dans les dépêches le Conseil national kurde (CNK ou ENKS, *Encumana niştimanî ya kurdî li Sûriyê*), regroupant une quinzaine de partis opposés au PYD. Le 1^{er} février, des représentants du CNK ont été reçus par Massoud Barzani, Président de la Région du Kurdistan d'Irak, pour discuter des résultats des pourparlers d'Astana. Barzani, dont le parti, le PDK, ne reconnaît pas l'administration établie par le PYD au Rojava, a promis de continuer à soutenir le CNK. Le 3, selon une source diplomatique turque, des représentants du CNK, déjà présents aux discussions d'Astana, ont rejoint à Ankara des membres de l'opposition syrienne pour discuter de leur participation aux pourparlers de Genève. Le 13, il a été confirmé qu'une délégation du CNK, conduite par Fouad Aliko, serait à Genève. Le 18, Kamiran Haj Abdo, du Bureau des relations étrangères du CNK, a annoncé l'ouverture d'une représentation à Berlin pour le 8 mars. Le 27 enfin, une délégation du CNK dirigée par Ibrahim Biro est arrivée à Washington pour discuter du fédéralisme en Syrie et des relations avec le PYD, notamment avec la question du devenir des «pechmergas syriens» affiliés au CNK, la «Force Roj». Au nombre de 3 à 5.000, ces déserteurs kurdes de l'armée de Damas participent actuellement avec les forces du GRK à la lutte contre Daech sur

le territoire irakien, le PYD, qui affecte de les considérer comme des éléments de l'Armée syrienne libre (avec des groupes de laquelle il a eu des accrochages dans le passé), refusant de les laisser rentrer au Rojava s'ils ne s'intègrent pas aux YPG, selon lui la seule force armée officielle du Rojava. A noter que selon son porte-parole officiel, le major Sivan Derîkî, la Force Roj a rejeté la demande du PYD d'aller s'opposer aux Turcs à Jerablous, mais aussi celle de la Turquie de participer à l'opération contre al-Bab... Si le PYD considère que le CNK ne représente pas les Kurdes, mais plutôt l'opposition syrienne, comme l'a déclaré le 14 son co-président, Salih Muslim sur *Ronahi TV*, les membres du CNK, inversement, ne reconnaissent pas l'administration mise en place par le PYD et se refusent donc à lui

demander une autorisation avant d'organiser un rassemblement ou une manifestation – ce qui conduit régulièrement à leur arrestation. Ainsi le journaliste Alan Ahmed avait été arrêté le 15 août 2016 alors qu'il couvrait pour un média du parti *Yekiti* les funérailles d'un peshmerga décédé dans l'opération de Mossoul. Plusieurs libérations, en novembre lors d'une visite de Bernard Kouchner et de Peter Galbraith, avaient fait espérer une baisse des tensions, mais elles sont remontées en décembre après l'attaque à Qamishli d'une manifestation du CNK par des jeunes pro-PYD. D'autres arrestations et libérations ont eu lieu en février.

Ces tensions récurrentes entre CNK et PYD avaient déjà conduit en janvier dernier plus

de 270 journalistes et activistes kurdes de Syrie à publier un appel à des pourparlers, l'«Appel de Brême». Le Mouvement pour une Société Démocratique (*Tevgera Civaka Demokratîk* □, TEV-DEM), la coalition dirigeant officiellement le Rojava, dont le PYD est le membre dominant, avait salué l'initiative, et... demandé au CNK de rejoindre son projet fédéral. Le CNK avait répondu en demandant un retour aux accords d'Erbil et de Dohouk, qui prévoyaient la création d'un «Conseil suprême kurde» regroupant en théorie CNK et PYD, mais que le PYD, seul à disposer de combattants et contrôlant donc le terrain, n'a jamais réellement pris au sérieux. Le CNK a aussi exigé la libération de ses prisonniers politiques détenus au Rojava.

TURQUIE: LA RÉPRESSION PRÉ-RÉFÉRENDUM CONTINUE DANS LE SILENCE DE L'EUROPE...

Sans surprise, le Président Erdoğan a approuvé le 10 la réforme constitutionnelle votée par le Parlement, qui doit donc à présent être soumise à référendum. Dès le lendemain, la Commission électorale a annoncé que celui-ci se tiendrait le 16 avril. On entre donc dans le dernier acte du processus, tant souhaité par Erdoğan, d'extrême renforcement de ses pouvoirs.

Face à ce processus, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent à l'extérieur du pays pour exprimer des inquiétudes. Le 29 du mois précédent, l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe avait déclaré craindre que la constitution révisée ne garantisse plus «la séparation des pouvoirs et [...] l'indépendance de la justice, qui sont nécessaires aux sociétés démocratiques». Le 3, la chancelière allemande Angela

Merkel a profité d'une visite officielle à Ankara pour dîner avec des députés du HDP. Le responsable du groupe parlementaire HDP Idris Baluken, celui des relations internationales Hisyar Ozsoy et le député de Mardin Mithat Sancar lui ont déclaré que le meilleur moyen de résoudre à long terme le problème des réfugiés n'était pas «un accord à courte vue», mais une résolution politique de la question kurde... Le 21, après que les autorités turques aient interdit le 17 à une délégation du Conseil de l'Europe de visiter Demirtaş en prison, le HDP a déposé auprès de la Cour européenne des droits de l'homme une requête qualifiant l'emprisonnement des ses deux coprésidents de «violation du droit à la liberté et à la sécurité, et la liberté d'expression». Le HDP accuse le gouvernement d'avoir emprisonné sans motif légitime tous ceux qui risquaient de faire

entendre leur voix pour s'opposer aux changements constitutionnels voulus par Erdoğan.

Pourtant, les arrestations d'élus du HDP se sont de nouveau succédées tout au long de ce mois. Le 1^{er}, deux députés de Şanlıurfa, Dilek Öcalan (une nièce du leader du PKK Abdullah Öcalan) et Ibrahim Ayhan, ont été incarcérés sous l'accusation de «propagande terroriste» pour avoir assisté en février 2016 aux funérailles d'un combattant du PKK. Si le 4, l'ancien maire de Mardin Ahmet Türk, âgé de 74 ans, qui avait joué un rôle important dans les négociations de paix entre PKK et gouvernement, démis de ses fonctions et incarcéré en novembre dernier sur des accusations de terrorisme, a été relâché après des inquiétudes sur sa santé, la députée Leyla Zana a été le 8 brièvement appréhendée par la police à Diyarbakir pour

être emmenée témoigner devant le tribunal dans une enquête lancée par le procureur d'Ağrı. Elle a été ensuite remise en liberté sous contrôle judiciaire. Zana avait passé dix ans en prison sur l'accusation de liens avec le PKK après avoir parlé kurde lors de son investiture au Parlement en 1991, avant d'être libérée en 2004 puis réélue au parlement en juin 2011.

Le 6, une opération anti-Daech a été selon l'agence *Anatolie* lancée dans 29 des 81 provinces de Turquie ; 763 personnes ont été arrêtées et des armes, des munitions et des documents ont été saisis. Selon la police Daech était en train de préparer un attentat. L'opération aurait pu être décidée après des révélations de l'auteur de l'attentat du 1^{er} janvier à Istanbul, Abdulgadir Masharipov, capturé vivant. Puis le 13, c'est la mouvance PKK qui a été visée, avec 544 personnes arrêtées dans 25 provinces et les grandes villes d'Istanbul et d'İzmir. Selon le Conseil exécutif du HDP, plus de 318 de ses membres, dont des administrateurs et des coprésidents de districts de provinces, ont été arrêtés dans les villes et les provinces d'Istanbul, İzmir, Van, Adana, Adıyaman, Kocaeli, Siirt, Bingöl, Malatya, Bursa et Ağrı. Puis le 14, dans des raids menés tôt le matin, la police antiterroriste a, toujours selon l'agence *Anatolie*, arrêté 86 personnes suspectées de liens avec le PKK. Le 16, des procureurs requéraient 23 ans de prison contre le porte-parole du HDP et député de Kars, Ayhan Bilgen, placé en détention provisoire le 31 janvier, et 15 ans contre Ferhat Encü, député de Şırnak, pour appartenance au PKK. Libéré le 15 après 104 jours en détention, Encü a été arrêté de nouveau le 21.

Le 17, une délégation organisée par la Commission civique

UE-Turquie, comprenant des ressortissants européens et américains, des membres du parlement européen et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, des universitaires, des journalistes et des membres d'organisations de la société civile, s'est vue interdire de rendre visite au co-président emprisonné du HDP, Selahattin Demirtaş. La demande écrite envoyée au Ministre turc de la justice n'ayant pas reçu de réponse, l'administration pénitentiaire n'a pas laissé entrer la délégation. L'un des membres de la délégation, T. J. Milley, de l'université de Cambridge, a fait au nom de celle-ci une déclaration publique devant la prison d'Edirne, demandant que le processus de paix soit repris, dénonçant la détention d'A. Öcalan, et déclarant que «le mouvement de la liberté des Kurdes ne peut pas être défait militairement, il faut trouver une solution politique». « Nous continuerons à revenir jusqu'à ce que nous obtenions l'autorisation de rencontrer nos collègues emprisonnés ».

Le 21, le responsable du groupe parlementaire HDP Idris Baluken a été de nouveau arrêté à Ankara, après qu'un tribunal de Diyarbakir ait émis le 17 un mandat contre lui, le parlement a privé la co-présidente du HDP, Figen Yuksekdağ, de son statut de députée en raison de sa condamnation en 2013 pour «propagande pour le PKK», et les procureurs ont requis contre Yuksekdağ jusqu'à 83 ans de prison pour «incitation à la violence» et «propagande pour une organisation terroriste». Le 22, un tribunal de Dogubayazit a condamné Selahattin Demirtaş à 5 mois de prison pour «insulte à l'Etat». Le 24, le HDP a désigné un nouveau porte-parole en remplacement d'Ayhan Bilgen: Osman Baydemir, député de

Şanlıurfa et ancien maire de la province de Diyarbakir entre 2004 et 2014.

Autres cibles de la répression : les journalistes, et particulièrement ceux qui osent publier des informations sur les proches du président turc et les soupçons de corruption qui les touchent, ou ceux qui portent témoignage des exactions commises par les forces de sécurité dans les provinces kurdes du pays. C'est le cas de Deniz Yücel, correspondant du journal *Die Welt*, à la double nationalité turque et allemande, qui avait osé faire les deux. D'abord arrêté le 14 pour avoir repris des courriels publiés par un groupe de hackers turcs du compte de Berat Albayrak, ministre de l'Énergie et gendre du président turc, il a vu son interrogatoire très vite dériver vers ses reportages à Cizre et Yüksekova, et ses entretiens réalisés en 2015 avec Cemil Bayık, co-président du Conseil exécutif du KCK (l'aile politique du PKK). Il a été arrêté de nouveau le 27, cette fois pour «propagande pour une organisation terroriste» et «incitation à la violence».

La violence, justement, s'est également poursuivie. Du côté de la guérilla, deux attentats ont ce mois-ci visé des fonctionnaires: le 18 à Viranşehir, dans la province de Şanlıurfa, l'explosion commandée à distance d'une bombe placée dans une voiture, dans le jardin d'une résidence hébergeant des juges et des procureurs, a tué un enfant et un employé, et fait 17 blessés. L'attentat n'a pas été immédiatement revendiqué. Et le 27, les militants du PKK ont fait exploser une bombe au passage d'un train transportant du fret dans la ville de Diyarbakir, faisant dérailler plusieurs wagons. Il n'y a pas eu de blessés. Quant à la violence exercée par l'État, elle s'est également poursuivie.

L'armée de l'air turque n'a cessé d'opérer des frappes sur les positions supposées du PKK dans les montagnes du Kurdistan d'Irak: le 7 au soir dans le district de Sidakan, puis les 18, 19 et 20 (frappes qui selon le PKK ont fait 4 morts et 5 blessés dans ses rangs), l'armée annonçant le 21 avoir détruit 10 grottes et abris utilisés par le PKK au Kurdistan d'Irak et dans la province turque d'Hakkari, le 22 au matin, dans la région d'Amêdi, au Nord-Est de la province de Dohouk (les habitants avaient évacué les villages visés), le 22 en début d'après-midi sur Qandil, le 27 dans la région d'Avasin-Baysan. Les militaires

turcs ont aussi continué leurs opérations au Kurdistan de Turquie: le 19, le HDP s'est inquiété dans un communiqué de la situation du village de Xirabé Baba (Kuruköy), dans le district de Mardin-Nusaybin. Un couvre-feu imposé le 1^{er} février sur 9 villages de la région, levé pour 8 d'entre eux, a été maintenu sur Xirabé Baba, qui a laissé sans nouvelles durant 9 jours, tandis que circulaient sur le net des rumeurs d'incendies de maisons, d'exactions, de tortures et d'exécutions extra-judiciaires... et des vidéos inquiétantes présentées comme tournées par des soldats, tandis qu'une délégation du HDP

s'est vu refuser l'accès au village. Selon une dépêche de *Peace in Kurdistan* datée du 20, 3 habitants ont été exécutés, 39 torturés et on est sans nouvelles de 2 autres.

Face à la répression et aux exactions, l'Europe s'est pour l'instant contentée de condamnations verbales, sans parvenir à aucune décision politique, sanctions ou suspension officielle du processus d'adhésion turque. Cette attitude pusillanime se poursuivra-t-elle si la Turquie se transforme institutionnellement en ce «Sultanat post-moderne» rêvé par M. Erdoğan? Il sera alors bien tard pour agir.

KURDISTAN D'IRAK: APRÈS DAECH, QUEL DEVENIR POUR LES TERRITOIRES DISPUTÉS?

Sur le plan militaire, c'est le 18 du mois que, après avoir repris à Daech 15 villages au sud de la ville, les troupes irakiennes ont commencé à bombarder la partie Ouest de Mossoul, après que les avions aient largué des millions de tracts prévenant les habitants de l'imminence de l'attaque. Le dimanche 19 au matin, l'attaque proprement dite a démarré. Les troupes irakiennes n'ont pas tenté de traverser le fleuve en ville, cette voie étant bien trop exposée, mais ont avancé depuis le front sud vers l'ancien aéroport international, qui pourra une fois repris servir de base pour la suite. Les officiers s'attendent cependant à une bataille plus difficile qu'à Mossoul-Est, notamment dans la vieille ville avec ses rues étroites où ne peuvent pénétrer les véhicules blindés, et où de nombreux civils sont encore présents – l'ONU a déclaré craindre le déplacement de 400.000 d'entre eux. Et même si l'on estime qu'un millier de djihadistes ont été éliminés durant les phases précédentes de l'offensive, Daech disposerait encore de 5.000 combattants...

Les combats ont commencé autour de l'aéroport le 20, et les Irakiens ont annoncé le 23 au matin y avoir pénétré, avant d'annoncer un peu plus tard le contrôler entièrement. Puis le 24, au prix de combats très durs, ils sont entrés dans un quartier de Mossoul-Ouest, Al-Maamoun. Le 25, ils ont continué à avancer dans les quartiers sud de Mossoul-Ouest, tandis qu'un millier de civils réussissait à fuir. Le même jour, la chaîne de télévision kurde *Rûdaw* a annoncé que sa reporter Shifa Gerdî avait été tuée par l'explosion d'une bombe lors du passage de son véhicule et que son caméraman avait été blessé. Gerdî, une femme journaliste kurde, est le 2^e journaliste irakien tué en couvrant la bataille de Mossoul, le 1^{er} l'avait été en octobre dernier. Le 27, les Irakiens ont pris le pont le plus au sud sur le Tigre. Endommagé par des frappes aériennes, il pourrait cependant, une fois réparé ou complété d'un pont flottant, leur permettre d'amener des renforts vers la rive Ouest du fleuve pour avancer dans la partie de la ville encore tenue par Daech. De nouveau, un

millier de civils, pour la plupart affamés et assoiffés après avoir marché plus d'une heure dans le désert, sont arrivés tôt le matin sur les lignes gouvernementales.

Le 24, l'armée de l'air irakienne a frappé pour la première fois Daech en territoire syrien, les autorités irakiennes déclarant être prêtes à continuer si nécessaire. Les djihadistes se montrent toujours déterminés au combat, compensant leur plus petit nombre par l'usage de drones commerciaux qu'ils modifient dans une dizaine d'ateliers avant de les envoyer vers les lignes ennemies pour obtenir des informations et diriger les attentats-suicides. Ils tentent sans cesse d'organiser de nouveaux attentats, comme celui utilisant une voiture piégée qui a fait au moins 48 morts à Bagdad le 16. Le 1^{er} du mois, les *Asayish* (sécurité kurde) de Kirkouk avaient déjà annoncé avoir arrêté dans un village la nuit du 30 janvier six personnes suspectées de préparer un attentat dans cette ville, et le 12, cinq autres dans le district de Hawija, qui auraient tenté de rejoindre Daech.

Sur les plans économique comme politique, le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) est toujours confronté à une crise. Ne recevant plus de Bagdad depuis 2014 son budget fédéral mensuel de 1 milliard de dollars, il a dû se battre pour financer ses dépenses, y compris les salaires de ses plus de 1,3 millions de fonctionnaires. Le 1^{er} février, il a annoncé que son nouveau système biométrique de paiement, qui identifie les fonctionnaires par leurs empreintes digitales, avait révélé un grand nombre d'abus: certains recevaient jusqu'à 5 salaires! De plus, le porte-parole du GRK, Safin Dizayî, a récemment estimé que seulement 740.000 des 1,4 millions de fonctionnaires accomplissaient réellement un travail utile... Le 7, le Président Barzani a ordonné aux pechmergas de s'enregistrer sur ce système s'ils voulaient être payés. Le 15, la Présidence de la Région a publié un rapport sur les réformes économiques accomplies jusqu'à ce jour indiquant entre autres que les paiements à 23.000 personnes et les pensions à 20.000 autres avaient été arrêtés, de même que les achats de véhicules pour les hauts responsables et d'essence pour les centrales électriques, auparavant de 2 à 3 milliards de dollars. Enfin des enquêtes ont été lancées sur une vingtaine de responsables administratifs enrichis de manière suspecte et de commandants militaires. En plus des réductions de salaires, le GRK a également annulé 89 projets. Résultat, sur un budget annuel 2016 proche de 5,4 milliards de dollars (dont 80% provenant des recettes pétrolières), les dépenses, qui en 2013 «pesaient» environ 10 milliards de dollars, sont descendues à un peu plus de 5,5 milliards. Selon la Commission des Investissements du Kurdistan, ceux-ci ont été en 2016 à leur niveau le plus bas sur les dix dernières années, deux milliards de dollars contre quatre l'année précédente.

Bien que le porte-parole du GRK Safin Dizayî ait annoncé le 24 que, les perspectives économiques s'améliorant pour 2017, les réductions de salaires pourraient peut-être être supprimées partiellement ou totalement, le marasme économique a eu des conséquences indéniables sur le moral de la population, et notamment la jeunesse. Selon le ministre des Affaires sociales Muhammad Hawdiani, depuis 2003, près de 55.000 personnes étaient rentrées au Kurdistan après des années d'exil en Occident, mais après la détérioration des finances il y a deux ans, une nouvelle vague de jeunes Kurdes est repartie vers l'étranger pour chercher une vie meilleure. Selon le ministère irakien de la migration, plus de 25.000 personnes originaires du Kurdistan, en majorité des jeunes hommes, ont quitté le pays depuis 2015 pour chercher l'asile dans un pays européen, mais les chiffres pourraient être considérablement plus importants... Une des conséquences inattendues de cette situation est un certain retour en grâce de l'activité agricole. Le volume des exportations agricoles du Kurdistan a beaucoup augmenté en 2016 avec 38.000 tonnes, et le 21, le Ministère de l'agriculture du GRK a annoncé projeter de supprimer les taxes à l'exportation sur les produits agricoles vers les pays voisins et de proposer aux vendeurs des aides en transport afin de soutenir celles-ci.

Sur le plan politique, l'heure est toujours aux discussions inter-partis pour tenter d'avancer, mais sans beaucoup de résultats tangibles, même si les discussions récemment tenues entre le PDK et l'UPK pointent vers une réactivation possible du parlement kurde au printemps. De plus, les dissensions internes continuent à l'UPK, avec la démission le 10 d'un membre important du

bureau politique, Azad Jundiani. Une réunion a pris place le 12 entre les chefs des deux factions opposées de l'UPK pour tenter de rapprocher les points de vue. Un communiqué du Bureau politique a annoncé d'autres réunions. Le 14, le comité de direction conjoint UPK-Gorran (Mouvement du changement), créé lors de la signature de leur accord le 17 mai dernier a tenu une réunion dans les locaux de Gorran à Sulaimaniya pour tenter de décider si l'UPK passera un nouvel accord avec le PDK pour former un nouveau gouvernement. L'UPK, toujours tiraillée entre ses relations avec le PDK et Gorran, avait indiqué au PDK qu'elle discuterait avec celui-ci après sa réunion avec Gorran. Le 25, l'UPK a publié une série de propositions pour résoudre aussi bien la crise politique et la crise financière paralysant la Région du Kurdistan. Faisant état de l'importance des relations entre UPK et PDK, le document déclare qu'elles doivent être renouvelées et développées, tout en demeurant ouvert à l'idée d'une réunification avec Gorran. Il pose un ordre de priorités pour résoudre les différents problèmes: 1- Résolution de la crise politique et économique interne; 2- Mise en œuvre de l'article 140 de la Constitution de 2005; 3- Tenue du référendum d'indépendance.

Concernant la présidence de la Région, l'UPK propose que les partis se mettent d'accord à la majorité sur un candidat et constituent un comité directeur pour prendre les décisions nécessaires jusqu'aux élections. Concernant la gestion du pétrole et le devenir du Kurdistan, l'UPK constate que ces problèmes ne peuvent être résolus sans un règlement politique avec Bagdad, car la plupart des ressources pétrolières se trouvent dans les territoires disputés. L'UPK appelle donc à la définition d'un

calendrier de mise en œuvre de l'article 140 de la Constitution de 2005, que Bagdad a retardé durant 9 ans, et qui établissait précisément un mécanisme de règlement. Pour le référendum d'indépendance, caractérisé comme un droit démocratique et un devoir national, l'UPK propose de le placer sous la supervision des Nations Unies ou d'autres agences internationales, en même temps que les élections législatives et présidentielles prévues cette année. L'UPK suggère aussi l'usage de voies alternatives pour exporter le pétrole – comme l'Iran – une suggestion mettant en cause sans le dire le chemin d'exportation pétrolier exclusif par la Turquie. Concernant la situation sociale, l'UPK suggère une loi permettant de placer sur un compte la part de salaire non versée aux fonctionnaires afin de pouvoir leur restituer plus tard.

Enfin, deux affaires concernant les droits de l'homme au Kurdistan irakien ont connu un écho médiatique durant ce mois. Le 13,

le Président de la Commission indépendante des droits de l'homme du Kurdistan d'Irak, Diya Boutros, a accusé les forces de sécurité kurdes (*Asayish*) et les *Hashd al-Shaabi* (Unités de mobilisation populaire, en majorité chiites), d'avoir torturé des enfants de 12 à 17 ans suspectés de liens avec Daech dans deux camps de détention, à Dibaga et Hassan Sham, pour les faire avouer. Environ 200 enfants auraient été détenus dans ces camps. Ces accusations ont été réfutées le 16 par le Chef de la sécurité d'Erbil, Tariq Nuri. Puis la chaîne de télévision américaine *Fox News* et *Investigative Project* ont accusé les pechmergas et le GRK de chercher à empêcher les déplacés Yézidis du Sindjar et les Assyriens de la plaine de Ninive de regagner leurs demeures. Selon des avocats représentant les Yézidis, les autorités kurdes laisseraient des Kurdes s'approprier les maisons abandonnées. Un représentant du GRK a répondu qu'il fallait d'abord désamorcer les pièges explosifs laissés par les djihadistes,

et le 23, le responsable chargé de répondre aux rapports internationaux, Dindar Zebari, a réfuté ces accusations en expliquant que les retours étaient ralentis par l'ampleur des destructions et le temps nécessaire pour rétablir les services (eau, électricité) dans les zones libérées, ajoutant que le GRK se coordonnait régulièrement avec l'ONU à ce propos. Le même jour, la représentante du GRK aux États-Unis, Bayan Sami Abdul Rahman, a déclaré que le GRK ne s'opposait pas à la création de zones autonomes pour les Yézidis et les minorités chrétiennes irakiennes: «Nous n'avons aucun problème avec l'autonomie pour eux», a-t-elle déclaré lors d'une conférence à l'Institut Hudson: «Nous devrions les écouter et nous devrions leur donner ce qui est nécessaire». La question de la réinstallation de ces minorités touche à celle des frontières du Kurdistan, les territoires concernés, et en particulier le Sindjar, se trouvant dans les territoires dits disputés.

To defeat ISIS, arm the Syrian Kurds

President Trump needs to make it clear to Turkey that the liberation of Raqqa from the Islamic State can't wait.

Antony J. Blinken
Contributing Writer

When President Trump presides over his first meeting of the National Security Council, possibly this week, he is likely to confront a decision whose urgency is matched only by its complexity: whether to arm Syrian Kurdish fighters poised to liberate the Islamic State's Syrian stronghold in Raqqa.

Taking back Raqqa, along with Mosul in Iraq — where Iraqi forces backed by the United States-led coalition have freed about half of the city — will effectively eliminate the Islamic State's self-declared caliphate. The consequences for the Islamic State will be devastating. It will no longer control significant territory within which to train and harbor foreign fighters or exploit resources. It will lose the foundation of its most compelling narrative: the construction of an actual state.

As the noose around the Islamic State tightens, it has tried to adapt by plotting, inspiring or taking responsibility for indiscriminate attacks around

The Islamic State directs its external operations from Raqqa. Hence, the urgency of Raqqa's liberation.

the world: a nightclub in Orlando, Fla., a promenade in Nice, France, a cafe in Dhaka, Bangladesh, a square in Istanbul. Recruits are being told to stay home and attack there. Foreign fighters are being pushed out of Iraq and Syria,

back to where they came from. The Islamic State directs its external operations from Raqqa. Hence, the urgency of Raqqa's liberation. The only fighters capable of seizing Raqqa belong to our most effective partner on the ground — the Syrian Democratic Forces, a mixture of Arabs and Kurds dominated by the People's Protection Units, a Kurdish militia. The S.D.F. can succeed only if it is armed to overcome the Islamic State's ferocious urban resistance of snipers, suicide bombers and improvised explosive devices.

In the last days of the Obama administration, the Pentagon said it would immediately seek permission from President Trump to do just that. It rightly wants to take advantage of the S.D.F.'s momentum in isolating Raqqa.

It is also determined to get the several hundred Special Operations forces President Barack Obama ordered into Syria the most effective partners possible.

So what's the rub? Turkey — a NATO ally and key player in Syria — passionately opposes any American support to the Syrian Kurds, especially the protection units. It is angered by the militia's links to the Kurdistan Workers' Party, known as the P.K.K., a terrorist group that has plagued Turkey for decades.

The end of a cease-fire between the Turkish government and the P.K.K. has produced repeated attacks by the Kurdish group and a scorched-earth campaign by the government. Ankara argues that any aid the United States gives the People's Protection Units militia will end up in the hands of the P.K.K. and be used to murder Turkish civilians.

As deputy secretary of state, I spent hours with my Turkish counterparts trying to find a modus vivendi for continuing American support to the Syrian Democratic Forces. At every juncture — from the liberation of Manbij in northeastern Syria to the isolation of Raqqa — they protested angrily and threatened repercussions, including denying the international coalition access to Incirlik air base and slowing counterterrorism cooperation. Anti-American rhetoric surged in the Turkish media. Each time, it took President Obama's direct engagement with Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, to smooth the way just enough to keep going.

If President Trump approves the Pentagon's recommendation to arm the S.D.F., it will fall to him to keep Mr. Erdogan onboard — a first, highly charged test of his diplomatic skills. There is an art to this deal.

First, Mr. Trump should make clear that he has no more urgent priority than defeating the Islamic State — and that Raqqa cannot wait. Pushing the pause button in the illusory search for an alternative liberation force more amenable to Turkey would delay any move on Raqqa for months.

Second, any support we provide the Syrian Democratic Forces should be mission-specific — just enough to do the job in Raqqa, not enough to risk spillover to the P.K.K. United States Special Operations forces will have to ensure the S.D.F. is using resources only for its intended purpose.

We should insist that it commit to not use any weapons against Turkey, to cede liberated Raqqa to local forces, to respect Syria's territorial integrity and to dissociate itself from the P.K.K.

Third, keeping the S.D.F. focused on Raqqa keeps it away from the Turkish-Syrian border — and any effort by Syrian Kurds to join the area they control in a contiguous Kurdish region or state. Turkish troops entered Syria to prevent the emergence of such a state. President Trump should clearly reiterate our own opposition to such a development.

Fourth, Turkey wants to take back the Islamic State-controlled town of Al Bab before the Syrian Kurds do. President Trump should back strong American air support for the Turkish operation there and reiterate our determination to help Turkey consolidate a broader buffer zone in northern Syria.

Fifth, Mr. Trump should double down on support for Turkey's fight against the P.K.K., including helping find the group's leadership holed up in Iraq's Qandil Mountains.

Finally, the president must rethink last week's executive order on immigration. At the very moment the Islamic State is on its heels, the order risks becoming a recruitment bonanza for jihadists while shutting America's doors to the very people taking the fight to the Islamic State on the ground.

ANTONY J. BLINKEN is a former deputy secretary of state in the Obama administration.

Russia calls for 'cultural autonomy' for ethnic Kurds in postwar Syria

By Carlo Muñoz - February 2, 2017
www.washingtontimes.com

Russian negotiators are calling for "cultural autonomy" for ethnic Syrian Kurds in a draft version of a new constitution for the war-torn country unveiled Thursday.

The language could put Russia's tenuous alliance with Turkey in Syria in danger, since Ankara continues to identify factions of Kurdish paramilitary forces in the country as terrorist groups.

The draft document, published by Russian state-run media outlet Ria Novosti, also strengthens and centralizes "united, inviolable and indivisible" control of the state under President Bashar Assad's regime while outlawing "the organization of military or paramilitary activities outside of state authority."

Russian diplomats, along with Turkish and Iranian representatives, unveiled the new draft constitution during the latest round of peace talks in Astana, Kazakhstan.

Russian, Iranian and Turkish diplomats have been working with representatives from the Assad regime and moderate rebel leaders to end the civil war which has ravaged Syria for the last six years.

Turkish lawmaker Ahmet Berat Conkar told Russian media outlet Sputnik News on Thursday that the draft constitution represented an important milestone in reaching a viable peace deal in Syria.

"We want the negotiating process in Astana to be fruitful. The proposed draft constitution can accelerate the peaceful process," he said. But Mr. Conkar was adamant that a final draft of the constitution that involves the Kurdistan Workers Party, also known as the PKK, would be a deal breaker.

"We consider the PYD as a terrorist organization, so the approach to its possible involvement in the negotiations should be hardline," he said, referring to the Kurdish Democratic Union party, or PYD, which is the armed faction of the PKK operating in Syria and Iraq.

"This is a very sensitive matter for Turkey. We believe that Russia understands the threat this organization poses to Turkey," Mr. Conkar added.

Syrian peace talks have been underway since Moscow, Ankara and Tehran brokered a ceasefire deal in late December. The U.S., which has backed the rebel forces and demanded Mr. Assad step down, was not present for the key negotiations, which followed major battlefield advances



Syrian Kurdish militia members of the YPG make a V-sign next to a drawing of Abdullah Ocalan, jailed Kurdish rebel leader, in Esmé village in Aleppo province, Syria, in this Feb. 22, 2015, file photo. (Mursel Coban/Depo Photos via AP, File)

by the regime's forces backed by Russian airpower.

Those talks, along with Moscow's unwavering support for the regime, will likely ensure Mr. Assad will remain in power in a postwar Syria — something former President Barack Obama's White House has vehemently opposed. ♦

Parti combattre Daech, un jeune Britannique se suicide plutôt que d'être capturé

C.R | 02 février 2017 www.leparisien.fr

La BBC révèle qu'un jeune Britannique, Ryan Lock, parti combattre Daech aux côtés des Kurdes, et mort le 21 décembre, se serait suicidé plutôt que d'être fait prisonnier.

Ses compagnons d'armes kurdes l'avaient rebaptisé Berxwedan Givara, mais son nom de baptême était Ryan Lock. Cet ancien chef cuisinier britannique de 20 ans est mort le 21 décembre 2016, dans la bataille pour la reprise de Raqqa opposant les combattants kurdes du YPG (Unités de protection du peuple) à Daech.

D'après l'organisation para-militaire kurde, relayée par la BBC, Ryan Lock se serait «suicidé afin d'éviter d'être capturé par Daech». Mark Campbell, un activiste des droits kurdes de l'organisation Kurdish Question, a déclaré que «cet acte courageux» avait permis de priver Daech «d'une opportunité d'exercer une propagande macabre et prévisible».

Le courage de tourner l'arme contre soi

Le corps du jeune britannique a été rendu aux forces armées kurdes, et son examen a dévoilé

une blessure au niveau du menton, suggérant que Ryan Lock aurait tourné son arme contre lui.

«Je n'ai pas les mots pour décrire le courage nécessaire pour accomplir un tel acte. Je pense personnellement qu'il mérite les honneurs militaires les plus élevés pour une telle vaillance face à un ennemi si barbare», a ajouté Mark Campbell.

Un exemple pour les jeunes combattants

D'après la BBC, le corps du jeune homme a été acheminé en Irak dans la journée de mardi, et devrait être rapatrié en Angleterre le plus rapidement possible. La famille du soldat volontaire a affirmé, dans un communiqué, «être reconnaissant envers le YPG pour le ramener à la maison». Auparavant, les forces kurdes lui ont rendu les honneurs militaires dans une cérémonie. Le commandant des unités de protection du peuple aurait ainsi déclaré : «Notre martyr est tombé en combattant courageusement.»

Ryan Lock n'avait aucune expérience militaire. Il s'était rendu en Syrie en août 2016, après avoir prévenu ses proches qu'il partait en vacances en Turquie. D'après la lettre des militants pro-Kurdes adressée à sa famille, Ryan avait rejoint les rangs du YPG le 4 septembre 2016, et



Ryan Lock, un Britannique de 20 ans, est mort en décembre 2016 en combattant contre Daech à Raqqa/Twitter/Kurdish Question

participait depuis «activement» à leur combat, devenant «un exemple pour les jeunes combattants».

D'après une estimation des associations pro-Kurdes, il y aurait environ une «douzaine» de Britanniques combattant contre Daech en Syrie. Ryan Lock est le troisième à mourir aux côtés des Kurdes. ■

Comment Erdogan déboussole la politique étrangère turque

Cyrille Bret / maître de conférences à Sciences Po Paris - Le 01/02/2017
www.lesechos.fr

LE CERCLE/POINT DE VUE - A force de volte-face, le Président turc a ruiné la crédibilité de la Turquie sur la scène internationale.

Aux côtés de la Russie, la Turquie vient patronner les négociations d'Astana sur le cessez-le-feu en Syrie. Les apparences sont sauves : la Turquie conserve l'image d'une puissance régionale essentielle. Mais en réalité, à force de retournements d'alliance, le Président Recep Tayyip Erdogan a démonétisé la parole de son pays sur la scène internationale. En s'alliant avec Moscou et en réalisant des purges massives, il mine la crédibilité de son alliance avec les Etats-Unis et son partenariat avec l'Europe. La Turquie a un homme fort. Mais sans doute plus de politique étrangère.

Loyauté incertaine envers l'Otan

Depuis la Guerre Froide, l'alliance avec les Etats-Unis est le socle de la politique internationale de la Turquie. Entrée dans l'Alliance atlantique dès 1952, elle a été un bastion au contact direct de l'URSS et de l'Iran à partir de 1979. Elle met à disposition des Etats-Unis la base d'Icirklik à partir de laquelle les forces armées américaines ont agi durant les Guerres du Golfe. Et elle abrite une partie du bouclier anti-missile américain. Malgré l'intervention turque à Chypre en 1974 et malgré la Guerre du Golfe en 1991, la Turquie était, jusqu'à il y a peu, considérée comme un allié fiable à Washington.

Désormais, c'est la tension qui prévaut. Sur la question kurde, Washington et Ankara ont des positions opposées. Les Etats-Unis appuient les mouvements kurdes en Irak et en Syrie. La Turquie est, elle, en guerre ouverte avec tous les mouvements kurdes de la région même hors de Turquie.

Les tensions entre Etats-Unis et Turquie portent aussi sur l'extradition vers la Turquie de Fethullah Gülen. A la suite de la tentative de coup d'Etat du 16 juillet 2016, le président Erdogan pourchasse son ancien allié et se heurte, dans cette purge, à son allié américain. Enfin, au moment où l'Alliance renforce sa présence en Europe orientale contre la Russie, son allié turc

opère un rapprochement soudain avec Moscou. La fidélité d'Ankara à ses engagements otaniens est incertaine. A l'aube de la présidence Trump, redoutée à Ankara, la Turquie d'Erdogan a largement dilapidé son crédit auprès de son plus solide allié.

Réchauffement en trompe-l'oeil avec Moscou

Le rapprochement récent entre le « Sultan » Erdogan et le « Tsar » Poutine est abondamment médiatisé. Il s'agit pourtant d'un attelage improbable. Sur le front syrien, la Russie soutient le régime al-Assad, son allié depuis 1971. Au contraire, pour la Turquie, c'est l'ennemi traditionnel : soutenu par les Kurdes, ennemi d'Israël et en guerre avec les islamistes sunnites, le régime al-Assad est la cible de l'administration Erdogan comme des précédents gouvernements.

Ces contorsions à l'égard de la Russie agitent l'opinion publique turque et l'AKP : pendant les bombardements russes d'Alep les postes diplomatiques russes en Turquie ont dû être protégés par l'armée. L'assassinat de l'ambassadeur russe en Turquie souligne que la politique pro-russe d'Erdogan entre non seulement en contradiction avec les convictions de ses électeurs mais également avec les intérêts structurels de la Turquie en Asie centrale et dans le Caucase.

La Turquie s'aventure même dans une coopération avec l'Iran qui laisse perplexe : celle-ci s'oppose aux efforts d'Erdogan pour acquérir le statut de grande puissance sunnite et grève ses efforts pour renouer avec Israël. Le réchauffement des relations avec Moscou masque mal la faiblesse du pays.

Candidature européenne dans l'impasse

Le candidat Erdogan s'était fait élire sur la promotion de la candidature de la Turquie en Europe. L'enjeu de l'AKP était de montrer que le kémalisme n'avait pas le monopole de la modernisation. Au fil du temps, l'europhilie d'Erdogan s'est avérée purement tactique. Elle lui a servi pour évincer l'armée des structures de gouvernement mais aujourd'hui, les désaccords entre l'Union européenne et la Turquie sont croissants.

Les libertés publiques sont menacées par les arrestations de masse, les persécutions de journalistes, les limitations à la liberté d'expression : l'ambition démocratique turque est démonétisée en Europe. De même, la réforme constitutionnelle en cours, sans



Le Président de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan. - Yasin Bulbul/AP/SIPA

"La perspective d'adhésion est aujourd'hui devenue irréaliste."

doute validée par référendum en avril prochain, éloignera sans doute davantage la Turquie des standards de gouvernance de l'Union.

Concernant la question des réfugiés, l'accord conclu avec la chancelière Merkel a instauré entre l'Union européenne un rapport de force peu propice à un rapprochement. Les questions récurrentes du génocide arménien, des Kurdes, de la division de Chypre accentuent le fossé entre Union et Turquie. La perspective d'adhésion est aujourd'hui devenue irréaliste. Aujourd'hui, la Turquie est tenue en suspicion partout en Europe.

Loin de renforcer la position internationale de la Turquie, Erdogan affaiblit son pays en tournant le dos à plusieurs engagements structurels soit pour la Turquie soit pour son propre programme : processus de paix négociée avec les Kurdes, accélération de la candidature à l'UE, fidélité à l'allié américain, soft power islamo-conservateur. Une série de reniements ne font pas une stratégie. ♦



Incirlik, une base de l'Otan sous haute tension

Turquie. C'est d'ici que partent les raids contre Daech. Pour combien de temps encore ?

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
QUENTIN RAVERDY

In'y a pas âme qui vive sur l'avenue Atatürk, principale artère du district d'Incirlik. Le Red Star Carpet et le tanneur Big John prennent la poussière dans l'indifférence générale. Les échoppes – aux drôles de noms anglo-saxons – de cette petite banlieue d'Adana, dans le sud de la Turquie, ont toutes baissé leur rideau. « Cela fait plus d'un an que les Américains

ne quittent plus la base, pour des raisons de sécurité », soupire Ahmed, patron du feu Deja Vu Bar. Le jeune homme pointe, au bout de la rue, l'impressionnante porte d'entrée de la base aérienne où cohabitent les militaires turcs et le 39^e régiment de l'US Air Force, sous l'égide de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan). « Les magasins tournaient grâce aux soldats américains, et maintenant on a tous fermé ! » poursuit Ahmed, qui confie même avoir été marié avec une « officier US ».

Silesquelque 2 000 soldats américains n'arpentent plus les rues d'Incirlik, difficile pour autant d'oublier leur présence. Presque tous les jours, dans un vacarme assourdissant, les chasseurs F-16 décollent en flèche. Les paysans ne lèvent même plus les yeux vers



Chasseur. Retour d'opération sur la base militaire d'Incirlik, à Adana. Les avions de l'US Air Force effectuent jusqu'à une douzaine de sorties par jour.

l'imposant ravitailleur KC-135 qui se pose lourdement sur la piste d'atterrissage. Accolés à Adana, cinquième ville du pays, les 13 kilomètres carrés de zone militaire s'apparentent à une monotone mer de hangars et tourelles. Construite aux premières heures de la guerre froide, Incirlik est devenue la principale base américaine du pays, pour « endiguer » la menace soviétique dans la région, notamment avec le déploiement d'armes nucléaires à partir

de 1959. Cela a permis à la Turquie de rejoindre l'Otan en 1952.

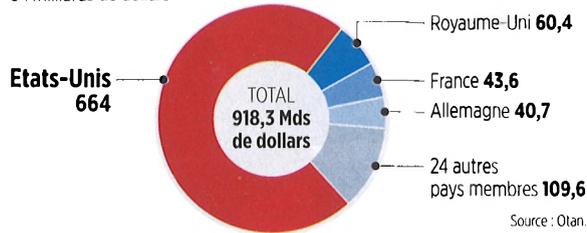
Cette base est toujours au cœur de la stratégie du Pentagone, notamment depuis que les Etats-Unis, à l'été 2014, ont pris la tête d'une vaste coalition arabo-occidentale pour défaire l'Etat islamique en Irak et en Syrie. Pour cette mission qui regroupe plusieurs dizaines de nations, dont la France, Incirlik s'est imposée comme une pièce maîtresse. « C'est la seule base de l'Otan qui soit aussi proche de tant de zones stratégiques » [moins de 100 kilomètres de la Syrie et environ 500 de l'Irak, NDLR], souligne Arda Mevlutoglu, expert en défense et industrie militaire. Mais, depuis l'élection de Donald Trump et ses sorties sur l'Otan, qualifiée d'« obsoleète », personne ne se risque plus à parier sur l'avenir de la base. Pourtant, grâce aux appareils de ravitaillement présents sur place, la durée des opérations de combat et de surveillance est considérablement allongée. De quoi faciliter le travail des pilotes américains, qui mènent près de 80 % des frappes visant des positions de l'EI (contre 5 % pour la France). A Incirlik, les avions de l'US Air Force effectuent jusqu'à une douzaine de sorties par jour, tournant à plein régime.

Au bon vouloir d'Ankara.

Cependant, la coopération américano-turque contre Daech n'a pas toujours été aussi bien huilée. La Turquie du président Erdogan a longtemps été critiquée pour avoir fermé les yeux sur le transit, via son territoire, d'hommes de l'EI partis combattre le régime ennemi de Damas en Syrie. Pis, malgré les pressions de l'administration Obama, Ankara a refusé, des mois durant, d'ouvrir la piste d'Incirlik aux avions de chasse alliés. Car, depuis 1980 et la signature de l'accord de coopération économique et de défense entre les deux pays, les militaires turcs sont seuls maîtres à bord à Incirlik, une base

Les Etats-Unis, champions des dépenses militaires

Répartition du total des dépenses militaires des pays de l'Otan en 2016, en milliards de dollars



2%

du PIB

C'est le seuil de dépenses militaires exigé pour chaque pays de l'Otan par Donald Trump pour intervenir auprès d'un pays membre en cas d'agression extérieure. Or, aujourd'hui, rares sont les pays européens à atteindre ce seuil. Seuls la Grèce, le Royaume-Uni, l'Estonie et la Pologne dépensent plus de 2 % de leur PIB pour leur défense. Avec 1,7 % de son PIB, la France n'en est pas loin. L'Allemagne et l'Italie consacrent à peine plus de 1 point de PIB à leur défense. Et les Etats-Unis ? 3,6 % de leur PIB vont aux dépenses militaires.

aérienne pourtant construite par et pour l'US Air Force. Ankara se réserve notamment le droit d'interdire l'accès aux infrastructures militaires quand bon lui semble. Les Etats-Unis, qui ne peuvent agir que sous l'égide de l'Otan, doivent ainsi demander l'aval des Turcs pour chaque mission. Sans le sésame d'Ankara, les avions de la coalition sont cloués au sol, impuissants. Il faudra attendre l'été 2015 et le sanglant attentat de Suruç (à la frontière turco-syrienne), attribué à l'EI, pour qu'Erdogan daigne enfin autoriser le lancement de missions de combat depuis Incirlik.

Mais, après douze mois d'opérations seulement, la base est à nouveau plongée dans la crise. Le soir du coup d'Etat du 15 juillet 2016, orchestré, selon le pouvoir, par les partisans de l'imam Fethullah Gulen – exilé aux Etats-Unis depuis 1999 –, quatre KC-135 Stratotanker turcs décollent d'Incirlik. Peu après 22 heures, sous le nom de code « Asena », les avions se dirigent vers Ankara pour ravitailler dans les airs les chasseurs putschistes qui bombardent le palais présidentiel et le Parlement. L'US Air Force, informée de la tentative de coup d'Etat en cours, joue les candides. « Il y a de nombreux partenaires de la coalition, en plus de nos hôtes turcs, qui volent à l'intérieur et à l'extérieur du territoire, on ne les suit pas à la trace et on ne fait pas de rapport sur l'endroit où ils vont », se défend le lieutenant Jhannelle Haag, responsable des relations

publiques du régiment américain d'Incirlik.

La réponse des fidèles d'Erdogan ne se fait pas attendre. A l'aube, une marée de 7 000 policiers prend d'assaut la base à la recherche des traîtres. Le « maître des lieux », le général de brigade Bekir Ercan Van, ainsi que 11 hauts gradés sont arrêtés. Les Etats-Unis sont très vite accusés d'avoir soutenu militairement le putsch et de refuser de livrer Fethullah Gulen. Le sentiment anti-américain gagne les foules. Le 28 juillet, l'Association de la jeunesse anatolienne rassemble 2 000 personnes à Incirlik devant la « base du Coup » et exige le départ des forces de l'Otan. La suspicion règne. « La plupart des organisateurs du coup d'Etat ont été entraînés et éduqués un temps sur le sol américain, à la Naval Post Graduate School par exemple », avance Arda Mevlutoglu. La THK, l'armée de l'air turque, est lourdement purgée : 280 pilotes sur 600 sont démis de leurs fonctions, dont une trentaine à Incirlik. « Beaucoup de nos interlocuteurs ont été évincés ou arrêtés. Cela va retarder et compliquer la coopération avec les Turcs », confessa moins d'une semaine après le coup d'Etat manqué James Clapper, le directeur du renseignement national américain.

Outre-Atlantique, on s'émeut de la dizaine d'armes nucléaires entreposées sur la base. Déjà, en mars 2016, la menace terroriste planant contre la zone militaire avait poussé le Pentagone à faire évacuer les familles des soldats du 39^e régiment. L'instabilité au sommet de la chaîne de commandement turc ne fait qu'attiser un peu plus les craintes. Des médias annoncent que Washington s'activerait à évacuer certaines de ses armes nucléaires. « On ne discute pas de la localisation d'équipements stratégiques », coupe court le lieutenant Haag. Face au silence des officiers, plusieurs observateurs américains et turcs, eux, tentent d'éteindre l'incendie, rappelant que la base ne dispose plus de l'équipement nécessaire pour utiliser ces armes et que leur présence est symbolique.

Mais le mal est fait. Pour certains, la confiance envers la ■■■

Aux Etats-Unis, on s'émeut de la dizaine d'armes nucléaires entreposées sur la base.



djihadistes», fulmine l'écu de la gauche radicale allemande.

Plus de six mois après le coup d'Etat manqué, le rythme des missions aériennes semble revenu à la normale. Les appareils d'Incirlik soutiennent les opérations pour reprendre Mossoul, même si la Turquie, elle, est officiellement exclue de la campagne militaire. Pourtant, de nouveaux nuages viennent assombrir le ciel des relations américano-turques. Sur le sol syrien, Ankara et Washington se mènent, à distance, un duel militaro-diplomatique.

Le nœud kurde. En août, la Turquie, faisant cavalier seul, a lancé la vaste opération Bouclier de l'Euphrate dans le nord de la Syrie en soutien à des groupes rebelles opposés au régime de Damas. Sur place, les soldats turcs combattent directement les djihadistes de l'EI, notamment autour de leur fief d'Al-Bab. Ils y multiplient également les accrochages sanglants avec les milices kurdes du Parti de l'union démocratique (la branche syrienne du PKK, ennemi déclaré d'Ankara), qui sont, en Syrie, les principales alliées de Washington dans sa lutte contre Daech. Régulièrement, les avions d'Incirlik appuient ces forces kurdes. Un soutien vécu comme une trahison par la Turquie. Ankara brandit des menaces. «*La Turquie a le droit de fermer Incirlik. Nous avons toujours ce droit*», prévenait ainsi, début janvier, Ibrahim Kalin, porte-parole du chef de l'Etat turc.

«*Il est très peu probable que la Turquie suspende l'accès de la base aux Américains et aux autres alliés*», nuance Ross Wilson. L'arrivée aux commandes d'un Trump critique à l'égard de l'Otan, admiratif de Vladimir Poutine – à qui Ankara fait du pied – et enclin à renouer des liens forts avec Erdogan pourrait sérieusement changer la donne, notamment sur la Syrie. Sans quoi il y a péril en la demeure, prévient le diplomate: «*S'il n'y a pas d'efforts pour une compréhension mutuelle, la division entre la Turquie et les Etats-Unis va s'accroître, risquant d'affaiblir l'effort contre l'EI et d'ébranler l'alliance entre nos deux pays*». ■

AP/SIPA

■■■ Turquie est rompue. «*Après le putsch manqué, on s'est inquiétés des attaques contre la liberté de la presse et les droits fondamentaux; on a ressenti une rhétorique anti-américaine croissante. Et on sait qu'Ankara a tenté de se rapprocher d'acteurs qui menacent les intérêts de l'Otan, comme la Russie*», analyse Jonathan Schanzer, expert à la Fondation pour la défense des démocraties (FDD), un think tank néoconservateur. Ces craintes, la FDD les a compilées dans un rapport, invitant la nouvelle administration américaine à revoir ses relations avec la très autoritaire Turquie d'Erdogan et à envisager des alternatives à la base Incirlik (Jordanie, Chypre ou le nord de l'Irak). «*Il faut faire comprendre aux Turcs qu'on a d'autres options. Il faut qu'on arrête de se dire: on ne peut pas faire ça, de peur de vexer Ankara*», résume Jonathan Schanzer, coauteur du rapport.

Pas de décisions hâtives, tempère Ross Wilson, ancien ambassadeur américain en Turquie. «*Le gouvernement ne devrait pas revoir la présence de bases sur le sol turc. Cela aurait de graves conséquences sur notre capacité à exercer un quelconque pouvoir sur une des régions les plus instables du monde, sur nos efforts pour bloquer l'EI et sur notre alliance avec la Turquie*». Sur le terrain, les militaires, eux, assurent que «*tout va bien*». «*Nous continuons à coopérer aux côtés de nos partenaires et hôtes et attachons de*

l'importance à notre longue alliance», se persuade ainsi Jhannelle Haag. Un sentiment partagé par l'un des rares civils à avoir pu entrer dans la base récemment. «*La coopération entre nos officiers, les Américains et les Turcs semble vraiment efficace*», affirme Karl Lamers. En octobre 2016, ce député chrétien-démocrate allemand, responsable de la Commission de défense, a été envoyé à la tête d'une délégation du Bundestag pour inspecter les forces allemandes: 6 avions de chasse et 250 soldats déployés à Incirlik par Berlin afin de soutenir l'effort contre l'Etat islamique.

Or cette visite a bien failli ne jamais se produire. En juin, une résolution du Parlement allemand reconnaissant le génocide arménien a provoqué l'ire d'Ankara, qui a, pendant plusieurs mois, interdit l'accès d'Incirlik aux élus allemands. Du passé, à croire le député conservateur: «*Tout va bien maintenant, on est tous concentrés sur le même objectif: vaincre l'EI*». La mission allemande devrait même être prolongée d'un an et 60 millions d'euros, investis pour moderniser les infrastructures d'Incirlik. Un enthousiasme auquel Alexander Neu, député Die Linke, également de la visite, ne goûte que très peu. «*Pour la coalition au pouvoir en Allemagne, garder de bonnes relations avec la Turquie pèse plus lourd que le génocide arménien, les attaques d'Erdogan contre l'Etat de droit ou le soutien aux*

Crispations. Réunion à Incirlik, le 5 décembre 2016, entre le général Joseph Dunford (3^e à partir de la gauche), chef d'état-major de l'armée américaine, et son homologue turc, le général Hulusi Akar (face à lui).

« La Turquie a le droit de fermer Incirlik. Nous avons toujours ce droit. » Le porte-parole d'Erdogan

NEW TENSIONS WITH IRAN

Tehran's missile launch was provocative, as was the Trump administration's response.

It didn't take long for tensions to flare between Iran and President Trump, and both sides have to share the blame.

Iran was dangerously provocative in conducting a ballistic missile test this week. Officials in Tehran must have known that the launch of the medium-range Shahab missile would alarm America and other countries in the unstable region and would be red meat for the impulsive new president. However, the Iranians seemed determined to test not just the missile, but also whether Mr. Trump would seize any excuse to blow up the 2015 nuclear deal.

Although Mr. Trump campaigned against the deal, under which Iran curbed its nuclear program in return for the lifting of international sanctions, he didn't immediately jettison it after the missile launch. Instead, he threw down a challenge that was itself provocative and displayed an eagerness to confront Iran, a risky path that could lead to a military conflict. "As of today we are officially putting Iran on notice," his national security adviser, Michael Flynn, told reporters Wednesday.

Moreover, there was no apparent attempt to discuss the missile issue with Iran privately and no coordination with Britain, France, China, Russia and Germany, the other major powers that are parties to the nuclear deal.

Mr. Flynn was right, however, in highlighting Iran's

troubling behavior, including the recent attack on a Saudi Navy patrol boat by Iranian-backed Houthi rebels from Yemen, as well as Iran's expanding influence in Iraq.

Given these tensions, Iran needs to refrain from testing missiles, even though the International Atomic Energy Agency said they are not capable of carrying nuclear warheads. Critically, this week's launch does not violate the 2015 nuclear agreement, which does not cover missiles. And despite what Mr. Flynn has said, the test is not considered a violation of 2015 United Nations resolution that calls on Iran to refrain from testing ballistic missiles, without making it mandatory.

For now, the administration says it intends to impose new missile-related sanctions in a way that does not affect the nuclear deal. It could use existing American sanctions to expand penalties on firms that support Iran's missile program. It should work with the major powers to strengthen efforts, under United Nations sanctions, to interdict missile technology shipments to Iran. Another idea would be an initiative to persuade Iran to agree to missile limits if Saudi Arabia and Israel did the same.

What is most important is to find ways to manage tensions with Iran without creating a path toward confrontation.

REUTERS

Turkey detains 800 over alleged links to Kurdish militants

FEBRUARY 14, 2017 / By Daren Butler / REUTERS

ISTANBUL / Turkish police have detained more than 800 people over alleged links to Kurdish militants in the past two days, a police source said on Tuesday, a crackdown the pro-Kurdish parliamentary party said was aimed at sidelining it ahead of a referendum.

Turks will vote on April 16 on replacing the parliamentary system with the stronger presidency sought by President Tayyip Erdogan. The referendum will be held under a state of emergency imposed after an attempted coup last July.

Tens of thousands of people have been arrested since the abortive coup over suspected ties to Fethullah Gulen, the U.S.-based Muslim cleric accused by Ankara of organising the putsch. Separately 5,000 members of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) have been held, the party says.

Counter-terror police over the past two days detained 834 people suspected of ties to the Kurdistan Workers Party (PKK) militant group in dawn raids across 37 provinces in Turkey, a statement from Istanbul police said.

The operations were launched because police believed the PKK leadership had instructed its militants to organise armed rebellions starting from Feb. 15, the anniversary of the capture of PKK leader Abdullah Ocalan in Kenya in 1999.

Along with the suspects, two Kalashnikovs, eleven guns, fifteen rifles and ammunition was seized, police said.

The HDP said the raids aimed to weaken it. "The basic goal of these operations ... is to hold the referendum without the HDP," a statement from its executive committee said.

Its statement, released before Tuesday's arrests, said more than 300 of its members and executives had been detained on Monday, bringing those held this year to around 1,200. A dozen of its lawmakers and tens of



FILE PHOTO: Pro-Kurdish politicians wearing t-shirts featuring Abdullah Ocalan gather to start a hunger strike to demand the right to visit the jailed PKK militant leader Ocalan, in Diyarbakir, Turkey, September 5, 2016. REUTERS/Sertac Kayar/File Photo

Kurdish mayors from a sister party have been jailed pending trial.

The government accuses the HDP, parliament's second biggest opposition party, of being a political extension of the PKK. The HDP denies direct links with the PKK and says it wants a peaceful settlement in Turkey's largely Kurdish southeast.

The PKK, designated a terrorist group by Turkey, the European Union and the United States, launched an armed insurgency against the Turkish state in 1984 and more than 40,000 people have been killed in the conflict.

A ceasefire between the PKK and the state broke down in July 2015 and thousands have been killed in conflict since then.

"We will never bow down faced with this persecution and pressure," the HDP said. "What they are trying to prevent with the detentions and arrests is a 'no' (vote in the referendum)."

Ahead of the official launch of referendum campaigning this week, Erdogan has called for Turks to vote 'yes' to the reform by saying the PKK opposes it and that a 'no' vote means taking sides with those behind last year's putsch. ●

Les 100 sacrilèges de Daech en Irak

Comment les yézidis ont tenté de sauver leurs temples

Un rapport du gouvernement régional du Kurdistan d'Irak inventorie une centaine de bâtiments sacrés endommagés ou rayés de la carte, à la frontière entre le Kurdistan irakien et les provinces sous l'autorité du gouvernement central de Bagdad.

— 44 temples de cette religion pré-islamique du nord de l'Irak ont été détruits par l'État islamique.

— Quant aux fidèles, ils ont été massacrés par milliers.

Sinjar Ville

De notre correspondant

Le visage de Daham Shmo ressemble à une montagne. Bruni, massif et broussailleux, on dirait le Sinjar, le berceau de son peuple, les yézidis. Dans son oliveraie du nord de l'Irak, il raconte avec calme le massacre du temple de Sheikh Mand. C'était il y a deux ans. Fuyant Daech, il s'était replié dans ce sanctuaire du village de ses ancêtres. Sheikh Mand, fondé au XIII^e siècle, était un des temples les plus sacrés du Sinjar. Dans son immense cimetière reposent les victimes d'un attentat commis le 14 août 2007, l'attaque terroriste la plus meurtrière au monde après le 11 septembre: 796 morts, acte pré-curseur des persécutions actuelles.

Daech a déferlé dans la vallée le 25 octobre 2014. « À 5 heures du matin, se souvient Daham, ils sont arrivés avec des blindés, des véhicules piégés et des armes lourdes. Face à eux, nous étions un groupe d'une dizaine d'hommes, des amis, rejoints par trois combattants kurdes de Syrie. Nous n'avions pas assez de munitions et seulement une mitrailleuse lourde. »

Un camarade de Daham est fait prisonnier, un autre écrasé par un blindé, ils battent en retraite. « Une dizaine de yézidis étaient restés à Sheikh Mand, des infirmes, des malades et des vieillards. Les hommes de Daech en ont étranglé un, puis exécuté un autre. Enfin, ils ont regroupé les derniers autour du tombeau, qu'ils ont dynamité. »

Deux ans plus tard, l'alliance kurde et yézidie qui a libéré une partie du Sinjar n'a toujours pas repris Sheikh Mand, coïncé dans un no man's land. Un arbre mort marque l'entrée du sanctuaire. Ses branches sont nouées de tissus colorés, déposés là par les fidèles lorsqu'ils ont fait un vœu. Le mausolée n'est qu'un tas de gravats



La dernière pièce du temple yézidi Memê Resha détruit par Daech dans le Sinjar. Lea Mandana

qui ont enseveli les tombes les plus proches. Des habits et des chaussures se devinent sous les pierres.

La ligne de front qui s'avance désormais au sud de la montagne est ponctuée de ruines comme celles-là; 44 « lieux saints » ont été détruits selon l'évaluation officielle de Khairi Bozani, directeur des affaires yézidies du Kurdistan d'Irak. Ces destructions « peuvent servir comme preuves pour confirmer l'intention de génocide », affirme le Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies (ONU), dans un rapport rendu le 15 juin 2016 et intitulé « Ils sont venus pour détruire ».

Directeur d'une école près de Mossoul, Merwan Sheikh Hassan Roshkani a établi un premier inventaire. « Les gens de Sinjar m'appelaient quand ils apprenaient une destruction », se souvient-il.

Dès le 3 août 2014, au premier jour de l'assaut de Daech, les temples de Sinjar Ville, le chef-lieu du district, sont pulvérisés. Le massacre de Sheikh Mand s'est produit au cours d'une seconde vague de razzias, à l'automne 2014. Comme Daham Shmo, des combattants encerclés ont tenté coûte que coûte de sauver les mausolées. En vain. La plupart se sont donc repliés à Sharfadin, le temple le

plus sacré de la région.

Ce mausolée au nord de la montagne était devenu le point de ralliement des civils qui fuyaient et de ceux qui venaient combattre, sous les ordres du vétéran Qasim Shesho et de son neveu Hayder. « Nous ne nous battions pas seulement pour le mausolée, mais pour les centaines de familles qui s'y étaient réfugiées », tient à préciser Hayder. « Les vivants comptent plus que les tombes. »

À Sinjar Ville, les seuls lieux saints restants sont les mosquées sunnites.

Il faudra ensuite reconstruire. Avant même de revenir dans leurs villages, les kakaïs, dont la religion, très peu connue, puiserait aux sources du zoroastrisme, et présente d'ailleurs quelques ressemblances avec le yézidisme, ont commencé de rebâtir les mausolées détruits. Les yézidis aussi ont commencé à rénover leur principal temple dans le Sinjar, Sharfadin. Tout reconstruire paraît cependant impossible.

L'organisation, même vaincue, pourra savourer une victoire: avoir

repères

Des temples, des mosquées et un palais

Plus de cent monuments religieux ont été détruits par Daech dans la région de Mossoul, dont au moins 50 mosquées et 44 temples yézidis.

Le site de la mosquée de Jonas, occupé sans interruption depuis au moins le II^e millénaire avant J.-C., a été dynamité et son sous-sol, qui renfermait un palais assyrien jamais fouillé, a été systématiquement pillé.

L'équipe de Monuments of Mosul in Danger (site internet: monumentsofmosul.org) organise du 8 au 21 février une exposition tirée de ses recherches à la Galerie Věda a umění à Prague.

redessiné la géographie religieuse irakienne, et en particulier celle de l'islam, qui aura bien du mal à cicatriser, amputé de sa diversité locale.

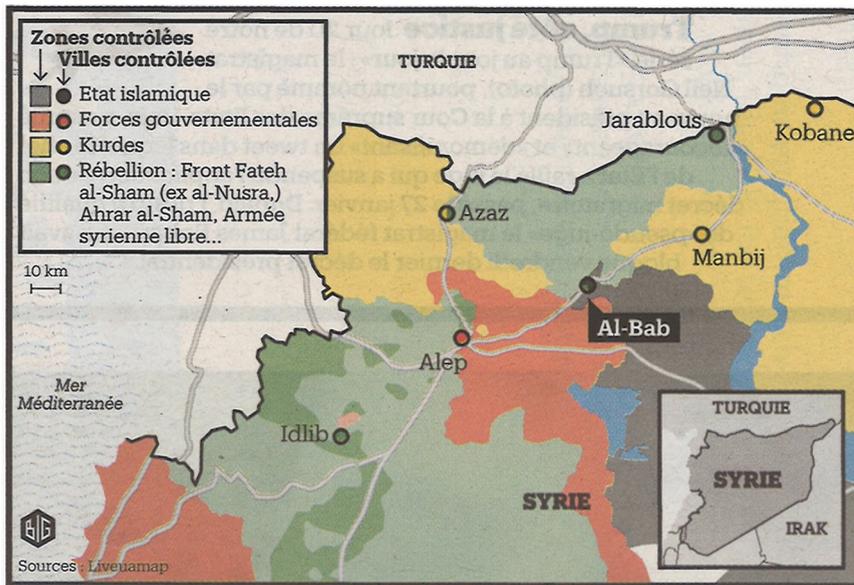
Et avec ces mosquées, les imams qui refusaient de soutenir Daech ont disparu eux aussi. L'enquête du gouvernement régional kurde documente aussi l'assassinat de dix d'entre eux. À Makhmour, le vieil Ahmad Sofi Suleyman, exécuté en 2014, avait refusé d'appeler au djihad contre d'autres musulmans.

Jérémy André



Syrie Al-Bab au carrefour des combats

La dernière ville du nord de la Syrie encore aux mains de l'Etat islamique ne devrait plus résister longtemps aux assauts conjoints de l'armée de Bachar al-Assad, venue du sud, et des forces rebelles soutenues par les Turcs, venues du nord.



Par
HALA KODMANI
et **LUC MATHIEU**

Comme Mossoul en Irak, Al-Bab tombera. La ville, bastion de l'Etat islamique (EI) dans le nord de la Syrie, est encerclée. Les jihadistes ne peuvent plus recevoir ni renforts ni armement. Depuis mercredi, les combats ont gagné la ville elle-même. Mais une autre bataille se joue aussi à Al-Bab, qui signifie «la porte» en arabe. Elle oppose l'armée turque, alliée à des brigades rebelles syriennes qui arrivent du nord, aux forces de Bachar al-Assad venues du sud. La Russie, pourtant alliée de Damas, soutient les soldats turcs et bombarde les positions jihadistes.

Pourquoi Al-Bab est-elle une ville stratégique ?

La ville est la dernière avec Raqqa, capitale syrienne du califat autoproclamé, que l'EI contrôle encore dans le nord de la Syrie. Ces deux dernières années, les hommes de Daech ont perdu Tall Abyad et Jarablous, deux postes-frontières avec la Turquie par où transitaient des

jihadistes étrangers, et Manbij. Al-Bab est à un carrefour, entre Alep à une quarantaine de kilomètres à l'ouest, la frontière turque au nord, et Raqqa à l'est, de l'autre côté de l'Euphrate. Les jihadistes s'en sont emparés en janvier 2014, lorsqu'ils reculaient après avoir été chassés d'Alep par une coalition de groupes rebelles. Al-Bab comptait alors plus de 150 000 habitants, dont des déplacés qui fuyaient les bombardements.

La ville accueille rapidement des jihadistes étrangers arrivés en Syrie depuis la Turquie. L'EI y installe aussi l'un de ses centres de renseignement extérieur, destinés à planifier des attentats à l'étranger. C'est à deux kilomètres d'Al-Bab que Mohammed al-Adnani est tué par une frappe de drone américain le 30 août 2016. Connu comme porte-parole de l'EI, il était aussi en charge de cette branche extérieure. Les Etats-Unis l'avaient placé en haut de la liste des hommes à abattre, juste après Abou Bakr al-Baghdadi, le chef de Daech. C'est aussi à Al-Bab que résidait le Français Abdelilah Himich, alias Abou Souleymane al-Faransi. Le département d'Etat américain l'a placé sur sa liste

noire en novembre, considérant qu'il était l'un des instigateurs des attentats du 13 Novembre à Paris et Saint-Denis et de mars 2016 à Bruxelles. «Al-Adnani avait besoin de gens qui parlaient plusieurs langues, dont l'arabe, c'est comme ça qu'il avait recruté Abou Souleymane», explique un révolutionnaire syrien. Ils étaient proches. Abou Souleymane est devenu célèbre au sein de l'EI après les attaques à Paris. Il a quitté Al-Bab pour Raqqa à la fin 2016.» Il resterait aujourd'hui quelques dizaines de Français dans la ville.

Quelles sont les forces en présence ?

Au lendemain de la prise d'Alep-Est fin décembre par les forces du régime syrien et leurs alliés, Al-Bab apparaît comme un objectif-clé pour au moins trois acteurs rivaux sur le terrain.

Dirigées par l'armée turque, les forces du Bouclier de l'Euphrate, composées de groupes rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL), sont positionnées aux abords de la ville depuis plusieurs semaines. Après avoir chassé l'EI de la zone frontalière, la prise d'Al-Bab est essentielle pour compléter la «zone de sécurité», priorité de la stratégie turque en Syrie depuis deux ans. Son principal objectif est d'empêcher les Kurdes syriens de réaliser une continuité territoriale autonome le long de la frontière turque. Son avantage affiché est d'abriter les Syriens déplacés par les bombardements et de contenir le flot des réfugiés vers la Turquie et au-delà.

Les combattants kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD, la branche syrienne du PKK), qui se trouvent à une vingtaine de kilomètres à l'est d'Al-Bab, contrôlent depuis l'été dernier la ville voisine de Manbij, conquise après une longue bataille contre l'EI. Fortement soutenus par les Américains, les Kurdes cherchent à bloquer l'avancée des Turcs vers leur zone.

Pour le régime syrien, la conquête d'Al-Bab consoliderait sa reprise de la province d'Alep et montrerait sa capacité à regagner du territoire aux dépens de l'EI. Son armée et ses milices, appuyées dans leur entreprise par l'Iran et la Russie, ont avancé depuis le sud-ouest jusqu'à trois kilomètres d'Al-Bab.

Où en est l'offensive ?

L'Etat islamique est complètement encerclé à Al-Bab depuis le début de la semaine, du fait des avancées respectives de l'armée du régime syrien par le sud-ouest et des forces du Bouclier de l'Euphrate par le nord-est. Pris en étau entre ces deux forces rivales, «les hommes de Daech donnent la priorité au combat contre ceux qu'ils considèrent

comme des renégats, les rebelles de l'ASL et les soldats turcs, sur celui contre les impies [kuffar] représentés par le régime et la Russie», selon un chef militaire rebelle syrien. Les combattants de l'Etat islamique se seraient retirés du front sud, cédant deux gros villages et permettant à l'armée syrienne d'avancer à la lisière d'Al-Bab.

Mais ils opposent, par leurs méthodes de guérilla urbaine, une résistance féroce aux forces de l'opération Bouclier de l'Euphrate qui ont subi de lourdes pertes lors de leurs tentatives d'assaut. «Ils ont pris toutes les maisons à l'entrée ouest de la ville, les vidant de leurs habitants pour installer des canons et tirer depuis l'intérieur des appartements», explique un habitant qui a fui la ville il y a une dizaine de jours. «Ils utilisent les canalisations d'eau et les égouts pour se déplacer entre la ville et les villages environnants, pour faire passer hommes, matériel et ravitaillement», poursuit-il. Ces réseaux souterrains les protègent des bombardements et permettent aux combattants d'envoyer des kamikazes au-delà des lignes ennemies. L'armée turque a, de son côté, pris le contrôle de collines surplombant la ville. Mercredi, plusieurs points stratégiques ont été pris, dont l'hôpital central d'Al-Bab. «La confrontation se déroule maintenant à l'intérieur de la cité. Mais la progression est lente. La ville est grande et il faut protéger les habitants. Une étape décisive pourrait être franchie dans les prochaines heures», a affirmé jeudi matin un porte-parole d'une des

brigades de l'ASL. Combattants syriens et soldats turcs ont pu progresser grâce au soutien des avions de la coalition, notamment britanniques, mais également russes.

La Turquie se présente désormais en championne de la guerre contre l'Etat islamique. Les médias progouvernementaux multiplient les annonces quotidiennes sur les exploits de Bouclier de l'Euphrate. Jeudi, ils reprenaient un communiqué de l'armée turque indiquant : «Au 170^e jour de la bataille Bouclier de l'Euphrate, 44 terroristes de Daech neutralisés, 253 cibles visées par l'aviation et l'artillerie de l'armée turque et 6 par la coalition.» Depuis le lancement de la campagne, le 24 août dernier, «les forces participant à l'opération ont réussi à prendre le contrôle de 1910 km² de territoire et de 229 zones d'habitations dans le nord de la Syrie», selon l'armée turque.

Après Al-Bab, Raqqa ?

En théorie, la place forte de l'EI devrait tomber, elle aussi. Mardi soir, lors d'un entretien téléphonique de quarante-cinq minutes, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a présenté à son homologue américain, Donald Trump, un plan pour reprendre Raqqa. Les deux chefs d'Etat se sont «mis d'accord pour agir ensemble à Raqqa et à Al-Bab», selon une source proche de la présidence turque. Le Pentagone a de son côté annoncé que le fief syrien de l'Etat islamique serait reconquis dans les six mois. Mais une autre offensive est déjà lancée.

Elle est menée par les Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance entre des combattants kurdes du YPG (Unités de protection du peuple) et des brigades arabes. Et elles sont, elles aussi, soutenues par les Etats-Unis. L'armée américaine a bâti onze camps au Rojava, le territoire kurde en Syrie, qui peuvent chacun former 150 hommes en environ un mois. Elle fournit en outre armes, 4x4 et salaires. Et pour la première fois, à la fin janvier, elle a livré des blindés.

Mais aucune coopération entre les FDS et l'armée turque n'est envisageable. Ankara considère les combattants kurdes du YPG, affiliés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), comme des terroristes. C'est pour les empêcher d'unifier leurs territoires dans le nord syrien que l'armée turque est intervenue cet été. Erdogan devait redemander lors de la visite du directeur de la CIA, Mike Pompeo, jeudi à Ankara, que les Etats-Unis cessent d'aider les Kurdes.

Dans son discours inaugural, Trump avait promis de rayer l'EI «de la surface de la Terre». Il a donné à ses généraux jusqu'à la fin février pour lui présenter un plan d'action. Le troisième, donc. ◆

«Ils utilisent les canalisations d'eau et les égouts pour se déplacer, pour faire passer hommes, matériel et ravitaillement.»

Un habitant



5 février 2017

Turquie: une personnalité kurde, libérée de prison, appelle à une «nouvelle ère de paix»

Par AFP — 5 février 2017
www.liberation.fr

Ahmet Türk, figure respectée de la cause kurde en Turquie, libéré après plus de deux mois de prison, a souhaité dimanche que le gouvernement turc et les Kurdes tentent de mettre fin à leur conflit vieux de plusieurs décennies.

Ancien maire de la ville de Mardin (sud-est) et membre du principal parti prokurde de Turquie (HDP), M. Türk avait été interpellé en novembre et démis de ses fonctions dans le cadre d'une enquête sur le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation classée «terroriste» par Ankara.

Libéré vendredi de la prison d'Elazig (est) pour des raisons de santé, M. Türk est retourné à Mardin, où il jouit d'une grande



Ahmet Türk, figure respectée de la cause kurde en Turquie, libéré après plus de deux mois de prison, le 5 février 2017 à Mardin Photo ILYAS AKENGIN. AFP

popularité.

«La libération d'une seule personne ne résoudra pas le problème. Nos dirigeants, nos maires, presque toute notre direction, sont détenus», a plaidé M. Türk devant des journalistes, appelant à «une normalisation pacifique de la Turquie».

«Il n'y a pas d'autre solution que le

dialogue. J'espère que dans le proche avenir (...) la volonté de faire taire les armes sera à l'ordre du jour», a encore déclaré M. Türk.

L'arrestation de ce doyen de la cause kurde, âgé de 74 ans et porteur d'un pacemaker, avait suscité des protestations même de la part de ses adversaires politiques qui le

considéraient comme une voix modérée en faveur de la paix.

Dans le cadre de l'état d'urgence décrété après le putsch manqué en juillet, les autorités turques ont multiplié les suspensions et arrestations d'élus locaux accusés de liens avec les séparatistes du PKK.

Tous les maires suspendus et interpellés ont été élus sous les couleurs du Parti pour la paix et la démocratie (BDP, prokurde), une formation liée au HDP, dont les dirigeants ont été écroués en novembre.

Les violences entre le PKK et Ankara ont repris à l'été 2015 après l'effondrement d'un fragile cessez-le-feu visant à mettre fin à un conflit qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984. ◆

Syria, Trump Faces a Tough Balancing Act Between Turks and Kurds

By Amanda Sloat February 6, 2017
<http://foreignpolicy.com>

During his first trip to the Pentagon, President Donald Trump gave his generals a month to develop a new plan to defeat the Islamic State. One of the most pressing questions is when and how to take Raqqa, the de facto Islamic State capital in Syria. Left unresolved in the waning days of the Obama administration was the question of who should lead the assault: Syrian Kurds who've been working with U.S. special operators but require heavier weaponry (which would anger NATO ally Turkey) or a more diverse force of Syrian fighters (which would take time to assemble and thus delay the operation). Former Deputy Secretary of State Tony Blinken recently made a compelling case for pressing ahead with the Kurds. Yet the Trump administration would benefit from pausing to understand the Syrian landscape, both militarily and politically, as well as the second-order effects of various options.

What has made Syria so complex is the struggle on two fronts: the civil war between rebel forces and the Assad regime, as well as the battle against the Islamic State. Obama-era officials spent many hours in the situation room debating whether the latter could be resolved without addressing the former and assessing the cost of expediency in defeating the Islamic State for our relationships with regional partners and local populations. The proxy fight between neighboring countries jockeying for influence in Syria further complicated the landscape. Nowhere was the clash starker than between Turkey and the Kurds.

When the United States launched an air campaign against the Islamic State in summer 2014, it deployed special operators to assist local forces on the ground. They found the Syrian Kurds — the People's Protection Units (YPG) — to be effective fighters and invested significant time and resources in developing their capabilities. Through the creation of the Syrian Democratic Forces (SDF), the U.S. supported the YPG in partnership with a small number of Syrian Arab fighters to clear the Islamic State from considerable territory in northern Syria.

Turkey always objected to U.S. collaboration with the YPG, given its direct links to the Kurdistan Workers' Party (PKK). Designated as a terrorist organization by the United States and European Union, the PKK's armed struggle against the Turkish state for Kurdish rights has resulted in over 40,000 deaths in recent decades. While the Obama administration maintained a distinction between the groups (as the YPG is not designated as a terrorist organization), the connections on the ground are hard to miss. For example, images of Abdullah Ocalan, the imprisoned founder of the PKK and advocate for Kurdish autonomy, appear in YPG offices and pins worn by fighters. Turkey claims that fighters move freely between the groups and worries that supplies reaching the YPG may be passed to the PKK. Turkish fears of the PKK aren't



unfounded: In 2016 alone, the PKK conducted multiple mass-casualty attacks in Ankara and Istanbul that killed far more Turks than did Islamic State attacks. Devaluing these losses tears the fabric of an alliance that the United States will need more, rather than less, in coming years. Going forward, the U.S. should develop policies that address comprehensively the regional connectivity between Kurdish groups.

Kurdish issues have become more salient in Turkey's domestic politics. Turkish President Recep Tayyip Erdogan initiated a peace process with the PKK that achieved some success, but the two-and-a-half year ceasefire broke down in July 2015 following an attack by an Islamic State suicide bomber on Kurdish activists in southern Turkey. The PKK blamed the Turkish government and assassinated several police officers. In response, the Turkish government launched a heavy-handed operation in Kurdish towns and the cycle of violence resumed. This coincided with electoral politics, as the pro-Kurdish political party — the People's Democratic Party (HDP) — denied the ruling party a parliamentary majority for the first time in 13 years with an impressive showing in June 2015 elections. Dragging its feet on coalition formation, the government reran elections several months later. Amid the spike in violence, the HDP's vote percentage declined. Last November, the government imprisoned several HDP parliamentarians on spurious charges of "terrorist propaganda," who then missed votes on constitutional reforms that would strengthen the presidency. In advance of this April's referendum on these constitutional changes, Erdogan will be particularly sensitive to any American actions (such as arming the YPG) that undermine his public support. The more useful American move would be finding ways to support the resumption of a peace process.

Turkish opposition to U.S. backing of the YPG is heightened by the Syrian Kurds' ulterior political motive: connecting three cantons (Jazeera, Kobane, and Afrin) in northern Syria into a single autonomous region, similar to the Kurdistan Regional Government in Iraq. Ankara has reasonable fears that Kurds could stage attacks into Turkey from an established presence along the border. Furthermore, objections to this demographic realignment don't come from Turkey alone. Many Syrian Arabs resent the YPG's growing presence, accusing it of forced displacement (which Amnesty

International called a war crime), failing to allow Arabs to return home after the Islamic State was cleared out, and engaging in practices less democratic than its rhetoric suggests. The legacy of U.S. support for the YPG may be de facto federalization of Syria, which will need to be addressed by Syrians in any political settlement.

While Erdogan tolerated SDF activities (generally only after a phone call from Obama), he established two red lines. First, he opposed any direct arming of the YPG. The U.S. military largely addressed this by providing mission-specific supplies to the YPG's Syrian Arab partners in the SDF. And second, Erdogan said no YPG forces should move west of the Euphrates. When the United States supported the SDF crossing the river last August to clear Islamic State fighters from Manbij, the Turks acquiesced with the understanding the YPG would withdraw after the city was cleared and let the Turkish-backed Free Syrian Army take over. When the YPG failed to leave and began to march west toward the Syrian town of al-Bab, Turkey launched Operation Euphrates Shield. This mission had two purposes: supporting Sunni fighters in clearing the Islamic State from remaining territory along the Turkish border and blocking the YPG from creating a Kurdish region. (Given Russian control of the airspace in northwest Syria, this operation required Ankara's reconciliation with Moscow following a chill in relations after Turkish forces downed a Russian fighter jet; the price seemed to be silence in the face of Russian and regime attacks on Aleppo.)

Trump has expressed a desire to reset relations with Turkey. This will not happen if the United States equips the YPG with rocket propelled grenades and machine guns for a Raqqa operation. (Press reports indicate the United States recently gave armored vehicles to the SDF. While the YPG is touting this as increased support under the Trump administration, the Pentagon said this transfer was planned before the election.) Various ways have been proposed to assuage Turkish concerns; however, past events suggest we have less sway over Kurdish actions than we may think (or we haven't exerted the influence necessary thus far to change their behavior). While the Pentagon argues U.S. special forces would monitor weapons given to the YPG to prevent them from being transferred to the PKK, this seems challenging in the heat of battle. While the Pentagon promises to ensure YPG forces withdraw from Raqqa after the fight and be replaced by Arab forces, Turks saw a similar promise broken in Manbij with no consequences. While the Pentagon pledges to support Turkish military actions in Al Bab, there is a risk Turkey could attack YPG fighters there and draw Kurdish forces away from the Raqqa mission to defend their brethren. And while the Pentagon offers to help Turkey fight the PKK in Qandil (their base of operations in Iraqi Kurdistan), it can't force the PKK leadership to engage in peace talks with the Turkish government.

The only thing that may help placate Erdogan would be the return of his avowed enemy, ↩

⇒ Fetullah Gulen — the Muslim cleric blamed for masterminding the July 2016 coup attempt and who is a legal permanent resident in the United States. Turks welcomed National Security Advisor Michael Flynn's Election Day statement that the United States "should not provide him safe haven." Per extradition treaty terms, the Obama administration required (but hadn't received) sufficiently compelling evidence to persuade a federal judge of probable cause. Unless the Turks can produce a smoking gun, deporting Gulen would likely require circumvention of U.S. law.

Any conversation with Turkey about Syria eventually touches on safe zones, which Erdogan has long advocated to keep the Islamic State off the border, block the YPG from connecting the Kurdish cantons, and stop refugees from entering. The Obama administration was reticent about creating a safe zone, citing humanitarian challenges, cost, and legal constraints. The prospect was further complicated when Russia began operations in northwestern Syria. Trump has called for a safe zone — as recently as last week during discussions of his executive order on immigration. While this could be a win for Erdogan, the Turkish government's initial response was cautious, noting its recent military actions have created a de facto safe zone and wanting more details. Russian Foreign Minister Sergey Lavrov has also called for more clarity. Trump will need to address numerous issues. For example, who are the ground forces that will protect refugees from attacks by the Syrian regime and the Islamic

State? Would the zones be created by Turkey, the U.N., or in cooperation with other governments (namely Syria and Russia)? And who pays for it? (Trump previously proposed Gulf funding and reportedly pitched the idea of zones in recent calls with leaders of Saudi Arabia and the United Arab Emirates.)

As a final point, the Trump administration should develop a theory of the case on Syria's end state. While Syrian Kurds have produced politically expedient results against the Islamic State in the short term, they will not liberate all of Syria nor provide long-term stability. At some point, we need to determine who will clear and control the rest of the country (particularly the Sunni areas). This issue is particularly acute if Trump decides to cut through the Gordian knot by striking a deal with Russia to conduct a joint counterterrorism operation in Raqqa. The question is not simply who takes Raqqa, a Sunni city, but who controls it for the long term. Should the United States let the Kurds (even indirectly via local proxies) manage a major Arab city, knowing it will fuel extremist recruiting? Do we leave the city and region in the hands of the people who live there, the Sunni opposition, with some external protection? Or do we hand the keys to Assad's forces, which would cause Sunnis in Syria and beyond to conclude we've done a deal with the devils of Damascus, Tehran, and Moscow to betray the Sunni world — thus handing a political victory to the extremists that could make up for their territorial defeat?

Relatedly, the United States must have a serious conversation with Syrian Kurds before launching a Raqqa operation. The administration should tell the YPG what Washington is prepared to support politically in a post-war Syria and how it views demands for Syrian Kurdish autonomy. (We shouldn't, in any case, dangle the promise of political recognition in return for dictated military action.) The YPG has already expended considerable sweat and blood in furtherance of U.S. military aims and will be asked to sacrifice much more in this mission. It must understand what it will gain from attacking an Arab city outside its main area of interest and where it will stand afterwards. History is littered with examples of the Kurds being encouraged to rise up, only to be abandoned.

At this stage, there are few good options left in Syria. If the Trump administration waits to find an alternative force that is more inclusive of Sunnis and acceptable to Ankara, it may wait forever while the threat of external operations from Raqqa grows. On the other hand, going all in with the SDF could create a rupture with Turkey, a NATO ally that the United States will continue to need as a partner on a host of regional challenges. A new play with Russia would produce its own long-term complications with Sunni Arabs. Whatever the administration decides will require careful interagency coordination and deft diplomatic engagement. Actions have consequences. The administration should think them through. ♦

OPINION

Turkey and the Risks of Syria's Decisiveness



Abdulrahman Al-Rashed
February 11, 2017
//english.aawsat.com/

It is understandable when Turkey urges the United States to stop arming Kurdish organizations in Syria, especially the Syrian Kurdish Democratic Union Party (PYD), because it sees them as a threat to its stability and unity. Yet, the Western Coalition picked them to be their proxy inside Syria in the fight against ISIS.

When the Turks realized the Syrian-Kurdish game, they directly waged wars against ISIS through Operation "Euphrates Shield" and against Jabhat al-Nusra later on. However, this did not stop Americans from relying on the Kurdish parties by supporting and arming them in Syria. Not to mention the Russian consent on this step, as they did not consider the Kurdish party an opponent to the Syrian regime.

In addition to that, Russia and Iran preceded the Americans in empowering the Kurds by giving them the chance to expand on the Syrian-Turkish

borders under the pretext of clearing these areas from terrorists.

This empowerment awakened Ankara that viewed this move as a conspiracy to establish opposing Kurdish areas on its borders, a step that directly threatens its stability.

What is clear is Russia's and Iran's success in shifting the battle against the most prominent rivals for Damascus, the Turks, and directly threatening their security. Thus, the Turkish support for the Syrian opposition diminished,

The Iranian scheme was very clear, but what was not comprehensible was the U.S. support for the Kurds by arming them despite the threat they could pose on Turkey, their ally in the NATO.

As former U.S. President Barack Obama's term came to an end and Donald Trump took over, the latter pledged to change his predecessor's stances, giving hope for Turkey that this change would include the U.S. management for the Syrian crisis, if not strategically at least tactically.

It is still early to figure out the new measures that will be taken, but the Western support for Kurds is still ongoing and threats imposed by ISIS and al-Nusra Front are increasing inside Turkey in

addition to the support offered by Russia and the U.S. to the Kurds.

The picture is now clear for Ankara as the Iranian plan to become the major regional power is being implemented by their attempts to weaken Turkey, not only within the regional conflict but also by protecting the Syrian regime.

It is an expected result for the Iranian expansion in Iraq, Syria and Lebanon, that requires to keep away Ankara; an equal power to Iran.

What Ankara should do is try to boost its influence in the region more than before to be capable of imposing itself on the new U.S. administration, which considers Tehran an enemy not a partner, unlike Obama's administration.

Undoubtedly, Turkey has committed a series of mistakes in dealing with the Syria crisis since the peaceful uprising transformed into an armed revolution.

Turkey did not interfere militarily in its areas of influence in Syria, instead it put pressure on Damascus back then to reach a consensual political solution with the opposition. Then it took a wrong decision when it underestimated the power of the extremist Islamic opposition and cooperated with international governments that were complaining about civilians being recruited by terrorist organizations whose members were reaching Syria through Turkey.

It was expected that the international community would be concerned and take action after extremist groups started to rise all over the globe.

Turkey is trying to solve these mistakes all ⇒

⇒ together and at the same time; it insists on tracking Fethullah Gulen, who started a coup attempt in Turkey, through his organizations and supporters all over the world.

Turkey is also waging a war on terrorist organizations like ISIS on its lands and in Syria and Iraq. It is trying to convince the West to stop supporting the PYD and to reach pragmatic solutions with Russians and Iranians in Syria.

Nevertheless, Turkey's options in the major regional matters have started to wane as Iran's victory in Syria and Iraq is affecting Turkey in a way or another, which makes it in constant state

of anxiety.

We can never forget that Syria was the center for anti-U.S. activities in Iraq during the period they were occupying its lands. Syria hosted al-Qaeda and the Iraqi resistance, and from its lands all their operations were launched.

Despite all that, Turkey remains a major country with military potentials that make it a decisive player on the regional arena.

Turkey had avoided this decisiveness throughout the period of the Syria crisis until it became unable to activate this role with the Russian intervention.

All parties now are awaiting the upcoming U.S. actions. Will the United States end the conflict in favor of the Syrian regime alone? Will it impose an inter-Syrian conciliation to maintain balance and make sure it does not enable the victory of only one regional party? Or will it help in the continuation of this war? ♦

Abdulrahman Al-Rashed is the former general manager of Al-Arabiya television. He is also the former editor-in-chief of Asharq Al-Awsat, and the leading Arabic weekly magazine Al-Majalla. He is also a senior columnist in the daily newspapers Al-Madina and Al-Bilad. He has a US post-graduate degree in mass communications, and has been a guest on many TV current affairs programs. He is currently based in Dubai.



FOREIGN AFFAIRS

FEBRUARY 8, 2017

Sinjar After ISIS

What the Peshmerga's All-Female Unit Can Do

By Christine Balling / February 8, 2017
www.foreignaffairs.com

When I first met Captain Khatoon Ali Krdr, a peshmerga military base near Dohuk, in Iraqi Kurdistan, last June, her all-female Yazidi peshmerga unit, the Hezi Roj, or "Sun Force," was weeks away from graduating from its first basic infantry training course, which involved military discipline, physical conditioning, and the handling of weaponry such as selective-fire rifles and rocket-propelled grenade launchers. Khatoon had formed the Sun Force, the only all-female, all-Yazidi unit in the Kurdish peshmerga, in response to the horrors that the Islamic State (or ISIS) had inflicted on Sinjar, a majority-Yazidi district of Iraqi Kurdistan. In August 2014, ISIS had slaughtered over 5,000 Yazidi men in the district. And in Snuny, a town at the base of Mount Sinjar, where the Sun Force is currently deployed, ISIS had killed unknown numbers of Yazidi residents, dumping their bodies into mass graves before the peshmerga retook the town in 2015.

When I returned to Iraq seven months later, I met the Sun Force in Snuny, which is close to the Syrian border. The road there from Dohuk is broken up by peshmerga checkpoints. As we drove, I saw Syrian oil wells, whose smooth, rhythmic motions made it hard for me to believe that the ravaged city of Aleppo lay but a few hundred miles beyond. I also saw an abandoned village along the road where fresh mounds of dirt lay in the graveyard—the only sign that people still lived there. In Snuny, fewer than ten percent of the original population of approximately 150,000 have returned. Although the peshmerga provides security and has restored electricity by bringing in power generators, devastation is everywhere. The police station is a pile of rubble. A large school funded by the Kurdistan Regional Government—newly built when ISIS destroyed it—is but a pile of rubble and scattered desks. And what remains of the local clinic could be mistaken for an abandoned building, even though it is still operational, with a handful of doctors and nurses seeing hundreds of patients per day.

The Sun Force's makeshift base is a two-story building in front of which are parked a few transport vehicles. On the roof are a few soldiers who

are on rotation for a 24-hour watch. The women's living quarters are on the second floor. The sparsely furnished rooms are heated only by portable kerosene heaters, and there are no modern bathrooms or showers.

The unit is composed of 123 soldiers, but there are only 20 to 40 on the base at any given time, since the fighters take ten-day rotations. The unit is part of the Sinjar Regiment, comprising 8,000 men and women. Khatoon reports directly to the regimental commander, Qasim Shesho, and the regiment protects the entire Sinjar district, including the towns north and south of Mount Sinjar, and the mountain itself. Although the regiment has retaken 100 percent of the area north of the mountain, 20 percent of the area to the south remains under ISIS' control.

As the regiment's senior intelligence official told me, reclaiming the last 20 percent from ISIS is just a matter of time, as ISIS is on the retreat and has not attempted to retake towns cleared by the peshmerga. The regiment's greatest challenge will be ridding the area of "illegal armed groups," such as the Kurdistan Workers' Party, or PKK. He claims that in late 2014, the PKK, a Kurdish separatist group in Turkey, crossed into the Sinjar district "uninvited"—ostensibly to fight ISIS. Now, the PKK has become an occupying force, taking over government buildings and aggressively recruiting minors. A senior representative for the Kurdistan Region Security Council confirmed that this was true. He told me that there is growing concern about the PKK's presence in the region. The authorities, he said, have received complaints from parents about their children joining the PKK and from residents about the group's intimidation tactics. Despite a formal request by the Nineveh Governorate, the PKK refuses to leave. As a result, Yazidis and other former residents who fled the area and are currently living in camps for the internally displaced are too afraid to return. KRG officials claim that the PKK fighters—backed by Iran and Shiite militant groups—are interested in keeping the region unstable, so as to ensure safe passage for Shiite militants traveling between Iran and Syria.

The Sun Force's current mission is to defend terri-



Sun force soldiers standing with civilians.
Christine Balling

tory retaken from ISIS. Although Khatoon's women are trained for combat, for now they patrol and man checkpoints. Regardless of whether they eventually engage ISIS directly, these women may play a key role in rehabilitating the region when ISIS is finally driven out, such as through the gradual repopulation of towns such as Snuny. In addition to combating emerging security threats, Khatoon's unit could serve as a reassuring presence in towns where citizens hope to return.

During my visit, I saw that the effect of the Sun Force's presence in Snuny. When I went out into the town accompanied by Khatoon and members of her unit, the few civilians we passed waved and smiled at them. When we stopped to survey the school destroyed by ISIS, a little girl appeared out of nowhere, offering us water from a plastic pitcher and cup. This bodes well for building the confidence of Yazidi citizens in the ability of the Kurdistan Regional Government to protect them. In spite of how limited the peshmerga's funding is, the Sun Force could engage directly with Snuny's residents by working with them on low-cost, small-scale community improvement projects, such as refurbishing the local clinic, building playgrounds, or repainting houses. Through this, it could instill a sense of hope and purpose, especially among the youngest citizens.

One evening at the base, when Khatoon and I sat in the lone guard post out of earshot from her troops, I asked her about her past as a Yazidi folksinger. She was well known and beloved in Kurdistan, performing frequently until ISIS invaded Sinjar. She shook her head dismissively and refused to elaborate on her past, simply saying, "The day ISIS started killing my people, I swore I would never sing again. My life now is as a peshmerga." Although Khatoon may never again inspire an audience with her artistry, her unit, whose very existence is a symbolic triumph over ISIS' reign of terror, could very well inspire a people who never thought they would see home again. ■

Erdogan en route vers le sultanat

La révision constitutionnelle visant à renforcer les pouvoirs du président turc doit être soumise à référendum en avril

ISTANBUL - correspondante

Les électeurs turcs se rendront aux urnes, le 16 avril, pour décider si oui ou non ils acceptent le renforcement des prérogatives du président Recep Tayyip Erdogan, neuf mois après la tentative de putsch qui a failli le renverser, dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016.

Vendredi 10 février, le chef de l'Etat a signé la loi modifiant la Constitution, ce qui ouvre la voie à l'organisation d'un référendum pour une « hyperprésidence », une concentration des pouvoirs dans les mains d'un seul homme, à un niveau jamais vu en Turquie.

Dix-huit amendements prévoient le basculement de l'exécutif entre les mains du président, sans aucun contre-pouvoir. Si le oui l'emporte, M. Erdogan pourra gouverner par décrets, décider du budget, déclarer l'état d'urgence, abolir le Parlement, nommer les hauts fonctionnaires, le ou les vice-président(s), les juges, tout en conservant la direction du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur, au pouvoir).

Le premier ministre, Binali Yildirim, nommé en mai 2016, ne ménage pas ses efforts pour faire campagne en faveur du oui, bien que la réforme prévoie l'abolition pure et simple de sa fonction. « Si Dieu le veut, le système présidentiel mettra fin à la période des coalitions gouvernementales » pour doter le pays d'un « exécutif fort », aime-t-il à rappeler.

« Hyperprésident »

Les partisans de M. Erdogan veu-

lent croire que le nouveau système garantira la stabilité. Le programme semble séduisant à l'heure où la Turquie doit faire face à une situation sécuritaire incertaine, à un essoufflement de sa croissance économique, tout en menant une offensive militaire au nord de la Syrie.

Le gouvernement croit même que les attentats pourraient cesser après le référendum. « Certains agresseurs pourraient créer un climat de peur de façon à ce que les amendements ne soient pas adoptés. (...) Mais si Dieu le veut, une fois que le oui aura gagné, ces organisations terroristes perdront leur voix et leurs motivations », a expliqué le vice-premier ministre, Numan Kurtulmus, le 24 janvier.

Au-delà du costume d'« hyper-président » que M. Erdogan est pressé d'endosser, un nouveau roman national est en train d'émerger. « On va reconstruire l'Etat à partir de zéro », avait-il prévenu quelques jours après le putsch manqué du 15 juillet 2016. La rupture n'est pas nouvelle.

Depuis leur arrivée au pouvoir en 2002, les islamo-conservateurs n'ont qu'une idée en tête : « fermer la parenthèse du kémalisme ». Pour eux, le projet modernisateur de Mustafa Kemal, dit Atatürk, la figure tutélaire du pays, a manqué son but. La laïcité tout comme l'arrimage à l'Occident sont des orientations dépassées. Un nouveau projet de civilisation est proposé.

Le principe de laïcité cher à Mustafa Kemal – en réalité un contrôle renforcé du politique sur le religieux – est perçu comme obsolète. L'enseignement religieux est revenu en force, avec 1,2 million d'élèves inscrits dans des éco-

les de formation d'imams. Ces dernières années, près de 150 000 imams en sont sortis diplômés, alors qu'il n'y a que 80 000 mosquées dans tout le pays. La direction des affaires religieuses (Diyaret) a pris une importance considérable, son budget a quadruplé,

Si le oui l'emporte, le président turc pourra gouverner par décrets, déclarer l'état d'urgence, abolir le Parlement...

le nombre de ses fonctionnaires (120 000) dépasse aujourd'hui en nombre ceux du ministère de l'intérieur. Elle possède aussi sa propre chaîne de télévision, ainsi qu'un numéro vert pour des conseils sur l'observance de la norme islamique au quotidien.

Dans l'esprit d'une large partie des Turcs, les années Erdogan étaient jusqu'ici synonymes de forte croissance économique et de stabilité politique. Mais depuis neuf mois, la donne a changé.

La vague de répression qui a suivi le putsch raté (130 000 salariés limogés, plus de 40 000 personnes arrêtées), l'instauration de l'état d'urgence, la mise au pas des médias, l'intrusion du politique partout, y compris dans la gouvernance de la banque centrale du pays, ont refroidi l'opinion publique et douché les investisseurs, dont la Turquie est dépendante pour financer son déficit budgétaire. Depuis 2016, la livre turque a perdu un quart de sa valeur par rapport au dollar.



Le président Recep Tayyip Erdogan, à Aksaray (Turquie), le 10 février. REUTERS

« Islamo-fascisme »

Organiser un référendum alors que l'état d'urgence imposé au lendemain du coup d'état manqué est encore en vigueur augure mal du caractère équitable de la campagne électorale. « Comment est-ce possible, alors que la liberté d'expression est régulièrement bafouée ? », interroge Ali Seker, député du Parti républicain du peuple (CHP, le parti fondé par Atatürk) pour la ville d'Istanbul.

Vendredi 10 février, il a pris part à une manifestation pacifique devant l'université d'Ankara, où des centaines de personnes protestaient contre l'éviction arbitraire, le 8 février, de 330 universitaires et de plus de 4 000 salariés. « J'ai été molesté, alors que je suis un élu. La moindre protestation est réprimée avec la plus grande violence », déplore le député.

Les policiers sont intervenus avec du gaz, des balles en caoutchouc, et des camions à eau ont même pénétré au sein de l'université. Douze personnes ont été arrêtées. Selon lui, « si le oui l'emporte au référendum, Recep Tayyip Erdogan pourra faire ce qu'il veut. Un seul individu tiendra 80 millions de personnes en otage sans avoir de comptes à rendre ».

Les kémalistes, les militants de gauche, les prokurdes voteront non. Merdan Yanardag, écrivain et rédacteur en chef du journal en ligne ABC, proche du courant kémaliste, en est sûr : « Si le oui gagne, la Turquie évoluera vers une forme d'islamo-fascisme. Mais le non est donné gagnant par presque tous les instituts de sondage, et sa victoire marquera le début de la fin du système de personification du pouvoir. »

→ Ertugrul Kurkçu, député du parti prokurde HDP (Parti démocratique des peuples) pour la ville d'Izmir, dénonce la stigmatisa-

tion systématique des partisans du non et ce, au plus haut sommet de l'Etat : « Le camp du non est ouvertement qualifié de terroriste,

l'accès aux médias lui est refusé. Et que vont faire les déplacés du conflit kurde? Environ un million de personnes ont dû quitter leur do-

micile dans le sud-est du pays pour cause d'instabilité. Où vont-ils aller pour voter? » ■

MARIE JÉGO

LA CROIX 11 février 2017

Le yézidisme, religion menacée

Communauté religieuse kurde, les yézidis ont été durement éprouvés par Daech. Leur culte n'est pas considéré comme « religion du Livre » par les musulmans.

Anne-Bénédicte Hoffner - 11/fev/2017
http://www.la-croix.com

Où est né le yézidisme ?

Les yézidis sont une communauté religieuse kurde vivant dans le nord de l'Irak, le sud-est de la Turquie, le nord de la Syrie, l'ouest de l'Iran, en Arménie et en Géorgie. L'origine de cette religion divise les chercheurs, les voyageurs et les yézidis eux-mêmes. Les « renseignements authentiques manquent », reconnaît Birgül Açıkyıldız-Şengül, docteur en histoire de l'art à la Sorbonne, chercheuse à l'université Montpellier 3.

Depuis la dynastie abbasside, leurs relations avec les Arabes semblent avoir été difficiles. « Les yézidis sont représentés dans les sources médiévales et ottomanes comme des peuples insubordonnés », constate cette spécialiste des civilisations mésopotamiennes, considérée comme la meilleure connaisseuse de la culture et de la foi yézidies.

Entre le XIIIe et le XVe siècle, le yézidisme s'est considérablement développé dans les milieux tribaux kurdes. Une expansion rapide perçue comme une menace côté musulman. Entre oppression et massacres, les fidèles « survivent en petits groupes tribaux et en communautés locales », nouant des alliances avec leurs voisins. « Le prétexte principal de ces massacres, sous l'Empire ottoman, était leur prétendu refus de payer des impôts ou d'être enrôlés dans l'armée ottomane », note la chercheuse, selon laquelle les Ottomans les considéraient surtout « comme des anciens musulmans ayant dévié du bon chemin ». Classés parmi les infidèles par des fatwas (avis religieux), ils sont nombreux à émigrer vers le Caucase.

► Que croient les yézidis ?

Leurs croyances sont héritées de celles de la Perse antique : le mazdéisme (de Mazda, ou Ormuzd, « dieu » en perse) devenu zoroastrisme, monothéisme pratiquant le culte du feu ; mais aussi le magisme, doctrine des mages fondée sur le dualisme et le culte des astres. S'y ajoute l'influence du cheikh Adi Ibn Musafir (†1162), mystique soufi qui vécut ermite dans les montagnes au nord de Mossoul en Irak et dont le tombeau se trouve aujourd'hui proche du monastère chaldéen de Rabban Hormizd.

Les yézidis croient en un Dieu unique, appelé Xwedé, créateur de l'univers et qui se mani-

este sous trois formes différentes : l'Ange Paon, Sultan Êzî (qui a donné son nom à leur religion mais que les chercheurs peinent à identifier) et cheikh Adi. Sept anges dirigés par l'Ange Paon, et à qui Xwedé aurait délégué ses pouvoirs terrestres, « ont la responsabilité des affaires humaines et mondaines ». « Dans la croyance yézidie, cet ange est le médiateur entre Dieu et le peuple. Il conduit directement à Dieu. Il est la manifestation du Créateur, mais pas le Créateur lui-même », explique la chercheuse.

Le yézidisme apparaît donc comme un système de croyance syncrétique, dont on retrouve les diverses strates dans les pratiques religieuses contemporaines, transmis de génération en génération de manière essentiellement orale. Les yézidis prient Dieu à travers les statuettes de l'Ange Paon ; considèrent le soleil, les étoiles, le feu, l'eau et la terre comme sacrés ; prient dans la direction du soleil ; utilisent le feu (il brûle en permanence dans le temple de Lalesh, dans le nord de l'Irak) et croient en la réincarnation.

► Quelles sont leurs relations avec l'islam ?

Frappés par les politiques d'assimilation sous Saddam Hussein, les yézidis ont espéré la paix et la liberté religieuse en 1991 avec la création de la région autonome kurde (où ne vivraient toutefois que 10 % d'entre eux). Mais l'invasion américaine en 2003 et les conflits interethniques et interconfessionnels qui l'ont suivie ont au contraire décuplé les violences contre les minorités.

À partir de 2013, le projet de Daech de former un califat sunnite au Moyen-Orient s'est révélé particulièrement désastreux pour les yézidis, « à la fois sans défense et dépourvus d'appui politique ».

Pour Birgül Açıkyıldız-Şengül, la principale cause de leur persécution est religieuse. « Le yézidisme n'est pas reconnu comme une religion d'un livre (ahl al-kitab) et donc pas protégé par la loi islamique avec le statut de dhimmi comme les chrétiens et les juifs », rappelle-t-elle. De plus, le yézidisme est considéré comme une hérésie musulmane par les savants médiévaux kurdes et arabes islamiques : aujourd'hui encore, certains courants extrémistes de l'islam affirment que l'Ange Paon est l'incarnation de Satan, faisant des yézidis des « adorateurs de Satan ». Considérés comme infidèles ou apostats, ils doivent être convertis à l'islam ou éliminés.



Une jeune Yézidie déplacée se recueille au temple de Lalesh, dans le nord de l'Irak. / Ahmed Jadallah/Reuters

► Où vivent-ils aujourd'hui ?

Le 3 août 2014, des combattants de Daech ont attaqué la ville de Sinjar et les villages yézidis situés autour du mont du même nom. Les forces peshmergas kurdes, qui les protégeaient jusque-là, se sont retirées sans prévenir. Des milliers de yézidis ont été capturés et emmenés à Mossoul, Tel Afar ou Baaj : les hommes ont été forcés de se convertir, les femmes vendues comme esclaves sexuelles, les enfants adoptés. Environ 130 000 hommes, femmes et enfants yézidis se seraient échappés vers le mont Sinjar. Piégés dans la montagne, beaucoup sont morts de faim ou de soif. Une partie seulement a été secourue par les Kurdes de Syrie et de Turquie. Leurs temples et sanctuaires ont été détruits et leurs villages rasés.

Le centre culturel Lalesh, à Dohuk au nord du Kurdistan irakien, recensait environ 600 000 yézidis dans le monde, dont 500 000 en Irak avant les crimes de Daech. Aujourd'hui, toute estimation est impossible. « Si la population de Sinjar était effacée par les militants islamistes radicaux, cet extraordinaire peuple ancien du Moyen-Orient disparaîtrait du monde », s'inquiète l'historienne, pour qui la tragédie actuelle excède de loin « les massacres auxquels les yézidis ont fait face dans leur histoire ». « L'esclavage et l'abus de femmes et d'enfants ont créé une blessure incurable dans la mémoire collective traumatique de la communauté. Après les attaques, la relation et la confiance entre les yézidis et les Arabes ont été complètement détruites. » ■

Le rapprochement russo-turc à l'épreuve d'Al-Bab

Poutine a présenté ses excuses à Erdogan après la mort de trois soldats turcs tués par l'aviation russe en Syrie

BEYROUTH, ISTANBUL -
correspondants

C'est une petite bataille, en termes militaire et un enjeu crucial, en termes géopolitiques. A l'échelle de la guerre en Syrie, la reconquête d'Al-Bab, une bourgade agricole, de l'est d'Alep, contrôlée depuis 2014 par l'organisation Etat islamique (EI), n'a rien d'un épisode clé. Mais la multiplicité des forces en présence transforme cette opération a priori sans envergure en un test géopolitique majeur.

Aux portes d'Al-Bab se trouvent en effet non seulement des rebelles anti-Assad et des forces spéciales turques, arrivés par le nord et l'ouest mais aussi des unités de l'armée régulière syrienne, positionnées au sud. Quant au ciel de la ville et de ses environs, il est sillonné autant par la chasse turque que par l'aviation russe et américaine.

Jeudi 9 février, signe des difficultés qui attendent les assaillants, l'aviation russe a bombardé par erreur une position de l'armée turque, tuant trois soldats. Des échanges de tirs ont également eu lieu entre rebelles et soldats syriens, à la suite de quoi, l'artillerie turque aurait ouvert le feu en direction des lignes de l'armée syrienne. Après la bavure russe, le président Vladimir Poutine a présenté ses excuses à son homologue turc Recep Tayyip Erdoğan.

Longtemps à couteaux tirés

Les combats vont mettre à l'épreuve la solidité du rapprochement entre Ankara et Moscou. Tuteur respectif des opposants et du régime syrien, longtemps à couteaux tirés, les deux puissances ont entamé depuis l'été dernier une fragile coopération, qui en l'état actuel de l'échiquier militaro-diplomatique, constitue la seule chance de désescalade en Syrie.

C'est sous leurs auspices qu'a été proclamé un cessez-le-feu, fin décembre, confirmé un mois plus tard à la conférence d'Astana, au Kazakhstan, qui a défaut d'avoir mis un terme aux violences, a permis une réduction du niveau des hostilités.

Ankara et ses alliés rebelles assiègent Al-Bab depuis deux

mois, dans le cadre d'une vaste offensive conjointe, baptisée « Boucler de l'Euphrate », lancée à la fin de l'été, qui a déjà permis de déloger l'EI de Djarabulus et de Dabiq, deux localités proches de la frontière.

L'objectif d'Ankara est de se doter dans le nord de la Syrie d'une zone de sécurité, un protectorat qui ne dit pas son nom, débarrassée non seulement des djihadistes, mais aussi des séparatistes kurdes du PYD (Parti de l'union démocratique), la branche syrienne du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), en guerre contre la Turquie depuis trente ans.

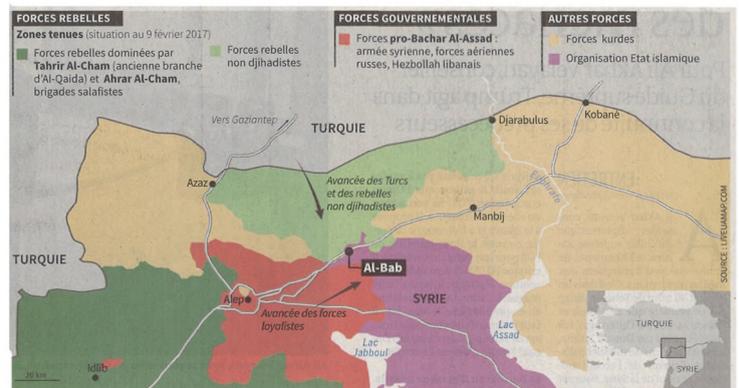
Au prix de lourdes pertes

Après avoir longtemps buté contre les faubourgs d'Al-Bab, transformé en fortin par l'EI, les forces turco-syriennes sont entrées mercredi à l'intérieur de la ville. Au prix de lourdes pertes : en deux jours de combats, treize soldats turcs ont perdu la vie, ce qui porte à 64 le nombre de militaires tués dans le cadre de « Bouclier de l'Euphrate ».

Dans une vidéo diffusée jeudi sur internet, la brigade rebelle Hamza a annoncé le début des opérations de « libération » d'Al-Bab sur fond d'images montrant une colonne de pick-ups surmontés de mitrailleuses faisant route vers la ville.

L'accélération de l'offensive est due au fait que ces derniers jours, l'armée syrienne s'est rapidement rapprochée d'Al-Bab. Ses forces, venue d'Alep-Est, l'ex-bastion rebelle reconquis fin décembre, campent désormais à moins de trois kilomètres de la ville. « Les responsables syriens sont furieux que les Russes aient laissé rentrer les Turcs dans Al-Bab, confie un diplomate occidental. Ils voient cela comme une violation inacceptable de leur souveraineté. Ils s'étaient entendu avec Moscou pour que ce soit leurs forces qui reprennent la ville ».

Du côté de l'opposition syrienne, on réfute cette thèse. « La prise d'Al-Bab est une priorité pour la Turquie et le Kremlin le sait très bien », dit Basel Al-Junaidi, un analyste, en lien avec les brigades rebelles. Ankara a d'ailleurs fait état de concertations avec Moscou pour assurer la sécurité de



La Russie aurait-elle promis deux choses différentes à ses interlocuteurs, à Damas et à Ankara ?

ses commandos sur le terrain. La Russie aurait-elle promis deux choses différentes à ses interlocuteurs à Damas et Ankara ?

Erdogan et Trump se parlent

Ou bien le pouvoir turc s'est-il senti encouragé à aller de l'avant après la conversation téléphonique, mardi, entre le président Erdogan et son homologue américain Donald Trump ? Les deux hommes, selon le récit qu'en a fait la présidence turque, se seraient engagés à mieux coopérer dans la lutte contre l'EI.

« Les réactions ont été positives », a résumé Ibrahim Kalin, le porte-parole de M. Erdogan. « Depuis ce coup fil, les avions turcs ne cessent de passer au dessus de nos têtes », fait remarquer Assaad Al-Achi, le patron d'une ONG syrienne installée à Gaziantep, non loin de la frontière.

Le président turc aurait présenté un plan pour reprendre Raqqa, la capitale autoproclamée des djihadistes, à l'est de la Syrie

Selon Ibrahim Kalin, M. Erdogan aurait demandé à ce que cesse le soutien apporté par le Pentagone aux milices kurdes dirim pour évoquer la coopération dans la lutte contre le terrorisme.

Les escarmouches entre rebelles et soldats syriens autour d'Al-Bab semblent sous contrôle. Après la mort des trois soldats turcs, la capacité du tandem russo-turc à éviter que leurs protégés n'entrent en conflit ouvert aura un impact sur la suite de la lutte contre l'EI, notamment l'offensive programmée contre Raqqa.

Elle influera aussi sur les négociations inter-syriennes, qui après la conférence d'Astana, doivent se poursuivre à Genève, à partir du 20 février, sous l'égide de l'ONU.

L'évolution de la bataille devrait enfin donner quelques premières indications sur la manière dont la nouvelle administration américaine aborde le dossier syrien, notamment le volet de ses relations avec Ankara. ■

BENJAMIN BARTHE
ET MARIE JÉGO

Moscow mediates talks between Assad & Syrian Kurds – Russian FM

<https://www.rt.com/> / 9 Feb, 2017

Russian Foreign Minister Sergey Lavrov has confirmed that Moscow has been mediating talks between Damascus and the Syrian Kurds to help maintain Syria's sovereignty and statehood, in an interview with Russia's Izvestia daily.

Russia "makes efforts to establish a common understanding between the Syrian government and the Syrian Kurds for the sake of a united Syria," the minister told Izvestia in an interview he gave ahead of Diplomat's Day, a Russian holiday celebrated on February 10.

Lavrov went on to say that four rounds of negotiations, brokered by Russia and including direct contact between the Damascus delegation and "representatives of the political and public structures of the Syrian Kurds," had already taken place between June and December in 2016. In addition, the gatherings also involved indirect talks between the two sides.

The Russian foreign minister also confirmed that the Syrian government had held talks with the leaders of the Syrian Kurds' armed militia units, the YPG.

"We believe that such intra-Syrian dialog is useful," Lavrov said, stressing that there is "significant potential for reaching agreements" between Damascus and the Kurds, as the sides have found many areas of common interest and their negotiations are developing positively.

Lavrov emphasized that "the Kurdish issue" is one of the "key" factors in maintaining Syrian statehood and contributing to the stabilization of the situation in the entire Middle East. He also drew attention to the fact that Russia is continuing its efforts to find compromises between various ethnic and religious groups in Syria, as it is interested in restoring peace and stability in the war-torn country and defeating international terrorist organizations entrenched in some areas there.

Regarding Syria's potential federalization, Russia's top diplomat neither denied nor confirmed that the issue was discussed during the talks between the Syrian government and the Kurds.

The minister's statements come as Russia also seeks to



Russian FM Sergey Lavrov

launch a peace process between the Syrian government and the armed opposition groups together with Turkey and Iran.

In December 2016, a nationwide ceasefire came into force in Syria. It was brokered by Moscow and Ankara and endorsed by the UN Security Council. While in late January, negotiations took place between official representatives from Damascus, Russia, Iran and Turkey, as well as a delegation from the Syrian opposition in the Kazakh capital, Astana. However, the Syrian Kurds were not represented at the

talks.

During the gathering, Russia submitted a draft document to serve as a "guide" for the Syrian constitution. The paper stressed that Syria's territory is "inviolable and indivisible," suggesting that restructuring of internal borders and proclaiming autonomous regions within Syria should be done only with respect to the country's own laws. The rights of minorities were another key element of the draft.

In his interview with Izvestia, Lavrov also discussed other pressing issues in modern international politics. He once again criticized the NATO military buildup on Russian borders but expressed hope that Western politicians would eventually understand that Russia "poses no direct threat to NATO" and is a "peaceful country."

Russia seeks "immediate de-escalation of the military and political situation in Europe" but is ready to defend its borders, Lavrov stressed.

He also went on to express his regret over the recent escalation of the conflict in eastern Ukraine and urged Kiev to implement the Minsk Agreements, noting that there is no other way to resolve the crisis.

Touching upon the issue of US-Russian relations, Lavrov again confirmed that Russia is ready to work with the administration of new US President Donald Trump on a broad range of issues, yet "on the basis of mutual respect." ■



21 February 2017

Russia's Rosneft to Buy Oil for Refineries From Iraqi Kurdistan in 2017-19

© Sputnik/ Maxim Blinov 21 feb.2017
<https://sputniknews.com>

Iraqi Kurdistan will supply oil to Rosneft refineries, according to a recently signed contract.

LONDON (Sputnik) — Russia's Rosneft and the regional government of Iraqi Kurdistan signed a three-year contract on the purchase of oil to deliver it to its refineries abroad, the Russian

company said Tuesday.

"The off-take and supply of Kurdish crude oil into Rosneft's worldwide expanding refining system will further contribute to the increase in its effectiveness," Rosneft CEO Igor Sechin said in a statement.

The 2017-2019 pre-financed crude oil purchase and sale contract, part of a cooperation agree-



ment in the fields of upstream, infrastructure, logistics and trading, was signed on the sidelines of the International Petroleum Week conference in London. ●

Turkish leader holds back on criticizing Trump

ANKARA, TURKEY

BY PATRICK KINGSLEY
AND TIM ARANGO

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey and the officials around him rarely miss a chance to call out Western hostility toward Islam.

When Danish newspapers published cartoons a decade ago that mocked the Prophet Muhammad, Mr. Erdogan quickly called for checks on press freedom. After the 2015 attack in Paris on the satirical magazine Charlie Hebdo, Mr. Erdogan warned that its blasphemous cartoons were “wreaking terror” on Muslims. And when Donald J. Trump made Islamophobia a central part of his presidential campaign last summer, Mr. Erdogan called for the rebranding of a pair of towers in Istanbul that bear Mr. Trump’s name.

Yet in recent weeks, Mr. Erdogan has kept quiet as President Trump has taken office and signed an executive order banning immigration from seven predominantly Muslim countries.

That is in large part because, at least for the moment, Mr. Erdogan sees Mr. Trump’s rise to the presidency as a chance to reset relations with the United States, which had nearly collapsed in the last years of the Obama administration, officials say.

“Now we have all the prospects of a fresh start,” Inur Cevik, a senior adviser to Mr. Erdogan, said during an interview at the presidential palace in Ankara, the Turkish capital. “We have an opening with Mr. Trump.”

Turkish-American relations frayed over differing views on the war in Syria and the widespread belief in Turkey that the United States played a role in a failed coup last summer. In recent months, Turkey grew frustrated at America’s refusal to extradite Fethullah Gulen, the Pennsylvania-based leader of a religious social movement whom the Turkish government accuses of organizing the coup attempt in July. This compounded a longer-running feud concerning American support for the leading Kurdish militia in northern Syria, which Turkey views as a terror group.

Now that Mr. Trump has entered office, Ankara hopes for a change in America’s policy toward the Syrian Kurds. Specifically, Mr. Erdogan wants the United States to scrap an Obama-era plan to work with Kurds to recapture Raqqa, the de facto capital of the Islamic State, and try instead with Turkish troops and Syrian Arab militias.



POOL PHOTO BY YASIN BULBUL

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey delivering a speech in Ankara this month. He sees President Trump’s rise as a chance to reset relations with the United States.

At the same time, Turkish officials believe the Trump administration is more likely to support extradition of Mr. Gulen.

“Hopes are very high in Ankara that Turkey-U.S. relations will be much better under a Trump administration than the previous administration,” said Ozgur Unluhisarcikli, the director of the Ankara office of the German Marshall Fund of the United States, a research organization. “Erdogan does not want to endanger these two issues by speaking out against the Muslim ban.”

The meeting last week between Mr. Erdogan and Mike Pompeo, the new head of the C.I.A., was interpreted in Turkey as a good sign — as was the phone call Wednesday between the two presidents. And Prime Minister Binali Yildirim reported that his phone conversation with Vice President Mike Pence had heralded a “new day” in relations.

“What we’re seeing on the ground is that Trump has stopped the plan,” Mr. Cevik said, referring to the Obama administration’s plan to arm the Syrian Kurds for the offensive on Raqqa. He was meeting with a New York Times journalist as Mr. Pompeo spoke to Mr. Erdogan in another part of the president’s palace. “Turkey has received information that this is the case.”

But Washington insiders are more skeptical and say Turkish officials may have misplaced their hopes for specific changes in American policy on Syria.

“I don’t know why the Turks are so confident,” said Aaron Stein, a Turkey-

focused analyst at the Atlantic Council, a Washington-based think tank. And James F. Jeffrey, a former United States ambassador to Turkey, said, “They’re just not a strong enough force” to be the only American partner in Raqqa.

The phone call on Wednesday was most likely a routine conversation, Mr. Stein said, while the suspension of the Raqqa plan may yet be lifted once the Trump administration completes a 30-day review of Obama-era policies. Turkish troops and their Syrian allies, who have struggled to take the Islamic State-held city of Al Bab in recent months, may not be the best short-term partners in the fight for Raqqa.

“It’s very simple for the Trump administration,” Mr. Stein said by telephone. “They can either delay the operation for Raqqa into 2018 and entertain using a Turkish force without the Y.P.G.,” a reference to the Syrian Kurdish force that President Obama considered arming, “or they can go in the next six months with the Y.P.G.”

The latter seems likelier, Mr. Stein said: “All indications are that countering the Islamic State is their priority — so that doesn’t bode well for U.S.-Turkey relations.”

Asli Aydintasbas, a prominent Turkish columnist, wrote this past week in Cumhuriyet, a secular daily newspaper, that “Trump is not interested in Turkey’s human development or in it being a model country. He is looking for soldiers to fight Islamic radicalism in the region.” ●

Irak Kirkouk, la guerre d'après



Un membre des forces de sécurité locales dans les décombres de l'Hôtel Jihad, à Kirkouk, le 22 octobre 2016. La veille, des combattants de l'EI s'y étaient retranchés après leur offensive sur la ville.

EMRAH YORULMAZ/
ANADOLU AGENCY

Riché en pétrole et auréolée d'un passé illustre, la grande cité du nord de l'Irak reste un objet de convoitises. Les multiples communautés qui y vivent ont été tour à tour victimes et bourreaux des forces qui cherchent à s'en emparer

ALLAN KAVAL

KIRKOUK (IRAK) - envoyé spécial

A Kirkouk, l'Hôtel Jihad, construit dans les années 1950, n'est plus qu'une carcasse aux murs lépreux et grêlés d'impacts de balles, échouée entre une avenue fréquentée proche du bazar et le lit de ce qui fut la rivière Khasa, aujourd'hui transformée en large sillon boueux bordé d'un amoncellement d'ordures. Dans l'animation du marché et la rumeur incessante de la circulation, l'immeuble abandonné témoigne d'une prospérité ancienne depuis longtemps perdue, et de l'irruption récente de la guerre au cœur de la ville.

A l'aube du 21 octobre 2016, l'organisation Etat islamique (EI) était parvenue à s'infiltrer dans Kirkouk et à activer les cellules dormantes qui s'y étaient établies. Après avoir franchi la ligne de front qui sépare encore aujourd'hui les territoires djihadistes de ceux que contrôlent les forces kurdes et les milices chiites, les combattants prirent le contrôle de plusieurs quartiers du centre-ville et d'emplacements stratégiques, parmi lesquels l'Hôtel Jihad, proche d'un centre de détention des forces de sécurité kurdes et d'une plate-forme névralgique de la Compagnie des postes et des télécommunications irakiennes. « Les forces de sécurité ont été débordées. Elles n'ont pas eu le temps de réagir », se rappelle Rebaz, qui, à 25 ans, partage son temps entre le garage familial et une petite

affaire de transport d'hydrocarbures. Son frère et lui possèdent un camion-citerne.

A Kirkouk, dont les environs concentrent plus de 40 % des réserves irakiennes de brut, le pétrole n'est jamais loin. La guerre non plus. « J'ai entendu des coups de feu dans la nuit, raconte le jeune homme. J'ai pris ma kalachnikov et ma voiture, et j'ai tourné en ville pour voir ce qui se passait. J'étais parmi les premiers à prendre position près de l'hôtel ! » Kurde de Kirkouk, Rebaz, qui n'appartient pourtant à aucune force régulière, est souvent allé faire le coup de feu contre les djihadistes sur les champs de bataille du nord de l'Irak. Le 21 octobre, il est parti, comme beaucoup d'autres habitants de la ville, en grand désordre et avec enthousiasme pour chasser les intrus. Cette foule de volontaires a vite été renforcée de groupes armés kurdes, plus ou moins organisés, ainsi que de milices chiites venues à la rescousse depuis les villages qu'elles contrôlent au sud de la ville. Blessé au cou, Rebaz n'a pas assisté à la fin des combats deux jours plus tard et à la défaite des djihadistes. Mais il en est « certain » : l'ennemi reviendra. Un jour ou l'autre.

UN STATUT RESTÉ EN SUSPENS

Kirkouk, avec sa population estimée à plus de 1,6 million d'habitants, est une ville disputée. Majoritairement kurde, elle abrite d'importantes minorités arabe et turkmène, elles-mêmes divisées entre sunnites et chiites. Au cœur du conflit qui oppose les nationalistes kurdes au pouvoir de Bagdad, la grande cité pétrolière concentre aujourd'hui toutes les lignes de fracture qui traversent le pays. Son statut est resté

en suspens depuis la chute du régime de Saddam Hussein en 2003. Le chaos qui prévaut en marge de la lutte contre l'EI en Irak n'a rien apaisé et n'a pas non plus clarifié sa situation.

Elle est toujours en danger. Alors que les forces armées régulières ont pris le contrôle de la rive gauche de Mossoul, « capitale » irakienne de l'EI, Kirkouk reste sous la menace des djihadistes de l'enclave toute proche d'Hawija. La ligne de front est à moins de 20 kilomètres des faubourgs sud de la ville. Et si les factions kurdes dominent Kirkouk, leurs divisions internes entravent leur coopération sur le plan sécuritaire. Les milices chiites, qui ont fait leur apparition dans la région en 2014 à la faveur de la lutte contre l'EI, entendent, elles aussi, peser dans le jeu complexe qui se noue autour de Kirkouk. A la surface, groupes armés, milices, partis politiques militarisés, opportunistes enfouraillés s'opposent ou s'allient alternativement, gravitent les uns autour des autres ou entrent en collision. Dans les profondeurs dorment d'immenses réserves d'hydrocarbures.

En face de l'Hôtel Jihad, sur l'autre rive de la Khasa, une colline supporte l'antique citadelle de Kirkouk. Derrière ses remparts subsistent encore parmi les ruines quelques édifices isolés, au nombre desquels une tour datant de l'Empire seldjoukide (XI^e-XII^e siècles) et le mausolée supposé du prophète Daniel. Les vestiges de la ville haute évoquent l'époque lointaine où la cité s'était imposée comme une étape importante sur les routes commerciales reliant Bagdad à l'Anatolie ottomane, à l'orée du pays kurde et au carrefour des mondes turc, arabe et perse.

La citadelle, symbole de la ville, orne la vitrine du Café culturel, tenu par Mahmoud Jaff, sur l'une des grandes artères de Kirkouk. A l'intérieur, les murs affichent, entre deux fusils sans âge aux canons garnis de fleurs en tissu, de vieilles photographies témoignant de sa longue histoire. En noir et blanc, une caserne de la période ottomane. Sur un autre cliché, des soldats britanniques en rangs serrés et un bâtiment administratif surmonté de l'Union Jack... Au lendemain de la première guerre mondiale, l'enclave urbaine turco-

phone de Kirkouk entourée de tribus kurdes appartient au vilayet de Mossoul. En raison de ses richesses pétrolières, cette division administrative ottomane est rattachée par la volonté de la puissance mandataire britannique aux vilayets de Bagdad et de Bassorah pour former un nouvel Etat, l'Irak.

LES RACINES DES TENSIONS ACTUELLES

Sur le mur du café, les décennies suivantes sont en couleur. Ce sont les dernières années du Royaume indépendant d'Irak et la première décennie de la République, les années 1950 et 1960, avec leurs bâtiments clairs et leurs élégantes avenues bordées de verdure, où semblent glisser de majestueuses automobiles américaines. La rivière Khasa, large et bleue, coule sous un pont flamant neuf. C'est pourtant bien dans ce passé, qu'on aurait trop vite fait d'idéaliser, que plongent les racines des tensions actuelles. Le pétrole de Kirkouk est découvert en 1927. Son exploitation débute en 1934. Le développement de l'industrie pétrolière attire alors une nouvelle population d'ingénieurs et de travailleurs qualifiés. Tandis que la bourgeoisie turcophone bénéficie de cet accroissement démographique, les Kurdes venus des zones rurales environnantes forment une classe sociale déshéritée, maintenue aux marges.

Les amples réserves énergétiques confèrent à Kirkouk une importance stratégique pour le jeune Etat irakien, mais les mouvements nationalistes kurdes armés qui voient le jour à la fin des années 1940 menacent son emprise. Cette tension originelle sera déterminante pour l'avenir de la ville. Après le départ des Britanniques, pour les régimes qui vont se succéder à Bagdad le contrôle de Kirkouk passera par son arabisation.

« A Kirkouk, nous, les Kurdes, étions des habitants de deuxième catégorie », se souvient Mahmoud Jaff. A sa naissance, en 1963, les mesures mises en œuvre par Bagdad pour changer l'identité de Kirkouk sont déjà engagées. Elles s'accélérent dans les années 1970 sous la férule de Saddam Hussein et du parti Baas. Le pouvoir encourage les populations arabes à s'installer dans la ville, tandis que les habitants kurdes sont incités à la quitter. Ces derniers sont soumis à des mesures vexatoires, comme l'obligation de vendre leurs biens à des citoyens exclusivement arabes, et l'interdiction de rénover leurs propriétés.

A cette période, pour les factions armées kurdes en conflit intermittent avec Bagdad, le rattachement de Kirkouk à un Kurdistan autonome devient une revendication centrale. Dans le discours des factions nationalistes, la ville est désormais la « Jérusalem kurde ». Quand ces factions se rallient à Téhéran, quand la guerre Iran-Irak éclate à l'automne 1980, les habitants kurdes de Kirkouk en subissent les conséquences. La répression s'accroît ainsi que la politique d'arabisation, qui se poursuivra jusqu'en 2003, année de l'invasion américaine et de la chute de Saddam Hussein. En quelques décennies, la composition ethnique de la ville a été bouleversée, bien que l'absence de chiffres fiables empêche d'évaluer avec précision l'ampleur du phénomène.

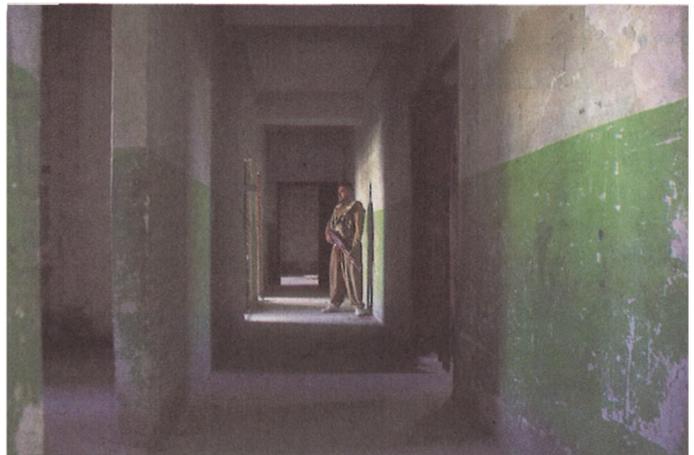
Au-delà des changements démographiques, la gestion de Kirkouk par le parti Baas a

AU COURS DES DIX ANNÉES SUIVANT LA CHUTE DE SADDAM HUSSEIN, L'INSURRECTION SUNNITE SERT D'INCUBATEUR AUX PRÉCURSEURS DE L'ÉTAT ISLAMIQUE

Ci-dessus : vue sur la citadelle antique et le siège de la police de Kirkouk à travers les fenêtres de l'Hôtel Jihad dévasté.

Ci-contre : soldat kurde en faction, après la reprise du lieu aux djihadistes, le 22 octobre 2016.

EMRAH YORULMAZ/
ANADOLU AGENCY



accentué des clivages locaux, dont les effets sont encore sensibles aujourd'hui. Face à la majorité kurde de la ville, le régime de Saddam Hussein s'était appuyé sur les tribus arabes sunnites d'Hawija, implantées au sud de Kirkouk, dont les représentants – par ailleurs largement affiliés au parti au pouvoir – ont ainsi pu bénéficier de postes privilégiés dans les services de sécurité. « Les gens d'Hawija avaient tous les droits, on ne pouvait rien leur dire », se souvient Mahmoud Jaff. Avec la chute du régime en 2003, les factions kurdes et leurs peshmergas ont pris le contrôle de la ville dans le sillage de l'armée américaine : « C'était notre revanche. La peur a changé de camp. C'était à leur tour de se cacher, comme nous nous étions cachés du temps de Saddam. »

Au cours des dix années suivantes, Hawija s'abandonne à l'insurrection sunnite irakienne servant alors d'incubateur aux précurseurs de l'Etat islamique. Voitures piégées et attentats suicides frappent l'armée d'occupation américaine et ses alliés kurdes, dont les forces de sécurité ont, de fait, pris le contrôle de Kirkouk. Comme ailleurs en Irak, le passage de certains baasistes à l'action djihadiste est accéléré par la frustration des Arabes sunnites, marginalisés par la domination

« BAASISTES, AL QAIDA, DAECH : ILS CHANGENT DE NOM, MAIS CE SONT LES MÊMES ! »

UN OFFICIER
DES SERVICES
DE SÉCURITÉ KURDES

kurde dans le nord de l'Irak, et par l'emprise des chiïtes sur l'Etat central et l'armée.

UNE GUERRE DE VOISINS

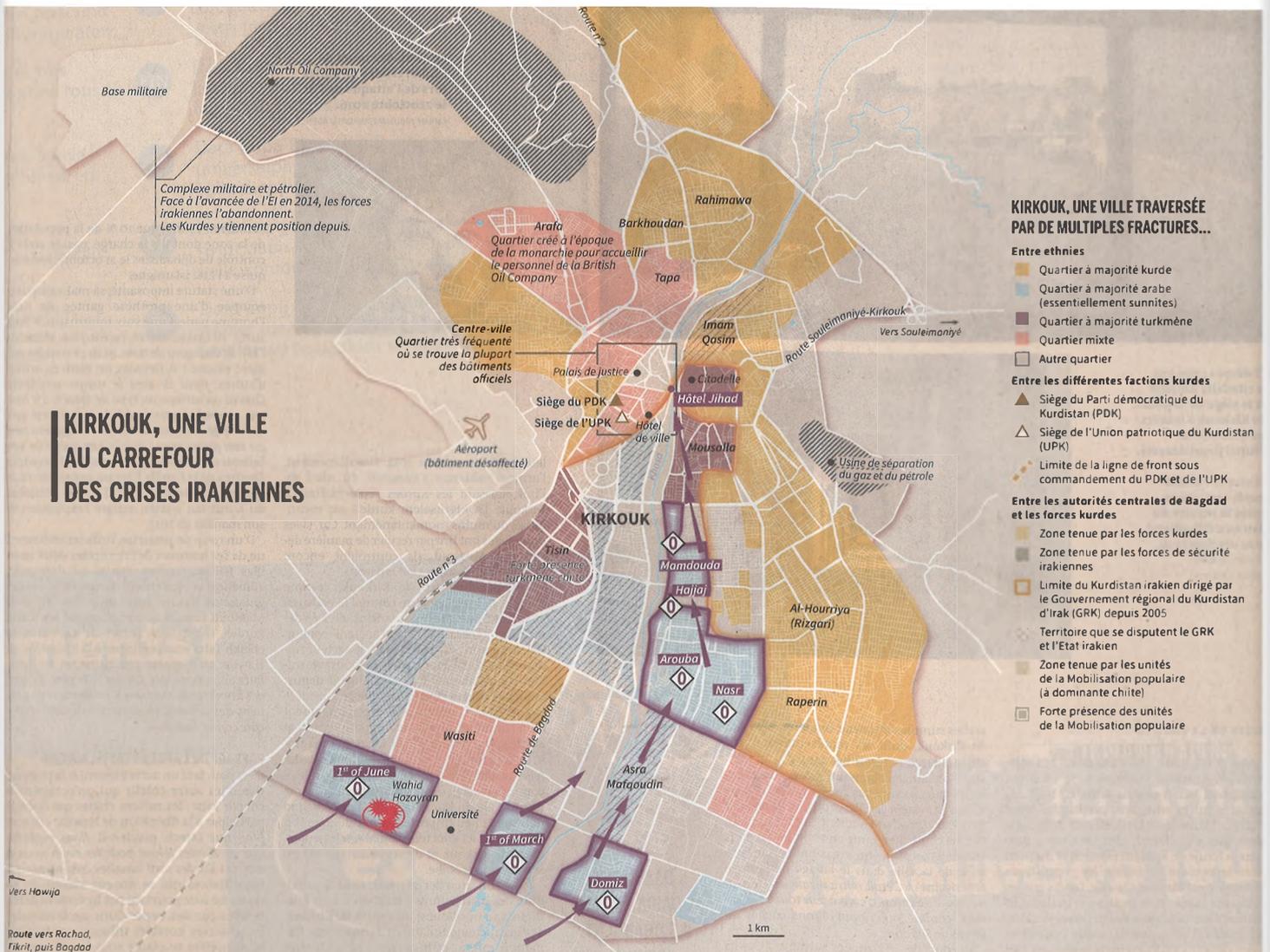
Porté par la vague des « printemps arabes », un mouvement de protestation s'empare des régions sunnites d'Irak en 2013. A Hawija, il bascule dans la violence. Le 23 avril, un camp de manifestants (en partie liés aux mouvements armés sunnites) est pris pour cible par des hélicoptères de l'armée irakienne. L'insurrection sunnite est relancée, bientôt prise en main par les djihadistes de l'EI. Après la prise de Mossoul, Hawija, qui comptait encore quelque 100 000 habitants, passe sous

KIRKOUK, UNE VILLE AU CARREFOUR DES CRISES IRAKIENNES

Complexe militaire et pétrolier. Face à l'avancée de l'EI en 2014, les forces irakiennes l'abandonnent. Les Kurdes y tiennent position depuis.

KIRKOUK, UNE VILLE TRAVERSÉE PAR DE MULTIPLES FRACTURES...

- Entre ethnies**
- Quartier à majorité kurde
 - Quartier à majorité arabe (essentiellement sunnites)
 - Quartier à majorité turkmène
 - Quartier mixte
 - Autre quartier
- Entre les différentes factions kurdes**
- Siège du Parti démocratique du Kurdistan (PDK)
 - Siège de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK)
 - Limite de la ligne de front sous commandement du PDK et de l'UPK
- Entre les autorités centrales de Bagdad et les forces kurdes**
- Zone tenue par les forces kurdes
 - Zone tenue par les forces de sécurité irakiennes
 - Limite du Kurdistan irakien dirigé par le Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak (GRK) depuis 2005
 - Territoire que se disputent le GRK et l'Etat irakien
 - Zone tenue par les unités de la Mobilisation populaire (à dominante chiite)
 - Fortes présence de unités de la Mobilisation populaire



... OÙ LA MENACE DJIHADISTE RAVIVE LES CONFLITS LARVÉS ENTRE COMMUNAUTÉS...

Les tentatives d'incursion de l'organisation Etat Islamique (EI)

- Secteur pris lors de l'incursion du 12 juin 2014
- Principaux quartiers touchés lors de l'assaut du 21 octobre 2016

Représailles contre les Arabes sunnites

- Expulsions d'Arabes sunnites par les forces de sécurité kurdes en représailles à l'incursion de l'EI du 21 octobre
- Quartier sunnite dans lequel la présence de cellules dormantes de l'EI est redoutée

Une menace djihadiste persistante

- Attentat de l'EI en 2016
- Zone contrôlée par l'EI en février 2016
- Poche djihadiste à moins de 20 km des faubourgs sud de Kirkouk

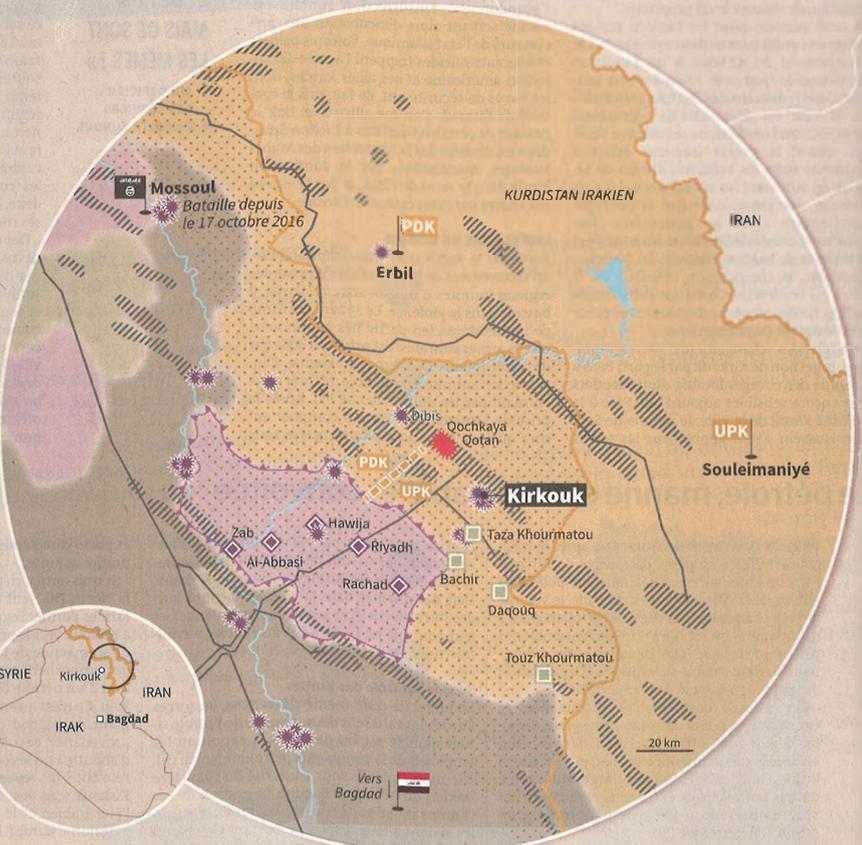
... DANS UNE RÉGION STRATÉGIQUE ET CONVOITÉE

Riche en pétrole

- Champ d'hydrocarbures
- Pipeline

A un carrefour névralgique

- Bagdad, capitale de l'Etat irakien
- Erbil, capitale du Kurdistan irakien
- Souleimaniyé, fief de l'UPK
- Mossoul, capitale auto-proclamée de l'EI



CARTOGRAPHIE : FLAVIE HOLZINGER ET VÉRONIQUE MALÉCOT
Carte réalisée avec l'aide d'ALLAN KAVAL, envoyé spécial à Kirkouk

SOURCES : INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR - LIVEUAMAP ; 2016 TERRORIST ATTACKS, PEACETECH LAB AVEC ESRI ; MICKAEL IZADY, THE GULF 2000 PROJECT, UNIVERSITÉ COLUMBIA ; « WHERE ARE WE SUPPOSED TO GO ? », AMNESTY INTERNATIONAL, 2016 ; LE MONDE

INFOGRAPHIE LE MONDE

leur contrôle, en juin 2014. Simultanément, l'armée irakienne s'évanouit du nord de l'Irak, laissant les Kurdes seuls maîtres à Kirkouk. La « Jérusalem kurde » est reconquise, du moins momentanément. Car, si les djihadistes ont fini par reculer de manière décisive à Mossoul, ils contrôlent encore aujourd'hui Hawija et ses environs.

Dans la province de Kirkouk, comme ailleurs en Irak, la guerre contre l'EI est aussi et surtout une guerre de voisins, divisés depuis des générations par d'anciens contentieux. Au nord-ouest d'Hawija, le secteur militaire de Dibis est tenu par le responsable militaire kurde Kemal Kirkouki. Engagé depuis deux ans contre l'Etat islamique, il considère la guerre en cours comme le prolongement d'un conflit local, celui qui oppose Arabes et Kurdes pour le contrôle de la terre et ses ressources. « Hawija appartient aux limites naturelles et historiques du Kurdistan », martèle ce commandant peshmerga affilié au Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani. Et peu importe, selon celui que l'on surnomme ici « docteur Kemal », si le peuplement de Kirkouk et de ses alentours est essentiellement arabe.

Dans son quartier général, situé à proximité des installations pétrolières, à 30 kilomètres au nord-ouest du centre de Kirkouk, des instructeurs finlandais donnent une formation militaire théorique à des officiers kurdes. Lors de l'attaque de l'EI du 21 octobre, ce secteur avait été pénétré par les djihadistes. Les villages environnants sont arabes et, selon le « docteur Kemal », ont de tout temps soutenu l'insurrection sunnite, puis l'EI. Vétéran de la lutte nationaliste kurde contre le régime de Saddam Hussein, Kemal Kirkouki ne cache pas avoir déjà menacé leurs habitants d'une évacuation forcée vers des camps de déplacés, s'ils ne dénonçaient pas les collaborateurs de l'organisation djihadiste. Il affirme même avoir, par le passé, mis ses menaces à exécution.

Depuis l'attaque de l'EI sur Kirkouk, Amnesty international a documenté plusieurs cas d'expulsions forcées visant des Arabes sunnites – originaires notamment d'Hawija et souvent établis dans des quartiers où leur communauté est majoritaire – transportés

vers des camps fermés, à l'extérieur de la ville. Leurs habitations ont été détruites. « Les déplacés venus d'Hawija font bien sûr courir un risque sécuritaire à Kirkouk », affirme un officier des services de sécurité kurdes, responsable de la surveillance d'un quartier

sunnite. Il estime que 10 % de la population de la zone dont il a la charge, passée sous le contrôle de djihadistes le 21 octobre, reste acquiescente à l'Etat islamique.

D'une stature imposante, sa main amputée équipée d'une prothèse gantée de noir, l'homme parle d'une voix tonitruante. « Baasistes, Al-Qaida, Daech [acronyme arabe de l'EI] : ils changent de nom, mais ce sont les mêmes !, assène-t-il. Demain, on verra en arriver d'autres, mais ce sera le même problème. Quand on attrape un type de Daech, s'il n'est pas un ancien responsable baasiste, c'est qu'il est trop jeune pour l'avoir été, et que son père ou son grand-père l'était ! » Les murs de son bureau sont tapissés de portraits d'hommes illustres de la famille Barzani, notamment de son patriarche Massoud, l'actuel président du Kurdistan irakien malgré l'expiration de son mandat en 2015.

D'un coup de sonnette, l'officier ordonne à un de ses hommes de faire entrer deux notables tribaux arabes, venus lui demander audience. Le plus chétif, cheikh Taha, est originaire de Hawija. Après avoir fait l'éloge de Massoud Barzani et complimenté les forces kurdes, il explique l'objet de sa visite. Le cheikh Taha veut participer à la libération de Hawija, qu'il espère prochaine, et souhaite faire allégeance aux Kurdes : « Je peux fournir des hommes de ma tribu si les Kurdes me donnent des armes. Nous nous battons côte à côte contre Daech. »

PRÉSAGE DE L'APRÈS-ÉTAT ISLAMIQUE

C'est pourtant un autre ennemi et la perspective d'un autre conflit qui préoccupent le cheikh Taha : les milices chiites qui doivent participer à la libération de Hawija. « Ils sont pires que Daech, plaide-t-il. Nous espérons que les Kurdes feront sounnites entre nous et eux. Les Kurdes sont sunnites comme nous ! » Les alliances qui se nouent autour de Kirkouk ne sont pourtant pas forcément déterminées par des oppositions confessionnelles.

D'autres notables tribaux sunnites ont ainsi préféré se placer sous le commandement de milices chiites plutôt que kurdes. Présage de ce que sera l'Irak d'après l'Etat islamique : les rapports de force qui prévalent à Kirkouk condamnent les Arabes sunnites à se soumettre à l'une ou l'autre de ces forces, kurde ou chiite.

Lorsqu'on s'éloigne de Kirkouk vers le sud-ouest, les drapeaux kurdes s'effacent peu à peu du paysage au profit de bannières noir et rouge frappées de slogans à la gloire d'Husseïn, le cousin et gendre du prophète Mahomet révéralé par les chiites. Depuis 2014, les forces régulières irakiennes se sont retirées de la région de Kirkouk, laissant les localités turkmènes chiites des environs sous contrôle des milices locales. Regroupées au sein de la 16^e brigade turkmène de la Mobilisation populaire, l'organisme chapeautant les milices anti-EI en Irak, elles ont établi leur quartier général dans le village de Bachir. « Nous sommes maintenant une force irakienne officielle. Nous resterons dans le gouvernorat de Kirkouk en tant que tel », déclare leur commandant, Abou Thaer. Son bureau est pavé aux couleurs nationales irakiennes, mais les hommes qui l'entourent arborent sur leur uniforme et leurs véhicules l'insigne de l'organisation Badr : une milice chiite, placée sous commandement iranien...

La présence de ces milices est une autre source d'inquiétude majeure pour les Kurdes de Kirkouk. Une rue fortifiée, séparée du reste de la ville par un haut portail métallique gardé par des hommes en armes, abrite l'imposante demeure de Khaled Shwani. « Après 2014, les partis kurdes auraient pu saisir l'opportunité que l'Histoire leur offrait en prenant le contrôle de Kirkouk et la rattacher au Kurdistan », déclare cette personnalité politique kurde de Kirkouk, par ailleurs porte-parole du président irakien Fouad Massoum. A présent, c'est trop tard. Nous sommes divisés et les milices chiites sont là. Elles représentent une grave menace pour l'avenir. » Telle une malédiction, l'histoire semble condamnée à se répéter. Kirkouk, la cité disputée depuis l'Irak des origines, le sera encore et encore dans l'Irak de demain, même après l'Etat islamique. ■

ALLAN KAVAL

Le pétrole, manne considérable et convoitée

PRÈS DE QUATRE-VINGT-DIX ANS après leur découverte, les ressources pétrolières de Kirkouk sont toujours au cœur des tensions politiques autour de la ville. L'enjeu est de taille, le volume de brut récupérable des champs pétroliers géants de Kirkouk étant estimé à 40 % de l'ensemble des réserves de brut de l'Irak, deuxième pays producteur, derrière l'Arabie saoudite, de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

Ces richesses considérables et convoitées se trouvent cependant dans une zone grise, disputée depuis 2003 et la chute de Saddam Hussein entre le gouvernement de Bagdad et les factions kurdes qui jouissent d'une large autonomie dans le nord du pays. Cette zone est aujourd'hui plus troublée encore par la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI).

Officiellement, le gouvernorat de Kirkouk relève de l'autorité de l'Etat central irakien. Après

la prise de Mossoul par l'EI en juin 2014, les forces irakiennes se sont retirées des territoires revendiqués par les Kurdes, y compris Kirkouk. Déjà dominantes dans la ville, les factions kurdes s'y trouvent alors seules aux commandes, et leur contrôle ne tardera pas à s'étendre aux infrastructures pétrolières.

Sous le contrôle des Kurdes

En juillet de cette même année 2014, les forces kurdes investissent deux champs de pétrole situés dans la région de Kirkouk, expulsant les employés de la compagnie pétrolière North Oil, elle-même placée sous l'autorité du ministère irakien du pétrole, à Bagdad. La gestion de ces champs passe sous le contrôle des Kurdes, qui les relie à leur dispositif existant : le champ de Khurmala qu'ils contrôlent depuis 2009. Le pétrole issu de l'ensemble de ces champs sera

exporté directement par les Kurdes pour leur propre compte.

Si trois autres champs sont toujours gérés par la North Oil, seul un oléoduc contrôlé par les Kurdes permet l'exportation du pétrole produit à Kirkouk vers le port de Ceyhan, sur la côte méditerranéenne de la Turquie. De ce fait, les Kurdes empochent les revenus issus de l'exportation d'un pétrole brut censé revenir à l'Etat irakien. Ce n'est qu'en mars 2016 que le gouvernement de Bagdad coupe le flux de pétrole en provenance des champs qu'il contrôle, avant d'aboutir à un accord avec les autorités kurdes à l'été 2016. Les revenus des champs de pétrole de Kirkouk sont désormais répartis à égalité entre l'Etat irakien et le gouvernement de la région autonome kurde (GRK). ■

A. KA.

KIRKOUK (IRAK), ENVOYÉ SPÉCIAL

International New York Times

FEBRUARY 18-19, 2017

In eastern Mosul, the battle still rages

MOSUL, IRAQ

Though freed from ISIS, snipers and drones terrorize city's residents

BY DAVID ZUCCHINO

Any sense of normalcy on a Saturday afternoon was shredded, again, when Iraqi soldiers began opening fire, their rifle barrels aimed at a white object in the bright blue sky.

"*Tayara musaira!*" someone shouted — a drone! Residents of eastern Mosul sprinted home, terrified by the latest attack by the Islamic State, and demoralized by the certainty that more would be coming.

A month after Iraq declared the eastern half of this city liberated from the group, parts of the east bank of the Tigris River remain under siege. Residents say they are repeatedly targeted by Islamic State snipers, mortars and grenade-dropping drones that buzz overhead several times a day.

For the tattered Rashidiya neighborhood here, the recent battle never ended. It just shifted course along the river. Rashidiya was the last district in eastern Mosul declared liberated in late January, but army officers say Islamic State sleeper cells remain entrenched.

And those are not the only troubles here. Even as American-backed Iraqi forces prepare an offensive against the Islamic State stronghold in western Mosul, people in Rashidiya are scratching out a primitive existence, deprived of electricity, running water and other essential city services.

Their ordeal stands as a stark reminder that even though major inroads have been made toward ending Islamic State rule in this city, a complete victory for the Iraqi government is still a ways off. Security, services, public support — none of these are sure yet, even in eastern Mosul.

"Everyone's afraid — there's fighting day and night. And when the drones come, everyone disappears," Yassir Hashim, 20, said that Saturday in mid-February, shortly after the hovering drone scattered customers he had hoped would buy beef from a cow he had just butchered.



An Iraqi Special Forces member in Mosul shooting at a drone operated by Islamic State militants last month. Residents say they are targeted by commercial drones that have been adapted to arm and release grenades by hovering and shaking.

Rashidiya is menaced on another front, as well. Around the nearby district of Quabba, on the east bank, Islamic State fighters remain entrenched in a stubborn pocket of resistance just outside the city limits. They battle Iraqi security forces dug in at Quabba's outskirts.

With bridges over the Tigris destroyed by coalition aircraft to cut Islamic State supply lines, the fighters use small boats to ferry men and supplies from western Mosul, residents said.

"There's fighting in Quabba constantly — it's the front line," said Capt. Ibrahim Sabah, an Iraqi Army officer who commands a checkpoint he said was 600 yards from the Tigris and about two miles from Quabba's edge.

The captain said three of his soldiers were killed two weeks ago by an Islamic State booby trap in Rashidiya. He and his men now travel in civilian vehicles because the unit's six Humvees were knocked out of action during the fight for eastern Mosul.

Captain Sabah's men displayed a crumpled white drone, complete with a grenade, which they said they had shot down this month. A message was scrawled in blue Arabic script on the aircraft: "Thank you for your patience and resistance."

Residents said several civilians had been killed or wounded by drones, which the United Nations said had also slightly injured some aid workers. The commercial drones have been adapted to arm and release grenades by hovering and shaking, soldiers said.

In other Iraqi cities, residents fled as security forces battled to dislodge the Islamic State, also known as ISIS or ISIL.

In Mosul, Iraq's second-largest city, the United Nations said 550,000 people remained as militants took over in 2014, urged by government leaflets to shelter in place. About 190,000 residents fled, with 46,000 returning recently.

Eastern Mosul was spared the wholesale destruction inflicted on other Iraqi cities, and humanitarian groups did not have to cope with hundreds of thousands of displaced people. Relief groups have praised Iraqi forces for protecting civilians during a 100-day battle that officially ended Jan. 24, when Iraq declared "total liberation" in eastern Mosul.

Of 860 structures destroyed here since August, 90 percent are in eastern Mosul, the United Nations said. But life has returned to a semblance of normalcy in many areas, particularly in districts on this city's eastern edge.

For those in Rashidiya, though, a frayed sense of promise was shattered on Feb. 10 when a suicide bomber struck a popular restaurant that had recently reopened, and a second suicide attack killed a soldier at a checkpoint. The Islamic State claimed responsibility.

The next day, residents emerged from their homes, tentative and wary. On a main highway, the corpses of two militants lay on the pavement, shot dead more than a week earlier, soldiers said.

Ahmed Hikmat, 28, carefully stacked cellphones for sale outside his darkened storefront overlooking pulverized buildings at Mosul University. Business was slow.

"Everyone's afraid," he said. "They say we have been liberated, but no one can feel safe."

There are reminders everywhere of

the militants' two-and-a-half-year rule.

Many residents still use the Islamic State-imposed term "jinod al-dawla," or "soldiers of the state." The militants forbade residents to use the term Daesh, an Arabic acronym for the Islamic State that some consider pejorative.

Bold green highway signs put up by militants are still in use, renaming Mosul as part of the caliphate claimed by the group. Islamic State graffiti also remains, with such messages as "house of the caliphate" visible across the city.

In Rashidiya, Iraqi forces discovered an Islamic State weapons factory inside a technical institute along the river. Homemade mortars were stacked in neat rows, some awaiting fuses and others primed for explosion. Many were designed for suicide vehicles, Sgt. Oras Assad said as he rummaged through a box of land mine components.

Capt. Wissam Khalil said some residents assist Islamic State sleeper cells.

He pointed to small knots of young men on a narrow street, one of many roads the army had sealed off with wrecked vehicles.

"Some of them, their brothers and fathers, are with Daesh," Captain Khalil said.

Many Rashidiya residents said they welcomed the army, but blamed the provincial and national governments for degenerating living conditions. With water and sewer pipes damaged, residents must buy bottled water or dig private wells.

The United Nations said it trucks in 2.3 million liters of drinking water daily.

The electrical grid is defunct in eastern Mosul because the main power plant is in western Mosul, said Zaidan

Khalaf of the city power department. Entrepreneurs have set up diesel gener-



Soldiers and civilians returning to the street following reports of a drone approaching the Rashidiya neighborhood, in eastern Mosul.

ators and charge monthly hookup fees. Residents say they get only a few hours of power per day because of limited fuel supplies.

The Nineveh provincial governor, Nawfal Hamadi al-Sultan, has been accused by rivals of bungling and deliberately delaying United Nations repair projects for weeks. In an interview, Khodaya Khalaf, a Nineveh councilman, called the governor incompetent and untrustworthy.

Councilman Ali al-Jiburi described a "rupture" between the governor and the United Nations. Another councilman, Abdul Rahman al-Waga, said the governor had stonewalled the council.

Mr. Sultan denied the accusations, blaming poor coordination by the United Nations and a lack of aid from

Baghdad for the delays. "We have raised a number of obstacles and challenges" with officials in the capital, he said.

Lise Grande, the United Nations deputy special representative in Iraq, said 25 projects had been approved in recent days.

In Rashidiya, residents are consumed by subsistence concerns. Nimsha Hussein, 54, a widow with eight children,

"Everyone's afraid — there's fighting day and night. And when the drones come, everyone disappears."

was wary of drones as she hurried home, clutching a white United Nations relief box packed with soap, toothpaste and other items.

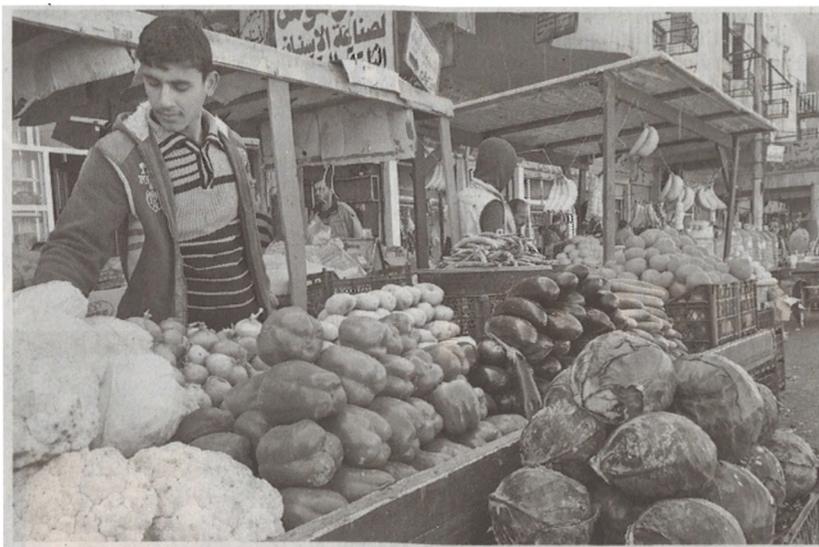
"Everyone here is suffering, men and women, old and young," Ms. Hussein said.

Kerosene and cooking oil are in short supply. Unemployed residents said they could not afford expensive fruit and vegetables driven in from safer districts.

Mahmoud Yunis, 33, said he had been trying to get his police officer's job back since being jailed and beaten by militants for his government service. He complained of high food prices as he struggled to dig a well next to his home.

Hamza Hassoun, 54, earns a few dinars a day by selling a paltry assortment of candy and snacks on a rickety bench to pay for food and bottled water. He said about \$7 a month goes to a local man for a generator hookup that supplies six hours of power a day.

Mr. Hassoun scanned the sky for drones, then shrugged and said, "No one can say when life in Mosul will ever be normal again." ●



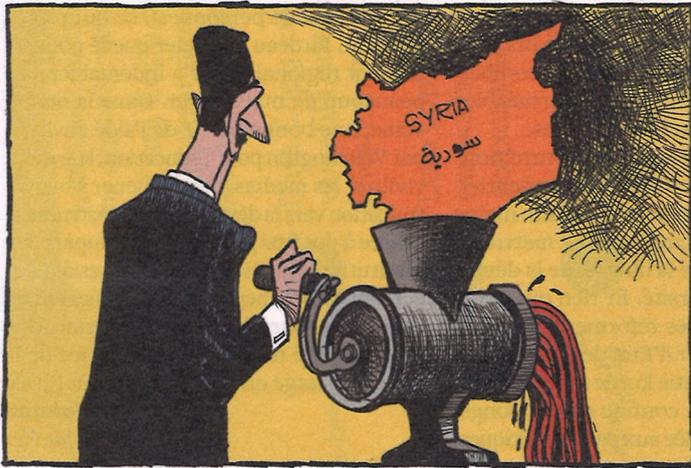
DAVID ZUCCHINO FOR THE NEW YORK TIMES

A vendor selling vegetables in eastern Mosul, where many are scratching out a primitive existence, deprived of electricity, running water and other essential city services.

SYRIE

Le régime de toutes les combines

En six ans de guerre, l'État syrien s'est désintégré, et le trafic de drogue et d'alcool, la toxicomanie, la multiplication des milices, la corruption et les crimes organisés sont devenus la norme, selon ce journal israélien.



—Yediot Aharonot
(extraits) Tel-Aviv

Bien avant le déclenchement de la guerre civile, le régime syrien fonctionnait selon une organisation mafieuse, par la corruption et le crime. Il ne devait sa survie qu'à la terreur exercée sur sa population et à ses services secrets.

L'ère des Assad père et fils se caractérisait par le monopole de la communauté alaouite (11 % de la population), en particulier celui du clan Assad issu de Qardaha [bourgade montagnarde alaouite surplombant la ville côtière multiconfessionnelle de Lattaquié]. La police, censée combattre le trafic de drogue, coopérait avec les trafiquants. Lorsqu'elle occupait la plaine libanaise de la Bekaa [1976-2005], l'armée syrienne, censée lutter contre la production de drogue, se contentait souvent de prélever un tribut.

Ces cinq dernières années, la désintégration de l'État syrien a considérablement aggravé le niveau de criminalité et de corruption organisées, et dans ce vide béant une nouvelle criminalité s'est développée à plus grande échelle. Une grande partie des combattants de la guerre civile

sont des criminels. La Syrie est devenue non seulement le foyer d'une guerre sans merci, mais aussi un nouveau centre du trafic de drogue, tandis que les assassinats crapuleux et les viols "de guerre" sont devenus la norme quotidienne.

Avant la guerre civile, l'armée syrienne était déjà une institution corrompue et confessionnelle. Au pouvoir depuis la fin des années 1960, les Alaouites avaient constitué une armée dans l'armée fondée sur une base confessionnelle exclusive. Officiers ou simples soldats, les Alaouites avaient la préséance sur leurs collègues sunnites, fussent-ils officiers. Ces derniers étaient réduits au rôle d'exécutants au service des intérêts économiques de leurs supérieurs hiérarchiques. Le régime avait également placé ses unités d'élite sous le monopole des Alaouites et de ses obligés (principalement chrétiens et druzes), et leur assurait un niveau de formation supérieur

De nombreuses milices "loyalistes" sont issues d'ex-organisations criminelles.

aux autres branches de l'armée régulière, majoritairement sunnite et donc susceptible de se retourner contre le régime.

Lorsque la guerre civile a éclaté [2011], des dizaines de milliers de soldats [souvent sunnites] ont déserté, et la frustration s'est accumulée parmi des officiers sunnites, qui se retrouvaient à court de combattants. Alors que le budget de l'État syrien était englouti dans l'effort de guerre et que de moins en moins de fonctionnaires étaient payés, l'inflation a explosé et le cours de la monnaie s'est effondré. La corruption a alors décuplé et les civils ont été victimes du racket de leurs propres forces de l'ordre. Enfin, des divisions "loyalistes" entières se sont transformées en milices de "protection civile" sur des bases locales ou claniques se finançant par le racket ou le bakchich. Par ailleurs, le dénuement des soldats réguliers les a poussés au pillage des territoires sous leur contrôle.

Ce qu'il reste d'armée syrienne "utile" voit son budget en partie alimenté par des affairistes proches du régime. Un exemple en est Suhail Al-Hassan, surnommé "le Tigre", chef d'une unité d'élite de renseignement exclusivement composée d'Alaouites et dont le budget est assuré par l'affairiste Rami Makhoulf, cousin du président Bachar El-Assad. Une large partie de l'économie du nord-ouest de la Syrie est également sous la coupe de ces deux hommes. Makhoulf a pour sa part mis sur pied sa propre milice, appelée "Cinquième Corps – Iqthâm [section d'assaut]". Enfin, les riches familles alaouites et sunnites soudoient les officiers pour que leurs fils ne soient pas enrôlés dans l'armée. Les plus riches se sont dotées de milices privées, n'hésitant pas à s'opposer par les armes aux agents recruteurs.

Mais l'essentiel du budget militaire est désormais sous perfusion russe et iranienne. Afin de ne pas perdre l'avantage sur les milices, l'armée syrienne conserve pour l'instant le monopole des armes lourdes. De nombreuses milices "loyalistes" sont issues d'anciennes organisations criminelles impliquées dans le trafic d'alcool et de drogue. La guerre civile leur a permis de blanchir leurs revenus tout en se présentant en combattants contre le terrorisme.

Le chaos syrien a permis au Hezbollah de renforcer sa mainmise sur le trafic de drogue.

Les *shabiha* [milices du régime syrien], qui furent les premières à s'engager dans la répression des manifestations de 2011, sont pour la plupart composées d'anciens délinquants toxicomanes sortis de prison par le régime. Leurs membres ont pour rôle principal de terroriser la population par le meurtre gratuit et le viol. Certains de ces criminels ont reçu une formation de commando et sont affectés à des "organisations spéciales", tels les Suqûr as-Sahrâ ["Faucons du désert"] financés par l'affairiste Mohamed Jaber, un autre affidé du régime.

Le captagon fait fureur. L'état psychique des jeunes citoyens et le besoin de s'extraire des horreurs de la guerre les ont fait plonger dans la drogue. De même, la consommation de drogue est devenue monnaie courante tant chez les soldats que chez les insurgés, afin de surmonter la peur et de commettre les atrocités qui leur sont exigées. Le chaos syrien a permis au Hezbollah de renforcer sa mainmise sur le trafic de drogue, lequel constituait déjà une importante source de revenus pour l'organisation chiite libanaise avant le déclenchement de la guerre. Le haschich et l'opium cultivés dans la Bekaa [libanaise] s'exportent vers la Syrie, la Turquie et la Jordanie. Un médicament qui fait fureur est le captagon. Cette amphétamine de synthèse est consommée en grandes quantités par la plupart des belligérants et permet de se battre des jours durant sans repos.

Les pires criminels agissant sur le sol syrien sont des mercenaires. Ils ne se sentent aucune responsabilité quant à l'avenir de ce pays et n'ont pas à craindre les représailles, dès lors qu'ils quitteront la Syrie une fois la guerre terminée. C'est le cas des milices chiites afghanes envoyées par l'Iran et dont la plupart des miliciens sont des illégaux capturés sur le sol iranien et enrôlés de force pour combattre en Syrie contre la promesse d'un titre de séjour pour eux et leurs familles. C'est également le cas de nombreux miliciens de Daech, pour la plupart

des Irakiens, des Saoudiens et des Maghrébins déconnectés de la population locale.

Nul ne sait quand prendra fin la guerre civile. Mais le chaos syrien, la *fawda* comme on l'appelle en arabe, laissera des traces profondes et durables. D'une part, ce ne sont pas seulement les infras-

structures qu'il faudra réhabiliter, mais toute une société marquée dans sa chair par l'exode, les viols par milliers, les massacres confessionnels et la toxicomanie.

D'autre part, outre la corruption de l'armée, face à la propagation de milices criminelles et mafieuses militarisées par le

régime et qu'il sera difficile de désarmer ou de priver de leurs sources de revenus, le régime baasiste va ressortir affaibli par rapport à la situation d'avant-guerre. La plupart des unités régulières souffrent d'un déficit de formation militaire, et celles qui bénéficient d'un encadre-

ment professionnel sont instruites et financées par la Russie et l'Iran. Autrement dit, avec ou sans Assad, le régime alaouite ne sera plus jamais seul maître en son pays.

—Yaron Friedman
Publié le 12 janvier



11 FEVRIER 2017

15000 Kurdes à Strasbourg pour la libération d'Öcalan

www.ouest-france.fr/ 11/02/2017

Comme chaque année depuis 18 ans, les partisans kurdes du chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, se sont rassemblés à Strasbourg pour réclamer sa libération. Ils étaient entre 12 000 et 15 000 personnes selon la police.

Environ 15 000 personnes ont participé samedi à Strasbourg au grand rassemblement annuel organisé par les Kurdes d'Europe pour réclamer un statut pour le Kurdistan, et la libération de leur leader historique Abdullah Öcalan.

Parmi les 12 000 à 15 000 manifestants selon la police, 15 000 à 17 000 personnes selon les organisateurs, il y avait beaucoup de Kurdes venus d'Allemagne, quelques-uns du Luxembourg ou de Belgique.

« UN PEUPLE SANS ÉTAT »

« Je suis diplomate d'un peuple sans État », ironise dans le cortège Beriwan, interprète, militante pour la libération du fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement interdit en Turquie et classé « terroriste » par l'Union européenne et les États-Unis. Mais pour Beriwan, qui a quitté son pays à l'âge de 3 ans, Abdullah Öcalan, condamné à mort en 1999, peine commuée ensuite en prison à vie, est uniquement « l'architecte d'un projet politique porteur d'espoirs de paix pour le Moyen-Orient ».

« Il y a moins de monde que d'habitude »,

concède Murat, quadragénaire venu de Belgique. Il avait 4 ans quand, en 1974, il a quitté la Turquie avec son père, parti travailler dans les mines de charbon belges. Sa famille est originaire de la province d'Igdir, près du mont Ararat, mais il n'y a « plus personne » là-bas. « La situation est devenue impossible », affirme son ami, Hashim, arrivé en 1961 en Belgique.

LE CHOIX DE STRASBOURG

« Strasbourg, c'est le centre de l'Europe, la ville du Conseil de l'Europe, du Parlement européen, de la Cour européenne des droits de l'Homme », a souligné Mirtaza, 60 ans, venu de Nancy, pour justifier le choix de la capitale alsacienne pour ce grand rassemblement.

« Ils ne pourraient pas manifester en Allemagne, parce que le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) est considéré comme une organisation terroriste dans tous les pays de l'Union européenne », mais « la France observe une forme de tolérance pour permettre ce rassemblement », ont expliqué les autorités françaises.

Le consul général de Turquie à Strasbourg avait toutefois demandé l'annulation du rassemblement, dénoncé comme une manifestation de soutien à une organisation terroriste.

DES RASSEMBLEMENTS DEPUIS 18 ANS

Chaque année depuis 18 ans, les Kurdes d'Europe se réunissent à Strasbourg pour réclamer un statut pour le Kurdistan, et la libération de leur leader historique Abdullah Öcalan. Capturé le 15 février 1999 à Nairobi, il



15 000 partisans kurdes du chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, se sont rassemblés à Strasbourg pour réclamer sa libération. | AFP

avait été remis aux autorités turques. Condamné à mort, sa peine a été commuée en 2002 en réclusion à perpétuité sur l'île turque d'Imrali.

La marche des Kurdes a emprunté une série de boulevards à la périphérie de Strasbourg au départ de la gare. La manifestation s'est dispersée vers 13 h 30.

De grands moyens avaient été déployés pour l'encadrer en raison du regain de tension en Turquie entre le pouvoir et le PKK. Toutes les rues débouchant sur le parcours avaient été barrées par des camions-bennes, dispositif mis en place depuis l'attentat du 14 juillet à Nice pour empêcher toute attaque au moyen d'un véhicule.

Plusieurs unités de gendarmes avaient en outre été déployées. La communauté kurde avait organisé un imposant service d'ordre et les bagages étaient fouillés. Un groupe de sympathisants non-kurdes avait pris la tête du cortège portant un portrait d'Abdullah Öcalan. ■



Erdogan veut une "zone de sécurité" dans le nord de la Syrie

Istanbul, 13 fév 2017 (AFP) — La Turquie cherche à établir une "zone de sécurité" débarrassée des "terroristes" dans le nord de la Syrie pour permettre aux déplacés du conflit de s'y installer, a indiqué lundi le président turc Recep Tayyip Erdogan.

"Notre objectif, ici, c'est (d'établir) une zone de 4.000 ou 5.000 km2 nettoyée des terroristes, d'en faire une zone de sécurité", a déclaré M. Erdogan lors d'une allocution retransmise à la télévision de Bahreïn où il est en déplacement.

Pour sanctuariser une telle zone, il "faut aussi une zone d'exclusion aérienne", a déclaré le chef de l'Etat turc.

Ankara, qui parraine avec Moscou et Téhéran un accord pour consolider le cessez-le-feu en Syrie, soutient avec ferveur la création d'une telle zone qui pourrait absorber une partie des quelque 2,7 millions de Syriens ayant trouvé

refuge en Turquie.

Le nouveau président des Etats-Unis, Donald Trump, a lui aussi évoqué le mois dernier un projet de création de "zones de sécurité" en Syrie, sans fournir de détails.

La Turquie a lancé, en août, une opération terrestre d'envergure dans le nord de la Syrie, visant à la fois les jihadistes du groupe Etat islamique, mais aussi les milices kurdes YPG, soutenues par Washington contre le groupe jihadiste Etat islamique, mais qualifiées de "terroristes" par Ankara.

Après avoir aidé les rebelles à chasser l'EI de plusieurs localités, Ankara a dirigé ses forces vers Al-Bab, un bastion des jihadistes situé dans la région d'Alep où l'armée turque a essuyé de lourdes pertes ces dernières semaines.

Après la prise d'Al-Bab, qui n'est "plus qu'une question de temps", la Turquie pourrait participer à une opération visant à chasser l'EI de sa "capitale" auto-proclamée en Syrie, Raqa, a répété lundi M. Erdogan.

Mais Ankara s'est jusqu'ici opposé à une éventuelle participation des milices kurdes à une telle opération.

Le conflit syrien a fait plus de 310.000 morts et des millions de réfugiés depuis 2011. ●

En Syrie, des belligérants, nombreux, face-à-face à Al-Bab

Marianne Meunier, le 14/02/2017
<http://www.la-croix.com>

● Les rebelles et Damas y combattent le même ennemi, tandis que la Turquie cherche à contrer les Kurdes.

● Les combattants de l'opposition passent devant des pierres bloquant une route dans le village de Hazwan, à la périphérie de la ville syrienne d'Al-Bab, alors qu'ils avancent vers la ville.

Au lendemain de la reprise d'Alep-Est par le régime syrien et ses alliés, en décembre, les observateurs prédisaient que Al-Bab constituerait leur prochain objectif. Celui-ci est désormais près d'être atteint.

Les forces gouvernementales se trouvaient lundi 13 février à la périphérie sud de cette ville de 100 000 habitants, située à cinquante kilomètres au nord-est d'Alep et à trente kilomètres au sud de la frontière avec la Turquie, qui vit sous le contrôle de Daech depuis 2014. L'armée turque et les rebelles syriens avaient quant à eux atteint le centre de la cité, désormais « assaillie de toutes parts », a indiqué le président turc Recep Tayyip Erdogan le 12 février.

► La multiplicité des belligérants autour du dernier bastion de Daech

D'un côté, l'armée de Damas et ses alliés iraniens et russes, de l'autre, les rebelles syriens soutenus par les troupes turques : la multiplicité des belligérants autour du dernier bastion de Daech dans la province d'Alep illustre la diversité des intérêts, parfois contradictoires, qui

s'enchevêtrent dans la guerre en Syrie.

Hier adversaires à Alep-Est, la rébellion et le régime – soutenu par l'Iran et la Russie – se battent à Al-Bab contre le même ennemi : Daech. L'armée turque joue également un rôle prépondérant dans la bataille, qui s'inscrit dans le cadre de son opération « Bouclier de l'Euphrate », lancée en août 2016. Mais elle ne vise pas exactement le même but que Damas et la rébellion.

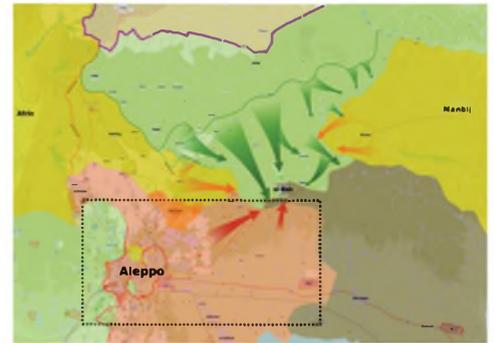
Pour Ankara, il s'agit autant de détruire un fief de Daech à ses portes que de déloger les séparatistes kurdes syriens du Parti de l'union démocratique (PYD), proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe terroriste du point de vue de la Turquie.

► Les négociations se poursuivent en parallèle

La tâche est ardue pour elle. Non seulement le PYD est fort de la victoire qu'il a remportée dans la ville de Manbij, dont il a délogé Daech l'été dernier, mais il dispose aussi du soutien armé des États-Unis, qui en ont fait leur principal partenaire dans la guerre contre Daech en Syrie. Au cours d'une conversation téléphonique début février, Donald Trump aurait toutefois rassuré Recep Tayyip Erdogan.

La poursuite des négociations pour trouver une issue au conflit donne elle aussi la mesure de l'imbrication des enjeux en Syrie. L'opposition et le régime doivent se retrouver à Genève le 20 février, dans le cadre de discussions placées sous l'égide de l'ONU et entamées en juin 2012.

Et, de façon impromptue, la Russie a annoncé, mi-février, la tenue d'une réunion entre le gouvernement et les groupes armés mercredi 15 et



jeudi 16 février, à Astana, dont sont exclus notamment les groupes terroristes comme Daech.

► Le règlement du conflit en Syrie échappe de plus en plus à l'ONU

Sous les auspices de la Russie, de l'Iran et de la Turquie, une telle rencontre s'était déjà déroulée dans la capitale kazakhe, les 23 et 24 janvier 2017. Elle s'était achevée sur une déclaration, signée par les parrains russe, iranien et turc, annonçant la mise en place d'un mécanisme de surveillance du fragile cessez-le-feu.

« Nous n'essayons pas de nous substituer aux efforts de l'ONU (...), a prévenu le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, après l'annonce de cette nouvelle rencontre dans la capitale kazakhe. Car, en parallèle du processus d'Astana que nous entendons maintenir, nous préparons les négociations sous l'égide de l'ONU. »

Le règlement du conflit en Syrie échappe de plus en plus à l'ONU depuis que la Russie a commencé à s'y impliquer militairement, en septembre 2015. « Les Nations unies savent bien qu'elles ne peuvent rien obtenir à Genève sans l'accord des Russes, explique Fabrice Balanche, chercheur au Washington Institute for Near East Policy. Elles font donc comme si les négociations d'Astana faisaient partie du processus de Genève. » ■

Attentat en Turquie: 26 arrestations, les rebelles kurdes désignés

AFP, le 18/02/2017
<http://www.la-croix.com>

Les autorités turques ont arrêté samedi 26 personnes et pointé du doigt les séparatistes kurdes du PKK, au lendemain d'un attentat dans le sud-est du pays qui a fait deux morts et de nombreux blessés.

"Au total, 26 personnes ont été placées en garde à vue" dans le cadre de l'enquête sur cette attaque à la voiture piégée qui s'est produite vendredi soir à Viransehir, dans la province de Sanliurfa, a indiqué le gouverneur dans un communiqué.

L'attentat a visé une résidence où logent des employés du tribunal local. Un enfant a été tué et le corps d'un agent de sécurité a été retrouvé dans les décombres dans la nuit, portant le bilan à deux morts, selon le communi-

qué.

"Nous pensons que c'est l'organisation terroriste PKK qui a commis cet attentat", a déclaré le gouverneur de Sanliurfa, Güngör Azim Tuna, cité par l'agence de presse gouvernementale Anadolu.

Cette attaque est survenue quelques heures après le coup d'envoi par le président Recep Tayyip Erdogan de la campagne pour le référendum du 16 avril sur une révision constitutionnelle qui lui permettrait d'élargir considérablement ses prérogatives.

Selon l'agence de presse Dogan, environ une tonne d'explosifs ont été utilisés dans cet attentat. Les façades de plusieurs immeubles ont été éventrées par la déflagration et de nombreuses voitures ont été calcinées.

Le sud-est à majorité kurde de la Turquie est ensanglanté par des combats quotidiens



Des turcs passent, le 18 février 2017, sur le site où un véhicule piégé a explosé, à Viransehir dans la province de Sanliurfa / AFP

entre le PKK et les forces de sécurité depuis la rupture, à l'été 2015, d'un fragile cessez-le-feu. Le conflit kurde a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

La Turquie a été secouée depuis plus d'un an et demi par une vague inédite d'attentats menés par la rébellion kurde, mais aussi par le groupe jihadiste Etat islamique (EI). ■

Grâce à la Syrie, le Hezbollah est devenu une armée régionale



Georges Malbrunot
@Malbrunot

Envoyé spécial à Beyrouth

Riad s'en souvient, comme si c'était hier. « S'il n'y avait pas eu le Hezbollah, Alep serait tombé aux mains des rebelles », assure ce loyaliste syrien de la grande ville du nord du pays. Son cauchemar remonte à la fin du mois d'octobre, lorsque des insurgés attaquèrent le quartier de Miyan, un verrou pour accéder aux secteurs d'Alep-Ouest tenus par le régime et ses alliés russes, iraniens et du Hezbollah.

À Miyan, « les soldats syriens de la Garde républicaine avaient dû se replier, ils avaient perdu le contact avec leurs chefs », se souvient Riad, qui a accès aux salles d'opérations militaires. « À grand renfort de voitures piégées, les islamistes avaient réalisé une percée. Mais un officier du Hezbollah a réussi à rappeler une vingtaine de combattants avec leurs batteries de missiles qui ont stoppé l'avancée rebelle, avant l'arrivée de 300 renforts de la Division Radwan. » « Avec 20 hommes, le Hezbollah a sauvé Alep », jurait-il, lors d'un récent passage à Beyrouth.

Après la reprise d'al-Qusayr en juin 2013, puis la sécurisation de la région du Qalamoun, frontalière du Liban, Miyan est le dernier fait d'armes du Hezbollah en quatre ans d'engagement en Syrie. « Tout le monde pense que c'est la Russie qui a gagné à Alep, mais c'est le Hezbollah », insiste un diplomate des Nations unies. « Ses dirigeants, ajoute-t-il, nous disent que c'est un cadeau aux femmes du Sud-Liban qui perdent leurs enfants » dans cette guerre parfois impopulaire parmi la communauté chiite. À Miyan, les pertes furent lourdes : une trentaine de combattants périrent dans cette bataille qui modifia les relations entre la milice chiite et Moscou.

Des missiles livrés par l'Iran

Peu après, des officiers russes de haut rang rencontrèrent pour la première fois des représentants du Hezbollah pour établir des canaux permanents de communication, rapporta le journal libanais *Al-Akhar*, proche du « Parti de Dieu ». Depuis, « les Russes considèrent le Hezbollah non plus comme une milice, mais comme un interlocuteur à part entière au même titre que l'Iran et la Syrie », souligne un analyste qui a ses entrées à Beyrouth et Damas. Fin décembre, confirmant ce partenariat naissant, une vidéo diffusée sur YouTube montra un membre des forces spéciales russes arborant le fanion jaune et vert du Hezbollah. Il accompagnait un combattant chiite qui inspectait un cadavre.

Israël, qui reste l'ennemi numéro un du Hezbollah, s'inquiète de voir la Russie former ainsi aux techniques de commando les miliciens libanais. Même si un modus vivendi a été conclu entre l'État hébreu et la Russie après l'intervention militaire de Moscou en Syrie à l'automne 2015, cette acquisition de nouvelles tactiques de combat renforce grandement la capacité du Hezbollah à affronter Tsahal.

Est-ce un hasard ? Trois semaines après Miyan, le 13 novembre, le « Parti de Dieu » se sentit suffisamment fort pour organiser un impressionnant défilé militaire dans la ville syrienne d'al-Qusayr, sous son contrôle près de la frontière libanaise. Une première hors du Liban. Sur les images diffusées par les réseaux sociaux se dressent plusieurs colonnes de blindés, des transports de troupe M-113 - parfois vétustes - de fabrication américaine, des tanks T-72 équipés d'un blindage actif, des canons d'artillerie ou encore des missiles sol-mer russes Kornet.

Pareille démonstration de force inquiéta également Washington et les adversaires du Hezbollah au Liban. Depuis, les questions fusent, mais les réponses restent floues. À qui était destiné le message ? À l'État hébreu, bien sûr. Mais aussi à l'Arabie saoudite, le nouvel ennemi du mouvement libanais au Moyen-Orient. D'où viennent ces équipements ? Certains ont pu être pris aux rebelles syriens. D'autres cédés par l'armée syrienne, voire l'armée libanaise, sur laquelle la milice exerce une réelle influence.

Lourdes pertes

Une chose est sûre : le Hezbollah de 2017 ne ressemble plus à la formation qui poussa Tsahal dans ses retranchements pendant 33 jours de combats, à l'été 2006. D'une milice en guerre contre Israël, le Hezbollah est devenu une armée transfrontalière qui intervient non seulement en Syrie, mais aussi en Irak, au Yémen et probablement à Bahreïn. « La dissuasion contre Israël reste notre raison d'être, mais c'est vrai qu'on a maintenant une double casquette », reconnaît sous le sceau de l'anonymat un expert du Parti.

En Syrie, où 5000 de ses hommes environ sont déployés, le Hezbollah est capable de mener des opérations militaires qui combinent artillerie, blindés et drones.

Peu avant la révolte contre Bachar el-Assad, en 2011, une note confidentiel-défense des services de renseignements français dressait un inventaire des « moyens importants » dont disposait déjà le Hezbollah : « Chars T-55, véhicules de transport de troupes, nombre important de pièces d'artillerie, dont des canons tractés et des lance-roquettes multiples, missiles antichars, armes antiaériennes, missiles de longue et moyenne portée. » Rappelant les six brigades de sa branche armée, articulées autour d'un « noyau dur de 3000 hommes » auxquels s'ajoute une « réserve » de 10000 autres, la note mettait au jour « une récente capacité navale » et « un réseau de télécommunications autonome » permettant « des liaisons de commandement efficaces ».

Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts du Litani, cette rivière libanaise au nord de laquelle le Hezbollah a renforcé ses défenses, en particulier dans la plaine de la Bekaa, frontalière de la Syrie, où sont probablement enterrés certains des missiles les plus sophistiqués (Fateh, M-600) que Téhéran continue de lui livrer, via Damas. « Des cavités souterraines gigantesques », ose un militaire libanais approché par le Hezbollah pour l'entraînement de ses commandos. Ces derniers mois, profitant d'un blanc-seing russe, Tsahal a multiplié les frappes

contre des convois qui auraient transporté des armes stratégiques de Syrie vers le Liban au profit de la milice chiite.

Avec le conflit en Syrie, son effectif combattant est passé à 20000, 25000 hommes. Parmi eux, de nombreux volontaires. Mais avec entre 1500 et 2000 morts et plus de 5000 blessés, le prix à payer est très lourd. La plupart des familles chiites sont endeuillées. Dans son bastion du Sud-Liban, des critiques se font entendre. « La guerre nous a été imposée, répond l'expert du Hezbollah. Si nous n'étions pas intervenus en Syrie, Daech nous aurait attaqués à Beyrouth. » Mais l'engagement au-delà des frontières reste un sujet controversé, non seulement en interne, mais aussi dans le monde arabe, où la formation chiite a dilapidé une grande partie de l'aura acquise pendant la guerre de 2006 face à Israël. Un seul mot d'ordre aujourd'hui : discrétion. Les combattants ne doivent pas parler à la presse, et lors de la reprise d'Alep, fin décembre, la population de son QG de Beyrouth à Dahiyé a été priée de ne pas manifester sa joie.

Pour assurer son recrutement, le « Parti de Dieu » a besoin d'hommes. Et d'hommes jeunes. « Nous aussi, nous avons nos scouts, sourit un ingénieur proche de la milice. Après avoir fait un premier pèlerinage sur les lieux saints en Iran, des enfants de 12 ou 13 ans sont évalués, ajoute-t-il, et lorsqu'ils atteignent 14 ans, les plus motivés sont renvoyés dans des camps d'entraînement pour devenir des combattants. »

Que faire de tous ces miliciens aguerris lorsque la Syrie se sera stabilisée ? La question est dans tous les esprits, et pas seulement au Liban. « Après toute cette adrénaline accumulée au combat, personne ne pourra leur dire qu'ils seront au chômage, relève un diplomate arabe. Mais le Hezbollah ne pourra pas leur fournir du travail au Liban. Les pays du Golfe, eux, ont fermé leurs frontières aux chiites libanais, et ce n'est pas l'Iran qui va les accueillir. Quelle option leur reste-t-il ? Probablement aller au sud, à la frontière avec Israël. »

« Notre engagement en Syrie a fait de nous une armée qui n'est plus une armée de guérilla, explique l'ingénieur pro-Hezbollah. Nous sommes maintenant une armée qui a la possibilité d'entrer en Galilée, si demain un conflit devait éclater. Nous ne le souhaitons pas. Mais Israël doit savoir que s'il déclenche une guerre, elle ne se limitera pas au sud du Liban. Ce ne sera pas un conflit défensif. Nous entrerons en Galilée. » Ce sera la mission de la Division Radwan, celle qui sauva Alep. Une unité d'élite de plusieurs centaines d'hommes, créée en 2008, après la mort de son chef militaire, Imad Moughnieh, alias Hajj Radwan.

L'État hébreu s'y prépare. L'ONU a repéré des travaux d'aménagements côté israélien de la frontière avec le Liban. « La planification militaire israélienne envisage à terme d'évacuer tous les civils sur une bande de 5 à 10 km de largeur au sud de la ligne bleue, confie un militaire occidental. Cela concernerait 170 000 personnes. » Et un agent de renseignement français d'avertir que « si le Hezbollah rentre au Liban avec ses blindés, les Israéliens les frapperont. Ils ne les laisseront pas intacts, déployés dans la Bekaa. Les Israéliens, dit-il, commencent à faire passer des messages en ce sens. » ■

"La diplomatie turque joue toujours le rapport de forces"

Propos recueillis par Christian Makarian
14/02/2017 <http://www.lexpress.fr>

DOROTHÉE SCHMID, spécialiste de la méditerranée et chercheuse à l'Ifrî, décrypte la stratégie d'influence de la Turquie.

Quels intérêts poursuit la Turquie?

Les objectifs sont surtout politiques. La France est vue comme une puissance intermédiaire, leader avec les Allemands en Europe, membre influent de l'Otan; et nous avons, comme la Turquie, une diplomatie active au Moyen-Orient. Notre pays abrite aussi une minorité musulmane qui intéresse Tayyip Erdogan: le président turc a fait de la lutte contre l'islamophobie une de ses priorités en Europe.

Comment cette influence s'exerce-t-elle?

Elle passe par les classiques réseaux d'amitié - les groupes parlementaires, mais aussi les organisations patronales, comme l'Institut du Bosphore, émanation du patronat turc, qui réunit régulièrement des hommes d'affaires et des politiques

français.

Mais les autorités turques ont aussi pris conscience du rôle des diasporas, et cherchent à les fédérer par le biais des ambassades de Turquie et de la Diyanet, la très puissante direction des affaires religieuses, à Ankara. Les Turcs devraient prendre la présidence du Conseil français du culte musulman (CFCM) cette année, mais les purges du régime compliquent la donne.

Quels risques y a-t-il à traiter normalement avec le gouvernement turc dans la phase actuelle?

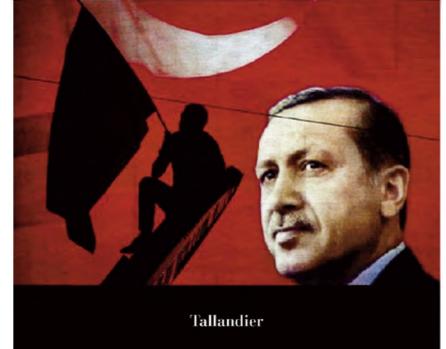
Nous souffrirons forcément de l'évolution du régime en Turquie. L'enjeu dépasse la simple image: la dégradation du climat politique, les atteintes aux libertés publiques et à la séparation des pouvoirs sont autant de coups portés à la démocratie turque, qui décrédibilisent nos propres institutions.

L'accord trouvé sur les réfugiés syriens semble soumis au bon vouloir d'Erdogan, qui menace sans cesse de le suspendre. Les communautés originaires de Turquie (dont les Kurdes), pro et antirégime, sont à cran en Europe. La diplomatie turque joue toujours

Dorothee Schmid

LA TURQUIE

en 100 questions



Dorothee Schmid est l'auteur de La Turquie en 100 questions (Tallandier).

le rapport de forces: il est temps de comprendre que les Turcs n'ont pas la main sur tous les dossiers et qu'il est contre-productif de leur céder sur tout. ■

Turquie. Que se passe-t-il dans le village kurde de Xerabê Bawa, cerné par l'armée turque ?

Paris le 23/02/2017 -
www.courrierinternational.com

Voici plusieurs jours que le village kurde de Xerabê Bawa, à la frontière syrienne, est bouclé par l'armée turque. Des témoignages de tortures et d'exécutions de civils circulent dans les cercles militants et sur les réseaux sociaux, si bien qu'une partie de la presse turque s'interroge.

Mehmet Arslan n'y va pas par quatre chemins. "C'est un second massacre de Cizre qui se prépare", clame le vice-président du parti prokurde DBP, en référence aux exactions commises par l'armée turque en 2016, lors du siège de la ville de Cizre, dans le sud-est du pays. "On raconte que les maisons, les granges, les étables sont fouillées une à une. On entend les cris de personnes torturées", confie-t-il au quotidien Cumhuriyet.

Depuis onze jours que dure le blocus de Kuruköy (nom turc), c'est-à-dire Xerabê Bawa, les spéculations vont bon train. Les forces spéciales de la gendarmerie ont encerclé le village, interdisant aux habitants de sortir de chez eux. Une délégation menée par le parti prokurde HDP s'est également vu refuser l'accès aux lieux. "Les photos qui circulent sur les réseaux sociaux sont passablement glaçantes", s'inquiète l'éditorialiste du site d'informations T24. "On y voit des corps suppliciés et des hommes en tenue militaire qui posent devant eux en faisant le signe des loups gris [signe de ralliement de l'extrême droite turque]."

Si les médias officiels observent pour le moment un prudent silence, les journaux et cercles politiques de l'opposition ont commencé à se saisir



Dessin d'Arend, Pays-Bas. "Nous les exterminerons tous... et ensuite nous nierons tout à nouveau." Arend

du sujet. Mercredi 22 février, un député du parti kémaliste CHP a porté la question devant le Parlement, rapporte le journal de la communauté arménienne Agos. "Combien de personnes ont perdu la vie à Kuruköy entre le 10 et le 20 février ? Est-il exact que des villageois figurent parmi les victimes ?" interroge-t-il.

Le Premier ministre Binali Yildirim s'est pour le moment gardé de répondre. La préfecture de Mardin, le chef-lieu de la région, a quant à elle fait savoir qu'une opération militaire était bel et bien en cours dans la bourgade. D'après les autorités, Xerabê Bawa compterait "un grand nombre de

caches et de dépôts d'armes de l'organisation terroriste séparatiste du PKK". "Quatre terroristes armés ont été neutralisés à la suite des affrontements", ajoute la préfecture, citée par Agos.

Le journal en ligne Şûjin, installé à Diyarbakir, a quant à lui recueilli les témoignages de villageoises qui sont parvenues à s'échapper du village. "Le quatrième jour, les militaires ont envahi et fouillé ma maison, rapporte l'une d'entre elles. Les militaires ont frappé mon mari et menacé de nous bombarder si je parlais. On nous a fait signer un document. Mon mari et moi, nous ne savons pas lire ni écrire. Des gaz lacrymogènes ont été →

→ lâchés dans le village, nous n'arrivions plus à ouvrir les yeux", ajoute-t-elle.

AU CŒUR DE LA TOURMENTE DEPUIS PLUS DE VINGT ANS

Ce n'est pas la première fois que ce village se retrouve au cœur de la tourmente. Le site T24 rappelle que durant les années 1990, au plus fort de la guerre opposant l'État turc à la guérilla kurde du PKK, le village avait déjà été le théâtre d'affronte-

ments et d'innombrables exactions. "On prétend que des corps ont été profanés. On prétend que des habitants ont été laissés sans eau ni nourriture. On prétend que des maisons ont été brûlées", s'indigne l'éditorialiste.

" En vingt-trois ans, nous n'avons pas progressé d'un pouce. L'État est le

même aujourd'hui qu'hier ! Si nous ne protestons pas contre ce qui se passe à Xerabê, alors il faut bien voir que nous assisterons aux mêmes horreurs qu'il y a vingt-trois ans ! "

45^ENORD.CA
Au plus près de l'action

21 février 2017

Le Canada ouvre ses portes aux réfugiés yézidis et autres survivants victimes du groupe État islamique

Par La rédaction, le 21 février 2017
<http://www.45enord.ca>

Le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Ahmed D. Hussen, faisant le point cet après-midi sur le plan du Canada visant à réinstaller des femmes et des enfants yézidis vulnérables et d'autres survivants du groupe armé État islamique, annonce que le Canada aura accueilli d'ici la fin de l'année 1 200 réfugiés yézidis.

Le Canada travaille maintenant de concert avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HRC), et avec la coopération et le soutien du gouvernement irakien, pour identifier les yézidis vulnérables et autres survivants du groupe armé État islamique qui se trouvent aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Irak.

On s'attend à ce que près de 400 réfugiés yézidis et d'autres survivants des extrémistes islamistes pris en charge par le gouvernement soient arrivés d'ici le 22 février 2017, soit 120 jours depuis l'adoption de la motion à ce sujet par la Chambre des communes l'automne dernier.

À ce nombre, s'ajouteront 800 autres d'autres survivants des extrémistes islamistes d'ici la fin de l'année, pour un total de 1 200.

La sécurité des Canadiens ne sera pas négligée pour autant, précise aussi Immigration Canada: « Toutes ces personnes seront soumises à une entrevue de sécurité et d'immigration menée par des agents des visas expérimentés, à des contrôles de sécurité et des contrôles biométriques complets ainsi qu'à des examens médicaux. »

Cette annonce du ministre Hussen survient quatre mois après que la Chambre des communes eut unanimement appuyé une motion présentée par les conservateurs pour appeler le gouvernement à accorder l'asile à des femmes et des filles yézidies dont le nombre le nombre n'avait pas alors été précisé. L'initiative devrait coûter 28 millions.

GARDER LES FAMILLES UNIES

La motion présentée par les conservateurs soulignait que l'EI commet un génocide contre le peuple yézidi et que le groupe utilise plusieurs femmes et filles comme esclaves sexuelles. Toutefois, même si ce sont les femmes et les enfants vulnérables qui



Nadia Murad Basee Taha, une jeune femme yézidi de 21 ans kidnappée pendant trois mois par l'organisation État Islamique, a marqué la dernière séance du Conseil de sécurité des Nations Unies par son témoignage « J'ai été violée par des combattants de l'État Islamique jusqu'à ce que je m'évanouisse ». (Twitter)

sont prioritairement identifiés, ce total de 1 200 comprend aussi les membres de leur famille, afin de garder les familles ensemble.

Garder les familles unies aidera également les réfugiés à s'adapter à la vie au Canada et à guérir du traumatisme dont ils ont souffert, souligne Ottawa.

De plus, même si la motion mentionnait spécifiquement les femmes et les filles, des hommes feront aussi partie des 1200 réfugiés qui seront accueillis au Canada, car le groupe djihadiste ciblait aussi les jeunes hommes

« Notre gouvernement est déterminé à offrir une protection aux survivants de Daech et nous sommes résolus à prendre le temps qu'il faut pour bien le faire. Notre opération vise à amener au Canada les personnes les plus à risque et à leur donner le soutien et les services dont elles ont besoin pour s'établir ici et commencer une nouvelle vie. », a déclaré le ministre Hussen.

UNE COMMUNAUTÉ PERSÉCUTÉE DE LONGUE DATE

La communauté yézidie, est de longue date l'une



Une famille yazidie qui a fui la violence de son village de Sinjar en Irak, réfugiée dans une école au Kurdistan, le 5 août 2014 (Safin Hamed/AFP)

des minorités les plus vulnérables d'Irak

Vivant dans les coins reculés du Kurdistan irakien, les Yézidis sont une minorité kurdophone adepte d'une religion monothéiste pré-islamique, issue du mazdéisme, qui a intégré au fil du temps des éléments de l'islam et du christianisme.

Ni arabes ni musulmans, ils sont persécutés depuis des siècles et qualifiés par leurs détracteurs, notamment par l'EI, d'« adorateurs du diable ».

En août 2014, des dizaines de milliers de Yézidis avaient fui l'EI dans les monts Sinjar, y restant des semaines sans eau ni nourriture par une chaleur accablante, ou rejoignant le Kurdistan irakien ou des pays voisins comme la Turquie. Des milliers d'hommes furent massacrés, des femmes enlevées, certaines réduites en esclavage par les djihadistes.

Il aura fallu des mois pour qu'enfin, en décembre, appuyés par des avions de la coalition internationale à laquelle s'est jointe le Canada, près de 8.000 combattants peshmergas brisent enfin le siège du Mont Sinjar.

En mars 2015, l'ONU avait qualifié l'assaut de l'EI de « tentative de génocide » et réclamé la saisie de la Cour pénale internationale (CPI). Les forces kurdes irakiennes ont repris la ville de Sinjar le 13 novembre 2015.

Selon un bilan dressé en août 2015 par le gouvernement du Kurdistan irakien, sur les 550.000 Yézidis d'Irak, 400.000 ont été déplacés par les combats. Environ 1.500 sont morts et près de 4.000 sont en captivité.

En décembre 2015, Nadia Murad, kidnappée et violée trois mois par l'EI, témoignait: plus de 3000 Yézidis restaient captifs du groupe État islamique (EI) après la campagne de persécutions orchestrée par les djihadistes contre cette minorité

La jeune femme de 21 ans avait, elle, été capturée en août 2014, quand des miliciens de l'EI ont fait irruption dans son village, tuant « tous les hommes » et s'emparant des femmes et enfants, et exploitée sexuellement par la suite pendant trois mois par l'EI, ●

Kurds discussed independence with senior Shia delegation

www.kurdishglobe.net 13 Feb 2017

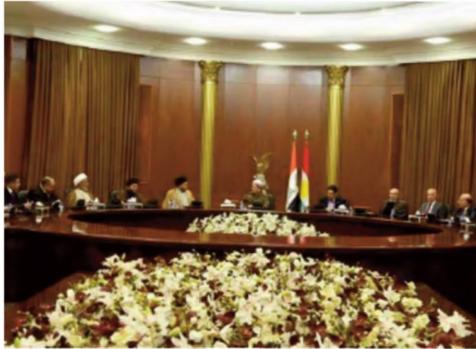
A delegation from the Shiite National Alliance headed by Ammar al-Hakim arrived in the Kurdistan Region on Saturday to meet with Kurdish officials including Kurdistan Regional Government President Massoud Barzani.

The delegation is visiting to discuss national reconciliation and the future of Mosul following expected capture of the city from the Islamic State.

The Shiite National Alliance launched its project, called the National Settlement aimed at the restructuring of Iraq after the defeat of IS, a year ago.

"The objective behind this initiative is to preserve Iraq and strengthen it as an independent state and as a sovereign, united, federal, and democratic country," a document from the Alliance reads.

The Alliance's project rejects the secession of the Kurds, something which the Kurdistan Regional Government's President and Prime Minister have been demanding more loudly recently.



Visiting Baghdad in September 2016, President Massoud Barzani, following a meeting with Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi said all issues would be resolved through mutual understanding.

The KRG has accused the central government of withholding the region's budget while Baghdad has said the unilateral sale of oil by the Kurdistan Region parliament is a violation of the agreement between the parties. The disagreement between Erbil and Baghdad has led to mass unemployment and financial turmoil in Kurdistan.

According to a statement by the Kurdistan Region Presidency (KRP), Hakim called for resolving the stranded issues between Erbil and Baghdad "within the political settlement initiative and forming a joint political and governmental committee," to resolve the issues within a new Iraq.

Hakim talked about the coordination between the Peshmerga forces and the Iraqi army in the war against terror, adding that "the joint struggle is the main reason bringing all sides together and helps resolve the disputes."

Hamid Mueala, the spokesperson for the Islamic Supreme Council of Iraq, headed by Al-Hakim, and one of the components of the Shiite National Alliance, told Rudaw TV on Sunday that the issue did not feature high in the talks Saturday evening in Erbil.

"It was not discussed in great length," Mueala said, "It was rather one of the topics, which states that 'if we did not reach satisfactory solutions [with Baghdad] which would reflect the dreams of the people of Kurdistan, then the issue of independence is one of the options that we may seek.'"

Hakim, who is also the head of the National Alliance, is in the Region promoting the national reconciliation initiative, a document that he has worked on and discussed it with Iraqi parties as well as regional countries for more than a year. Developed by the Shiite National Alliance, it is a plan to rebuild and reunite Iraq after the ISIS. ●

Kurdish factions still hopeful to break stalemate in parliament

By Rudaw 17 feb. 2017

Supporters of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) wave banners of their party during the 2013 legislative elections. Photo: Rudaw

Supporters of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) wave banners of their party during the 2013 legislative elections. Photo: Rudaw

ERBIL, Kurdistan Region — The Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) have stepped up efforts to bring an end to a political deadlock that has virtually shut down the regional parliament since late 2015.

Fazil Mirani, secretary of the KDP politburo told Rudaw on Thursday that the two parties will hold further meetings to elect a new parliament speaker after which the regional assembly will be able to hold its first session in more than a year as Iraq prepares for general



elections in April next year.

Relations between the KDP and the opposition Change Movement (Gorran) deteriorated in 2015 after deadly rioters set fire on KDP offices and killed two of its local party members in Sulaimani province in November.

The KDP has since accused Gorran of orchestrating the mayhem and sacked its three ministers from the KDP-led cabinet in addition to expelling the speaker of the par-

liament, who was a Gorran member and took office after a deal with the KDP following the inconclusive elections in 2013.

The parliament has not convened since November last year with Gorran demanding the return of the ousted speaker, Youssef Muhammad.

The KDP hopes for the PUK to fill the vacant position of the speaker and reopen the parliament. Since early 1990s when the first Kurdish

elections were held, the speaker of the parliament has usually been elected from the opposition parties. And since Gorran has in the past insisted on the return of its ousted speaker and refused to consider other options, the task is likely to go to a PUK member of parliament.

The KDP currently holds 38 seats in the parliament while Gorran and PUK have 24 and 18, respectively.

"We expect that the PUK is ready to strike a deal with us and then we could move on to have partnerships with the other parties," Mirani said.

The PUK has previously supported the return of the former speaker but has not officially rejected to fill the position.

PUK senior member Saadi Pira told Rudaw his party is in favor of more talks with both the KDP and Gorran.

"We need to take into consideration the grievances within both the KDP and Gorran if we are to work together," Pira said.

Crucial parliamentary elections set for September this year in the Kurdistan Region will probably be postponed because of persisting political disputes, party officials have said. ■

REUTERS

Turkish army says killed 34 Kurdish militants in air strikes in northern Iraq

FEBRUARY 20, 2017 / ANKARA / Reuters

Turkish warplanes launched air strikes against the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) in northern Iraq on Monday, killing 34 militants in two separate bombardments, the military said.

The strikes targeted militants in Iraq's Zap region and were conducted shortly after midnight and before noon, the military said in a statement.

PKK militants, who have fought a three-decade insurgency in Turkey's largely Kurdish southeast, have camps in the mountains of northern Iraq, where they have been regularly hit by Turkish warplanes since a two-year ceasefire collapsed in July 2015.

More than 40,000 people have been killed in the conflict, including several thousand since the fighting resumed after the ceasefire.

The PKK, which Turkey has blamed for multiple deadly bomb attacks in cities over the last year, is designated a terrorist organisation by Turkey, the United States and the European Union. 1

REUTERS

U.S.-backed alliance enters Syria's Deir al-Zor province

February 21, 2017 By Tom Perry and John Davison / REUTERS

BEIRUT — The U.S.-backed Syria Democratic Forces (SDF) alliance has crossed into Deir al-Zor province for the first time as part of an offensive against Islamic State, a Kurdish military source said on Tuesday.

The advance into the province, most of which is under the control of the ultra-hardline group, is part of an operation to encircle and ultimately capture its de facto Syrian capital of Raqqa in the north of the country.

One aim of the campaign is to cut IS's supply lines from Raqqa to Deir al-Zor province.

The move also expands the SDF's area of operations against Islamic State, which is being fought by all sides in the complex Syria conflict.

Later on Tuesday, the Syrian Observatory for Human Rights monitoring group reported that at least 11 people were killed and more than 35 wounded in air strikes in a town in northern Deir al-Zor province, in an area where U.S.-led coalition warplanes have operated.

It was not clear whose air force had carried them out, or if the incident was linked to the SDF advance, the Observatory said.

"Military operations of the SDF are now taking place within the provincial boundaries of Deir al-Zor, from the north - so, via southern Hasaka (province)," the Kurdish military source told Reuters.

The SDF, which includes the Kurdish YPG militia and Arab fighting groups, captured some 15 villages from Islamic State militants in their incursion into the province, the source added, without specifying when this had taken place.

Islamic State controls most of Deir al-Zor province apart from a Syrian government-held enclave in Deir al-Zor city and a nearby military air base.

Different groups in Syria's multi-sided conflict are fighting a number of separate battles against Islamic State.

Syria's army and its allies, backed by Russia, have been fighting back against Islamic State assaults in Deir al-Zor city and have engaged in clashes with the group further west.

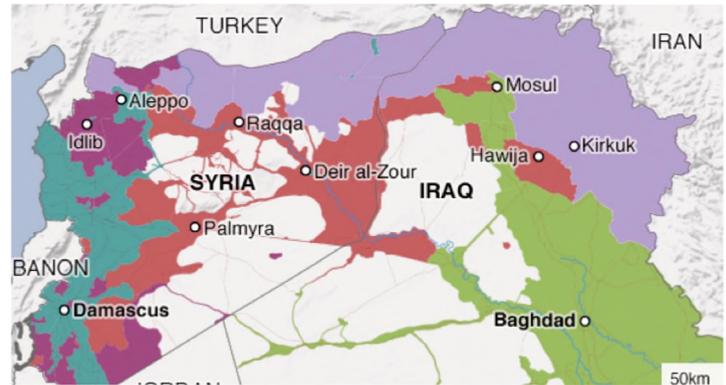
HUMANITARIAN CONCERNS

Turkish-backed Syrian rebels, meanwhile, are fighting for control of the northern city of al-Bab, which monitors say is still mostly in Islamic State hands, but which the rebels have pushed into.

That battle has brought the Turkish-backed rebels into close proximity with Syrian government forces, which had advanced towards the city from another direction before the rebels entered it.

The Syrian army's advance towards al-Bab has raised fears of sparking a confrontation with Turkey.

The United Nations said on Tuesday an estimated 5,000 civilians were



Syrian Democratic Forces (SDF) stand on their military vehicle in northern Deir al-Zor province ahead of an offensive against Islamic State militants, Syria February 21, 2017. REUTERS/Rodi Said

trapped by fighting in and around al-Bab and that 300 non-combatants had been killed since December, many of them by air strikes.

Turkey and Russia have both been carrying out air strikes around the city.

"As the operation advances, parties to the conflict may be preparing for urban battles ... which could place civilians in the area at heightened risk of death and injury, as well as (making them) vulnerable to being used as human shields," the U.N.'s humanitarian coordination body said in a statement.

The air strikes in the town of al-Sur in Deir al-Zor on Tuesday hit a garage, petrol station and commercial area, the Observatory reported. ●



Turkey Ramps Up Pressure on Washington to Abandon Syrian Kurds

Jamie Dettmer — February 24, 2017
<http://www.voanews.com>

LONDON — Top Turkish officials are increasing pressure on the United States to dissolve the American military partnership with Syrian Kurds in the battle against Islamic State.

With just days to go before the Pentagon is expected to deliver to U.S. President Donald Trump a new war plan to defeat Islamic State in Syria and Iraq, Turkey, a NATO ally, is urging Washington to earmark Syrian opposition groups aligned with Ankara for the push to drive Islamic State militants from their de facto capital of Raqqa in Syria.

This week, there has been a parade of senior Turkish officials making the point publicly time and again, urging the U.S. to drop its support of the Kurds and exclude the Kurdish People's Protection Units, or YPG, from the assault to capture Raqqa.

Instead, they want the U.S. to train and arm Syrian militias who have been fighting alongside the Turks in northern Syria in Operation Euphrates Shield, a months-long Turkish intervention in northern Syria west of Raqqa aimed at clearing both IS and the YPG from territory close to the Turkish border.

"If heavy weapons and armored vehicles that have been delivered to the YPG would be given to the opposition groups, there would be no more Daesh problem," Turkey's European Union minister, Omer Celik, told a group of journalists this week while in Poland, using an acronym for IS.

Turkey sees the YPG as a terror group and an offshoot of its own outlawed Kurdistan Workers' Party, or PKK, which has been waging an insurgency in Turkey for more than three decades.



Internally displaced Syrians who fled Raqqa city rest near sheep in northern Raqqa province, Syria, Feb. 6, 2017.



Syrian Democratic Forces (SDF) fighters gather during an offensive against Islamic State militants in northern Raqqa province, Syria Feb. 8, 2017

It remains unclear whether the Trump administration is going to be any more successful than Barack Obama's in juggling the competing demands of Ankara and Syria's Kurds. There is deep skepticism in Washington that Ankara can assemble even a force large enough, drawn from Syria's rebel militias to attack Raqqa. In the past the militias, whose main enemy is Syrian President Bashar al-Assad, have dismissed efforts by Washington to persuade them to see IS as a priority.

Turkish officials have voiced confidence in recent days that their argument will prevail in Washington, if not with the Pentagon, at least with the White House, which has wanted to improve U.S.-Turkish relations more broadly.

Turkish Defense Minister Fikri Isık, who announced on Thursday that the Syrian town of al-Bab had been largely captured from IS by Turkish-backed Free Syrian Army (FSA) forces during the Euphrates Shield operation, told reporters in the Turkish capital that the Trump administration is evaluating whether to abandon the YPG as a partner.

Turkish hopes appear to be misplaced, say analysts, who point out heavy armor was supplied to the YPG-dominated Syrian Democratic Forces on January 31, 11 days into the Trump presidency.

Syrian Kurds also are convinced the Pentagon will maintain its alliance with the YPG and their Arab SDF allies. Their confidence was boosted this week by a visit to the Syrian Kurdish town of Kobani by U.S. Sen. John McCain, the chairman of the Senate Armed Services Committee.

The Turkish effort to persuade the new U.S. administration to abandon the Kurds began on

February 8 when Turkish President Recep Tayyip Erdogan, in a phone call with President Trump, emphasized that the PKK is considered a designated terrorist organization by the U.S.

According to Turkish officials, Erdogan stressed it was not a good idea to side with one terrorist organization against another and warned of bitter consequences if the U.S. persists in its alliance with the Syrian Kurds.

Turkish Prime Minister Binali Yıldırım conveyed a similar message to U.S. Vice President Mike Pence last week at a security conference in Munich.

During the last few weeks, U.S. and Turkish defense and intelligence chiefs thrashed out plans for an assault on Raqqa. But according to U.S. officials, a Turkish delegation of diplomats as well as defense and intelligence officials visiting Washington on February 13 and 14 was rebuffed when it argued for the Kurds to be excluded from the assault on Raqqa.

U.S. defense chiefs were the most vocal in pushing back on the Turks, a Pentagon official told VOA on condition of anonymity.

"The Turks had no clear battle plan to offer and we are under pressure from the White House to come up with a plan to take Raqqa quickly," he said. "If we switch now and drop the SDF, it would delay an attack on the city by several months, possibly even a year."

Analysts argue the Trump administration has little appetite for delaying an assault on Raqqa. They say there's deep Pentagon skepticism even of Ankara's seriousness about an offensive on the IS stronghold.

"Recapturing Raqqa is not Turkey's main and immediate goal," argued Ferhat Gurini, Middle East editor of RÆSON, a Danish political quarterly.

The Turks have publicly indicated their next target is the Kurdish-controlled town of Manbij — part of their bid to ensure Syrian Kurds are blocked from linking Kurdish cantons along the border with Turkey.

Securing some agreement from the Turks may well be essential for a Kurdish-dominated SDF assault on Raqqa to take place, though. Ankara could disrupt an offensive on Raqqa by escalating attacks on the YPG in northern Syria — and by mounting a full-scale assault on Manbij. ♦



Hollande reçoit Barzani à l'Élysée en pleine offensive irakienne sur Mossoul

Paris, 21 février 2017 (AFP)

FRANÇOIS HOLLANDE a reçu mardi à l'Élysée le président du gouvernement régional du Kurdistan irakien, **Massoud Barzani**, au moment où les forces irakiennes étaient en pleine offensive à Mossoul pour reprendre la totalité du dernier bastion du groupe État islamique (EI) en Irak.

A l'issue de la rencontre, le président de la République a salué le rôle "très important" des peshmergas (combattants kurdes) "dans la première phase de l'offensive pour la reconquête de Mossoul". M. Hollande s'était rendu début janvier sur la ligne de front, visitant notamment une fortification des peshmergas.

"Après ce travail considérable c'est aux forces irakiennes maintenant de chasser Daech (acronyme arabe de l'État islamique) de Mossoul ouest, et nous devons tout faire pour qu'avec la coalition nous puissions appuyer (ces forces) dans cette reconquête", a-t-il ajouté.

Selon l'entourage du chef de l'État, M. Barzani a fait "un point assez précis" de la situation, soulignant que "la coopération entre les Kurdes et Bagdad est restée bonne".

"Aujourd'hui, la priorité de tout le monde c'est le militaire", mais "il faudra transformer l'essai en prolongeant cela par une bonne coopération politique", a estimé un conseiller de M. Hollande.

Lors de la rencontre l'aide de la France a également été évoquée.

"C'est évident qu'elle doit être poursuivie. S'il y a des besoins supplémentaires



on les regardera. On n'a pas de problèmes là-dessus", a-t-on indiqué de même source.

Les forces irakiennes ont consolidé mardi leurs positions après une percée vers les limites de Mossoul, des commandants se disant confiants dans une progression rapide pour la reprise aux jihadistes de la partie occidentale de cette deuxième ville d'Irak ●



19 FEVRIER 2017

Nouvelle offensive à Mossoul : où en est la bataille contre les jihadistes ?

Par **LIBERATION**, (avec AFP)
19 février 2017

Les forces irakiennes ont lancé, ce dimanche, une nouvelle offensive dans la partie ouest de la ville, dernier bastion de l'Etat islamique en Irak. La bataille s'annonce plus rude dans cette zone où les ruelles sont étroites et les jihadistes mieux implantés.

Quatre mois après le début des opérations militaires, les forces irakiennes vont-elles finir par chasser l'Etat islamique de la deuxième ville du pays ? Après avoir repris la partie est de Mossoul, elles entament ce dimanche une nouvelle phase de l'offensive destinée à libérer des mains des jihadistes la partie occidentale de la ville.

Où se trouvent les forces irakiennes ?

Des unités de la police fédérale ont repris ce dimanche cinq villages au sud de Mossoul, dont un à portée de tir de l'aéroport qui se situe à l'extrême sud de la ville, sur la rive ouest du Tigre, le fleuve qui sépare la ville en deux.

Elles sont soutenues par les Forces d'intervention rapide (forces d'élite du ministère de l'Intérieur) et par des unités de l'armée. Les forces les mieux préparées du pays, les unités du contre-terrorisme (CTS), ne sont pas impliquées dans cette première phase de l'opération mais

devraient entrer dans l'ouest de la ville dans les prochains jours. Les forces Hachd al-Chaabî (Mobilisation populaire) sont actives sur un front au sud-ouest de Mossoul où elles ont coupé les voies de ravitaillement de l'EI entre Mossoul et la Syrie. Elles se trouvent aux abords de la localité de Tal Afar, sous contrôle des jihadistes.

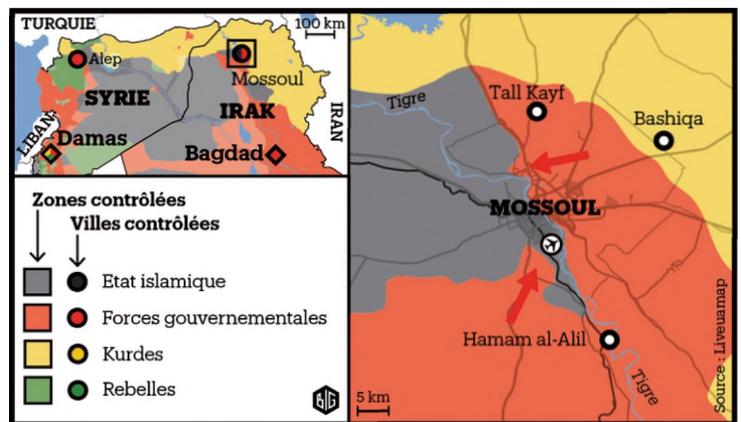
Différentes forces sont déployées dans l'est de Mossoul, partie de la ville reconquise en janvier, mais les combattants kurdes (peshmergas) n'y sont pas entrés, se maintenant à quelques kilomètres à l'est et au nord de Mossoul.

A quoi s'attendre dans l'ouest de Mossoul ?

Le principal objectif de cette première phase de l'opération pour l'ouest de Mossoul est l'aéroport et une base militaire proche. Les forces irakiennes vont par la suite tenter d'entrer dans cette partie densément peuplée de la ville par plusieurs directions, y compris par le Tigre où elles envisagent d'utiliser des ponts flottants depuis la rive orientale.

La bataille s'annonce plus dure dans la partie occidentale de Mossoul avec ses ruelles étroites, notamment dans la vieille ville, et face à des jihadistes mieux implantés et tentés de recourir aux civils comme boucliers humains.

La coalition internationale conduite par Washington qui soutient la lutte antijihadiste en Irak et en Syrie a tiré plus de



10 000 munitions sur des cibles de l'EI depuis le début de l'offensive sur leur bastion de Mossoul, le 17 octobre. Elle dispose également de forces spéciales sur le terrain conseillant les combattants irakiens.

Quel impact sur la population ?

L'exode massif auquel s'attendaient les organisations humanitaires avec le déclenchement de l'offensive de Mossoul il y a quatre mois n'a pas eu lieu dans les proportions imaginées. Quelque 200 000 civils ont fui, dont 50 000 sont déjà rentrés chez eux, selon l'ONU.

La communauté humanitaire prévient cependant que la bataille pour l'ouest de la ville pourrait encore provoquer un

déplacement massif de population, tandis que des agences d'aide s'emploient à établir de nouveaux camps autour de Mossoul. Elle craint également qu'un siège qui pourraient imposer les forces irakiennes sur l'ouest de Mossoul n'entraîne un risque de famine pour environ 750 000 habitants. L'ONG britannique Save the Children a averti qu'environ 350 000 enfants étaient pris au piège dans la partie ouest de Mossoul, exhortant les forces irakiennes, qui appellent les habitants de Mossoul à rester chez eux, et leurs alliés à «tout faire pour les protéger».

Les Nations unies ont quant à elles déclaré ce dimanche que l'urgence était d'établir plus de camps pour accueillir de nouveaux déplacés. ♦

Mossoul: les rudes combats pour le verrou d'Albou Seif

En progressant vers l'aéroport de la grande ville du Nord, l'armée irakienne a rencontré une forte résistance des djihadistes.

SAMUEL FOREY @SamForey
ENVOYÉ SPÉCIAL À MOSSOUL

IRAK Le village d'Albou Seif se trouve sur un éperon rocheux qui domine le fleuve Tigre. À l'est se dessine la partie orientale de Mossoul, tout juste reprise par les forces irakiennes. Au nord se devine l'aéroport de la ville, encore aux mains de Daech. C'est l'objectif de la Force de réaction rapide (FRR), les unités spéciales de la police irakienne, avec la base militaire de Ghazlani, attenante.

C'est leur bataille. L'aéroport de Mossoul aurait dû être repris au mois de décembre dernier, voire plus tôt encore, mais les djihadistes se sont montrés plus coriaces que prévu. Pour leur reprendre l'est de la ville, l'état-major irakien a dû revoir son dispositif et demander l'aide de la Force de réaction rapide. Entraînés par les troupes de l'Otan, ces 700 hommes reçoivent leurs propres armes. Ils sont de la taille d'une brigade, mais ces grognards de la police se vantent de faire le travail d'une division, alors c'est ainsi qu'ils ont rebaptisé leur unité. De fait, leur apport fut décisif, dans la bataille de Mossoul-Est. « Nous sommes formés au combat de rue. Notre rôle, c'est d'avancer dans une zone et de l'inspecter, bloc par bloc. Pour l'Est, nous avons contribué à libérer huit quartiers », explique Ammar Mosawi, l'officier de presse de la Force de réaction rapide.

Ces soldats constituent le fer de lance de la troisième phase de la bataille de Mossoul, qui a commencé dimanche dernier. Il s'agit de s'emparer de l'ouest de la ville, fief parmi les fiefs de Daech, en commençant par l'aéroport pour en faire la base de départ de la nouvelle offensive.

Isolé sur son éperon rocheux, citadelle naturelle, le village d'Albou Seif est le dernier bastion des djihadistes avant l'aéroport. Les soldats de la FRR et leurs vieux Humvee, ces blindés de fabrication américaine, le ceinturent lentement. Des patrouilles d'hélicoptères d'attaque se relaient en permanence pour fondre sur le village. Enfin, les forces spéciales américaines assurent un soutien discret, du haut de leurs blindés antimines, fortresses roulantes. Leurs tourelles de tir, activées de l'intérieur, regardent sans cesse en tous sens, comme la tête d'un chien de

chasse sur la piste d'un gibier.

La matinée passe par une longue attente faite d'observation à l'aide de drones et de bombardements. Le ciel semble parfois se déchirer comme un immense voile : c'est une frappe aérienne. Ou bien les obus miaulent avant de hurler : c'est

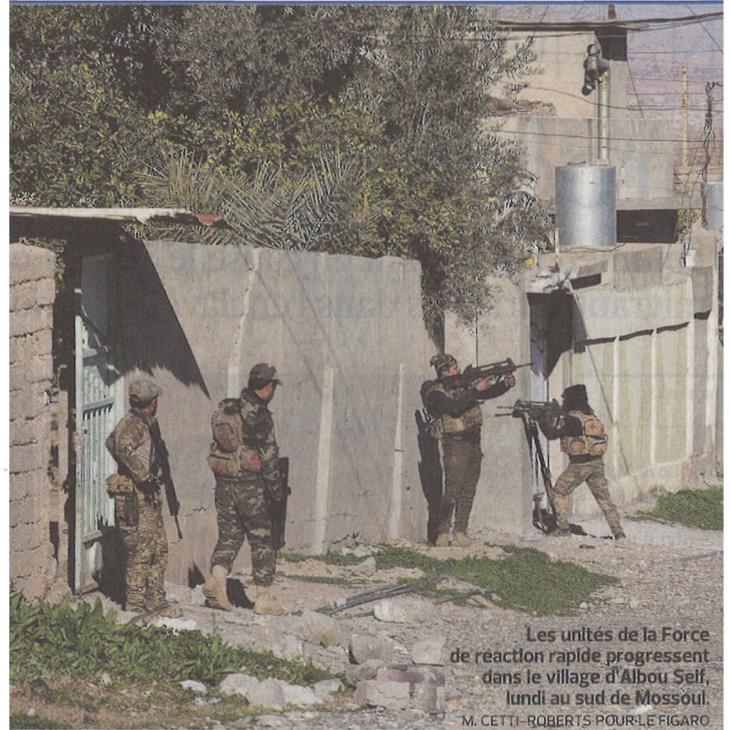
« Nous sommes formés au combat de rue. Notre rôle, c'est d'avancer dans une zone et de l'inspecter, bloc par bloc »

AMMAR MOSAWI, OFFICIER DE PRESSE DE LA FORCE DE RÉACTION RAPIDE

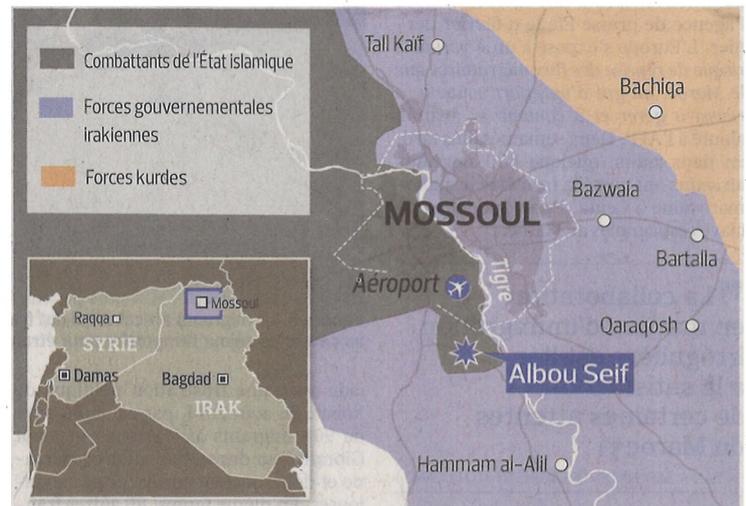
l'artillerie. Le sol tremble, comme si un géant frappait contre la croûte terrestre. Le village se tait, plein d'une immobilité menaçante. Les soldats grignotent, attendent, prennent leurs couvertures pour dormir au soleil.

Le réveil est brutal. Le signal est lancé. L'attaque est aussi fulgurante que l'attente fut longue. En quelques minutes, les soldats embarquent dans les Humvee, se mettent en formation et se présentent bientôt sur deux lignes face à Albou Seif. Plutôt que d'entrer dans le village, ils passent au large, une colonne de blindés à droite, une autre à gauche, en évitant la route principale. Les deux colonnes croisent de tous les canons, comme des vaisseaux de ligne attaquaient un fort isolé sur une île. Mais en guise de mer, un terrain accidenté, où les manœuvres sont difficiles. Le premier blessé, touché à l'estomac, est évacué. Le village commence à répliquer. L'immobilité menaçante se fait meurtrière.

Trois longs quarts d'heure plus tard, les deux lignes se sont avancées le long du village, en contrebas. Elles forment une pince, qui commence à se refermer. Les soldats sortent des Humvee, vérifient leurs armes, chargent les lance-roquettes sur leurs dos. Ali Saidi embrasse une dernière fois un bracelet de tissu vert qu'il porte au poignet droit en l'honneur de Hussein, le héros des chiïtes. Il fait partie du bataillon Scorpion, unité d'élite parmi les unités d'élite de la Force de réaction rapide. « On se retrouve là-haut », dit-il aux autres. Puis, il s'élançait à l'assaut de la forte pente



Les unités de la Force de réaction rapide progressent dans le village d'Albou Seif, lundi au sud de Mossoul. M. CETTI-ROBERTS POUR LE FIGARO



qui mène à Albou Seif. Les soldats hurlent leur joie. Cent mètres plus haut, les grandes maisons de béton armé sont autant de bunkers. Les bâtisses en lisière de la pente sont conquises en une demi-heure. Par trois fois, une explosion sourde se fait entendre : ce sont les djihadistes qui se font sauter plutôt que de se rendre. Les soldats ont pris les « remparts ». Reste maintenant l'intérieur de la ville.

C'est le terrain favori des djihadistes. L'avance est plutôt facile, au début, pour les soldats. « Tout se passe parfaitement. Comme à la parade », dit Ali Saidi, qui mène un groupe dans une ruelle encombrée de gravats. Les soldats avancent, confiants. Ils fouillent les maisons une par une. Au-dessus d'eux, des drones d'observation accompagnent leur marche. Mais, alors qu'ils s'avancent dans une portion qu'ils pensaient sécurisée, le feu repart de derrière, blessant quelques soldats, en tuant un. Les balles sifflent, les hommes hurlent, reculent en désordre.

Les djihadistes ont contourné les soldats. Ceux-ci rechargent, inquiets, harcelés par des mouches entêtantes.

Au-dessus, les hélicoptères reviennent à la charge. Au loin, l'artillerie frappe, à nouveau. Mais sur qui ? Les djihadistes se déplacent, invisibles, d'une maison à l'autre, par des trous à même les murs mitoyens ou des tunnels de plus en plus sophistiqués. La contre-attaque est meurtrière. Les blessés sont évacués vers l'arrière. La pince formée par la Force de réaction rapide s'est refermée sur les djihadistes, mais elle a claqué dans le vide, attirant les soldats dans un piège. Mossoul-Ouest n'a pas encore commencé que la bataille tue déjà. ■

Le président du Kurdistan irakien renonce à se représenter

Massoud Barzani dit négocier avec Bagdad la gestion de Mossoul après la bataille contre l'EI

ENTETIEN

Le président du gouvernement régional du Kurdistan, Massoud Barzani, 70 ans, a rencontré mardi 21 février à Paris François Hollande, un « ami de longue date », afin de « le remercier avant son départ de l'Élysée » pour le soutien qu'il a apporté au Kurdistan irakien dans la bataille contre l'organisation Etat islamique (EI). Alors que la bataille pour la reconquête de l'ouest de Mossoul a débuté, M. Barzani revient sur ses enjeux pour la région autonome.

Etes-vous satisfait des progrès réalisés dans la bataille de Mossoul ? Y a-t-il un accord politique avec Bagdad sur la future gouvernance de la ville ?

La bataille progresse bien. Quand la rive droite sera libérée, ce sera un succès contre Daech [acronyme arabe de l'EI] mais ce ne sera pas la fin de l'idée du terrorisme. Au niveau politique, nous négocions avec Bagdad pour créer un haut comité pour la gestion de la ville qui soit représentatif. Il y avait avant l'arrivée de Daech 300000 Kurdes dans Mossoul, et les Kurdes sont en majorité dans la province de Ni-nive. Nous avons un accord de principe pour l'après-Mossoul et on est déjà bien représentés dans les instances de la province.

La bataille de Mossoul semble avoir favorisé de meilleures relations entre vous et les autorités de Bagdad...

Au niveau militaire, la coopération est bonne et surtout entre le premier ministre Haïder Al-Abadi et moi-même. Cette coopération va continuer car elle est nécessaire pour tout le monde. En revanche, sur tous les autres dossiers de contentieux avec Bagdad, comme le pétrole notamment, il n'y a aucune avancée.

Avez-vous trouvé un accord avec Bagdad sur le statut des territoires contestés qui ont été libérés par les forces kurdes ?

Il y a un accord sur les territoires que nous avons libérés avant le 17 octobre 2016 [avant le lancement de la bataille de Mossoul], Nous resterons dans ces zones. Dans les autres

zones comme Ka-rakoch ou Bachika, il revient au peuple de décider. Si le peuple appelle à un référendum pour rejoindre le Kurdistan irakien, nous accueillerons cette demande avec plaisir.

Le ton est monté entre Bagdad et Ankara sur la présence, à votre invitation, de troupes turques dans le nord de l'Irak. Ces troupes sont-elles appelées à rester ?

Le premier ministre turc est allé à Bagdad et il y a eu un accord de principe pour résoudre cette question après la bataille. La présence de ces forces est provisoire. Elles doivent se retirer, la question est quand.

Etes-vous inquiet de l'implantation croissante du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), allié aux milices chiïtes ?

La clé du problème du PKK est en Turquie et non pas au Kurdistan irakien. Il faut trouver une solution politique au sein de ce pays au travers des négociations. Si les autorités turques nous le demandent, nous sommes prêts à aider à la reprise du processus de paix qui a été interrompu depuis bientôt deux ans. Mais cette demande doit venir d'Ankara. Quant aux milices chiïtes que vous évoquez, il y a une grande partie d'entre elles qui sont disciplinées, bien structurées et avec lesquelles nous n'avons aucun problème. Et il y a les autres qui créent des problèmes. Mais nous avons le même avenir dans cette région et nous devons donc trouver ensemble une solution.

Les ingérences de l'Iran vous préoccupent-elles ?

Nous avons de bonnes relations avec tous nos voisins, y compris l'Iran, mais nous ne voulons pas que les Iraniens décident à la place des Irakiens ou des Kurdes. Nous sommes opposés à cette influence iranienne croissante et au fait qu'elle puisse s'exercer au travers de tel ou tel parti. Les relations avec Téhéran sont bilatérales, avec le gouvernement régional du Kurdistan. Et nous n'acceptons pas que l'Iran interfère dans nos affaires intérieures.

Qu'est-ce qui freine un accord pour des



Massoud Barzani à Paris, le 8 septembre 2016. MATHIEU ZAZZO POUR "LE MONDE"

« Je veux m'engager, avec tout le temps dont je disposerai, dans le processus d'indépendance »

élections, alors que votre mandat est terminé depuis bientôt deux ans ?

Il y aura des élections au mois de septembre, présidentielle et législatives. Après les élections parlementaires de 2014, il y avait eu un accord entre les partis pour une coalition, mais une partie d'entre eux ont créé des problèmes en poussant avant tout leurs propres intérêts. Le suffrage des électeurs est la meilleure solution pour savoir qui doit gouverner.

Allez-vous vous représenter ?

Notre loi prévoit un mandat présidentiel de quatre ans renouvelable une fois. J'ai déjà fait deux mandats et j'ai dû prolonger le second à cause de la guerre contre Daech. Le droit est ce qu'il y a de plus important, donc je ne me représenterai pas. Il y a dans notre parti beaucoup de possibles candidats, et des indépendants peuvent aussi demander les suffrages. Je veux pouvoir m'engager avec tout le temps dont je disposerai désormais pour le processus d'indépendance du Kurdistan irakien.

Qu'en est-il du référendum maintes fois annoncé sur l'indépendance ?

C'est un sujet très sérieux et nous l'organiserons, même s'il n'y a toujours pas de date fixée. L'accession à l'indépendance est un droit pour tous les peuples, y compris les Kurdes. La majorité de la population du Kurdistan irakien est pour cette solution.

Et si le Rojava - le Kurdistan syrien - demande l'indépendance, il aura votre soutien ?

Nous soutenons la cause kurde dans toutes les parties du Kurdistan, à condition qu'elle ne s'exprime pas par les armes et dans la violence. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR HÉLÈNE SALLON ET MARC SEMO

Avec la conquête d'Al-Bab, la Turquie consolide son influence dans le nord de la Syrie

Cette localité est passée jeudi sous le contrôle des forces spéciales turques et de brigades rebelles syriennes, alliées à Ankara dans le cadre de l'opération « Bouclier de l'Euphrate ». Les civils ont payé très cher cette victoire.

Par Benjamin Barthe
(Beyrouth, correspondant)
le 25 - février - 2017
<http://www.lemonde.fr>

La Turquie a atteint l'un des objectifs qu'elle s'était fixés lorsque son armée est entrée en action sur le sol syrien, fin août 2016: la reprise d'Al-Bab. Cette localité de 100'000 habitants, à 40 kilomètres au nord-est d'Alep, est passée jeudi 23 février sous le contrôle des forces spéciales turques et de brigades rebelles syriennes, alliées à Ankara dans le cadre de l'opération «Bouclier de l'Euphrate».

Assiégés depuis deux mois, les combattants de l'organisation Etat islamique (EI), qui s'étaient emparés de la ville à la fin de l'année 2013 en profitant du chaos suscité par le soulèvement anti-Assad et sa répression, se sont enfuis en direction de Deir Hafer, plus au sud, l'une des dernières villes de la province d'Alep encore sous leur coupe.

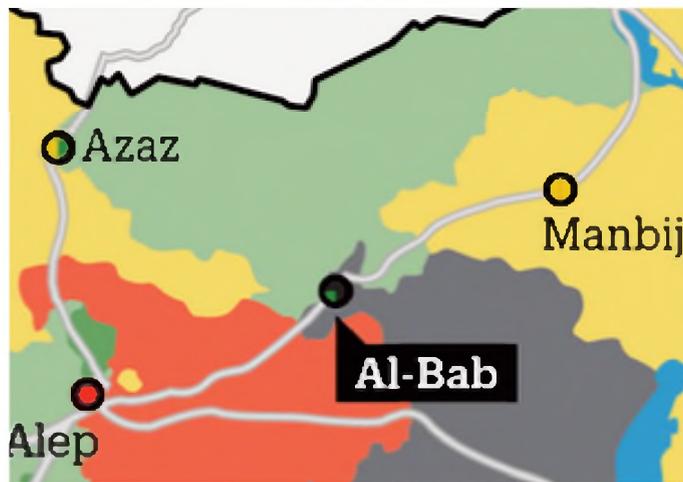
Ce faisant, la Turquie consolide sa zone d'influence dans le nord de la Syrie, un triangle d'environ 2000 km² entre Azaz, un poste-frontière tout au nord d'Alep, Djarabulus, une autre ville frontalière plus à l'est, et Al-Bab au sud. Un protectorat de fait, destiné à empêcher que les forces kurdes syriennes du YPG (Unités de protection du peuple), la bête noire de la Turquie, opèrent la jonction entre leurs deux enclaves, celles de Kobané et d'Afrin.

«FOUS FURIEUX»

Les civils ont payé très cher cette victoire. Un très grand nombre d'habitants d'Al-Bab et de ses environs - 353 dont 87 enfants selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme basé à Londres - ont péri dans les bombardements de ces deux derniers mois. La résistance acharnée des djihadistes, qui a



La prise d'Al-Bab va servir au gouvernement turc à empêcher les forces kurdes de faire la jonction entre les deux régions contrôlées dans la «Syrie du nord»



coûté la vie à 69 militaires turcs depuis le début de «Bouclier de l'Euphrate», a obligé Ankara à mener de nombreux raids aériens. Les Etats-Unis et la Russie ont également participé à ces frappes contre les positions de l'EI.

Vendredi 24 février, plus de 50 personnes, en majorité des rebelles syriens, ont péri dans un attentat à la voiture piégée commis par un kamikaze de l'EI. «Les rebelles de «Bouclier de l'Euphrate» racontent avoir combattu des fous furieux qui, lorsqu'ils ne portaient pas de ceintures explosives, tentaient de se piquer avec des seringues empoi-

sonnées, pour ne pas tomber vivants aux mains de leurs ennemis», témoigne un diplomate occidental basé en Turquie.

La bataille s'est trouvée compliquée par le fait que l'armée syrienne, après avoir repris Alep-Est aux insurgés fin décembre 2016, s'est déployée au sud d'Al-Bab, à moins de 3 kilomètres de ses premières maisons. Le risque d'une confrontation militaire turco-syrienne, mis en lumière par quelques escarmouches, le 9 février, entre les rebelles et l'armée régulière, a transformé ce théâtre d'opérations somme toute modeste en un test

géopolitique majeur.

Moscou, à la fois protecteur de Damas et partenaire d'Ankara, dans le cadre du processus de négociations d'Astana visant à imposer un cessez-le-feu en Syrie, a dû s'empresser à éviter que les combats d'Al-Bab dégénèrent.

«Il y avait un accord tacite entre la Russie et la Turquie, garantissant à cette dernière une zone d'influence incluant Al-Bab, explique la chercheuse Agnès Favier, spécialiste de la Syrie. L'avancée de l'armée syrienne vers la ville a fait penser que les pressions russes sur Damas n'avaient peut-être pas été suffisantes. Mais finalement, l'accord a été respecté.»

La suite de l'opération «Bouclier de l'Euphrate» pourrait être encore plus ardue. Le pouvoir turc martèle son intention d'entrer dans Manbij, une ville à 50 km à l'est d'Al-Bab. Possession de l'EI pendant longtemps, cette localité est aujourd'hui sous le contrôle des Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition à dominante kurde, qui s'en sont emparées au mois d'août 2016 avec le soutien de l'aviation américaine.

MARCHANDAGE DIPLOMATIQUE

Les Etats-Unis pourraient-ils laisser la Turquie déloger les YPG alors que ces derniers sont leur plus efficace allié dans la lutte contre l'EI en Syrie? Et la Russie, qui a déjà dû faire avaler la pilule d'Al-Bab à Damas, aurait-elle intérêt à recommencer avec Manbij? Avant toute offensive turque, une période d'intense marchandage diplomatique devrait s'ouvrir, destinée aussi à préciser les rôles en vue de la bataille de Rakka.

Les troupes kurdes sont en train d'encercler la «capitale» djihadiste en Syrie. Elles ont fortement progressé ces dernières semaines. Mais, arguant du caractère arabe de la ville, Ankara affirme qu'il revient à ses protégés au sein de la rébellion syrienne d'y pénétrer. Selon le président turc Erdogan, la zone de sécurité d'Ankara en Syrie doit atteindre, à terme, «4000 à 5000 km²». Dans l'attente d'une décision, les troupes du «Bouclier de l'Euphrate» pourraient attaquer Tal Rifaat, un bourg au sud d'Azaz tenu aussi par les YPG, mais d'une valeur tactique moindre que Manbij. ■

Turkey Punishes 2 Opposition Leaders as Crackdown Continues

By PATRICK KINGSLEY - FEB. 21, 2017
www.nytimes.com

IZMIR, Turkey — Turkish officials handed down punishments on Tuesday to two leaders of a major opposition party who have become casualties of a wide-ranging crackdown on dissent that escalated after a failed coup in July.

Selahattin Demirtas, a leader of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party, was sentenced on Tuesday to five months in jail for insulting the Turkish state, the Turkish nation and their institutions. Hours earlier, Figen Yuksekdag, the other leader of the party, was expelled from Parliament after the country's top court upheld her conviction for a terrorism offense.

Both have been in custody since being detained in raids in November. Thousands of members of their party, known as the H.D.P., have also been arrested since the breakdown of Kurdish peace talks in 2015, including at least a dozen of their 59 members of Parliament.

The arrests of party members accelerated after the failed coup, which also set off an even larger purge of government officials and people suspected of being dissidents. More than 45,000 government officials, soldiers, police officers, teachers and journalists have been arrested since the coup attempt, most of them suspected of having connections to the Gulenist movement, a group led by Fethullah Gulen, an exiled cleric living in the United States, that Turkey believes was behind the attempted putsch.

The government accuses the H.D.P. of links to a Kurdish militia that has been designated a terrorist group by Turkey, NATO and the



A Kurdish woman held a photograph of Selahattin Demirtas, a leader of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party, during a demonstration against the Turkish government in Athens in November, soon after Mr. Demirtas was detained. Credit Alkis

European Union.
Photo

Mr. Demirtas, left, and Figen Yuksekdag, the other leader of the Peoples' Democratic Party, at a news conference in Istanbul in 2015. They have both been in custody since November 2016. Credit Sedat Suna/European Pressphoto Agency

But on Tuesday, the H.D.P. said it was being targeted as part of a wider crackdown on political opposition ahead of a controversial April referendum in which President Recep Tayyip Erdogan is encouraging Turks to grant him greater executive powers.

"It is totally about the referendum," Hisyar Ozsoy, an H.D.P. member of Parliament, said by telephone on Tuesday. "He's committed to paralyzing the H.D.P. organizationally so that we can't carry out an effective 'no' campaign."

The H.D.P., Turkey's fourth-largest party, received just over 10 percent of the vote in the most recent parliamentary elections, but its leaders believe its supporters could make the difference in a close vote on the referendum. A charismatic leader, Mr. Demirtas had widened the

party's appeal beyond its Kurdish base before the crackdown intensified.

Mr. Erdogan's opponents say that a victory for him in the referendum would lead to one-man rule, while his supporters argue that it would merely create a United States-style presidency and bring stability to Turkey.

The Turkish news media has reported that the government is worried enough about a victory for the "no" campaign that officials in Konya, a city in central Turkey, recently withdrew from circulation an antismoking pamphlet that contained the word "no." A local member of Parliament there from Turkey's governing party said the pamphlets had been recalled to avoid "confusion," the Turkish newspaper Hurriyet Daily News reported.

Mr. Erdogan has previously told reporters "those who say no will be siding with July 15," referring to the date of the coup attempt.

Andrew Gardner, the Turkey researcher for Amnesty International, said, "It's hard to imagine how the situation could get any worse in the run-up to the April referendum." ■

Kurdish woman Zuhail Demir elected secretary of state of Belgium

http://ekurd.net February 25, 2017

BRUSSELS,— Zuhail Demir, a Belgian lawyer and politician of Kurdish origin, was elected the Secretary of State for Poverty Reduction, Equal Opportunities, People with Disabilities, Urban Policy and Scientific Policy of Belgium.

Demir was born to a Kurdish family from Turkey in 1980 in the city of Genk in Belgium. She served as the mayor of Antwerp district from January 2013 until the end of 2015.

She is affiliated to the New Flemish Alliance (N-VA), a Flemish nationalist party. Demir was also elected as a member of the Belgian Chamber of Representatives in 2010.

Dilawar Azhgay, the Kurdistan Regional Government (KRG) envoy to the European Union (EU), stated the Flemish party to which Demir belongs is friend of Kurds and its founder has also visited Kurdistan Region.

He added that N-VA, the largest Belgian party, decided recently to take in a



Zuhail Demir, a Belgian lawyer and politician of Kurdish origin, was elected the Secretary of State for Poverty Reduction, Equal Opportunities, People with Disabilities, Urban Policy and Scientific Policy of Belgium. Photo: Belga

number of Peshmerga wounded troops for medical treatment in Belgium.

Copyright ©, respective author or news agency, basnews.com

Lost Iraq



By David L. Phillips
February 24, 2017
www.huffingtonpost.com

Erbil, Iraqi Kurdistan — The battle for Mosul is underway. It will be bloody, but the Islamic State will be defeated. Beyond Mosul, a political plan is needed to defeat Islamism in Iraq and prevent ISIS from morphing into a new, even more murderous movement.

ISIS was able to seize Mosul, Iraq's second largest city, with less than a thousand fighters because Iraq's Sunnis welcomed them. Twelve divisions turned tail, abandoning state of the art military equipment provided by the US to the Iraqi armed forces and police. Former Premier Nuri al-Maliki, a strident Shiite politician, polarized the country. Sunnis thought anything was better than Shiite domination until they discovered the harsh reality of life under ISIS.

The 2005 power-sharing constitution sought to harmonize sectarian and ethnic differences between Iraqis. However, the constitution was never implemented. After fourteen years of civil war, it is time to recognize that Iraq

is not a functional unitary state.

The Trump administration should allow Iraqis to break-up Iraq, reconstituting in three parts. Enfranchising Sunnis as stakeholders with control over their governance, security, and resources would encourage moderation among Sunnis living in Anbar, Nineveh and Saladin governorates. They deserve an entity of their own.

Iraq's break-up would legally affirm the de-facto independence that exists in Kurdistan today. Kurds are staunchly pro-American and a proven partner in the fight against ISIS.

The rest of Iraq, overwhelmingly Shiite with Baghdad as its capital, would include the holy cities of Najaf and Karbala, as well as oil fields in the southeast. Iraq would inevitably remain under Iranian influence with security provided by Popular Mobilization Units, an affiliate of the Iranian Revolutionary Guard. Iraq became a proxy of Iran in 2003 when regime change empowered its Shiite majority.

Would newly-independent states emerging from Iraq's break-up be viable? The Shiite region surely would; Baghdad would retain ownership of vast oil reserves in Basra.

Oil and gas fields in Kirkuk and on the outskirts of Suleimania would provide a revenue stream for Kurdistan.

Sunni areas have no hydrocarbon wealth. The terms of an amicable divorce, therefore, must include wealth-sharing so Sunni tribes are not without.

An independent Kurdistan is in America's interest. Kurds are America's best and only friend in the Middle East (except Israel).

Kurdistan's independence would strengthen security cooperation with Kurdish Peshmerga — "those who face death." Peshmerga have proven their mettle battling ISIS.

The Kurdistan Regional Government is a valuable source of intelligence, which helps US-led efforts to counter violent extremism in the region.

As a moderate, Muslim-majority country, Kurdistan represents an alternative to radical Islamism in Turkey and the Gulf States.

If anti-Americanism results in Turkey's decision to deny the US access to Incirlik Air Force Base, airfields in Iraqi Kurdistan could become the staging ground for fighting ISIS in Iraq and Syria. In this event, Iraqi Kurdistan would function as the eastern flank of NATO.

Not only is Kurdistan pro-American. It is friendly to Israel, cooperating in a variety of security and economic fields.

Trump promised to shake things up. A reality-based approach, recognizing Iraq as a failed state, is overdue and necessary. ●

David Phillips is director of the program on peace-building and rights at Columbia University's Institute for the Study of Human Rights. He served as a senior adviser to the State Department during the Clinton, Bush and Obama administrations.

LE FIGARO

lundi 27 février 2017

Syrie : impasse des discussions à Genève

Après quatre jours de débats, tout oppose les pro-Assad et leurs adversaires, eux-mêmes divisés.

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À GENÈVE

DIPLOMATIE Les discussions entre les représentants d'Assad et ses opposants, c'est un peu comme les défuntées négociations de paix israélo-palestiniennes : les problèmes commencent lorsque les ennemis entament leurs discussions. Quatre jours après le début des pourparlers de Genève, l'ONU, qui joue les intermédiaires, en est encore à régler des problèmes de procédure.

D'abord sur le format de cette quatrième session de négociations : nul ne sait si d'ici à vendredi, terme fixé pour ce round, des échanges directs auront lieu entre les délégués prorégime et leurs opposants. Jusqu'à maintenant, Staffan de Mistura, l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, reçoit chaque jour séparément les uns et les autres. Sur la composition de la délégation de l'opposition, ensuite. « Rien n'avance », regrette un de ses collaborateurs. La principale composante de l'opposition, le Haut Comité des négociations (HCN), propose d'accueillir un représentant du Groupe du Caire et un

autre du Groupe de Moscou, deux formations plus modérées dans leur opposition à Assad. « Pas question », nous ont répondu séparément les leaders de ces deux formations, Qadri Jamil (proche des Russes) et Jihad Maqdissi (du Groupe du Caire). « Qui sont les gens du Caire et de Moscou ? », s'interroge Bassma Kodmani du HCN. « Notre délégation, assure-t-elle au Figaro, représente toutes les composantes de la société syrienne. C'est une délégation inclusive, représentative et crédible, comme le demande la résolution 2254 de l'ONU sur laquelle se fondent ces pourparlers. »

Bref, aucune concession ne sera faite aux autres opposants. Et, comme les choses ne sont pas déjà suffisamment compliquées, au sein même de certaines délégations, des différends surgissent. C'est le cas entre les combattants et les politiques du HCN. « On a dû bluffer jeudi pour l'ouverture des pourparlers, révèle le diplomate onusien. On n'avait pas dit aux rebelles que les politiques seraient également présents face à de Mistura, sinon les combattants qui méprisent les politiques en les appelant les opposants des hôtels ne seraient pas venus à la séance inaugurale » qui a rassemblé tout le monde pour la photo.

« On va essayer de maintenir sous respiration artificielle les négociations jusqu'à vendredi »

UN DIPLOMATE ONUSIEN

Cette cacophonie fait le jeu de la délégation du régime, accusée de ne rien vouloir céder. « Des pourparlers directs ne pourront s'ouvrir qu'avec une délégation unifiée de l'opposition qui condamne le terrorisme », a prévenu samedi Bachar Jaafari, chef de la délégation de Damas. Quelques heures plus tôt, un sanglant attentat avait tué plus de 30 personnes à Homs, dont le chef local des Renseignements militaires, Hassan Daaboul, un proche de Bachar el-Assad. Revendiqué par l'ex-branche locale d'al-Qaida, cet attentat a été condamné par les opposants à Genève.

Enfin, dernière pomme de discorde : l'agenda de ces pourparlers. « Nous voulons aborder la transition politique, et là-dessus, l'ONU a été tout à fait claire. Nous avons entendu très clairement qu'il n'était pas du tout question que l'on vienne ici négocier un gouvernement d'union nationale qui donne quelques postes à l'opposition », assure Mme Kodmani. « On va essayer de maintenir sous respiration artificielle les négociations jusqu'à vendredi », lâche pessimiste le diplomate onusien. ■

Le Monde

DIMANCHE 26 - LUNDI 27 FÉVRIER 2017

Ankara et Téhéran s'affrontent de plus en plus ouvertement

Le rôle du PKK est au centre de la rivalité entre les deux puissances sunnite et chiite

ISTANBUL - correspondante

La prise d'Al-Bab, qui renforce la « zone de sécurité » de la Turquie dans le nord de la Syrie, ne va pas arranger les relations entre Ankara et Téhéran, principal soutien du président syrien Bachar Al-Assad, qui y voit une violation de sa souveraineté. Bien que parrains, avec la Russie, de la trêve imposée en Syrie lors des pourparlers d'Astana, la Turquie et l'Iran voient leurs ambitions régionales respectives s'opposer de plus en plus frontalement. Les deux voisins se sont affrontés verbalement comme jamais ces derniers jours, jetant un doute sur la solidité de l'attelage mis au point dans la capitale du Kazakhstan.

Malgré leurs rivalités ancestrales, Ankara et Téhéran s'étaient toujours gardés d'exposer ouvertement leurs divergences mais, cette fois-ci, la tension est palpable. En tournée dans le Golfe et en Arabie saoudite, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui se pose de plus en plus en défenseur des sunnites, a fustigé l'Iran lors d'une conférence donnée le 13 février à Bahreïn, une petite monarchie où la majorité chiite de la population conteste la férule de la famille régnante sunnite : « Certains sont à l'œuvre pour diviser l'Irak. Le sectarisme et les luttes ethniques qui s'y déroulent sont à mettre sur le compte du nationalisme persan. » Quelques jours plus tard, le chef de

La Turquie entend participer à la prochaine offensive contre Rakka, et souhaite que les milices kurdes YPG en soient écartées

la diplomatie turque, Mevlüt Çavuşoğlu, accusait Téhéran de vouloir transformer la Syrie et l'Irak « en territoires chiites ».

« Notre patience a des limites », a rétorqué le porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères, Bahram Ghassemi. Dans la foulée, l'ambassadeur de Turquie à Téhéran, Rıza Hakan Tekin, a été convoqué. « L'Iran est en train de créer le terreau propice à une guerre civile islamique », a dénoncé İbrahim Karagül, du quotidien pro-gouvernemental *Yeni Safak*, assurant que l'Iran est en train d'attaquer « l'Arabie saoudite via le Yémen et la Turquie depuis la Syrie ».

İlhan Cevik, le conseiller de politique étrangère du président turc, en a dit un peu plus dans une tribune publiée par le quotidien pro-gouvernemental *Sabah* le 17 février : « Les Turcs voient les Iraniens comme leurs proches parents, d'autant qu'une large portion de la population de ce pays est d'origine

azérie [chiite turcophone]. La Turquie n'a jamais soutenu le terrorisme contre l'Iran. Or, nous constatons que certains acteurs iraniens coopèrent avec le PKK [le Parti des travailleurs du Kurdistan], engagé dans une guerre sécessionniste contre la Turquie. »

Prompt à jouer sur les divisions régionales, le Parti des travailleurs du Kurdistan, en guerre contre l'Etat turc depuis 1984, a étendu sa zone d'influence au Kurdistan d'Irak où ses combattants sont installés, non seulement à Qandil, non loin de la frontière Irak-Iran, mais aussi dans la région du Sinjar, à la frontière irako-syrienne. La présence des rebelles kurdes à Sinjar, un territoire conquis de haute lutte sur les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) en 2014, est une voie de passage vers le Rojava, la région kurde syrienne gérée par le Parti de l'union démocratique (PYD), le satellite syrien du PKK, avec l'aval du régime de Bachar Al-Assad.

Ce déploiement régional du PKK se fait avec le soutien tacite de l'Iran, au grand dam de la Turquie, qui cherche à le contrer en poussant son allié kurde, le président du gouvernement régional du Kurdistan d'Irak, Massoud Barzani. Ce dernier devait être reçu à Istanbul, dimanche 26 février, par Recep Tayyip Erdogan.

La visite du chef kurde intervient au moment où, galvanisée par les succès de son armée à Al-Bab, dans le nord de la Syrie, la

Turquie cherche à persuader l'administration américaine de cesser toute coopération avec les Forces démocratiques syriennes (FDS), au sein desquelles les milices kurdes syriennes YPG, alliées du PKK, sont dominantes.

Construction d'un oléoduc

La Turquie entend participer à la prochaine offensive contre Rakka, la capitale autoproclamée de l'EI en Syrie, et souhaite que les milices kurdes YPG en soient écartées. Mais, alors que des tractations sont en cours avec Washington, le général Joseph Votel, le commandant des opérations militaires des États-Unis au Moyen-Orient, s'est rendu clandestinement dans le nord de la Syrie, vendredi 24 février, afin de rencontrer des dirigeants des FDS. Cette visite n'est pas vue d'un bon œil par les dirigeants turcs, soucieux d'évincer les YPG du terrain syrien au profit de combattants kurdes syriens « amis », proches de M. Barzani.

M. Barzani arrive en Turquie quelques jours après la signature, le 20 février, d'un memorandum entre l'Irak et l'Iran pour la construction d'un oléoduc censé acheminer le pétrole de Kirkouk vers l'Iran. Jusqu'ici, ce pétrole était exporté via le terminal pétrolier turc de Ceyhan, sur la Méditerranée, sous la supervision du gouvernement régional kurde. Un nouveau motif de tension entre la Turquie et l'Iran. ●

MARIE JÉGO

Visite secrète en Syrie du commandant militaire américain au Moyen-Orient

AFP

Qamichli (Syrie), 25 février 2017 (AFP)

LE général Joseph Votel, commandant des opérations militaires américaines au Moyen-Orient, a effectué une visite vendredi en Syrie pour rencontrer des dirigeants des Forces démocratiques syriennes (FDS), selon le porte-parole de cette coalition antijihadiste soutenue par Washington.

Cette visite secrète du commandement militaire américain au Moyen-Orient (Centcom) est une première sous l'administration du président Donald Trump, investi le 20 janvier.

Alliés sous la bannière des FDS, des combattants arabes et kurdes luttent contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) depuis fin 2015 dans le nord de la Syrie, avec le soutien de la coalition internationale dirigée par Washington.

Le 6 novembre les FDS ont lancé une vaste offensive pour capturer Raqa (centre), le principal fief des jihadistes en Syrie, mais elles font du surplace depuis des semaines.

Elles ont annoncé fin janvier avoir reçu pour la première fois des véhicules blindés américains, la nouvelle administration de Donald Trump leur promettant "plus de soutien" dans leur lutte contre l'organisation jihadiste.

Le général Votel "a visité aujourd'hui des zones qui sont sous notre contrôle et rencontré plusieurs commandants des FDS", a indiqué le porte-parole des FDS, Talal Sello, dans un communiqué en ligne.

"Les résultats étaient positifs. Nous avons discuté des développements dans la campagne +Colère de l'Euphrate+ et parlé de questions militaires", a-t-il précisé, en affirmant que "des armes lourdes (leur) ont été promises dans l'avenir".

Il a décrit la réunion comme étant "la confirmation du soutien américain à nos forces".

Selon une source des FDS, la visite a duré quatre heures.

Selon un autre haut responsable des FDS s'exprimant sous couvert d'anonymat, "Votel a confirmé l'engagement de la coalition à protéger Manbij (une ville de la province d'Alep, nord) de toute attaque de la part de la Turquie ou de la part de troupes soutenues par la Turquie, dans le cadre de son engagement précédent à protéger cette zone".

"Nous n'avons pas discuté de la question de l'ouverture de couloirs qui permettraient aux forces soutenues par la Turquie d'entrer dans les zones sous notre contrôle", a insisté cette source. ●

Turquie : la rude campagne des opposants

À l'approche d'un référendum portant sur une réforme du régime présidentiel voulue par le chef d'État turc, Recep Tayyip Erdogan, le camp du « non » - diabolisé et dispersé - peine à se faire entendre.

ANNE ANDLAUER ✉ a.andlauer@gmail.com
ISTANBUL

TURQUIE Sous une marée de drapeaux turcs et de portraits du président Recep Tayyip Erdogan, le Parti de la justice et du développement (AKP) a lancé ce week-end sa campagne en faveur du régime présidentiel. La révision constitutionnelle, taillée sur mesure pour le chef de l'État, sera soumise à référendum le 16 avril. « C'est une opportunité historique. Grâce à un pouvoir fort, notre pays sera débarrassé des tutelles, des groupes de pression et des coups d'État », a clamé le premier ministre, Binali Yıldırım, devant quelques dizaines de milliers de partisans samedi à Ankara. Promettant « une stabilité durable » en cas de victoire, le chef du gouvernement a accusé le groupe État islamique, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'imam Fethullah Gülen, cerveau désigné du putsch manqué de l'été 2016, de « faire campagne pour le "non" ».

Le ton est donné. Depuis plusieurs semaines, le pouvoir présente ce scrutin comme une lutte existentielle contre les ennemis de la Turquie. Les opposants au texte sont associés aux terroristes et aux putschistes dont ils feraient le jeu, volontairement ou pas. « La place de ceux qui disent "non" est aux côtés du 15 juillet », date de la tentative de putsch, martelait récemment Recep

Tayyip Erdogan, omniprésent dans la campagne. « Le nouveau système mettra fin au terrorisme », s'est engagé le premier ministre dans son discours de samedi, retransmis sur écrans géants et par toutes les télévisions. Dimanche à Kahramankazan, sous-préfecture anatolienne qui a gagné son titre de « héros » (kahraman) la nuit du coup d'État manqué, Binali Yıldırım a exhorté les électeurs à « dire "oui" le 16 avril pour effacer à jamais la mentalité des putschistes du 15 juillet ». Le premier ministre a prévu des meetings dans 47 des 81 provinces du pays d'ici au jour du vote, contre 30 pour le président.

Autre budget, autre décor. À Istanbul, au premier étage d'un café aux escaliers vêtustes, une vingtaine de jeunes emplit des brochures marron, la couleur du « non » sur les bulletins de vote. « À mon avis, la plupart de ceux qui voteront "oui" ne nous voient pas comme des terroristes ou des complices des terroristes, commente Göksevenin Ekiyorum. Ce serait considérer la moitié du pays comme des ennemis. Ce n'est pas réaliste. » Lorsqu'il tracte aux arrêts de bus à 7 heures du matin, cet architecte assure s'en tenir à deux règles : expliquer et dramatiser. « Je dis aux gens : "voici ce qu'il y a dans la réforme, êtes-vous d'accord ou pas ?" Et aux partisans de l'AKP, je dis que si le "non" l'emporte, rien ne changera, poursuit Göksevenin Ekiyorum. Le gouvernement ne tombera pas, le pré-

sident sera toujours président. Contrairement à ce qu'on essaye de nous faire croire, le régime présidentiel n'est pas une question de vie ou de mort. Il y a des centaines de problèmes beaucoup plus importants, comme l'économie ou la guerre. »

L'architecte a rejoint un mouvement créé fin 2016 sur les réseaux sociaux, Bıradayız Buradayız (Nous sommes ensemble, nous sommes ici). À Istanbul, le groupe organise chaque semaine des « assemblées du non » dans une ving-

« Contrairement à ce qu'on essaye de nous faire croire, le régime présidentiel n'est pas une question de vie ou de mort. Il y a des centaines de problèmes beaucoup plus importants, comme l'économie ou la guerre »

GÖKSEVENIN EKİYORUM, UN PARTISAN DU « NON »

taine d'arrondissements. « Nous ne sommes qu'un des visages de l'opposition, concède Melis Özbakır, 25 ans, une des animatrices. Le camp du "non" ne cherche pas à mener une campagne commune. Nous sommes trop différents. »

C'est bien là que le bât blesse : face au bloc du « oui » emmené par le président

Erdogan, le parti au pouvoir AKP et le parti nationaliste MHP, le bloc du « non » n'en est pas un. Il mélange des nationalistes en rupture de ban, les sociaux-démocrates du CHP (Parti républicain du peuple), les prokurdes du HDP (Parti démocratique des peuples), un parti islamiste, l'extrême gauche nationaliste, l'extrême gauche communiste et une myriade de groupes de la société civile, des féministes aux LGBT. « Chacun fait campagne dans son camp. Ce n'est pas forcément un handicap, veut croire Melis Özbakır. Il vaut mieux qu'un frondeur du MHP explique à un autre nationaliste pourquoi il faut voter "non". Il saura bien mieux le convaincre que moi. »

Le vrai problème, pour cette militante, c'est le manque de visibilité. Face à la machine électorale du parti au pouvoir, l'opposition se plaint d'un manque d'accès aux médias et à l'espace public dans une Turquie sous état d'urgence. « Récemment, un décret-loi a mis fin à l'impartialité des radios et télévisions en supprimant l'obligation d'équilibrer le temps de parole des deux camps », s'insurge l'avocat Basar Yalıtı. « La lutte est inégale. Dans les universités, les plus éminentes voix du "non" ont été limogées sous prétexte de lutte contre le terrorisme », dénonce celui qui est aussi vice-président de l'Union des barreaux de Turquie (TBB), une organisation dont les dirigeants sillonnent le pays pour défendre le « non ».

Erdogan handicapé par le ralentissement de l'économie

LE « miracle économique » turc, salué et envié dans les années 2000, a fait long feu. Au troisième trimestre 2016, le produit intérieur brut (PIB) a reculé de près de 2 %, du jamais-vu depuis 2009. Les autorités ont certes changé leur mode de calcul, et les économistes peinent à évaluer cette baisse.

Il n'empêche. Les indicateurs sont mauvais : le chômage dépasse 12 % - un record depuis sept ans -, les exportations ont baissé de près de 1 % en 2016, l'inflation s'envole à plus de 8 % et les recettes touristiques ont dégringolé de 30 %, dans un contexte difficile d'attentats à répétition.

« C'est le but des terroristes », résume İlhan Uçak, membre du comité dirigeant de la Fondation des agences de voyages de Turquie (TURSAY). « Ils ont compris l'importance économique du tourisme pour le pays [environ 4 % de son PIB] et ils ont commencé à faire peur aux touristes en les attaquant à Sultanahmet, à l'aéroport Atatürk ou dans la boîte de nuit Reina, récemment. »

Mais ni les attentats ni la tentative de putsch de l'été 2016 n'expliquent à eux seuls ce tableau moribond. « Il ne faut pas croire que l'économie repartira quand il n'y aura plus de bombes, lâche Seyfettin Gürsel, professeur d'économie à l'Université Bahçeşehir d'Istanbul. Les problèmes ont commencé bien avant, comme le montre la

contraction du secteur manufacturier tout au long de 2016. Il semble que la Turquie soit entrée dans un régime de croissance faible. »

Des faiblesses structurelles

Exemple dans le textile, locomotive « historique » de l'économie turque. Sur les neuf premiers mois de l'année écoulée, le nombre de ses salariés a baissé de 3 %. « Il est clair que 2016 a été une mauvaise année, commente İker Karatas, qui préside l'une des principales associations du secteur à Istanbul (Otiad). Il n'y a qu'à se promener dans le quartier d'Osmanbey, l'un des poumons du prêt-à-porter : avant, malgré des loyers pharamineux, vous n'auriez trouvé aucune boutique vide. Aujourd'hui, les loyers ont baissé de moitié et pourtant, beaucoup de vitrines sont fermées. Dans toute la Turquie, les exportations de prêt-à-porter n'ont pas dépassé 16 milliards de dollars l'an dernier, contre 18,7 milliards en 2014. »

Les faiblesses structurelles de l'économie turque sont anciennes et connues : une dépendance excessive de la croissance à la consommation des ménages ; un endettement des grandes entreprises en devises, qui les rend vulnérables aux mouvements rapides des taux de change observés ces derniers mois ; une balance des comptes courants déficitaire ; et, plus globalement, un tarissement des réformes.

Seyfettin Gürsel pointe aussi du doigt « un climat politique nettement dégradé depuis le coup d'État manqué ». Purges dans la fonction publique (près de 100 000 limogés), incarcérations massives en lien avec le putsch (42 000 personnes)... « Les biens des personnes inquiétées sont confisqués avant tout procès, des milliers d'entreprises sont placées sous tutelle... Cela crée un climat alarmant pour les investisseurs étrangers » à l'approche d'un référendum sur le régime présidentiel, estime l'économiste.

En dépit de ses coups de canif réguliers à l'État de droit, le président Erdogan était crédité d'avoir installé un climat favorable aux affaires depuis son arrivée au pouvoir en 2003.

Ses réussites économiques alimentaient toutes ses campagnes et ses succès électoraux. Le ralentissement pourrait-il lui aliéner une partie de ses électeurs ?

« Même si certains commencent à subir les effets de cette croissance faible, on leur fait croire que tout arrive à cause des putschistes et des terroristes, et qu'une fois qu'Erdogan sera président avec les pleins pouvoirs, l'économie repartira vers de nouveaux sommets, analyse Seyfettin Gürsel. La question est de savoir dans quelle mesure ces électeurs y croient ou pas. J'ai l'impression qu'ils y croient beaucoup. » ■

A. A. (À ISTANBUL)

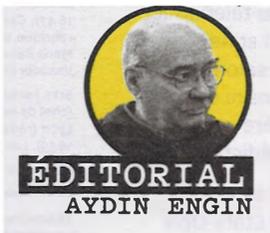


N° 1373 du 23 février au 1^{er} mars 2017
courrierinternational.com

**Cumhuriyet, principal
quotidien d'opposition turc,
invité de *Courrier international***



MURPHY, IRLAND/CARTOON MOVEMENT



De la difficulté de n'être pas un "média pingouin"

On me demande d'expliquer aux lecteurs de *Courrier international* la situation des médias en Turquie et de parler du journalisme sous l'état d'urgence. La tâche est ardue. Ce dont je parle semblera familier aux oreilles de Coréens du Nord ou de Chiliens ayant connu l'époque de Pinochet, mais je crains que ce ne soit plus difficile à saisir pour un Européen. Essayons néanmoins. Il est devenu commun, en Turquie et de par le monde, de voir des États ou de grands groupes commerciaux s'attacher les services de "journalistes" qui consentent à se mettre aux ordres en traitant des sujets de commande. Mais ce procédé revient à courir derrière chaque moustique dans l'espoir d'éradiquer le paludisme. En Turquie, le pouvoir d'Erdoğan a trouvé un moyen bien plus efficace : le rachat pur et simple des journaux et des télévisions. Les grandes entreprises du BTP, enrichies par le biais des marchés publics, ont mis la main sur les médias indépendants pour les transformer en outils de propagande. Ces médias se sont fait une spécialité de diffuser analyses et informations mensongères et tendancieuses en tous genres. Les journalistes ayant dénoncé cette reprise en main des médias ont été mis à la porte. Depuis trois ans, on compte quelque 2 600 journalistes qui ont perdu leur emploi en Turquie. Les médias et les groupes de presse qui n'ont pas été rachetés et rappelés à l'ordre ont été

réduits à l'impuissance et totalement aseptisés. Durant le mouvement de protestation de Gezi en 2013 [s'opposant à la destruction du parc Taksim Gezi], une certaine chaîne d'information a préféré diffuser un documentaire animalier sur les pingouins plutôt que de couvrir les événements. Depuis, nous avons affublé ces médias du sobriquet de "médias pingouins". À l'heure qu'il est, il n'existe tout simplement plus de journaux d'opposition, à l'exception de *Cumhuriyet* et de deux autres quotidiens au tirage relativement limité : *Birgün* et *Evrinsel*. La situation est encore pire du côté des médias télévisés. En dehors de quelques web TV en ligne, dans l'ensemble peu suivies, la totalité des chaînes de télévision se sont rangées du côté du pouvoir ou ont été mises au pas par ce dernier. Les journaux que l'on peut qualifier de prokurdes ont été saisis, les chaînes de télévision interdites de diffusion. Il ne reste plus qu'un immense désert médiatique. Seuls demeurent quelques sites d'information qui ont su résister jusqu'à aujourd'hui, mais pour combien de temps encore ? Même dans la presse restée libre, il est devenu très difficile d'exercer notre métier de journaliste. Depuis que le pays est placé en état d'urgence, c'est même pratiquement une tâche impossible. À force d'autocensure, nous sommes devenus de véritables acrobates de la plume, pesant le moindre de nos mots

pour éviter de nous retrouver traduits en justice et emprisonnés. Certains d'entre nous sont devenus experts dans cet art. Les autres sont en procès ou derrière les barreaux. Je souhaite profiter de cette occasion pour toucher quelques mots de notre journal. *Cumhuriyet* est le plus vieux journal de Turquie, aussi vieux que la république dont il porte le nom. Il est reconnu comme une référence et son influence dépasse très largement le nombre d'exemplaires qu'il écoule chaque jour. *Cumhuriyet* a toujours porté haut les couleurs de la démocratie, de la laïcité, de la liberté de conscience et d'organisation. Voilà pourquoi les islamistes politiques actuellement au pouvoir souhaitent tant nous faire taire. À l'heure qu'il est, onze journalistes indispensables au fonctionnement administratif et rédactionnel du journal sont détenus sans que nous sachions quand ils seront libérés ou même quand ils seront jugés devant un tribunal. Nos compagnons sont sous les verrous, mais nous continuons d'assurer la parution du journal sans dévier d'un pouce de notre ligne éditoriale. Que *Cumhuriyet* fasse l'objet de nouvelles attaques dans les jours qui viennent et nous en serons les derniers surpris.

AYDIN ENGIN (76 ans), l'éditorialiste du grand quotidien d'Istanbul, a été arrêté, puis placés en liberté surveillée avec interdiction de quitter le territoire.

Cumhuriyet, principal
quotidien d'opposition turc,
invité de *Courrier international*



N° 1373 du 23 février au 1^{er} mars 2017
courrierinternational.com

L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION DES IDÉES D'ERDOGAN

Pour le politologue Tanil Bora, le président turc, comme le président russe Vladimir Poutine, détourne les mécanismes de la démocratie, vide les institutions de leur substance et s'adresse directement à un "peuple" fantasmé.

— **Cumhuriyet** (extraits) Istanbul

A la lumière des débats actuels sur la révision constitutionnelle et le changement de régime, pensez-vous qu'après le kémalisme [l'idéologie forgée par Atatürk, fondateur de la Turquie moderne] nous soyons entrés dans l'ère de l'erdoganisme ?

L'erdoganisme est un concept qui vient des sciences politiques occidentales, ce qui l'expose aux critiques et aux quolibets des conservateurs turcs. L'erdoganisme est une idéologie et un mode de gouvernement fondés sur le culte de la personnalité et le pouvoir d'un seul homme. C'est un concept qui met l'accent sur la plasticité idéologique et intellectuelle du régime, dans la mesure où seuls la maîtrise et l'arbitraire du pouvoir importent véritablement. Ce concept nous permet de comparer le régime actuel avec des régimes comme ceux d'Orbán en Hongrie, d'Andrzej Duda en Pologne ou de Poutine en Russie, qui sont, eux, tout autant le produit de notre époque. La plupart de ces dirigeants sont des conservateurs nationalistes, mais ce sont aussi des "hommes forts", des populistes qui remettent en cause la séparation des pouvoirs et qui s'adressent directement au peuple en contournant les partis politiques, les règles démocratiques et les mécanismes traditionnels de régulation; ces gens-là détournent les mécanismes de la démocratie représentative à leur propre avantage. Ils prétendent tenir leur légitimité directement du peuple ou de la nation et refusent de partager le pouvoir au prétexte que la nation est indivisible et la souveraineté populaire inaliénable.

À la différence des régimes autocratiques du XX^e siècle, ces régimes maintiennent un Parlement, une société civile, un appareil judiciaire, mais en les vidant de leur substance...

Oui. Les institutions se retrouvent vidées de leur substance au gré des circonstances. Elles perdent toute indépendance et deviennent des instruments au service du pouvoir ou évoluent de telle sorte qu'elles n'ont plus d'institutions que le nom. De ce point de vue, il s'agit d'un mal très contemporain. Le XXI^e siècle se reconfigure sur un mode autoritaire qui n'est pas sans rappeler le fascisme. L'erdoganisme est l'expression locale de cette évolution.

Comment définiriez-vous les rapports entre erdoganisme et islamisme ?

L'islamisme entre pour partie dans ce pot-pourri,

mais il n'est pas le seul élément présent. L'erdoganisme s'appuie sur un répertoire nationaliste très large qui va du nationalisme laïque au nationalisme racialisé d'extrême droite. On trouve également une certaine forme de discours néo-ottomaniste lié à l'islamisme mais qu'on ne peut réduire à ce dernier ainsi que l'idéologie étatiste et sécuritaire habituelle qui reste très prégnante. L'islamisme est bien entendu un facteur important et structurant.

La remise en cause de la laïcité est de nouveau dans l'air. Quelle relation l'erdoganisme entretient-il avec la laïcité ?

L'expression de quelque désaccord sociétal ou politique que ce soit passe aujourd'hui en Turquie pour un délit et un appel au séparatisme. La moindre différence, la moindre divergence est assimilée à une forme de trahison, à une tentative de mettre du sel dans nos plaies ou de créer des lignes de faille dans l'opinion. La laïcité est perçue comme telle. À les en croire, oser parler de la question de la laïcité en Turquie reviendrait à diviser le pays et à apporter de l'eau au moulin du terrorisme. Le courant islamiste en Turquie a toujours eu un problème avec la laïcité, mais on peut identifier deux tendances distinctes. La première considère

que la laïcité turque est trop sévère et plaide pour une "véritable laïcité" à portée universelle qui s'inspirerait de la situation qui prévaut dans les pays anglo-saxons, plus modérés et plus révérencieux vis-à-vis des cultes. La seconde tendance considère que la laïcité et l'islam sont radicalement incompatibles. Cette dernière tendance s'est renforcée en Turquie mais n'a pas pour autant triomphé. À mon avis, ces deux sensibilités existent dans le mouvement islamiste et se côtoient au sein du Parti de la justice et du développement (AKP). Elles partagent une stratégie commune consistant à s'en prendre à la laïcité et à réduire les marges de manœuvre des laïcs, de la même manière que ceux-ci s'étaient efforcés de réduire la marge de manœuvre des islamistes [avant l'arrivée de l'AKP au pouvoir].

Y a-t-il dans l'erdoganisme une volonté de bâtir une nation ?

Bien entendu. Toutes les idéologies nationalistes tentent d'imposer au peuple la conception qu'elles se font de ce peuple. Erdogan comme l'AKP ont leur propre définition du peuple, qui repose, comme chacun sait, sur la majorité sunnite pratiquante et conservatrice, perçue comme loyale et qui serait l'expression du "pays réel"... Jusqu'à un

L'EXPRESSION DE TOUT DÉSACCORD SOCIÉTAL OU POLITIQUE PASSE ICI POUR UN APPEL AU SÉPARATISME.

certain point, les Kurdes aussi étaient considérés comme faisant partie intégrante de cette majorité. Aujourd'hui, ils restent inclus dans le pacte national de manière tacite mais font de nouveau l'objet d'une défiance généralisée et sont perçus comme un problème. Bref, d'un côté il y aurait la vraie nation, le peuple au sens le plus organique du terme, et de l'autre côté nous aurions "les autres", ceux dont l'appartenance nationale est de pure forme, par le hasard de la citoyenneté. Les expressions comme "notre peuple", qui semblent consensuelles, ont en réalité pour fonction d'opérer cette division entre le "vrai" peuple et les autres.

S'agit-il de se créer un ennemi ?

Absolument. Lorsqu'on définit le peuple en l'essentialisant de cette manière, tous ceux qui n'entrent pas dans le moule se retrouvent marginalisés. Cette criminalisation est liée à ce nouvel autoritarisme populiste dont nous parlions plus tôt. C'est quelque chose qui est dans l'ADN du populisme... Le peuple, la nation sont réduits à une formule, à une marque identitaire. Cette vaste geste identitaire ne laisse aucune place aux sensibilités, aux appartenances, aux choix alternatifs. Cette passion pour l'uniforme et l'homogène empêche l'émergence d'un réel pluralisme. Cela me fait songer au leader islamiste Necmettin Erbakan [dont les fondateurs de l'AKP se sont séparés pour créer leur propre parti]. Il avait toujours l'expression "notre peuple" à la bouche. Les nationalistes de droite essayaient de l'obliger à préciser ce qu'il entendait par là et faisaient remarquer qu'il ne parlait jamais de "peuple turc". En fait, Erbakan cherchait à brouiller



la définition habituelle du peuple en s'adressant à mots couverts à la communauté musulmane.

Comment rendre compte de l'attitude de l'AKP et d'Erdogan au sujet du problème kurde ? On a vu l'AKP organiser des meetings avec des drapeaux kurdes et employer ouvertement l'expression de "Kurdistan", mais aussi, à d'autres moments, aller jusqu'à nier l'existence même d'une question kurde...

En fait, depuis sa création, l'AKP se prétend capable de régler la question kurde et a fait effectivement preuve d'une modération et d'une souplesse inédites jusqu'alors en Turquie pour un parti de droite. En mettant de côté la question du bien-fondé et du caractère démocratique ou antidémocratique de la chose, force est de reconnaître que l'offre identitaire islamique a pu constituer un projet de résolution de la question kurde. L'AKP a su faire preuve d'une grande adaptabilité sans se laisser enfermer dans le cadre islamique. C'est un parti qui a su se constituer de vrais fiefs électoraux dans la région [kurde]. Mais depuis, il y a une volte-face complète sur la question.

On finit par se demander où est le vrai AKP. Est-ce l'AKP d'avant ou l'AKP d'après le revirement sur la question kurde ?
Je donnerais cher pour savoir ce que pensent

tous ceux qui s'étaient déclarés en faveur d'une résolution de la question kurde au sein de l'AKP, que ce soit au nom de l'islam ou de la démocratie. On aimerait les entendre sur le sujet, mais ceux-là préfèrent se taire. Ne s'agit-il pas du problème numéro un en Turquie actuellement ? Il n'y a plus de liberté de pensée ou d'opinion publique dans ce pays. Pour tout un tas de raisons, ces personnes ne sont plus en mesure de s'exprimer.

Que pensez-vous du Parti démocratique des peuples (HDP) [parti de gauche issu du mouvement politique kurde] ?

Je considère que le HDP a su faire preuve d'un bon sens admirable en dépit des pressions et des tentatives du pouvoir de l'annihiler. Les membres du HDP ont été très critiqués l'année dernière pour n'avoir pas adopté une position suffisamment ferme au moment où la tension grimpait et où les affrontements reprenaient entre l'armée et le PKK [les rebelles armés kurdes]. Je comprends ces critiques, mais leur constance et leur acharnement à lutter pour démocratiser la politique turque en dépit d'une répression impitoyable, d'accusations permanentes et de l'isolement qui est le leur me paraissent absolument remarquables.

Qu'en est-il du Parti républicain du peuple (CHP) [social-démocrate] ? Il y a un problème

au sein de l'équipe dirigeante du parti.

C'est plutôt que le parti ne parvient pas à s'accorder pour peser de manière déterminante sur des problèmes fondamentaux. C'est sans doute dû au fait que le CHP ne parvient pas à se débarrasser de sa culture de parti étatique et étatiste, ce qui le pousse à une certaine forme de conservatisme. Chacun à gauche reste sur ses propres bases militantes, sans chercher à en sortir. Bien sûr il ne faut pas sous-estimer la difficulté qu'il y a à sortir de ses positions pour s'adresser à d'autres publics. Vous savez mieux que quiconque, à *Cumhuriyet*, la situation déplorable de la presse et de la liberté d'expression. Au-delà des obstacles institutionnels, n'importe quelle prise de parole peut être décrédibilisée en quelques secondes à grand renfort de calomnies et de diffamations, d'insultes et de tentatives d'intimidation. Les gens subissent d'énormes pressions et parent au plus pressé en se secourant les uns les autres. On vit au jour le jour. Mais il ne peut y avoir de politique sans tentative de se faire entendre auprès d'autres populations et sans sortir de ses bases pour labourer d'autres terrains.

— **Propos recueillis par Kemal Göktas**
Publié le 14 janvier

Le Point

25 février 2017

Mossoul : une journaliste kurde irakienne tuée en couvrant les combats

Un responsable de la chaîne qui l'employait a précisé qu'elle avait été tuée dans l'explosion d'un engin piégé sur une route dans l'ouest de la ville.



Shifa Gardi, journaliste tuée à Mossoul. © Capture

Source AFP le 25/02/2017 Point.fr

Ce samedi, une journaliste kurde irakienne a été tuée alors qu'elle couvrait les combats entre forces irakiennes et djihadistes dans la ville de Mossoul, a indiqué la chaîne de télévision Rudaw. « La reporter de guerre et journaliste Shifa Gardi a été tuée à Mossoul alors qu'elle couvrait les affrontements », a expliqué sur les réseaux sociaux la chaîne kurde irakienne Rudaw, qui l'employait. « Le journalisme reste dominé par les hommes - Shifa Gardi a cassé ces

perceptions et stéréotypes. Nous rendons hommage à sa manière courageuse de faire du journalisme », a ajouté Rudaw. Un responsable de la chaîne a précisé qu'elle avait été tuée dans l'explosion d'un engin piégé sur une route dans l'ouest de Mossoul et que son caméraman avait été blessé. Ce dernier a été transféré à Erbil, la capitale de la région voisine du Kurdistan irakien où se trouve le siège de la chaîne.

La mort de la journaliste intervient près d'une semaine après le lancement de l'offensive

des forces irakiennes pour reprendre la partie occidentale de Mossoul au groupe État islamique (EI), ce qui lui permettrait ainsi de parachever la reconquête totale de la deuxième ville d'Irak. Au fur et à mesure que les troupes progressent dans les quartiers densément peuplés de Mossoul-Ouest, la résistance des djihadistes semble plus forte. Ces derniers utilisent notamment des bombes et des voitures piégées pour ralentir la progression des forces irakiennes. ●

LE FIGARO.fr

28 FEVRIER 2017

Manbij, prochain objectif de la Turquie en Syrie, dit Erdogan

Par Le Figaro.fr avec Reuters 28/02/2017

Après la prise d'Al Bab à l'État islamique, le prochain objectif des forces rebelles pro-turques dans le nord de la Syrie est Manbij, a

confirmé aujourd'hui le président turc Recep Tayyip Erdogan.

Manbij, à quelque 50 km à l'est d'Al Bab, est tenue par les Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance dominée par les miliciens kurdes des

Unités de protection du peuple (YPG).

Lors d'une conférence de presse à Ankara, Erdogan a exclu toute possibilité de coopération entre les groupes de l'ASL soutenus par l'armée turque et les FDS. Il a répété que la milice YPG, qu'Ankara considère comme une organisation terroriste, devait être repoussée à l'est de l'Euphrate. La Turquie a lancé en août dernier l'opération "Bouclier de l'Euphrate" dans le nord de la Syrie pour à la fois en déloger les djihadistes de l'EI et repousser les milices kurdes. ■

Kurds offer land for independence in struggle to reshape Iraq

Kurdish leaders say that ‘the deal with a federal Iraq has failed’

Mark Townsend / 25 February 2017
<https://www.theguardian.com>

Iraqi Kurdish leaders are considering offering territory seized by their forces in the offensive to recapture Mosul from Isis as a bargaining chip in a new push for independence from Baghdad.

As Iraqi forces continue their advance towards key Isis-defended districts in west Mosul, attention is turning to what northern Iraq will look like once the jihadi group is routed. Ministers from the Kurdistan regional government (KRG) believe that one option might be offering to Baghdad land their peshmerga forces have recaptured from Isis in return for self-rule, the pinnacle of Kurdish ambition for decades.

Speaking from his office in the Iraqi Kurdistan capital of Erbil, foreign minister Falah Mustafa said that, although the Mosul alliance of Iraqi and peshmerga troops was on course to quash Isis in Iraq’s second city, the time had arrived for Kurdistan to move forward by itself.

“It’s important that the right to self-determination is put on the table – we need to put an end to this unhealthy relationship [with Baghdad]. We are neither fully integrated into Iraq, nor are we fully independent and sovereign.

“We need to sit down to discuss the future of Erbil and Baghdad, including independence. Now is the time to discuss a new formula for this relationship. What we have has failed.”

Bolstering Kurdistan’s newfound impetus for self-rule is the conviction that the Trump administration might be willing to support Kurdish dreams of independence. Already President Masoud Barzani of the Kurdistan region has “seriously discussed” independence with Mike Pence, the US vice-president.

Mustafa said: “The preliminary contacts we have had prior, during and after the US election are encouraging. We believe we have a good opportunity to further develop our ties. Soon there will be [more] contact with our leadership and the US leadership. It’s all encouraging. We are optimistic.”

His initiative comes amid calls for Sinjar, inhabited by Kurdish-speaking Yazidis, and the Nineveh Plains, a largely Christian area, to both eventually become autonomous regions along the lines of the KRG.

For the KRG itself, one potential pawn in its campaign to cut loose from Baghdad is the huge swathe of land peshmerga forces have liberated from the advance of Isis. Iraqi towns recaptured by Kurdish forces include Bashiqa, and scores of villages and thousands of square miles of territory including much of Kirkuk province, northern Diyala and Sinjar. In total, the Kurds have increased the land mass under their control by up to 40%.

Peshmerga military sources point out that such territory was won at the cost of Kurdish lives. One officer said that, in one assault alone on the former Isis stronghold of Bashiqa, 31 peshmerga fighters were killed. As of last week, 1,682 had died and 9,787 were injured during its



Iraqi special forces arrest an Isis suspect as they continued their advance through Mosul. Attention is now turning to the future of northern Iraq, with the Kurds pushing for self-rule following the loss of some 1,700 peshmerga in battle. . Photograph: Khalid Mohammed/AP

gruelling 30-month war against Isis, an intensive campaign that has exacted a punishing toll on the region’s fragile economy.

Karim Sinjari, the minister of the interior and acting minister of peshmerga affairs, said: “The war costs a lot. The martyr families have to be taken care of, the wounded need to be treated.”

Another issue will be claiming the spoils of the victory in Mosul itself. Although the peshmerga have agreed not to enter the city, Kurdish forces were instrumental in securing and holding large areas of territory around the northern metropolis before allowing the Iraqi army to complete the mission.

When asked what leverage Erbil was prepared to use in independence talks, Mustafa said that “of course” land was a factor to be considered. “It is an important issue. Responsibility, territory, the oil issue, finances, the airspace – all need to be discussed. We want to start this dialogue with Baghdad peacefully, recognising that we will always have a strategic relationship,” he said.

Among most of the Kurdish north’s 5.5 million population, severing ties with Iraq cannot come soon enough, with the sense that Iraq’s central government no longer even pretends to care for Kurdish rights. “Baghdad wants us to be subordinate, subjugated. We reject that. The deal with a federal Iraq has failed,” said Mustafa.

He added that if Baghdad refused to recognise their arguments, they may stage a referendum to legitimise their campaign for self-rule. A previous unofficial referendum held in 2005 found that 99% were in favour out of the two million who turned out.

But it is the peshmerga’s military successes against Isis that ministers hope will provide timely influence in the quest for statehood. Donald Trump – who has vowed to “crush” Isis – has been impressed with the US-backed peshmerga’s triumphs against Isis; they have been credited with halting the Islamist militants’ 2014 surge across the country. The KRG points out that such success was achieved in spite of Baghdad, rather than because of its support.

“In the two years we are fighting Daesh [Isis], all we got from Baghdad is some ammuni-

tion. They give almost nothing to the peshmerga, not their salaries, their costs, nothing,” said Sinjari. But Sinjari also warned that, once Isis has been routed from Iraq, the dynamic that saw many Sunni Muslims initially welcome the group as liberators from the Shia-dominated forces of Baghdad might not easily be vanquished.

“Daesh will not finish quickly. Their territory will be defeated, but here [pointing to his head] they will stay. We have to solve the reason why Daesh have come. If we don’t, another will come. Al-Qaida finished, then Daesh came. Daesh finished, another comes.”

Fifty-five miles west from Sinjari’s office – the frontlines in Mosul – the latest reports reveal that Iraqi security forces are continuing to advance deeper into the city with attacks mounted against jihadi defences on several fronts. However, Sinjari warned that progress might slow down as Iraqi troops encroached upon the city’s labyrinthine historic centre and the fight descended into a slog.

“In the old city you can’t use tanks or armoured vehicles, so it’ll be a fight from house to house. But Daesh have lost many of their fighters in the eastern side, thousands. Their strongest force has been killed, especially the foreign fighters.”

The minister also warned of dirty tactics, with Islamists using some of the 750,000 civilians trapped in the densely populated city as human shields.

In the eastern side of the city – cleared last month – residents are starting to trickle back, although the KRG is still hosting 1.8 million internally displaced Iraqis and Syrian refugees from the region’s upheaval and are calling for urgent humanitarian support from the international community.

Sinjari, describing a recent trip to a local hospital, said: “In every bed they had four kids, three internally displaced people, and one local. You can see how much pressure the issue is having on our services.” ■

Iraqi Kurdish leader meets president, PM

ANKARA / February/27/2017
http://www.hurriyetdailynews.com

Iraqi Kurdistan Regional Government (KRG) President Massoud Barzani met Prime Minister Binali Yıldırım on Feb. 27 to discuss the struggle against the Islamic state of Iraq and the Levant (ISL) in Iraq and Syria, Turkey's support for the KRG in overcoming its economic crisis, the presence of the Kurdistan Workers' Party (PKK) in Iraq's Sinjar region, as well as energy issues.

His discussions with Yıldırım came after a meeting with President Recep Tayyip Erdoğan on Feb. 26 with the participation of Turkish Energy Minister Berat Albayrak, National Intelligence Organization (MIT) head Hakan Fidan and Deputy Foreign Minister Ahmet Yıldız.

"During the meeting President Barzani and President Erdoğan spoke of the ongoing military operation against the terrorists of the Islamic State in the city of Mosul, where President Barzani reiterated his position of the importance of planning for the post-liberation of the city," a shortened English version of the statement from the KRG presidency said.

Barzani's office said discussions included economic relations between Turkey and the KRG, political developments in the region, especially in Syria, and the results of the visit made by Yıldırım to the Iraqi Kurdish region.

Iraqi forces launched an operation to liberate Mosul of ISIL months ago, with the eastern bank of the city mostly freed of the jihadists last month and the liberation of the western bank kick-started this past week.

"President Erdoğan stated that Turkey will continue to support the Kurdistan Region during these difficult times as the collective effort against the terrorists of the Islamic State continues," the statement said.

Political developments in the region and Syria, negotiations in Geneva, the impact of the changes in international balances in the region and relations between Turkey and Iraq were also discussed, according to the statement.

Barzani said he had "a very good meeting" with Erdoğan, adding that they had discussed "all subjects," according to Rudaw.net.

Barzani also met Ahmet Türk, the ousted co-mayor of Mardin for the Peoples' Democratic Party (HDP), and Ağrı Co-Mayor Sım Sakık, on Feb. 27 to discuss the shattered peace process in Turkey.

"Barzani is an important actor in the Middle East. Selahattin Demirtaş, Figen Yüksekdağ – the HDP's co-chairs – parliamentarians and mayors are jailed at a time that we want to develop dialogue. We said that this stands in front of peace. It will be in favor of the people of Turkey if peace and an environment of dialogue is re-established," Türk told reporters after his



The Kurdistan national flag along with the Iraqi and Turkish flags was raised in the Atatürk International Airport, Istanbul, Turkey, Feb. 26, 2017.

meeting with the Iraqi Kurdish leader.

Asked about claims that Barzani's visit could aid the government before the April 16 referendum, Türk said he did not think so. "It will not work much if the government has such an attitude. Everyone has to respect a decision given in free will for the referendum," he added.

KURDISH FLAG AT MEETING

The KRG flag was raised at Istanbul's Atatürk Airport on Feb. 26 for the official visit of the leader of the autonomous Iraqi region.

The KRG flag, alongside the Iraqi and Turkish flags, was raised in front of the state guest house within the airport after Barzani flew in to Istanbul to hold talks with Turkish President Recep Tayyip Erdoğan.

"The visit was simultaneous with raising the flag of Kurdistan at the Istanbul airport," a statement from the KRG presidency said, according to Rudaw.net's English website.

After the Kurdish flag was raised at airports in Istanbul and Ankara for the visit of the Iraqi Kurdish leader, the flag was also flown in the meeting room for the gathering of Barzani and Yıldırım. But in a Feb. 26 meeting between the Iraqi Kurdish leader and Erdoğan, only a Turkish flag was present.

Iraq, Iran consider building pipeline to export Kirkuk crude

BAGHDAD: / Feb. 21, 2017 / Reuters

Iraq and Iran signed a memorandum of Understanding Monday to study the construction of a pipeline to export crude oil from the northern Iraqi fields of Kirkuk via Iran, the Iraqi Oil Ministry said in a statement.

The agreement, signed in Baghdad by the oil ministers of the two countries, also calls for

a commission to solve a conflict about joint oil-fields and the possible transportation of Iraqi crude to Iran's Abadan refinery, it said.

The pipeline would help Iraq diversify the export routes of crude produced in Kirkuk and reduce its reliance on transit through the Kurdistan Region Government's territory. Baghdad has a troubled relationship with the Kurdish authorities that control the route of the

existing pipeline from Kirkuk to the Turkish Mediterranean port of Ceyhan.

The flow of Kirkuk crude was interrupted for several months last year as the Iraqi government disagreed with the Kurds on their share in the national oil revenue and budget.

Iraqi Oil Minister Jabar al-Luaibi said in the statement that he also agreed with visiting Iranian counterpart Bijan Zanganeh to cooperate on the policies of the Organization of the Petroleum Exporting Countries.

The two neighbors are OPEC's second- and third-largest producers after Saudi Arabia. Iraq produces and exports most of its crude from the southern region. ■

Syrian army advance opens new link to Kurdish areas

By Tom Perry and Suleiman Al-Khalidi | BEIRUT
Feb 27, 2017 REUTERS
<http://www.thestar.com.my>

A Syrian army advance against Islamic State in northern Syria has opened a new link between government-held areas in western Syria and the Kurdish-dominated northeast, redrawing the map of the conflict near the Turkish border.

The advance, if sustained, could open a trade lifeline between the northeast, which has 70 percent of Syria's oil and also includes rich farmland, and the west, where Syria's manufacturing is based.

Northern Syria is one of the most complicated battlefields in the multi-sided Syrian war that erupted in 2011.

The army advance has taken place to the south of an area where Turkey and its rebel allies are waging their own, rival campaign, carving out a buffer zone to keep Islamic State and Kurdish groups away from the Turkish border.

Syrian government forces have now come to the edge of a swathe of territory dominated by the Kurdish YPG militia, which has mostly avoided conflict with Damascus but is seen by Turkey as an extension of the PKK militant group that has waged a three-decade insurgency on Turkish territory. The YPG's critics have accused it of cooperating

with Damascus in the Syrian war.

The spokesman for the Syrian Democratic Forces (SDF), a militia alliance dominated by the YPG, said the Syrian army's advance would bring benefits to civilians in the area

"On the trade front and on the civilian front it is seen as an excellent thing, because now there is ... a link between the entire northern rural area," spokesman Talal Silo told Reuters.

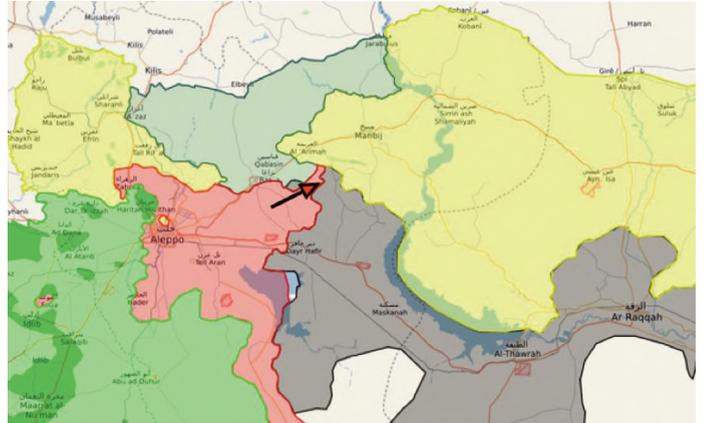
Now, he said, there was a direct route from the SDF-controlled town of Manbij to the city of Aleppo "via areas controlled by the SDF and areas controlled by the regime forces".

There was no immediate comment from the Syrian military on its latest advances, but state media said the village of Fikha al Sagira was captured as the army expanded control of areas south of al Bab city.

The city fell to Turkey-backed rebels on Thursday after months of heavy fighting against Islamic State militants.

By taking Islamic State territory south of al-Bab, the Syrian army is seeking to prevent any possible move by Turkey and the rebel groups it supports to expand southwards.

Free Syrian Army (FSA) rebel groups participating in the Turkey-backed 'Euphrates Shield' operation also said on Monday they had cap-



tured a string of villages east of al Bab.

"INTERESTS OF CITIZEN"

The Syrian Observatory for Human Rights said the army had captured some two dozen villages from Islamic State, bringing it to the edge of SDF-held areas south of Manbij.

The SDF captured Manbij from Islamic State last year with backing from the U.S.-led alliance against the jihadist group.

Silo said residents of the northeast who had previously depended on medical care in Aleppo and Damascus would be able to do so again. "All these matters are in the interests of the citizen," he said.

The Syrian government still has footholds in YPG-dominated nor-

theastern Syria in the cities of Qamishli and Hasaka. The YPG also controls part of the city of Aleppo, where government forces and their allies defeated rebels in December.

The YPG forms the military backbone of three autonomous areas set up in predominantly Kurdish regions of northern Syria since the onset of the conflict in 2011.

Turkey's intervention has disrupted the YPG's plans to link up the two autonomous areas of northeastern Syria with the third one, which is located in northwestern Syria.

The main Syrian Kurdish groups and their allies want to preserve their autonomy in a new federal system of government for Syria. Syrian President Bashar al-Assad opposes the idea. ●

Mosul battle: Kurdish reporter Shifa Gardi killed in Iraq

25 February 2017 <http://www.bbc.com>

A Kurdish reporter has been killed while covering on the battle for Mosul in Iraq.

Shifa Gardi, who worked for Iraqi Kurdish channel Rudaw, was killed by a roadside bomb as she covered the advance of Iraqi forces into western areas held by so-called Islamic State.

Rudaw said that Gardi, 30, had broken the stereotypes of male-dominated journalism.

Iraqi forces continue to face stiff resistance from IS as they advance.

The Iraqi troops entered western districts of Mosul for the first time on Friday as part of an offensive begun in October to drive the jihadists from their

main stronghold.

"DARING JOURNALIST"

Rudaw said that Gardi's cameraman, Yunis Mustafa, was injured in the explosion.

Gardi had been presenting a daily programme on the Mosul offensive for Rudaw TV and had recently started to cover the war from inside Mosul, the channel said on its website.

After paying tribute to her, Rudaw recalled the recent incident where Gardi had found a wounded rabbit.

"The rabbit is suffering from malnutrition which has caused visible damage to its face. I brought it back with me. We will be treating the rabbit and then give it to an animal protection agency which is willing to look after it," she said.

Iraqi forces continue to face stiff resistance from IS fighters bunkered in western districts.



Image caption Shifa Gardi was reporting live on the day she was killed

Special forces Lt Gen Abdul-Wahab al-Saadi told Associated Press his soldiers were "moving very slowly" in the face of attacks with car bombs, snipers and armed drones.

He said the plan was to cut supply lines and link up with eastern districts that Iraqi forces declared "fully liberated" last month.

IS jihadists overran Mosul as they spread across much of northern and western Iraq in 2014. ●

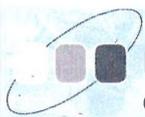
Regard

d'Aron Lund



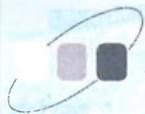
*Chercheur associé au think tank
américain Carnegie Endowment
for International Peace*

sur la guerre en Syrie



Depuis son déclenchement au printemps 2011, la guerre en Syrie ne cesse de muter. Comment l'expliquez-vous ?

En effet, le conflit mute de façon imprévisible. Il y a eu au moins un tournant important à retenir chaque année : la prise de l'est de la ville d'Alep par les rebelles en juillet 2012, les attaques à l'arme chimique par le régime et l'accord russo-américain sur cet arsenal en septembre 2013, la prise de Mossoul (Irak) par l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech) en juin 2014, l'intervention militaire russe en septembre 2015. L'année 2016 est, quant à elle, une longue liste d'événements violents. L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en novembre 2016 aura d'importantes conséquences pour la Syrie. Personne ne sait comment cette guerre va se terminer, si elle finit un jour...



Alep est divisée depuis juillet 2012 et subit depuis les bombardements du régime et de la Russie. Les forces de Bachar al-Assad sont-elles capables de reprendre la partie orientale de la ville ?

À terme, oui, elles le feront probablement. Elles ont encerclé cette moitié orientale et repoussé deux offensives appuyées par la coalition internationale cherchant à briser le siège. Elles broient lentement les défenses rebelles, tout en bombardant et en fermant l'accès à la nourriture et aux autres nécessités. L'objectif est de chasser les factions ennemies, ce qui permettrait à l'armée loyaliste de faire face à une minorité d'inconciliables affaiblis ou, à défaut, d'expulser le plus de civils possible afin de retirer à l'insurrection sa base populaire.

Rien n'indique que le siège sera levé, à moins qu'un renversement de situation ne se produise. Cela pourrait venir de Turquie et ses interventions aux côtés des rebelles dans la région d'Al-Bab, au nord-est d'Alep. Mais, pour l'opposition, le problème est que l'action turque semble liée à des accords tacites avec les Russes sur les zones d'influence ou de désengagement des forces en présence. Car il existe un intérêt commun pour la Turquie, la Russie et les États-Unis : éviter tout affrontement direct entre les forces que chacun soutient, car cela pourrait faire glisser la situation vers un engagement des armées de l'OTAN et de la Russie. Aussi, l'intervention turque est-elle, finalement, peu susceptible de réussir à briser le siège d'Alep.

Cela ne laisse que deux possibilités. Soit les rebelles qui défendent l'est d'Alep parviennent à résister et à avancer vers l'intérieur de la ville, menant à une situation similaire à celle de la Ghouta orientale, près de Damas, où une enclave assiégée est maintenue depuis 2013 grâce à un système de commerce autorisé mais à des prix exorbitants, conduisant à de petites ententes et à la corruption des différents commandants de la région. Cela n'est pas indéfiniment durable – l'enclave de la Ghouta orientale s'effrite lentement –, mais la situation à Alep pourrait durer encore pendant longtemps. L'autre option est que Bachar al-Assad réussisse à reprendre l'est de la ville, d'abord une partie, puis l'ensemble, brisant la défense des rebelles et leur volonté de résister. Certains devront pactiser avec le gouvernement pour être évacués vers des zones sûres pour eux, sans doute vers Idlib ; d'autres se battront jusqu'à la mort. Cela sera sanglant.

« Les forces de Bachar al-Assad broient lentement les défenses rebelles, tout en bombardant et en fermant l'accès à la nourriture et aux autres nécessités. »

Il ne reste presque rien du carrefour culturel et commercial qu'a été Alep. La ville et ses habitants sont pris en otages par les forces rebelles et celles du régime.



© AFP Photo/Georges Ourfilihan



© AFP Photo/Karam al-Masri



© AFP Photo/Georges Ourfilihan

Ces deux scénarios ont pour effet de neutraliser la partie orientale d'Alep et de renforcer l'emprise du régime Al-Assad sur la « Syrie utile », qui s'étend de Damas, la capitale, jusqu'à la côte, en passant par Homs, Hama et Alep. Après cela, les combats pourraient durer des années, peut-être des décennies, et dans diverses régions du pays. Mais il n'y aurait plus de controverse sur qui dirige le cœur de la Syrie ou du moins l'État central en tant que tel : ce serait Bachar al-Assad, indépendamment de ce que les forces de l'opposition arriveraient à faire dans les périphéries du pays. Cette situation contribuerait à transformer la vision occidentale et internationale du conflit, ouvrant peut-être la voie à une acceptation tacite d'une continuité de la présidence Al-Assad, à un changement vers une sorte de climat d'après-guerre où l'accent serait mis sur l'adaptation aux nouvelles réalités et la reconstruction de la Syrie. Bien sûr, même dans le meilleur des scénarios, le pays serait extrêmement pauvre, brisé et instable. Le régime ne pourrait pas se réformer et rencontrerait de grandes difficultés pour reconstruire une économie viable. Et beaucoup de milices continueraient à le combattre, notamment dans les zones où les Kurdes et les djihadistes dominent.

Les spécialistes considèrent que la direction de l'EI est largement contrôlée par des étrangers. Cela peut-il participer à l'implosion de l'organisation, en raison d'un manque de lien et d'appui avec la population locale ?

L'EI semble en effet être principalement dirigé par des Irakiens. Mais il y a aussi des Syriens, comme Abou Mohammed al-Adnani, considéré comme le « porte-parole » de l'organisation, tué dans la région d'Alep le 30 août 2016. En ce qui concerne le soutien populaire, il faut rappeler qu'il y a des étrangers engagés depuis le début dans les rangs de Daech. Ce n'est pas un point fort, mais ce n'est pas non plus une faiblesse fatale. L'est de la Syrie et l'ouest de l'Irak sont culturellement proches, avec des liens familiaux et tribaux s'étendant à travers une frontière établie par les forces coloniales de façon plutôt arbitraire. Aussi, être un étranger, au sens de la citoyenneté, ne signifie pas nécessairement que vous êtes étranger en matière d'appartenance.

Comme tous les autres groupes armés en Syrie, le pouvoir de l'EI ne repose pas principalement sur sa popularité, mais sur sa performance et sa capacité à récompenser, punir, organiser et protéger les personnes sous son emprise. Une fois que la



gouvernance et le contrôle territorial s'affaibliront à Raqqa et autour de Deir ez-Zor, cela deviendra problématique d'avoir une responsabilité sur autant d'étrangers. Lorsque certains groupes sunnites de l'ouest de l'Irak se sont rebellés contre l'EI en 2006-2007, et lorsque la même chose s'est produite dans le nord-ouest de la Syrie début 2014, l'antipathie populaire pour les combattants étrangers extrémistes a beaucoup fait pour les saper.



En juillet 2016, Jabhat al-Nusra a pris le nom de Jabhat Fatah al-Cham, annonçant s'éloigner d'Al-Qaïda. Qu'est-ce que ce changement signifie ?



© AFP Photo/Omar I. al-Katfour

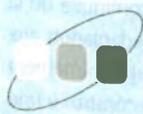
Des hommes du groupe islamiste Jaich al-Fatah prient avant de reprendre les combats à Alep, le 3 novembre 2016.

En vérité, on ne sait pas vraiment. On ne peut pas en conclure une prise de distance radicale vis-à-vis d'Al-Qaïda – ce n'est évidemment pas le cas –, mais ce qui peut apparaître comme une simple opération de « nettoyage » aux yeux du monde peut avoir une signification pour les djihadistes. Il ne faut rien exclure. Si, officiellement, le groupe s'est retiré de l'orbite du mouvement dirigé par Ayman al-Zawahiri, certains dirigeants clés peuvent secrètement rester fidèles à ce dernier. Ou peut-être le font-ils simplement en sachant qu'ils ont une conviction idéologique suffisante et une proximité personnelle pour faire survivre la relation sans un cadre hiérarchique formel.

En tout cas, cela ne doit pas être compris comme une tentative de se débarrasser des sanctions internationales et d'être retiré de la liste des organisations terroristes de l'ONU. Les dirigeants de Jabhat Fatah al-Cham savent que cela n'arrivera pas. La décision est plutôt destinée à un public islamiste syrien prêt à croire la propagande. Ainsi, ils peuvent dire : « Regardez, nous faisons tout ce que les États-Unis demandent, et ils continuent de nous bombarder ».

La politique au sein du camp rebelle revêt également une dimension importante.

La connexion entre Al-Qaïda et Jabhat al-Nusra était un obstacle aux discussions sur l'unité de l'opposition ; d'autres islamistes, comme des membres du puissant Ahrar al-Cham, ont invoqué cette raison pour ne pas s'allier à Al-Nusra. Ils ont toujours insisté sur le fait qu'ils sont un groupe syrien, qu'ils n'ont aucun lien transnational avec Al-Qaïda ou les Frères musulmans. Même si certains de ses membres peuvent avoir des relations avec ces deux derniers mouvements, cela semble constituer une part importante de leur identité collective et, bien sûr, ils ne veulent pas être classés comme organisation terroriste. Jabhat Fatah al-Cham a peut-être supprimé formellement cet obstacle afin de faciliter les pourparlers ou, tout simplement, d'embarrasser ceux qui refusent toujours de se joindre à lui.



Au sein du régime, on remarque la présence d'Ali Haidar, ministre d'État à la réconciliation nationale depuis juin 2011 et membre du Parti social nationaliste syrien (PSNS), mais personnalité critique. Quelle est votre analyse ?

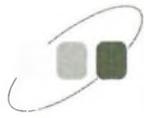
Le PSNS est divisé en deux factions. Historiquement, le mouvement dans son ensemble était hostile au Baas, mais cela a changé depuis longtemps. La plus grande branche du PSNS était déjà totalement alignée avec le régime quand le conflit a commencé, le parti ayant été légalisé en 2005 et ayant incorporé le Front national progressiste, vaste coalition dirigée par le Baas. L'autre faction flottait aux marges du système politique et était officiellement tolérée. Ali Haidar appartenait à cette dernière. Elle ne faisait pas partie de l'opposition à Bachar al-Assad à proprement parler, et elle se tenait à l'écart du courant dominant de la dissidence syrienne des années 2000. Cependant, elle se considérait comme un groupe indépendant, critiquant des aspects de la situation politique intérieure.

Un exemple similaire est celui du Parti de la volonté populaire de Qadri Jamil, vice-Premier ministre aux affaires économiques (juin 2012-octobre 2013). Communiste, il faisait partie de l'« opposition loyale », comme Ali Haidar. Si son parti n'a été officialisé qu'en 2012, il avait de bons liens avec l'appareil de renseignement et n'a pas été persécuté. Il est souvent considéré comme l'homme de la Russie en Syrie ; il réside d'ailleurs à Moscou.

L'octroi de postes ministériels à des représentants de petites formations faisait partie de la stratégie de Bachar al-Assad en 2011-2012, quand il cherchait à élargir quelque peu sa base et à démontrer que les autorités réformaient. Malheureusement, le simple fait d'accorder des faveurs à des factions qui étaient déjà très proches de son gouvernement n'a pas eu d'impact poli-



tique réel, puisqu'elles étaient également totalement éloignées de la vraie opposition. Aucun groupe armé en Syrie ne considère Ali Haidar comme un bon représentant. Ils le voient plus volontiers comme une vitrine du régime, un ennemi. De fidèles partisans pensent que faire passer Ali Haidar comme un membre de l'opposition alors qu'il est ministre est un peu ridicule. Quant à Ali Haidar lui-même, il n'est pas une simple figure de proue ; il travaille effectivement sur le terrain et le fait avec la bénédiction de Bachar al-Assad. D'un autre côté, plusieurs agences de sécurité et les militaires ont probablement une influence décisive sur plusieurs dossiers qu'il gère en tant que ministre d'État à la réconciliation nationale. Il est donc difficile d'estimer son autonomie. Le gouvernement syrien est si opaque...



Comment analysez-vous la viabilité d'une entité kurde dans le nord de la Syrie, le Rojava ? Nous dirigeons-nous vers une fédéralisation à l'irakienne ?

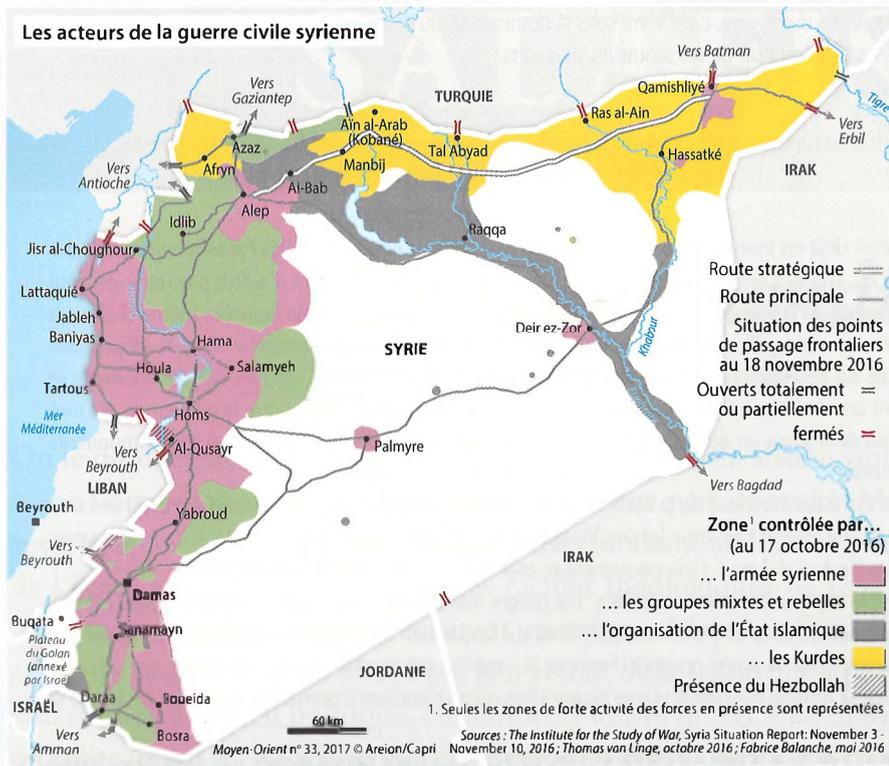
Il semble viable dans la mesure où personne d'autre n'est, à l'heure actuelle, capable de s'emparer des territoires tenus par les forces kurdes. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui dirige *de facto* le Rojava à travers son antenne locale, le Parti de l'union démocratique (PYD), et d'autres groupes affiliés, a très bien joué ses cartes. Les Kurdes du PYD ont commencé faibles et isolés, étant seulement un parti parmi beaucoup dans une communauté minoritaire avec une influence très limitée en Syrie. Ils ont maintenant un contrôle gouvernemental sur de vastes zones, ayant marginalisé ou supprimé toute opposition crédible au sein de la communauté kurde. Ils sont soutenus de diverses façons par les États-Unis et la Russie, et semblent avoir des arrangements secrets avec Bachar al-Assad et l'Iran. Ils ont été très habiles, même si le fait que leurs adversaires soient si mal organisés et considérés comme répugnants aux yeux des puissances extérieures les a aidés.

Bien sûr, il y a des limites. La Turquie reste déterminée à les détruire, bien qu'en pratique, elle ne puisse que contenir leur influence, et leurs relations avec la plupart des groupes arabes en Syrie sont très mauvaises. Si le gouvernement les a peut-être tolérés, dans certains cas les a même aidés, il n'est pas un allié fiable. Le Baas est très hostile au particularisme kurde, et Bachar al-Assad s'en débarrasserait volontiers si cela pouvait le renforcer. Les dirigeants du PKK et leurs affiliés syriens le savent. Donc, le jeu continue.

Sur le terrain, la connexion des enclaves autonomes du Rojava semble difficile après l'intervention turque du mois d'août 2016. Aussi, pour les Kurdes, briser les capacités offensives de l'EI et prendre le contrôle de puits de pétrole sont des objectifs prioritaires, car cela assurera leur longévité. Ils espèrent également obtenir une certaine forme de soutien international pour leur

position, que ce soit par des garanties d'un allié étranger ou par la reconnaissance formelle de leur statut autonome. Il suffit de jeter un regard sur l'histoire kurde contemporaine pour savoir pourquoi. De l'Iran à l'Irak, à la Turquie et à la Syrie, les puissances étrangères ont toujours utilisé les Kurdes comme carte pour jouer et ensuite les laisser tomber, avec des conséquences terribles pour les groupes kurdes qui avaient pourtant confiance en leurs alliés. Pour éviter ce sort, les dirigeants kurdes syriens voudront trouver des garanties et formaliser leur position d'une façon ou d'une autre, par exemple en participant à des négociations officielles ou en faisant reconnaître leur droit à l'autonomie par les nations étrangères et Damas. Bien sûr, cela est difficile, car toutes les factions arabes en Syrie s'opposent à tout ce qui ressemble à du séparatisme, et se méfient du fédéralisme.

Tant que la Syrie reste en guerre, les dirigeants kurdes peuvent continuer à





travailler de manière pragmatique pour s'imposer *de facto* sur le terrain, sans beaucoup de considération pour les sentiments ou les intérêts des autres. S'ils veulent survivre et prospérer, ils doivent avant tout s'assurer que la Turquie ne lance pas une invasion totale contre eux.

Comment expliquez-vous la résilience de l'armée loyaliste ? Par le seul appui de Téhéran et de Moscou ? Pourquoi la majorité des déplacés se réfugient-ils dans les zones contrôlées par le régime ?



En date du 31 octobre 2016 et selon les Nations unies, 4,8 millions de Syriens se sont réfugiés à l'étranger, principalement en Turquie (2,7 millions), tandis que 6,1 millions sont déplacés à l'intérieur du pays en guerre.

Sans le soutien russe et iranien, l'armée syrienne n'aurait pas pu contrôler les zones qu'elle détient. Il en va de même pour les rebelles, aidés par l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, les États-Unis, la France, entre autres.

Beaucoup de régions tenues par les rebelles sont bombardées, politiquement anarchiques et économiquement ravagées. Ce n'est pas un endroit où vous élèverez une famille si vous avez d'autres options. La plupart des déplacés (6,14 millions au 31 octobre 2016, selon les Nations unies) se dirigent vers des zones où il n'y a pas de combat, pas de bombardement aérien, et où l'on peut trouver des abris, des écoles et recevoir une aide humanitaire. C'est la plupart du temps les secteurs tenus par le gouvernement. Par conséquent, Bachar al-Assad contrôle la majorité de la population syrienne, malgré la perte d'un territoire important. C'est un facteur essentiel dans la détermination des relations de pouvoir en Syrie. Même le gouvernement reconnaît les raisons complexes pour lesquelles les Syriens fuient vers son territoire, bien que publiquement, il diffuse la propagande grossière sur l'« amour

illimité » pour le président... Pour Bachar al-Assad, beaucoup de Syriens veulent vivre sous la protection de l'État, indépendamment de leurs sentiments sur qui devrait gouverner le pays, parce qu'ils voient les autres alternatives comme pires. Dans la Syrie d'Al-Assad, être sous l'autorité du régime, c'est vivre sous la domination du président et traiter avec les institutions de l'État. Et l'État, c'est Bachar al-Assad. C'est l'un de ses atouts les plus forts.

Comment le coup d'État manqué du 15 juillet 2016 en Turquie affectera-t-il le conflit en Syrie ?

La politique étrangère turque était déjà en train d'évoluer avant le putsch, et cela va continuer. Mais l'amélioration des relations avec la Russie est une chose, changer de position sur la Syrie en est une autre. Comme tant d'autres pays étrangers qui se penchent sur la situation syrienne, la Turquie ne voit aucune alternative viable à sa diplomatie actuelle, même si elle n'a plus l'espoir de gagner la guerre. À moins qu'il y ait des changements spectaculaires, Ankara va progressivement adopter une approche plus pragmatique axée sur les intérêts nationaux immédiats et la gestion des conflits. Cela ne veut pas dire retirer le soutien aux rebelles, car ils sont un instrument pour « jouer » en Syrie. Mais cela pourrait signifier que le gouvernement turc opère quelques ajustements afin de trouver un équilibre plus stable et de gagner plus d'influence sur des sujets importants pour lui, comme la question kurde.

L'intervention militaire en août 2016 dans le nord de la Syrie, du côté de certains groupes rebelles, laisse entrevoir ces tendances. Les Turcs sont pour la sécurisation d'une zone brisant l'influence kurde dans cette région, tout en évitant de tourner leurs armes vers Alep, donc vers Bachar al-Assad. Cela peut changer, bien sûr, mais c'est improbable.

Le putsch raté a également affecté le pays d'une autre manière. Les purges internes ont conduit à l'emprisonnement ou à la destitution de nombreux officiers militaires et de personnes travaillant sur la question syrienne. D'un point de vue purement pratique et organisationnel, l'ampleur de la purge pourrait diminuer la capacité d'Ankara à planifier et à exécuter efficacement les politiques, rendant ainsi la Turquie plus dépendante de ses alliés ou plus encline à prendre des décisions hâtives. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR TIGRANE YÉGAVIAN ET GUILLAUME FOURMONT (23 novembre 2016)

GÉOPOLITIQUE

Aimad Hesso et Cyril Roussel

Respectivement doctorant en géographie à l'université Paris-Sorbonne (ses travaux portent sur le projet politique du Kurdistan de Syrie) et chercheur au CNRS (Migrinter, université de Poitiers)

Les alliances des Kurdes de Syrie : un jeu de dupes ?



Depuis que l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech) menace les intérêts économiques occidentaux (comme au Kurdistan irakien) et la sécurité de nombreux pays en Europe et au Moyen-Orient, une large coalition militaire s'est constituée contre elle à l'été 2014. Créée autour de la force militaire aérienne américaine, cette alliance manque, pour être efficace, de relais sur le terrain. Laïques et anti-islamistes, les Kurdes de Syrie apparaissent comme les alliés idéaux pour mener au sol l'offensive contre l'EI avec le soutien aérien de la coalition, surtout depuis l'échec de la constitution d'une armée syrienne libre « modérée » sous tutelle des États-Unis (depuis la Jordanie et la Turquie).

À sa frontière avec la Syrie, la Turquie joue un rôle ambigu qui oscille entre soutien aux groupes armés les plus radicaux (Jabhat Fatah al-Cham, appelé Jabhat al-Nousra jusqu'en juillet 2016, et Ahrar al-Cham), large complaisance – jusqu'en 2015 – envers les combattants de l'EI et engagement contraint et timide dans la coalition occidentale. Pour Ankara, l'urgence sécuritaire semble plus focalisée autour de la question kurde que sur celle de l'éradication des groupes djihadistes. Cette position crée une situation particulièrement préoccupante : la Turquie, qui considère les Kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) comme son ennemi numéro un, n'est pas, pour la coalition occidentale, un allié fiable dans la lutte contre l'EI. À l'inverse, dignes de confiance aux yeux de Washington, les Kurdes de Syrie demeurent, depuis la bataille de Kobané (septembre 2014-janvier 2015), des alliés fidèles si bien que le président Barack Obama (janvier 2009-janvier 2017) a demandé au Congrès la possibilité d'armer directement les milices kurdes en prévision de la bataille de Raqqa après celle de Mossoul (Irak) (1).

En outre, les Kurdes de Syrie, plus préoccupés par la construction de leur projet politico-territorial de Rojava (« Kurdistan occidental ») que par la chute du régime de Bachar al-Assad (depuis 2000), sont accusés par la plupart des courants de l'opposition syrienne d'être les alliés de Damas et par les soutiens régionaux de celle-ci (Turquie et monarchies du Golfe) d'affaiblir la rébellion. Cette vision simpliste, que cherchent à impulser Ankara et Doha, semble être destinée à minimiser la fragmentation – bien réelle – de l'opposition. Pourtant, il ne fait aucun doute que les Kurdes et Damas partagent des intérêts communs. Quel compromis s'est-il mis en place entre ces

deux acteurs du conflit syrien ?

Enfin, l'intervention de la Russie, engagée en septembre 2015, a redistribué les cartes sur le terrain (2). En soutien direct de l'armée régulière syrienne, Moscou a les moyens militaires d'affaiblir la composante radicale de l'opposition et de remettre Damas à flot. Surtout, les Russes possèdent l'influence nécessaire pour discuter avec les Américains de l'élaboration d'un compromis entre les grandes tendances de l'opposition et le régime, qui pourrait ressembler à une ébauche de processus de paix ; ce processus a débuté à Genève en février 2016 même s'il n'a pas débouché sur une entente entre tous les acteurs et les parrains du conflit. Le retour des Russes dans le jeu syrien a permis au multilatéralisme de refaire surface, mais aussi de recomposer les alliances. Moscou semble également vouloir jouer l'option kurde sur le volet stratégique et diplomatique. L'allié kurde aura été, à un moment ou à un autre du conflit, le jouet entre les mains de la plupart des acteurs (Damas, l'Iran, les États-Unis, la Russie).

Mais si les puissances étrangères cherchent auprès des Kurdes une alliance militaire contre les combattants radicaux, les Kurdes de Syrie, de leur côté, profitent de la désagrégation du pays pour mettre en place un projet politico-territorial sur un espace qui correspondrait dans l'idéal à une bande qui irait du fleuve Tigre, à la frontière irakienne, à la province turque de Hatay (cf. carte p. 76-77). Conscients qu'ils peuvent être utilisés sans rien recevoir en échange, les Kurdes de Syrie cherchent à incarner une sorte de troisième voix (ni régime ni opposition islamiste) et pensent, par leurs victoires militaires, pouvoir capitaliser pour tenter d'être présents à la table des négociations et, pourquoi pas, obtenir des concessions politiques quant à leur projet de fédéralisme. Seuls les États-Unis ou la Russie auront la capacité de leur offrir cela.

Les Kurdes ne font plus le jeu du régime de Damas

Les partis politiques kurdes, contrairement aux mouvements de la société civile, sont restés très prudents à l'égard du mouvement de contestation qui a commencé le 15 mars 2011, car leur stratégie n'était pas la chute pure et simple du régime baassiste, mais la mise en place d'une administration autonome qui reconnaîtrait leurs droits. Pour le Conseil national kurde syrien (CNKS), qui a fait à l'époque le pari de la chute rapide du régime, l'autonomie passe par des négociations avec la rébellion. Le Parti de l'union démocratique (PYD, branche locale du PKK), plus réaliste, ne croit pas en une alliance avec une opposition composée de nationalistes arabes et d'islamistes qui risquerait de rester intransigeante et sourde à ses demandes le moment venu. Ils savent qu'ils n'obtiendraient rien sur ce plan si le régime venait à tomber subitement.

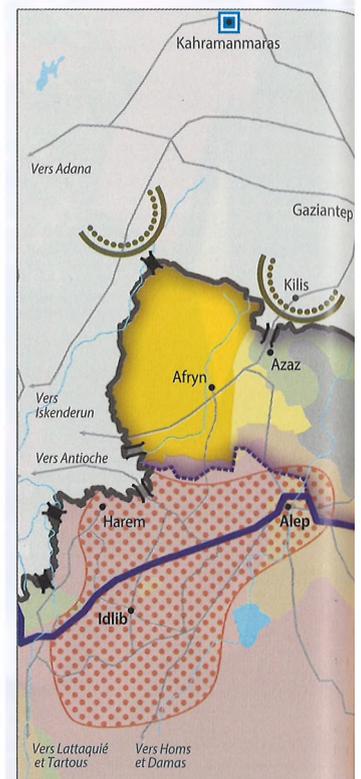
De son côté, Damas comprend que la carte kurde peut s'avérer payante : l'une de ses premières mesures fut d'accorder la nationalité syrienne à 300 000 Kurdes privés de leurs droits depuis quarante ans et d'autoriser le chef du PYD, Mohammed Saleh Mouslim, à rentrer d'exil. En 2011 et 2012, des centaines de prisonniers politiques du PYD furent libérés et un millier de combattants du PKK, retranchés dans le nord de l'Irak, trouvèrent refuge du côté syrien, faisant craindre à la Turquie la formation d'un sanctuaire à sa frontière sud. Car devant la dégradation de la situation en Syrie et la position de la Turquie, qui prit rapidement fait et cause pour la rébellion, le régime de Damas décida

de fragmenter la contestation en s'appuyant sur les appartenances communautaires de la société. Le pouvoir chercha à manipuler les minorités hostiles aux forces islamistes (kurdes, druzes et chrétiennes) pour se maintenir. Incapable de faire face à l'ampleur du soulèvement, Damas dut trouver des compromis, quitte à négocier des retraits militaires. Le régime, désireux de se désengager militairement des zones kurdes afin de se concentrer sur les secteurs rebelles arabes, trouva, en la présence du PYD, un appui de circonstance. Le PYD, traditionnellement influent à Afryn et à Kobané, prit militairement le contrôle de la poche d'Afryn début 2012, avec l'aval de Damas.

Avec le retrait de l'armée des villes kurdes, comme Kobané (Aïn al-Arab), Derek (Malkyeh), Derbasiyeh et Amuda, et la création de forces armées kurdes – Unités de défense du peuple (YPG) –, toute une portion du Kurdistan syrien passa (entre le 19 et le 22 juillet 2012) sous son contrôle. Pour Damas, les contreparties du retour du PKK en Syrie sont avantageuses : déplacement de ses troupes vers des secteurs stratégiques du territoire syrien pour faire face à la révolte ; défense de la frontière contre la Turquie ; affaiblissement du mouvement de rébellion et communautarisation du conflit.

Le signe majeur des mutations géostratégiques qui s'opèrent alors peut se lire à travers les bonnes relations soudaines du PKK avec l'Iran (3), qui se sont améliorées à l'été 2012 à la suite du cessez-le-feu avec le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK, branche iranienne du PKK). Ce rapprochement stratégique plaça le PYD sur la même ligne que Téhéran et Damas. La convergence d'intérêts de ces acteurs, qui apparaît comme circonstancielle, s'est réalisée autour de la perception commune de la menace turque. D'ailleurs, l'entente entre le PYD et Damas n'est pas une alliance, mais ressemble plutôt à une sorte de pacte de non-agression, un arrangement, ces deux acteurs partageant des intérêts communs. À cette période, le PYD n'avait pas le choix de ses alliances : un rapprochement avec l'opposition syrienne demeurait risqué, car il aurait exposé les zones kurdes à une offensive de l'armée du régime.

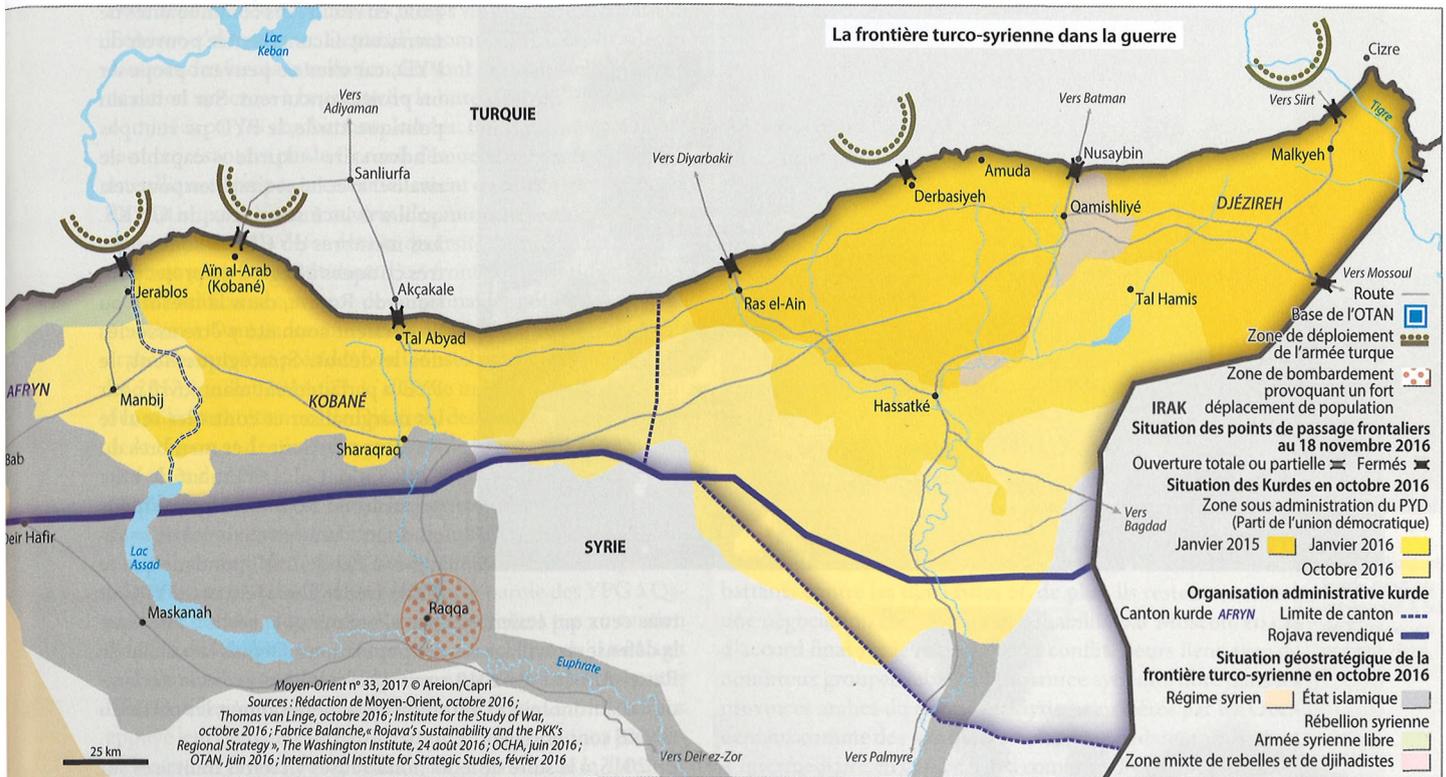
De son côté, poursuivant son dessein, le PYD a cherché à développer ses propres structures politico-militaires au service de son projet révolutionnaire et autonomiste, début d'un processus qui l'éloigne inexorablement de Damas même si les Kurdes sont encore tributaires de la Syrie financièrement et économiquement. Le PYD agit bien en tant qu'acteur autonome, contrairement à ce qu'affirment ses détracteurs de



Les Unités de défense du peuple (YPG) kurdes installent des points de contrôle militaire dans le nord de la Syrie pour affirmer leur autorité sur le terrain.



© Shutterstock/Polina99



l'opposition syrienne. D'ailleurs, à l'été 2016, forts de leur double soutien militaire (États-Unis et Russie), les Kurdes de Syrie ont chassé les milices progouvernementales de Hassatké, prenant le contrôle de la totalité de la ville (hormis une base militaire du régime syrien). Moscou s'est alors porté médiateur. La progression des Kurdes est certes une menace pour la Turquie, qui est intervenue en Syrie en août 2016 pour tenter de les contraindre, mais commence aussi à ressembler à une épine dans le pied de Damas, qui refuse tout compromis sur une solution fédérale pour résoudre la crise.

Le Rojava : de l'utopie à la réalité

Après le retrait de l'armée syrienne, en juillet 2012, des zones kurdes, le premier défi du PYD est la création d'institutions propres dans les secteurs sous contrôle, en parallèle de l'administration syrienne toujours en fonction depuis Damas. La Syrie fait figure de « test » grandeur nature pour l'application de la théorie politique du PKK. Le contrôle territorial, puis la mise en place d'une forme particulière de gestion administrative (l'« auto-administration démocratique », c'est-à-dire un principe basé sur la responsabilisation des communautés locales) constituent une expérience unique pour le mouvement. En Syrie, le PKK cherche à promouvoir, à travers sa branche syrienne, son projet sociopolitique, chose jusque-là impossible en Turquie.

En 2012, la gestion des territoires à majorité kurde en Syrie pose un problème à l'organisation, qui doit s'ouvrir aux civils et recruter des cadres parmi la population locale. Le Mouvement kurde démocratique (Tev-Dem) a été créé à cette fin. Cette coalition d'associations civiles, dont le PYD fait officiellement partie, lui permet de disposer de relais institutionnels afin de gérer localement les enclaves kurdes. Si les responsables légitiment leur autorité en la décrivant comme l'« émanation du peuple », le PYD dirige sans équivoque cette coalition en imposant sa ligne politique, en contrôlant ses ressources financières et le recrutement de ses membres.

Le 12 novembre 2013, les Kurdes de Syrie annoncent la création de leur propre administration autonome, composée de trois gouvernements régionaux sur trois cantons (Afrin, Kobané, Djézireh) multiconmunautaires. Chacun est dirigé par un Conseil exécutif et comprend un Conseil législatif (Assemblée). À leur tête, un Premier ministre kurde et deux vice-Premiers ministres souvent issus des autres communautés confessionnelles ou ethniques présentes dans ces régions (chrétienne et arabe). La composition même des gouvernements régionaux tente ainsi de rassembler les diverses composantes de la société : parmi les « ministres », on trouve des Kurdes, des Arabes, des chrétiens, des Tchétchènes. Cette politique a permis le ralliement de certaines tribus arabes et des chrétiens au nouveau projet de Rojava. La place faite aux femmes demeure aussi importante tant au sein des gouvernements régionaux qu'au sein des conseils ministériels. Il y a des quotas paritaires : les femmes et les hommes doivent être

GÉOPOLITIQUE Les alliances des Kurdes de Syrie : un jeu de dupes ?



La bataille de Kobané (septembre 2014-janvier 2015) et la victoire des Kurdes furent un moment clé pour ces derniers dans leur contrôle du nord de la Syrie.

© Shutterstock/ICB

mais, en réalité, ces communautés ne menacent aucunement le pouvoir du PYD, car elles ne peuvent proposer un projet concurrent. Sur le terrain politique kurde, le PYD ne veut pas d'adversaire « kurde » capable de rivaliser avec lui et c'est bien pour cela qu'il a évincé ses rivaux du CNKS. Les membres du CNKS sont restés très critiques à l'égard du projet politique du Rojava, dans la mesure où ils auraient souhaité y être associés dès le début. Stratégiquement, le PYD a parfaitement manœuvré pour les marginaliser et contrôler seul le Kurdistan de Syrie. Les membres du CNKS n'ont plus vraiment de base populaire au Rojava, malgré ce qu'ils en disent. Leur erreur a été de se réfugier à Erbil (Irak) pendant que le PYD, avec le Tev-Dem et les YPG et



© Shutterstock/Orlak

tous ceux qui étaient sur place, organisait la gestion ainsi que la défense des villages et des populations. Depuis la bataille de Ras el-Ain de l'été 2013 contre Jabhat al-Nusra et la déclaration d'autonomie à l'automne de la même année, les partis du CNKS sont hors-jeu.

En 2015, à la suite de leurs nombreuses victoires militaires sur l'EI, les YPG, soutenues par l'aviation de la coalition, sont sorties des zones de peuplement kurde. Désireux de s'appuyer sur des combattants arabes qui refusaient la domination de Daech, les dirigeants kurdes du Rojava ont mis en place, avec l'aval de Washington, une alliance militaire multicommunautaire : les Forces syriennes démocratiques (FSD). En mars 2016, depuis la ville de Rumeilan, ils ont annoncé, avec leurs alliés locaux (arabes et chrétiens), l'adoption d'un projet fédéral sur les zones qu'ils contrôlent. Même si l'autonomie régionale dans le cadre fédéral n'est pour l'instant qu'un rêve pour l'après-guerre, les Kurdes et leurs alliés montrent qu'ils sont prêts à franchir le cap. Selon Adiya Youssef, coprésidente de l'Assemblée pour la mise en place de la fédération, les territoires concernés bénéficient déjà d'une administration autonome de celle de Damas et les nouvelles institutions pour l'instauration d'un cadre fédéral sont en cours de création. Un projet de Constitution (« contrat social ») est en chantier depuis l'été 2016.

respectivement représentés à hauteur de 40 % dans toutes les institutions. Un système de coprésidence est en place entre hommes et femmes.

Afin d'organiser la défense des territoires kurdes, le PYD/TeV-Dem crée les YPG, commandées par des militants aguerris du PKK. Elles mobilisent l'ensemble de la population masculine des enclaves kurdes et une partie de la population féminine (YPJ) dans un système de conscription. Leurs membres sont chargés de la sécurité (police, forces de sécurité). Ce fonctionnement a permis au PYD de former des troupes d'autodéfense au détriment des autres groupes politiques et d'empêcher l'apparition de milices rivales (4). Par ce biais, le TeV-Dem demeure une structure qui bénéficie localement d'une certaine popularité, de légitimité et d'un support social large, car il est à l'origine de la création des « maisons du peuple » (5).

Le PYD conserve l'autorité de décision sur toutes les questions politiques. Il contrôle l'ensemble des postes stratégiques. L'ouverture politique aux minorités chrétiennes et arabes apparaît certes comme une avancée dans le contexte régional,

Des alliances militaires politiquement viables ?

L'arrivée de l'EI sur la scène syrienne et de la menace djihadiste, pour partie favorisée par le rôle trouble de la Turquie, permet aux Kurdes de Syrie de sortir de leur isolement diplomatique. La bataille de Kobané marque le début d'une entente entre les YPG et la coalition internationale dominée par les États-Unis (6), inaugurant un véritable renversement d'alliance (7).



Leur dépendance des premiers temps vis-à-vis de l'axe Damas-Téhéran s'est réduite. Depuis l'automne 2015, les livraisons d'armes des forces internationales sont destinées à la nouvelle coalition syrienne à la pointe de la lutte contre l'EI : les FSD, dominées par les combattants kurdes. Politiquement, les FSD sont représentées par le Conseil démocratique syrien (CDS), une alliance composée essentiellement de forces laïques issues de partis qui recrutent au sein des minorités et des sunnites non islamistes. Ils défendent la diversité culturelle en Syrie et militent pour la constitution d'un front démocratique laïque. Cette coalition se compose de personnalités politiques de l'opposition à Damas comme Ahmad Jarba, membre de la tribu arabe Shammar et président du Conseil national syrien de juillet 2013 à juillet 2014 (8). L'alliance militaire des FSD réunit des milices chrétiennes de Djézireh, des milices tribales arabes de la région et de plusieurs groupes de l'ASL combattant tous aux côtés des YPG.

Le rôle de Moscou est également primordial pour les Kurdes dans son appui tant militaire que diplomatique. « Si les Russes s'installent durablement ici, nous bénéficierons d'une protection militaire », selon Redur Xelil, porte-parole des YPG à Qamishliyé (9). La plupart des Kurdes ne croient pas au soutien durable de Washington ; ils ont bien conscience qu'il ne s'agit que d'une alliance militaire de circonstance pour lutter contre l'EI. D'ailleurs, diplomatiquement, les États-Unis n'ont pas appuyé leur demande de participation aux négociations prévues à Genève en février 2016, cédant aux exigences de la Turquie. Cela permet de mieux comprendre pourquoi, actuellement, les Kurdes tentent de négocier, en contrepartie de leur aide à la libération de Raqqa, la reconnaissance du fédéralisme en Syrie et leur présence à la table des négociations. Toujours selon eux, la Russie pourrait leur permettre d'accéder à certaines de ces demandes. Pour preuve, le PYD dispose officiellement, depuis le 10 février 2016, d'une représentation diplomatique à Moscou. Le soutien de la Russie aux Kurdes syriens est donc envisageable dans l'optique d'un règlement du conflit sur un scénario à la yougoslave qui verrait une Syrie divisée entre une zone tenue par le régime, une autre par les Kurdes et une troisième par la rébellion islamiste. C'est pour eux l'unique route vers la reconnaissance du Rojava.

Américains et Russes considèrent leurs alliés kurdes comme partie intégrante de la solution pour éradiquer l'EI et de la



Un combattant kurde mort en Syrie est enterré à Suruç, en Turquie, en octobre 2014.

résolution de l'équation syrienne. Ils sont d'excellents combattants contre les djihadistes et, de plus, ils restent ouverts à une négociation avec le régime, réhabilité par Moscou, en cas d'accord final sur le règlement du conflit. Leurs liens avec de nombreux groupes rebelles de l'Armée syrienne libre dans les provinces arabes du nord de la Syrie, considérés par les Occidentaux comme des « modérés », les placent dans une position d'intermédiaire en cas d'accord commun. Pourtant, personne n'a pu encore faire entrer les Kurdes dans les discussions sur le devenir de la Syrie. Sur ce point, Damas, les groupes rebelles qui composent son opposition hétéroclite et la plupart des pays qui « parrainent » le conflit risquent de se montrer encore longtemps intraitables. Et l'arrêt provisoire des relations entre Washington et Moscou sur le dossier syrien, conséquence des bombardements sur Alep, ne favorisera pas la recherche d'un consensus dans l'immédiat. Malgré cela, les Kurdes savent que les avancées sur le terrain militaire seront déterminantes et surtout que le temps joue en leur faveur : ils sont parvenus à mettre en place un système institutionnel et politique solide sur une portion du territoire syrien (environ 15 %) alors que partout ailleurs, les autres acteurs du conflit s'épuisent. ■

AIMAD HESSO ET CYRIL ROUSSEL

(1) Jordi Tejel Gorjas, « Au-delà de la bataille de Kobané : la société kurde de Syrie en sursis », in *Moyen-Orient* n°26, avril-juin 2015, p. 56-60.

(2) Julien Nocetti, « Syrie : la puissance russe en question », in *Moyen-Orient* n°30, avril-juin 2016, p. 34-39.

(3) Dès le début du conflit, Téhéran et Damas cherchent à utiliser la carte kurde. La compétition entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) en Irak et le PKK est une opportunité pour l'Iran de contrebalancer l'alliance entre le premier et la Turquie. En soutenant le PKK, la République islamique conserve un allié de poids dans le conflit syrien. En soutenant Bachar al-Assad, le PKK, le Hezbollah et Bagdad, elle conserve une influence déterminante dans la politique régionale.

(4) Des mouvements kurdes comme Yekiti d'Ismael Hama ou le Parti démocratique du Kurdistan de Syrie (PDKS) d'Abdul Hakim Bachar avaient mis en place des groupes paramilitaires dès 2012. Ils furent démantelés en 2013, au moment de la bataille de Raïs el-Ain de l'été.

(5) Localement, des « maisons du peuple » furent chargées d'organiser la gestion des affaires courantes. L'idée est de faire remonter les demandes aux organes décisionnels afin de créer une démocratie participative directe et de faciliter la gouvernance locale selon le principe de l'autogestion.

(6) En octobre 2014, une rencontre a eu lieu à Paris entre le PYD et un représentant du Département d'État chargé

des affaires syriennes. Quelques jours plus tard, les bombardements de l'aviation américaine contre les positions de l'EI se renforcèrent, et ces mêmes avions livrèrent des armes aux combattants kurdes de Kobané.

(7) Bénéficiant de la complaisance du régime et certainement d'un soutien iranien jusqu'à fin 2014, les Kurdes de Syrie du PYD ont modifié leur stratégie pour se rapprocher des États-Unis.

(8) Sardar Milla Drwish, « Unlikely partners join forces to lead by example in Syria », in *Al-Monitor*, 30 septembre 2016.

(9) Entretien avec les auteurs, 6 février 2016.

Myriam Benraad

Maitre de conférences en science politique à l'université de Limerick (Irlande) et chercheuse associée à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) ; auteur d'Irak, la revanche de l'histoire : De l'occupation étrangère à l'État islamique (Vendémiaire, 2015) et d'Irak : de Babylone à l'État islamique (Le Cavalier Bleu, 2015)

GÉOPOLITIQUE

En partenariat avec



Libérer Mossoul, et après ?



Un militaire irakien prend position au sud de Mossoul, le 24 octobre 2016, dans l'avancée vers la ville occupée par Daech.

La bataille de Mossoul a commencé le 17 octobre 2016. Objectif : défaire l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech), qui contrôlait la deuxième ville d'Irak depuis juin 2014, quand son leader, Abou Bakr al-Baghdadi, a déclaré le rétablissement du « califat ». Mais le combat s'annonce plus complexe que prévu, car il n'est pas dit que cette bataille parvienne à mettre fin aux violences qui rongent l'Irak depuis la chute de Saddam Hussein (1979-2003) et puisse ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire du pays (1).

« Nous nous tenons à vos côtés, comme vous vous tenez auprès de nous. Avec l'aide de Dieu, la victoire est proche. Aujourd'hui, nous avançons ; demain, nous vaincrons et travaillerons ensemble pour rétablir la vie, les services et la stabilité dans chaque ville et chaque village. » Par cette annonce, diffusée le 4 octobre 2016 sur les ondes de la radio irakienne, le Premier ministre, Haïdar al-Abadi (en poste depuis septembre 2014), promettait à Mossoul la défaite de l'EI. Son de cloche analogue à Washington, où le président Barack Obama affirmait libérer la ville du joug djihadiste avant la fin de son mandat, en janvier 2017.

Quel avenir après la destruction ?

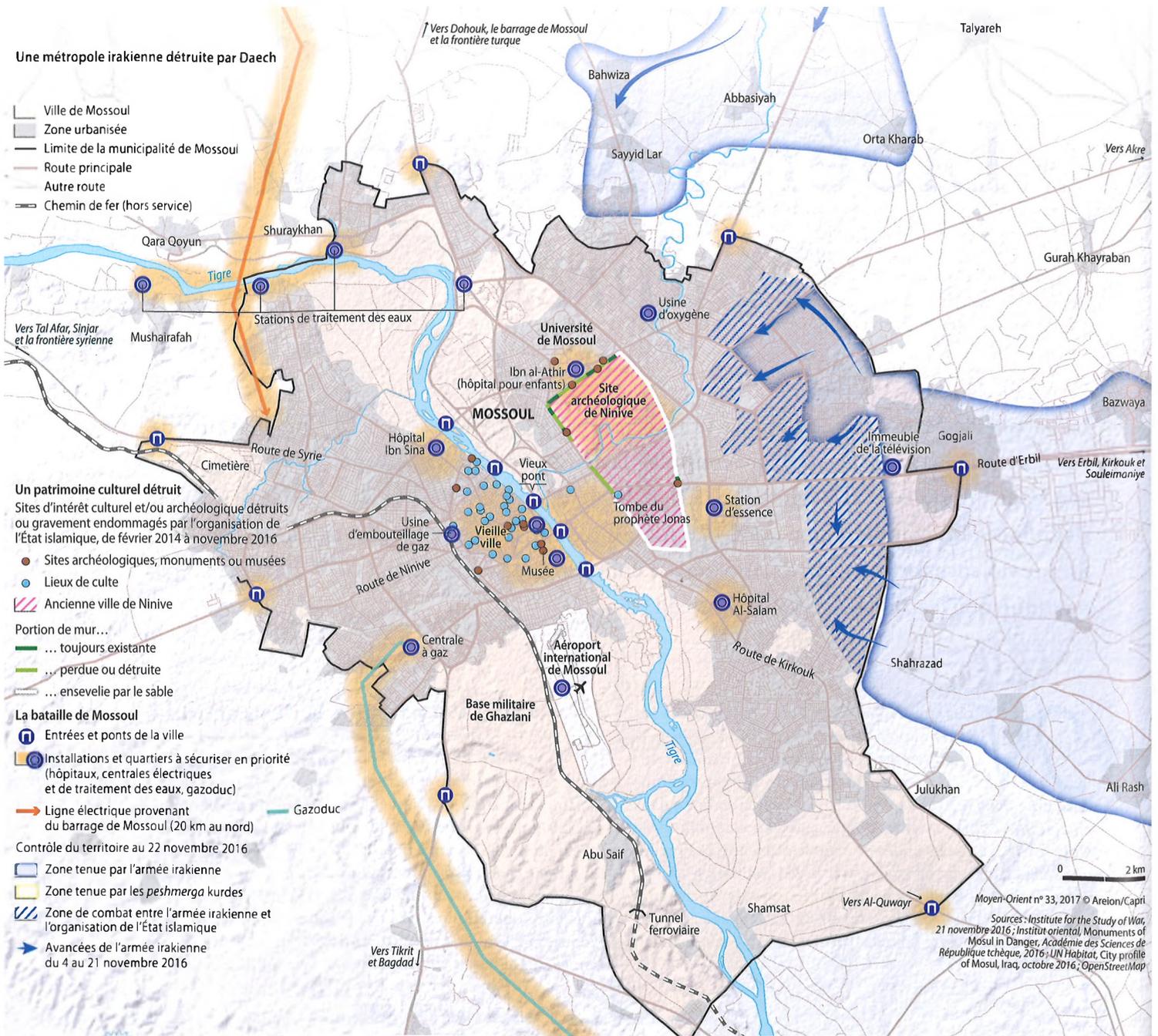
Les regards du monde entier se sont ainsi tournés vers Mossoul, où l'opération « Conquête » a formellement débuté fin mars 2016 dans la zone de Makhmour, à environ 75 kilomètres au sud de la ville, visant à libérer la province de Ninive par le biais d'une coalition de forces hétéroclites et sur fond de bombardements occidentaux intenses. Joseph Votel, commandant du Centre opérationnel de l'armée américaine (Centcom), évoquait dès le mois d'août 2016 une victoire « avant la fin de l'année ». Depuis, les déclarations concernant les chances de

GÉOPOLITIQUE Libérer Mossoul, et après ?

réussite à long terme de l'assaut donné sur la deuxième plus importante agglomération d'Irak (environ 1,5 million d'habitants en 2015) se sont multipliées. Or peu s'interrogent sur le « jour d'après », qui n'est pas sans soulever une série de questions tout aussi fondamentales tant les divisions sous-jacentes au combat contre l'EI restent nombreuses, renvoyant dos à dos *peshmerga* kurdes, milices chiites, armée irakienne et combattants sunnites. Certains n'hésitent pas à décrire Mossoul comme la prochaine Alep (Syrie), lorsqu'ils ne parlent pas d'un enfer potentiellement comparable à celui de Stalingrad (août 1942-février 1943).

Trois aspects essentiels sont paradoxalement peu évoqués dans la couverture de la bataille : quel sera l'avenir de Mossoul

sur le long cours, alors que des villes telles que Ramadi et Falloujah (2), également un temps sous l'emprise de l'EI, ont été dévastées par les opérations militaires passées, entre novembre 2015 et juin 2016, pour les dernières ? Quel sera aussi celui des Arabes sunnites, notamment dans la province de Ninive ? Dans quelle mesure la question de Mossoul pourrait-elle déterminer la survie (ou non) d'un État irakien en situation de faillite structurelle depuis de longues années ? Sans administration tangible, nationale comme locale, sans représentation politique sunnite à la hauteur des enjeux, un retour à la stabilité est loin d'être acquis. Sans doute serait-il judicieux, de ce point de vue, de redonner la parole aux Irakiens, plus particulièrement aux habitants de Mossoul. Un million de civils pourraient





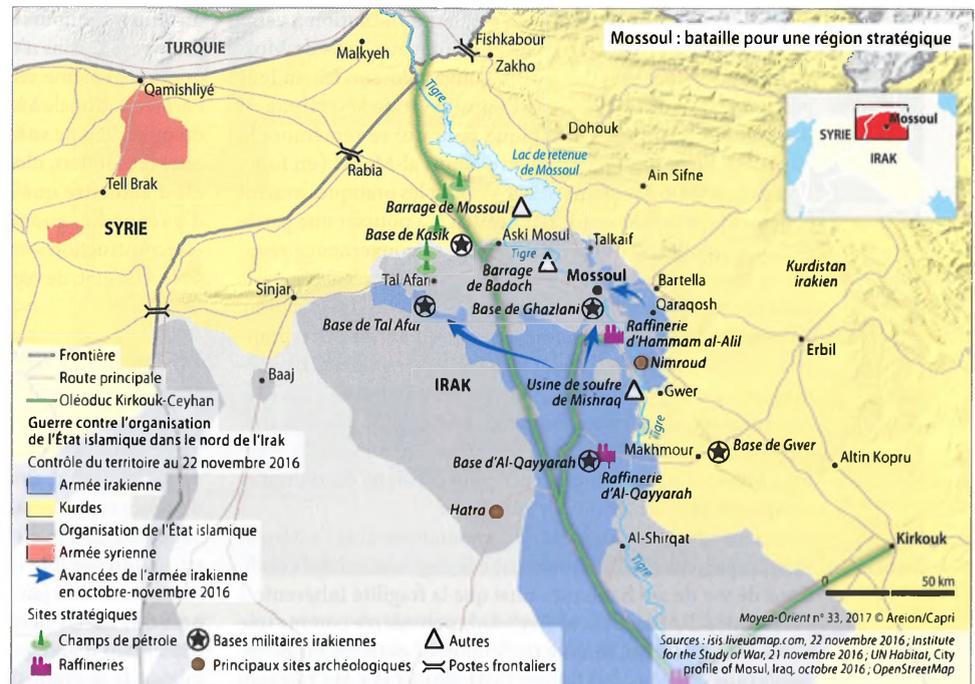
être déplacés *in fine*, faisant peser le risque d'autres « guerres civiles après la guerre civile ».

L'héritage d'un passé riche

Située dans le nord de l'Irak, sur les bords du Tigre, Mossoul est riche de son histoire comme de son exceptionnelle diversité. Ce sont les Arabes qui, au VII^e siècle, la renommèrent après avoir conquis les plaines de Haute-Mésopotamie. Jadis, la région avait constitué un haut lieu des civilisations antiques, dotée d'un immense patrimoine archéologique, de monuments, de mosquées et tombeaux, et de somptueuses bibliothèques. Puis Mossoul devint, au XX^e siècle, un symbole du métissage identitaire et culturel irakien, faisant cohabiter sous un même toit Arabes, Kurdes et Turk-

mènes, juifs, chrétiens, musulmans et yézidis. La présence chiite y a toujours été faible, dimension ayant sans doute exacerbé la conviction parmi un nombre important d'entre eux qu'un « complot » à Bagdad visait à les éliminer. La forte religiosité sunnite qui caractérise la ville a, du reste, facilité sa pénétration par l'EI en juin 2014 et la séduction exercée par l'idéologie radicale arborée par le groupe auprès de la jeunesse (3). On retrouve là un schéma analogue à celui de la dictature baasiste : beaucoup de jeunes originaires des zones rurales qui encerclent Mossoul avaient alors rejoint le mouvement panarabe par rejet des élites urbaines et comme canal révolutionnaire d'ascension sociale. Au fil des siècles, Mossoul est devenue une métropole stratégique, à proximité des frontières turque et syrienne actuelles, et s'est transformée pendant le Moyen-Âge en carrefour commercial réputé pour ses tissus, son marbre, ses caravanes et autres marchandises. Cette richesse ne fut pas sans attiser d'âpres convoitises ; la ville fut ainsi pillée par les Mongols, dominée par les Perses, puis conquise par les Ottomans au XIII^e siècle, après avoir été, au X^e, un émirat indépendant. Au début du XX^e, Mossoul est ethniquement arabe et kurde et conserve une identité qui lui est propre, comme l'illustrent la persistance de son dialecte et les écrits et mémoires des intellectuels de l'époque. Son administration, essentiellement sunnite, est empreinte d'un « ottomanisme » qui évoluera en nationalisme arabe. Ce dernier s'exprime avec force lors de la révolte de 1959 conduite par le colonel Abdelwahhab al-Chawaf (1916-1959), lorsque la République irakienne naissante et alors proche des communistes réprime Mossoul dans le sang.

La population locale a perpétué le souvenir de ces événements, développant l'obsession d'un « jamais plus » et se dissociant de l'État central pour ne plus l'affronter de nouveau. Cette



épaisseur temporelle permet d'entrevoir pourquoi Mossoul ne s'est pas non plus soulevée contre l'EI, plus particulièrement contre ses combattants étrangers généralement peu appréciés de la population locale. Elle éclaire la réticence que beaucoup ont éprouvée à quitter leur ville en 2014, surtout débarrassée d'une armée irakienne principalement chiite qui faisait office de force d'occupation pour le compte de Bagdad. Il n'en demeure pas moins que les habitants de Mossoul ont dénoncé la cruauté djihadiste, souvent rapportée à celle de l'ancien régime. Ce fatalisme ne laisse guère penser que les civils défendront l'EI et ses éventuels successeurs, Kurdes et chiites notamment, dont ils appréhendent les représailles.

Hantises d'un lendemain

De sources irakiennes et américaines, une partie du commandement de l'EI avait déjà quitté la ville début octobre 2016 et confié sa défense à ses unités les plus redoutables, estimées par le Pentagone à 5 000 hommes et composées principalement d'Irakiens, de Turkmènes et de Tchétchènes. Ils ont adopté de nouvelles tactiques de guerre, dont la mise à feu de gisements de pétrole pour déjouer une partie des bombardements occidentaux et gouvernementaux, et ralentir l'avancée des troupes irakiennes. Des tunnels ont été creusés, outre l'usage banalisé de kamikazes et d'engins explosifs. L'EI a fait montre, par le passé, d'une résistance féroce lors des campagnes militaires successives et s'est replié, au fur et à mesure de ses revers, sur une action insurrectionnelle et clandestine semblable à ce qu'avait été sa « première vie » en Irak.

GÉOPOLITIQUE Libérer Mossoul, et après ?

Bagdad continue pour sa part de clamer sa résolution à venir à bout de la mouvance terroriste et enjoint aux civils de Mossoul de coopérer avec les forces gouvernementales en leur promettant d'être « sauvés de l'injustice et de la tyrannie ». Revirement quelque peu ironique pour qui se remémore le bilan de l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki (en fonction de mai 2006 à septembre 2014), dont les pratiques avaient largement contribué, entre 2011 et 2013, à pousser une partie de Mossoul dans les bras de l'EI et de sa gouvernance révolutionnaire : lutte contre la corruption (4), redressement des institutions, couverture des besoins premiers de la population. La violence inouïe des premiers mois de l'année 2016 pourrait avoir eu raison de cette utopie d'un changement. Le chômage n'a pas été éradiqué à Mossoul, les trafics non plus, et le « contrat social » entre insurgés et civils est une peau de chagrin. Pour répondre à la grogne populaire, les militants demeurés à Mossoul auraient même reçu pour consigne de multiplier assassinats et destructions en tout genre.

L'impossibilité pour Mossoul de communiquer avec l'extérieur et la propagande de l'EI ont occulté la dégradation des conditions de vie de ses habitants ainsi que la fragilité inhérente à l'entreprise d'Abou Bakr al-Baghdadi, considérée comme une subversion de l'islam sunnite traditionnel. Les témoignages recueillis aux environs de Mossoul (à Al-Shirqat et à Al-Qayyarah par exemple) dévoilent cette sombre réalité. La tragédie est visible pour les centaines de milliers de Mossouliens qui ont fui

ou tentent toujours cet exil désespéré. Pis, ni Bagdad, ni Erbil, ni les pays voisins n'ont les moyens de gérer les flux de réfugiés que cette énième crise génère. Ajoutons que le « retour » de l'armée nationale à Mossoul ne réglera rien si une amélioration du quotidien ne se fait pas sentir : les exigences des civils, qui ont tant souffert, n'ont guère évolué depuis juin 2014. Et force est d'admettre que les élites en place demeurent incapables d'y répondre, que peu de déplacés et réfugiés ont goûté à la « reconstruction » si longtemps promise et qu'il leur est impossible, en l'état, de repeupler des espaces défigurés par la guerre.

Déshérence politique

La perte de repères politiques à Mossoul se fait l'écho direct de la situation dramatique des Arabes sunnites d'Irak, privés de toute représentation sérieuse depuis le renversement de Saddam Hussein en avril 2003. Pourtant, c'est cette représentation introuvable qui est sans doute la seule à même de les ramener dans le jeu national et de stabiliser les zones émancipées de l'EI. Ce dernier a d'ailleurs bâti sa fortune sur ce vide, triplement idéologique, politique et institutionnel, de même que sur le discrédit des élites postbaasistes. Deux questions se font jour : quelles sont exactement les forces arabes sunnites engagées dans la lutte, et avec quelles capacités ? Pourront-elles s'imposer face à leurs adversaires ? D'ores et déjà, tous s'accordent sur le lourd héritage laissé derrière lui par l'EI : son idéal transnational d'unité sunnite a fini de déchirer le tissu social irakien, tout en accentuant les clivages qui lui préexistaient.

Conscientes de cette fragmentation, les figures sunnites irakiennes ont multiplié les réunions en 2016, visant à mettre à plat leurs divergences d'intérêts. Deux personnes ont émergé de ce point de vue, chacune incarnant une vision spécifique de l'avenir de Mossoul et de l'Irak au sens large. Membre d'une tribu arabe sunnite



En juin 2014, Daech crée la surprise en occupant Mossoul, la deuxième ville d'Irak (ci-dessous, image de propagande), sa reprise devenant alors un enjeu stratégique de l'État central pour réaffirmer son autorité en dépit des importantes destructions.





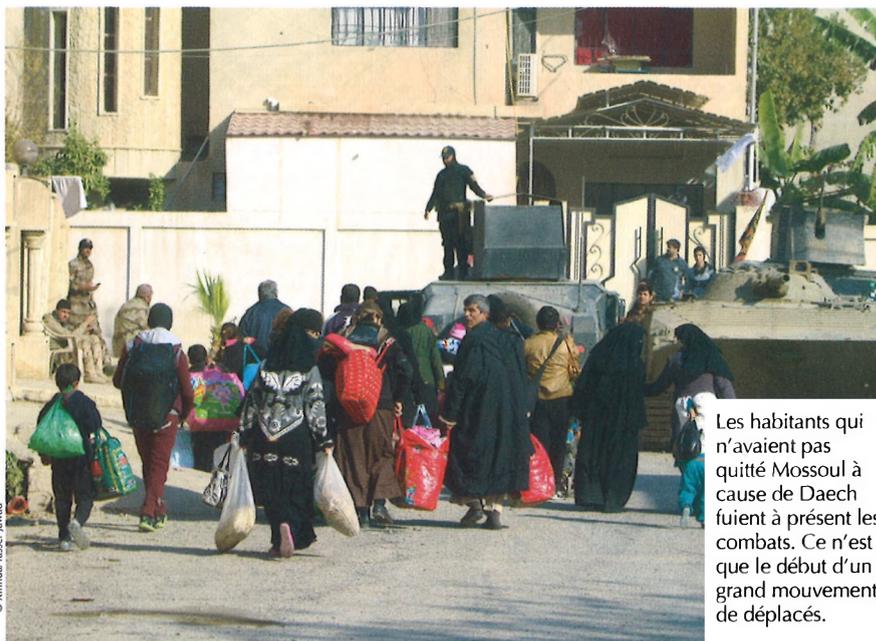
de Mossoul, Naoufal Hamadi al-Soultan a pris la tête de la force sunnite appuyant l'armée irakienne et les milices chiïtes de la Mobilisation populaire à Ninive ; il suit la ligne de Bagdad. Gouverneur de la province de Ninive depuis l'automne 2015, Al-Soultan est un ex-baasiste dont le frère a prêté allégeance à l'EI. En face, l'homme d'affaires Athil al-Noujaïfi, l'ancien gouverneur ayant fui en juin 2014 et ayant été destitué de ses fonctions l'année suivante, est son principal concurrent. Il est lié au Kurdistan (S) et à la Turquie contre Bagdad et l'Iran, et réclame un soutien militaire direct des États-Unis. Al-Noujaïfi dirige la Mobilisation nationale, qui rassemble des milliers d'hommes, dont certains hauts gradés originaires de Mossoul s'opposant à toute ingérence des milices chiïtes et prônant une autonomie régionale sunnite comme alternative à l'EI.

Les contours de cette autonomie restent à définir, mais la proposition est globalement très mal reçue par les forces chiïtes du centre qui la considèrent comme une tentative de partition de l'Irak et soulèvent la question de sa viabilité au regard des ressources naturelles limitées dont disposent les provinces sunnites du pays. À l'opposé de cet argumentaire, les sunnites citent les dispositions de la Constitution de 2005 et leur droit à constituer pareille région autonome par voie référendaire. Ils escomptent aussi d'un tel « couvert de légalité » l'effacement de la honte liée à leur abandon de Mossoul aux mains de l'EI en 2014 et la restauration d'une légitimité politique amplement écornée par les succès djihadistes passés.

Quelle place pour les sunnites ?

Il est frappant d'observer comme les débats sur l'Irak continuent de faire l'impasse sur un ensemble de considérations historiques dont on ne soulignera jamais assez l'utilité critique. Ainsi, comme il y a un siècle lorsque Français et Britanniques se l'étaient disputée au sortir de la Première Guerre mondiale, la future Mossoul semble déjà préfigurer les modalités de renaissance, ou d'ultime décomposition, de l'État irakien contemporain. Al-Baghdadi n'en a pas fait sa capitale sans raison : la ville était l'emblème de l'ordre colonial « croisé » puissamment associé aux accords de Sykes-Picot (16 mai 1916) dans l'imaginaire djihadiste, ainsi qu'à l'abolition du califat en 1924. Mossoul n'avait de surcroît jamais fait partie de la Mésopotamie que recouvre l'Irak actuel, tandis que Ninive a été la dernière zone rattachée au nouveau territoire national en 1921.

Dans son sillage, l'EI aura réveillé l'ancienne « question de Mossoul » et toutes les appétences qui l'ont traditionnellement façonnée, notamment sur le plan régional. La Turquie, par exemple, a déployé ses troupes dans le nord de l'Irak en appui aux sunnites de la Mobilisation nationale et tire profit



Les habitants qui n'avaient pas quitté Mossoul à cause de Daech fuient à présent les combats. Ce n'est que le début d'un grand mouvement de déplacés.

de la remise en question existentielle de l'entité irakienne pour réclamer ses « droits » sur Ninive. Pour rappel, Ankara s'était opposée en 1925 à l'annexion de son vilayet par le Royaume-Uni (après que Paris eut renoncé à ses ambitions) en dénonçant alors une violation de l'armistice de Moudrouz qui, le 30 octobre 1918, avait placé Mossoul et une partie de la province de Ninive et du Kurdistan irakien sous sa tutelle.

Dominé depuis 2003 par les partis chiïtes, le gouvernement de Bagdad parviendra-t-il à renouer avec Mossoul, coupée du pays depuis 2014 et traditionnellement peu ouverte aux ingérences du centre ? La violence confessionnelle prônée par l'EI lui survivra-t-elle, continuant d'obstruer toute perspective de réconciliation proprement irakienne ? Doit-on craindre que le morcellement de la composante sunnite aboutisse à un abîme politique qui, *de facto*, ferait de Mossoul et d'autres villes des territoires ingouvernables dans le temps long ? Encore loin d'être enterrée, l'ambition djihadiste conserverait dans ces conditions une capacité infinie de se réincarner. ■

MYRIAM BENRAAD

(1) Une première version de ce texte a été publiée le 17 octobre 2016 sur le site *Orient XXI*. Consultable sur : <http://orientxxi.info/magazine/mossoul-cle-de-l-avenir-d-un-irak-unifie,1516>

(2) Myriam Benraad, « Fallouja, d'un martyre à l'autre », in *Orient XXI*, 16 juin 2016. Consultable sur : <http://orientxxi.info/magazine/fallouja-d-un-martyre-l-autre,1365>

(3) Feurat Alani, « À Mossoul, une alliance contre nature entre le Baas et les djihadistes », in *Orient XXI*, 12 juin 2014. Consultable sur : [http://orientxxi.info/magazine/a-mossoul-une-alliance-](http://orientxxi.info/magazine/a-mossoul-une-alliance-contre-nature-entre-le-baas-et-les-djihadistes,0616)

[contre-nature-entre-le-baas-et-les-djihadistes,0616](http://orientxxi.info/magazine/a-mossoul-une-alliance-contre-nature-entre-le-baas-et-les-djihadistes,0616)

(4) Feurat Alani, « Insurrection citoyenne en Irak : Contre la corruption et la mainmise iranienne », in *Orient XXI*, 24 août 2015. Consultable sur : <http://orientxxi.info/magazine/insurrection-citoyenne-en-irak,0991>

(5) Arthur Quesnay, « Clientélisme et dérive autoritaire au Kurdistan irakien », in *Orient XXI*, 8 mai 2014. Consultable sur : <http://orientxxi.info/magazine/clientelisme-et-derive-autoritaire-au-kurdistan-irakien,0589>



Géopolitique



entretien

Avec **Denis Bauchard**, conseiller pour le Moyen-Orient à l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Quelle place pour l'Iran au Moyen-Orient ?

L'Iran possède l'une des civilisations continues les plus anciennes du monde. Parallèlement, sa situation géographique en fait un carrefour incontournable du Moyen-Orient. Historiquement, quelle a été son influence au Moyen-Orient ?

Denis Bauchard : L'Iran est un pays de grande civilisation avec une histoire très ancienne et très riche. Au cours des siècles, l'empire persan s'est étendu aussi bien en Asie centrale qu'au Moyen-Orient, s'opposant aux Ottomans mais également aux empires arabes, avant de refluer. Les Iraniens en ont toujours tiré un complexe de supériorité vis-à-vis de leurs voisins, notamment arabes. C'est un sentiment très largement partagé dans la population iranienne. Par ailleurs, à l'époque abbasside, les Arabes ont eux-mêmes dominé les Persans. Ils sont considérés comme des envahisseurs potentiels, vus avec beaucoup de méfiance par la population iranienne. La guerre Irak-Iran déclenchée à l'initiative de l'Irak, qui a duré près de huit ans dans les années 1980 et qui a été particulièrement meurtrière, n'a fait que renforcer cet a priori négatif. L'Iran occupe en effet une place stratégique à la jonction du Moyen-Orient et de l'Asie centrale, au carrefour d'un axe Est-Ouest – avec en particulier la route de la Soie – et Nord-Sud – qui va de la Russie au golfe Persique, une zone hautement stratégique de longue date et qui assure actuellement les deux tiers des exportations d'hydrocarbures dans le monde.

L'Iran a donc toujours été un acteur important et influent dans cette zone, avec une stratégie très précise, déterminée et constante qui remonte à l'époque du Chah, à savoir : être une puissance dominante sur un Golfe qui ne peut être que persique.

Alors que certains États soupçonnent l'Iran d'œuvrer à la formation d'un « Arc chiite » qui menacerait les pouvoirs sunnites, d'autres dénoncent la politique de Téhéran comme une ingérence dans les affaires arabes. Quelle est concrètement l'influence de l'Iran au Moyen-Orient aujourd'hui ? Quel est son but ?

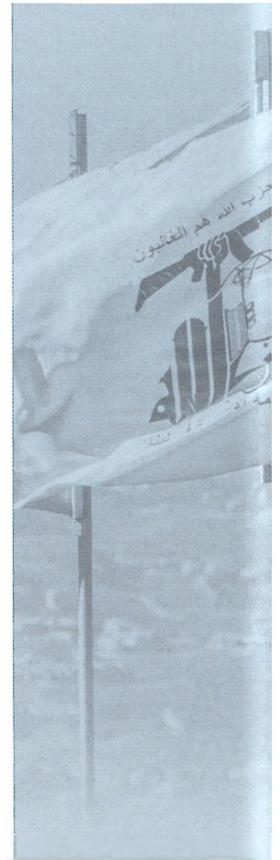
Il est certain que l'Iran a développé de façon constante, depuis une trentaine d'années, une influence dans le Moyen-Orient arabe en tirant profit des opportunités que les États-Unis, notamment, leur ont données. À cet égard, l'invasion de l'Irak en 2003 a permis à l'Iran de se débarrasser de la principale menace que représentait la politique agressive de Saddam Hussein. De plus, par le jeu de la démocratie, les chiites, qui sont la population majoritaire en Irak, ont pu prendre le contrôle du gouvernement et marginaliser les sunnites qui étaient au pouvoir depuis la création du pays. Téhéran a donc profité d'un double bénéfice grâce à l'intervention américaine en Irak, qui demeure un désastre diplomatique pour Washington, et dont nous subissons encore les

Photo ci-dessus : Tableau contemporain représentant l'entrée d'Ismaël à Tabriz. Il s'autoproclame alors « Chah Ismaël 1^{er} », fondateur de la dynastie des Safavides, qui régnera sur l'Iran et une partie du Moyen-Orient de 1501 à 1736, et instaure le chiisme comme religion d'État. Avec l'Empire ottoman et l'Empire moghol, il constituera l'une des trois grandes puissances du monde musulman de l'époque. (© Chingiz Mehbaliyev)

conséquences. Outre cet appel d'air qui a permis à l'Iran d'étendre son influence sur l'Irak et au-delà, la décision du consul Paul Bremer de dissoudre à la fois l'armée et le parti Baas a conduit une partie des cadres de ces organisations à rejoindre les insurgés et a contribué à la création de l'État islamique. Une autre opportunité est celle d'un rapprochement avec la Syrie d'Hafez el-Assad (1) avec laquelle a été conclue une alliance stratégique. Les deux pays se sont rapprochés, non pas en raison d'affinités particulières avec le régime alaouite, mais plutôt parce qu'ils étaient alors tous deux très isolés sur le plan international. Le caractère chiite

des alaouites est d'ailleurs contesté à Téhéran et, de son vivant, l'imam Khomeini (2) n'a jamais accepté de recevoir Hafez el-Assad, qu'il considérait comme un « mécréant ». L'Iran a également une place importante au Liban, à travers le Hezbollah, créé en 1982 à l'initiative de l'imam Khomeini [voir également p. 89 de ces *Grands Dossiers*, NdlR], mouvement qui a connu un essor rapide en se posant comme le « parti de la Résistance » face à Israël. Cependant, les relations entre les chiites libanais et l'Iran sont beaucoup plus anciennes : ceux-ci venaient traditionnellement se former dans les universités islamiques de Qom ou de Mechhed en Iran. Le

poids démographique grandissant des chiites au Liban et le développement de l'influence du Hezbollah ont fait de ce dernier un acteur incontournable de la vie politique libanaise. Actuellement, rien ne peut se passer au Liban sans que le Hezbollah ait son mot à dire. L'influence de l'Iran s'étend à d'autres pays du Moyen-Orient encore, comme à Bahreïn, où la majorité de la population est chiite, ou au Yémen, où il existe des relations très anciennes avec la communauté zaïdite, même si cette école de pensée est différente du chiisme duodécimain iranien. Dans ces deux pays, l'Iran a profité de l'opportunité offerte par la persécution des chiites pour étendre son influence via un soutien politique notamment. De fait, et ceci est un instrument d'influence efficace, l'Iran se pose comme protecteur des communautés chiites, notamment lorsque ces dernières sont minoritaires ou réprimées. Ainsi l'Iran est devenu une puissance méditerranéenne, avec une continuité de son influence de Téhéran à Beyrouth en passant par Bagdad, Bassorah, Alep et Damas.



“ Il est certain que l'Iran a développé de façon constante, depuis une trentaine d'années, une influence dans le Moyen-Orient arabe en tirant profit des opportunités que les États-Unis, notamment, leur ont données. ”

L'Iran dans son environnement régional

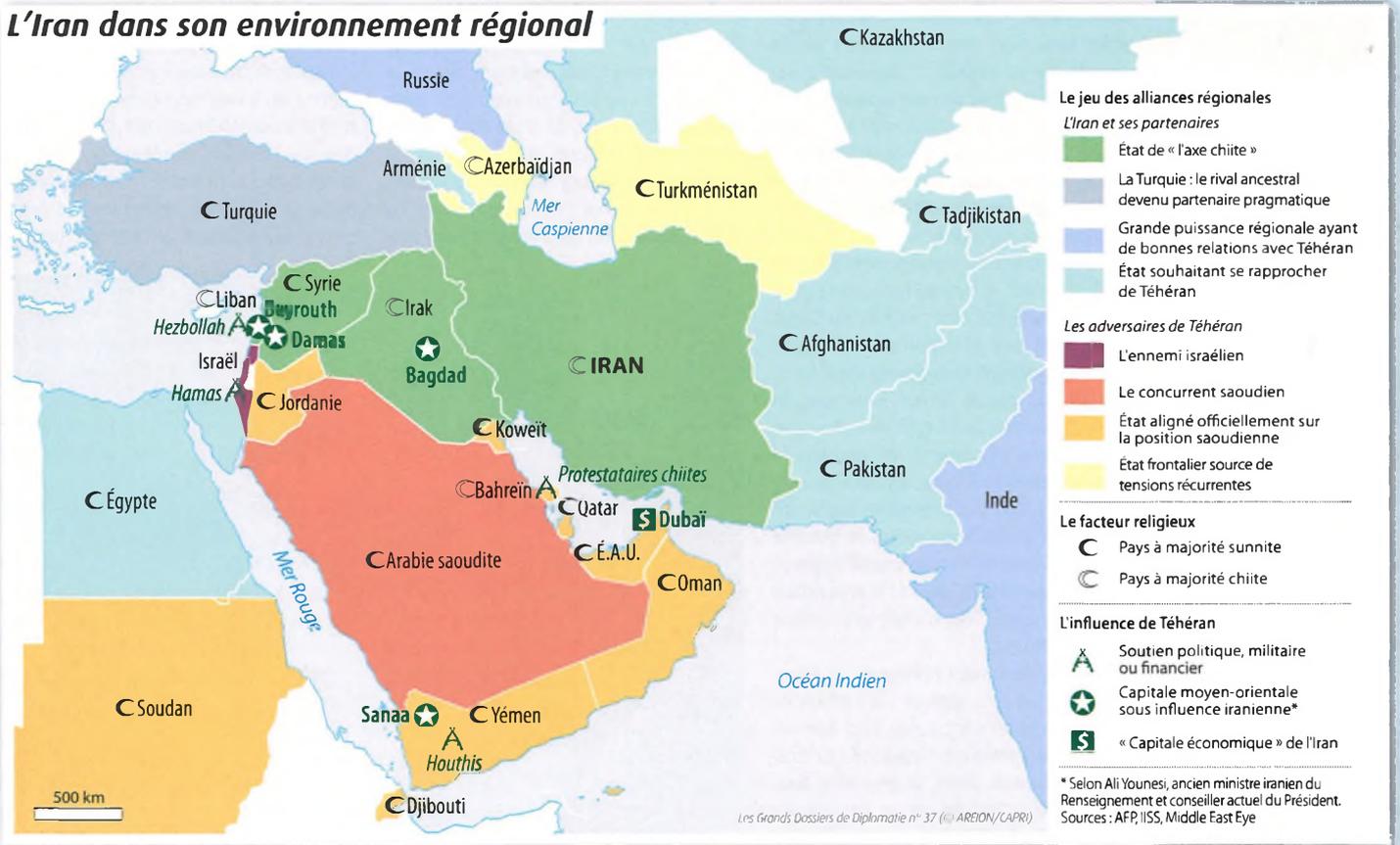


Photo ci-contre :

Mohammad Reza Pahlavi, dernier monarque de la dynastie des Pahlavi et dernier chah d'Iran. Il régna de 1941 à 1979, profitant de l'essor de l'exploitation pétrolière pour devenir l'un des dirigeants les plus puissants du Moyen-Orient jusqu'à sa chute en 1979. (© Pahlavi Government)



L'Iran et l'Arabie saoudite sont toutes deux en quête d'un leadership régional sur fond de rivalité religieuse. Alors que l'Arabie saoudite a rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran, la tension semble avoir atteint son paroxysme. Comment expliquer une telle situation entre les deux poids lourds de la région ? Sommes-nous arrivés à un point de non-retour ?

Il s'agit d'une situation qui est antérieure à la création de la République islamique. Les relations entre l'Iran du Chah et l'Arabie saoudite étaient déjà à l'époque souvent difficiles en raison de leurs revendications concurrentielles de leadership sur le monde musulman mais aussi sur la région et le contrôle du Golfe. C'est donc une situation ancienne, qui s'est très fortement aggravée avec l'arrivée au pouvoir de l'imam Khomeini en 1979. Ce dernier avait déjà mis en cause de façon extrêmement véhémente la famille des Saoud, qu'il accusait de corruption et dont il contestait la légitimité de gardienne des lieux saints de Médine et de La Mecque. L'appui massif apporté par le royaume saoudien à l'Irak pendant la guerre contre l'Iran n'a fait qu'accroître cette animosité.

À la mort de l'imam Khomeini, la situation s'est un peu apaisée : les relations ont repris et se sont à peu près normalisées, notamment à l'initiative du président Khatami. Pour la première fois, un président iranien de la République islamique a alors pu se rendre en Arabie

saoudite où il a été accueilli de façon plutôt positive. Un certain nombre d'accords avaient été conclus, y compris dans le domaine de la sécurité. Puis les relations se sont à nouveau détériorées pour différentes raisons, notamment à la suite de plusieurs incidents graves qui ont touché des pèlerins iraniens à La Mecque en septembre 2015 – plus de 400 d'entre eux sont morts à la suite de mouvements de foules et de problèmes de sécurité. Les choses se sont dégradées davantage encore, en janvier 2016, lorsque le gouvernement saoudien a décidé d'exécuter une cinquantaine de « terroristes », dont l'imam chiite Nimr Baqr al-Nimr, sans doute coupable, non pas d'actes de terrorisme, mais d'une rhétorique extrêmement véhémente et exaltée contre la famille des Saoud. Son exécution a mis le feu aux poudres, avec la mise à sac de l'ambassade d'Arabie saoudite à Téhéran, à l'initiative probable, non pas du gouvernement iranien, mais d'éléments plus ou moins contrôlés. Il est sûr que l'actuel président iranien Hassan Rohani aurait souhaité une gestion plus souple et une réaction plus douce à cette initiative saoudienne.

Il est clair qu'il y a aujourd'hui entre les deux pays un antagonisme fort, nourri bien sûr par la dimension religieuse du problème, mais surtout par leur volonté de puissance, avec des torts de part et d'autre. Si d'un côté l'imam Khomeini a attaqué très vivement la famille des Saoud, comme d'ailleurs l'imam Khamenei plus récemment, du côté saoudien, un certain nombre de res-

ponsables religieux officiels considèrent que les chiites d'une façon générale – et notamment les chiites iraniens – sont des apostats, c'est-à-dire des musulmans convertis à la mécréance, ce qui est le pire des crimes pour ces religieux.

Cela étant, je pense qu'un affrontement direct entre les deux pays est exclu, pour de nombreuses raisons, notamment militaires. L'Arabie saoudite dispose d'armes en nombre important, sophistiquées, mais n'a pas vraiment les hommes pour les servir, d'autant que l'armée saoudienne est composée essentiellement de mercenaires étrangers, même si l'encadrement supérieur est saoudien. À l'inverse, l'Iran a certes des hommes aguerris dans l'armée régulière et dans celle relevant des Gardiens de la Révolution, qui ont fait la guerre contre l'Irak, mais ne dispose que d'un matériel souvent obsolète et peu performant, en tous cas moins performant que celui dont dispose l'Arabie saoudite [voir également p. 84 de ces Grands Dossiers, NDIR]. Les deux pays auraient donc intérêt à s'entendre et à se rapprocher.

Du côté iranien, il est évident que le président Rohani souhaiterait une réconciliation avec l'Arabie saoudite parce qu'il a besoin, à la suite des accords sur le nucléaire, de développer son pays, d'assurer sa croissance économique et de mettre en valeur son riche potentiel en hydrocarbures. De son côté, l'Arabie saoudite, qui demeure plutôt sur la défensive, aurait également intérêt à se rapprocher de l'Iran, alors que ses ressources financières se réduisent et que ses besoins

Photo ci-contre :

Le 4 janvier 2016, lors d'affrontements avec la police anti-émeute, des femmes bahreïnes protestent contre l'exécution par les autorités saoudiennes d'un célèbre clerc musulman chiite, Nimr al-Nimr. Quelques mois plus tard, alors que le gouvernement sunnite bahreïni validait la déchéance de nationalité du plus haut dignitaire chiite du pays, le général Qassem Soleimani – commandant de la force iranienne Al-Qods des Gardiens de la Révolution –, déclarait que cette décision constituait « une ligne rouge qui va enflammer le Bahreïn et toute la région ». (© AFP/Mohammed Al-Shaikh)



financiers augmentent. Ce serait une approche rationnelle des choses pour ces deux pays. Mais dans la réalité, nous sommes encore bien loin d'une telle situation, les deux pays ayant chacun leurs extrémistes. Ils continuent donc de s'affronter par procuration sur un certain nombre de champs de bataille au Moyen-Orient, qu'il s'agisse de la Syrie, du Liban ou du Yémen.

En janvier 2016, après les attaques contre les missions diplomatiques saoudiennes en Iran, le Conseil de Coopération du golfe Persique (CCG) s'est rangé du côté de l'Arabie saoudite. Cependant, certains États semblent se démarquer, tels les Émirats arabes unis – Dubaï en particulier, qui est parfois considéré comme la capitale économique de l'Iran – et Oman, qui entretient une relation amicale avec Téhéran faisant figure d'exception. Comment expliquer cela ?

Le CCG (3) a été créé au lendemain de la création de la République islamique, pour essayer de contrer l'influence iranienne dans le Golfe. Cette organisation constitue un ensemble assez disparate, chacun des États qui la composent étant jaloux de sa souveraineté. Les petits émirats, royaumes ou sultanats contestent le leadership saoudien et craignent ses tentations hégémoniques. Il y a effectivement une disproportion manifeste entre le poids de l'Arabie saoudite, avec 30 millions d'habitants dont 20 millions de Saoudiens, et celui des autres pays

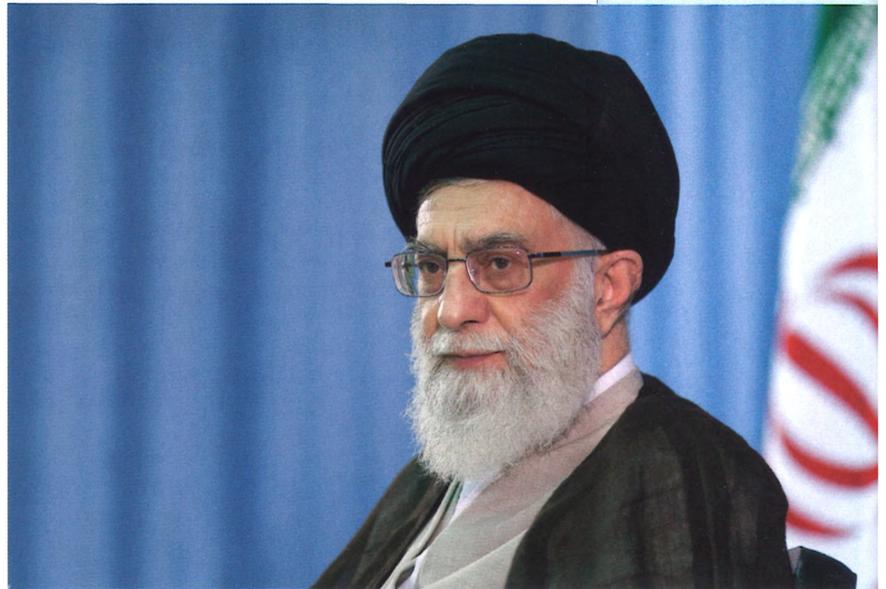


Photo ci-dessus :

Le 7 septembre 2016, alors que le Guide suprême iranien recevait les familles des 464 pèlerins iraniens morts un an plus tôt lors du pèlerinage de La Mecque, et dans un contexte de plus en plus tendu entre Téhéran et Riyad, Ali Khamenei s'en est pris violemment à la famille royale saoudienne en affirmant que celle-ci ne méritait pas de gérer les lieux saints de l'islam, la qualifiant de « maudite » et « maléfique ». L'ayatollah Khamenei, qui reproche à Riyad de n'avoir jamais présenté ses excuses pour cette catastrophe, dénonce également les « crimes » saoudiens qui « versent le sang des musulmans au Yémen, en Syrie, en Iran et à Bahreïn ». (© leader.ir)

“ L'Iran se pose comme protecteur des communautés chiites, notamment lorsque ces dernières sont minoritaires ou réprimées. Le pays est ainsi devenu une puissance méditerranéenne, avec une continuité de son influence de Téhéran à Beyrouth en passant par Bagdad, Bassorah, Alep et Damas. ”

membres du CCG, qui ne comptent chacun que quelques centaines de milliers de sujets, à l'exception du sultanat d'Oman. Le CCG a donc du mal à développer une action efficace : il existe sur le papier et au niveau de la rhétorique, mais s'agissant des actions concrètes, beaucoup de choses restent à faire, notamment dans le domaine économique et financier – il n'y a toujours pas de monnaie ou de marché unique – et dans le domaine militaire.

À la suite des incidents avec l'Iran et de sa rupture des relations diplomatiques avec Téhéran, l'Arabie saoudite a donc reçu un appui rhétorique de ses partenaires du CCG. Mais à l'exception de Bahreïn, qui est un peu un protectorat saoudien, les autres pays n'ont pas rompu les relations diplomatiques, avançant des raisons diverses, justifiées par le souci de conserver des relations convenables avec leur grand voisin iranien.

Le sultanat d'Oman, par exemple, a toujours été un peu à part et a gardé d'excellentes relations avec l'Iran, du temps du Chah

comme depuis l'instauration de la République islamique. Le sultan Qabus ibn Saïd a d'ailleurs joué à plusieurs reprises un rôle de médiation entre les États-Unis et l'Iran.

Aux Émirats arabes unis, Dubaï compte une communauté iranienne de plus de 400 000 personnes, composée en particulier d'hommes d'affaires. Cet émirat est devenu une plaque tournante de contrebande et de blanchiment d'argent sale, notamment au profit de l'Iran. Il a d'ailleurs été au cœur des stratégies de contournement des sanctions américaines ou européennes contre Téhéran.

De son côté, le Koweït reste très prudent compte tenu de sa proximité géographique. Même le Qatar entretient plutôt de bonnes relations avec l'Iran – bien qu'elles aient été un peu perturbées par le soutien de Doha aux rebelles syriens –, en raison notamment de leurs intérêts communs dans le domaine des hydrocarbures : ils partagent en effet le plus important réservoir de gaz au monde – *South Pars* en Iran, *North Dome* au Qatar – qui nécessite des accords de coopération pour son exploitation. Ainsi, hormis Bahreïn, qui est vraiment lié à l'Arabie saoudite, les quatre autres émirats ou sultanats essaient de marquer une certaine distance vis-à-vis du Royaume.

Le Yémen est souvent considéré comme la première « victime » des tensions entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Quel est concrètement le rôle de l'Iran dans ce pays ?

Le Yémen est pour l'Arabie saoudite une préoccupation majeure pour sa propre sécurité et Riyad a toujours veillé à diviser les différentes forces politiques, communautés ou tribus du Yémen pour mieux régner. Mais l'Arabie saoudite n'a pas pu éviter le printemps yéménite de 2011 qui a conduit à l'éviction du président Saleh. Le royaume saoudien a contribué à son départ en espérant que la situation redeviendrait stable avec le nouveau président Abd Rabbo Mansour Hadi. Mais il n'en a rien été. Les querelles tribales se sont alors transformées assez rapidement en conflit national puis régional.

La tribu des Houthis, qui est zaïdite – c'est-à-dire appartenant à la famille chiite –, était déjà en rébellion vis-à-vis du pouvoir central du temps du président Saleh. Après qu'il eut été forcé de quitter le pouvoir, une sorte de conjonction d'intérêts





entre cette tribu et le président Saleh a fait revenir ce dernier au Yémen. Cette alliance a progressivement réussi à contrôler la majeure partie du territoire yéménite et à expulser le gouvernement légal de la capitale Sanaa. L'Arabie saoudite a considéré que l'avancée de cette tribu chiite représentait une menace à sa sécurité : de façon peut-être un peu rapide et impulsive, elle a lancé une grande offensive militaire à l'initiative du vice-prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmene al-Saoud. Les Saoudiens ont essentiellement engagé des forces aériennes – une centaine d'appareils –, mais également des troupes au sol, majoritairement composées de non-Saoudiens, parfois même de troupes venant d'Afrique, notamment d'Ouganda et du Sénégal. Parallèlement, Riyad a essayé de mobiliser une vaste coalition à ses côtés, en demandant notamment à l'Égypte et au Pakistan de s'engager dans le conflit : leur réponse a été relativement réservée. L'Arabie saoudite s'est donc retrouvée assez seule dans sa lutte pour rétablir le gouvernement légal et ce qui devait arriver arriva. Dans ce pays de hautes montagnes, avec



Photo ci-dessus :

Si la majorité des États du Golfe suivent officiellement la position de l'Arabie saoudite contre l'Iran, l'émirat de Dubaï, qui compte une forte diaspora iranienne, a longtemps servi d'intermédiaire pour l'importation en Iran des produits sous embargo du fait des sanctions internationales. Parallèlement, Dubaï a également été la cible de nombreux investissements iraniens, au point que certains qualifient l'émirat de « capitale économique » de l'Iran. (© shutterlk/ Shutterstock)

des tribus très jalouses de leur indépendance, la guerre s'est complètement enlisée et la capitale Sanaa n'a pu être reprise. L'image de l'Arabie saoudite s'est dégradée : il y a eu un certain nombre de « dommages collatéraux », des civils ont été touchés ; ce pays déjà très pauvre est aujourd'hui en état de disette et de crise humanitaire en raison de la guerre. Le conflit risque de perdurer et d'avoir des conséquences de politique intérieure en Arabie saoudite : cet échec personnel du prince Mohamed ben Salmene peut affecter sa position et fragilise sa crédibilité pour un éventuel accès au trône.

Quant à l'Iran, il a saisi cette occasion pour affirmer sa défense des communautés chiites et a contribué à transformer une querelle tribale en conflit national puis en conflit régional. Les Houthis étant chiites, le gouvernement iranien a immédiatement fait des déclarations pour défendre leur cause en dénonçant l'agression de l'armée saoudienne et en apportant un soutien à la fois politique et sans doute militaire – même à un niveau relativement modeste –, envenimant encore un peu plus les relations avec l'Arabie saoudite.

Pourrait-il y avoir d'autres pays « victimes » de ce type ? Je pense notamment au royaume de Bahreïn...

Effectivement, Bahreïn est dans une situation un peu semblable. Cependant, le roi de Bahreïn a déjà pu rétablir l'ordre en 2011, de façon brutale et sans ouverture politique, grâce à l'appui de l'armée saoudienne, alors que ce petit royaume sunnite était en proie à une révolte de la majorité chiite. Une crise un peu comparable pourrait théoriquement se produire au Liban. Mais le poids politique et militaire pris par le Hezbollah fait qu'une intervention armée de l'Arabie saoudite ne saurait être demandée par le gouvernement légal.

Si l'Arabie saoudite est aujourd'hui le principal adversaire de Téhéran, le grand rival historique de l'Iran est la Turquie. Cependant, l'Iran et la Turquie sont aujourd'hui tels « deux lions qui se toisent sans se battre » (4), faisant preuve de pragmatisme dans leurs relations bilatérales malgré de profonds antagonismes et une rivalité qui remonte au XVI^e siècle. Comment expliquer cette relation entre les deux grands États non arabes du Moyen-Orient ?

L'empire ottoman et l'empire perse se sont effectivement affrontés au cours des siècles. Mais les relations se sont stabilisées depuis le XIX^e siècle. La frontière entre les deux pays n'est d'ailleurs plus contestée.

“ L'Iran aurait actuellement sur le sol syrien environ 20 000 combattants qu'il finance, équipe, encadre et forme. Ces derniers ont joué, à côté d'une armée syrienne exsangue, un rôle déterminant, notamment dans la prise d'Alep qui leur est largement due. ”

Avec les politiques néo-ottomanes et de « zéro ennemi » développées par Ahmet Davutoglu (5), les relations entre Téhéran et Ankara se sont fortement améliorées, tant du point de vue économique que politique. Économiquement, les relations bilatérales sont denses dans les deux sens (6). Il existe une liberté de circulation entre les deux pays sans besoin de visa : la Turquie est une destination de vacances souvent prisée des Iraniens.

Au niveau politique, il est intéressant de noter que la Turquie a joué un rôle important dans un essai de conciliation sur le nucléaire en proposant en mai 2010 avec le Brésil un plan tripartite de contrôle du problème nucléaire iranien qui avait l'accord des Iraniens, mais qui a été contesté par les pays occidentaux – et notamment par les États-Unis. Cela permet de mesurer à quel point les relations étaient bonnes entre les deux pays à cette époque. Mais ces dernières se sont dégradées à partir de 2011, car après avoir très tôt essayé de convaincre Bachar el-Assad de faire des réformes et constaté son obstination à ne rien faire, la Turquie a adopté une attitude extrêmement offensive vis-à-vis du régime syrien. Ankara a ainsi fortement

aidé l'Armée syrienne libre, et soutenu politiquement et financièrement la branche des Frères musulmans de l'opposition syrienne. Tout ceci a contribué à la dégradation des relations avec l'Iran.

Aujourd'hui, les choses vont peut-être évoluer compte tenu de la situation sur le terrain, et du rapprochement entre la Turquie et la Russie. Le président Erdogan a manifesté d'autres priorités qui sont la lutte contre les Kurdes du PKK, la lutte contre les Kurdes syriens – empêcher la création d'un territoire kurde autonome ou indépendant en Syrie – et la lutte contre l'État islamique responsable d'un certain nombre d'attentats sur le territoire turc. Dans ces conditions, le départ de Bachar el-Assad n'est plus une priorité, et la position des Turcs

“ L'alliance stratégique [avec Damas] n'est pas liée au fait que les alaouites sont des chiites, mais davantage à la *realpolitik* et à l'existence d'intérêts communs face à « l'impérialisme américain ».”

est en train d'évoluer sous la pression des Russes. Les choses devraient d'ailleurs peut-être se décanter au cours des négociations qui ont commencé en janvier 2017 à Astana au Kazakhstan, à l'initiative des Russes et en présence de la Turquie et de l'Iran. Enfin, un autre élément important dans la relation entre l'Iran et la Turquie est la présence d'une population azérie, turcophone, localisée dans le Nord-Ouest de l'Iran [voir également p. 24 de ces *Grands Dossiers*, NdlR]. Celle-ci constitue la principale minorité du pays avec 15 % de la population, mais ne pose pas actuellement de véritable problème au pouvoir à Téhéran. On rappellera que l'actuel Guide suprême de la Révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, est lui-même azéri.



Justement, concernant les minorités, comment se positionne Téhéran sur la question des Kurdes, qui constituent la seconde minorité d'Iran ?

Vis-à-vis de la Turquie, très concernée par cette question kurde, il s'agit plutôt d'un sujet de discorde et d'une source de contentieux. En effet, il n'y a jamais eu en Iran de troubles aussi graves avec les Kurdes que ce fut le cas en Irak et en Turquie. La minorité kurde iranienne est certes importante – près de 8 à 10 millions de personnes –, mais la politique menée tant par le Chah que par la République islamique a combiné ouverture et contrôle, une posture ambiguë qui a parfois attisé les affrontements entre les autorités turques et le PKK.

Alors que l'Iran est considéré comme un soutien sans faille de Damas, quelle est la position de Téhéran sur la crise syrienne ? Quels en sont les enjeux pour Téhéran ?

Le principal enjeu pour l'Iran concerne la remise en cause d'une alliance stratégique avec la Syrie qui a 46 ans. Comme je l'expliquais précédemment, cette alliance stratégique n'est pas liée au fait que les alaouites sont des chiites, mais davantage à la *realpolitik* et à l'existence d'intérêts communs face à « l'impérialisme américain ». Ainsi, lorsque le régime de Damas s'est trouvé en difficulté en raison du printemps arabe, l'Iran lui a rapidement apporté un soutien politique, militaire et financier. Cet appui s'est développé en particulier à partir de septembre 2015 en concertation avec les Russes, ceux-ci assurant les frappes aériennes contre les rebelles et l'Iran contribuant à l'appui au sol. Téhéran a en effet envoyé un certain nombre de combattants chiites venant du Liban – avec le Hezbollah, milice chiite particulièrement aguerrie et efficace – mais aussi d'ailleurs, avec notamment des Afghans recrutés parmi les communautés réfugiées en Iran et qui ont été incités financièrement à aller se battre en Syrie. L'Iran aurait actuellement sur le sol syrien environ 20 000 combattants qu'il finance, équipe, encadre et forme. Ces derniers ont joué, à côté d'une armée syrienne exsangue, un rôle déterminant, notamment dans la prise d'Alep qui leur est largement due. La responsabilité de cette action relève des Gardiens de la Révolution, plus spécialement de la Brigade al-Qods, dirigée par le général Qassem Soleimani, devenu très populaire en Iran. Cependant, après la « victoire » d'Alep, la situation militaire et politique est loin d'être réglée. De plus, il existe des divergences de vues entre la Russie et l'Iran sur l'avenir de la Syrie. Si l'Iran a une position certainement beaucoup plus favorable

Photo ci-contre :

Le 17 janvier 2017, le vice-président iranien, Eshaq Jahangiri (à gauche), reçoit à Téhéran le Premier ministre syrien Imad Khamis. Alors que l'Iran est l'un des principaux soutiens politiques, financiers et militaires de Damas, Téhéran a tenu à rappeler officiellement son rôle dans la libération d'Alep par la voix de plusieurs responsables politiques et militaires. Pour le général Yahya Safavi, haut conseiller du Guide suprême, l'Iran doit maintenant être considéré « comme la première puissance de la région ». (© fvpresident.ir)

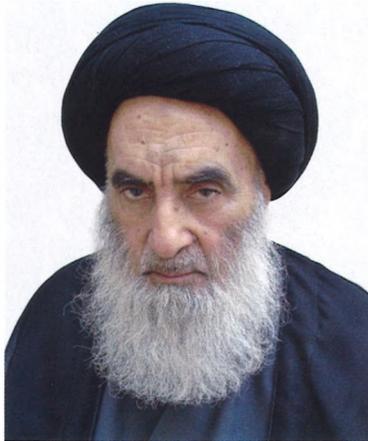


Photo ci-contre :

Le 7 avril 2015, Hassan Rohani recevait son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, dans un contexte de fortes tensions internationales, alors que ce dernier avait accusé l'Iran un mois plus tôt de nourrir des ambitions de « domination » au Yémen. Aujourd'hui, et malgré leurs prises de position divergentes sur le dossier syrien, l'Iran et la Turquie s'accordent au moins sur la nécessité de trouver une solution régionale (et non venue d'Occident) à cette crise. (© Présidence iranienne)

Photo ci-contre :

L'ayatollah Ali al-Sistani est devenu l'une des personnalités politiques les plus influentes d'Irak après le renversement de Saddam Hussein. Il est partisan de la tradition quiétiste du chiisme, qui refuse que la religion joue un pouvoir politique, au contraire de ce qui se passe en Iran depuis 1979. Iranien de naissance, il est paradoxalement considéré comme le dernier rempart contre l'influence de Téhéran en Irak. (© IsaKazimi)



et déterminée en faveur du maintien du régime actuel avec Bachar el-Assad à sa tête, la Russie, comme elle l'a laissé entendre depuis le début par la voix de son envoyé spécial Mikhaïl Bogdanov, n'est pas spécialement attachée à la personne même du président syrien : elle est surtout soucieuse de maintenir son influence et son ancrage dans ce pays du Moyen-Orient.

L'Irak est ainsi de plus en plus présent en Syrie, à la fois sur le plan économique, sur le plan militaire – avec une expertise dans le domaine de la cyberattaque et du renseignement militaire – mais également dans le domaine de l'industrie d'armement, qui a commencé à se développer à son initiative en Syrie dès avant 2011.

L'Irak suit également avec une attention toute particulière l'évolution de la situation en Irak, ancien ennemi à l'époque de Saddam Hussein, et aujourd'hui proche allié depuis que les chiites sont au pouvoir. Quelle est l'influence de l'Irak sur l'Irak ?

Grâce à l'intervention américaine, qui a éliminé Saddam Hussein et promu la démocratie en Irak, le pouvoir est désormais tenu par la communauté chiite, la loi de la majorité s'imposant, puisqu'elle représente les deux tiers de la population. Cette position est maintenant à l'évidence irréversible. La plupart des dirigeants irakiens actuels ont passé des décennies d'exil en Iran, et entretiennent donc des relations tout à fait étroites – et le plus souvent amicales – avec les autorités iraniennes. La Force al-Qods présente en Syrie intervient aussi en Irak pour contribuer à la formation des combattants en lutte contre Daech dans le Nord du pays, notamment à Mossoul. En dehors de l'armée irakienne proprement

dite, l'Irak a également suscité le développement de milices chiites, dénommées Unités de mobilisation populaire (*Hachd al-Chaabi*), qui fonctionnent plus ou moins en autogestion et sont liées à des milices qui existaient déjà – notamment la milice Badr. L'appareil sécuritaire et militaire irakien a ainsi été pris en main par l'Irak, qui exerce un véritable protectorat sur ce pays. Tel était du moins le cas lorsque Nouri al-Maliki était Premier ministre de 2006 à 2014 ; pour sa part, le Premier ministre actuel Haïder al-Abadi essaie en effet de prendre ses distances en s'appuyant sur une opinion publique

d'origine iranienne : il est foncièrement hostile à l'ayatollah Khamenei d'Irak et au système du « *velayat-e faqih* », c'est-à-dire du gouvernement par les clercs. Il estime que les religieux n'ont pas à interférer dans le politique. Malgré ce soutien de poids, le Premier ministre irakien a beaucoup de mal à se dégager de l'emprise iranienne, qui est forte non seulement sur le plan politique et militaire mais aussi dans le domaine économique, avec le développement de la présence de firmes iraniennes très actives en Irak.

La mort de l'ayatollah Ali al-Sistani, âgé de 86 ans, pourrait donc avoir de réelles conséquences sur l'influence de l'Irak en Irak ?

Ce dernier est une autorité religieuse très respectée en Irak, dont l'âge et l'état de santé inquiètent. Sa disparition pourrait faire tomber le fragile barrage qui existe pour atténuer l'influence irakienne à Bagdad.

Entretien réalisé par Thomas Delage le 12 janvier 2017

Notes

- (1) Président syrien de février 1971 à juin 2000.
- (2) Guide spirituel de la révolution islamique de 1979 à 1989.
- (3) Créé le 25 mai 1981, les États qui le composent sont l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar.
- (4) Selon les mots de Mohammad-Reza Djalili (<https://www.letemps.ch/opinions/2015/05/20/iran-turquie-deux-lions-se-toisent-se-battre>).
- (5) D'abord conseiller diplomatique puis ministre des Affaires étrangères (2009-2014), puis Premier ministre (2014-2016) du gouvernement de l'AKP.
- (6) En mars 2016, l'Irak et la Turquie ont annoncé leur volonté de porter leurs échanges commerciaux de 10 à 30 milliards de dollars par an d'ici deux ans.

“ L'appareil sécuritaire et militaire irakien a été pris en main par l'Irak, qui exerce un véritable protectorat sur ce pays. ”

arabe traditionnellement hostile aux Persans ; il a également le soutien des États-Unis, qui demeurent présents en Irak à travers leurs forces spéciales, qui sont affectées auprès de l'armée régulière en lutte contre Daech.

Dans ce souci de préserver une certaine autonomie vis-à-vis de Téhéran, Haïder al-Abadi peut compter sur l'appui de l'ayatollah Ali al-Sistani, lui-même

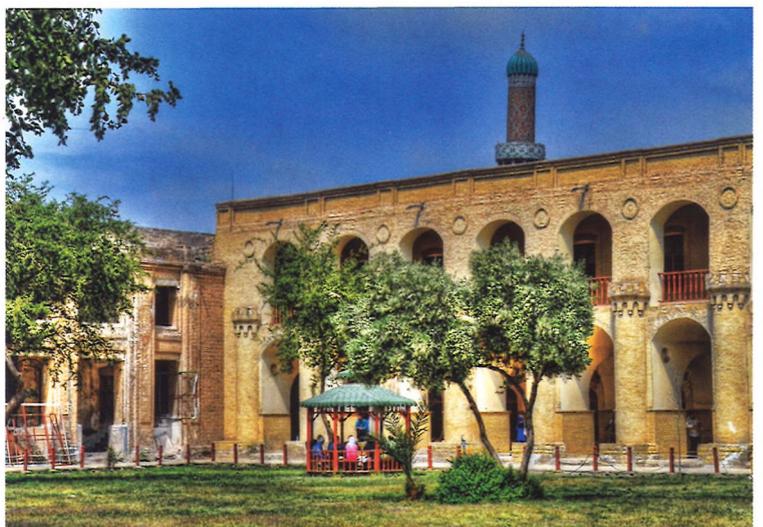


Photo ci-contre :

Vue sur l'université al-Mustansiriyah de Bagdad en Irak, fondée en 1233, à l'époque où l'actuelle capitale irakienne était le centre intellectuel le plus important du monde islamique. En 2015, l'ancien ministre iranien du Renseignement et actuel conseiller du président Hassan Rohani, Ali Younesi, déclarait que « la géographie et la culture de l'Irak et de l'Iran sont inséparables. Bagdad est notre capitale, le centre de notre culture et de notre identité, aujourd'hui comme par le passé ». (© Nawar G)



Géopolitique



L'Iran et la Russie après les révoltes arabes de 2011 : entre nouvelles convergences et divergences persistantes

L'Iran et la Russie entretiennent des relations diplomatiques depuis le XVI^e siècle, date de l'émergence des États modernes dans les deux pays. Ces relations anciennes connaissent, depuis le début des révoltes arabes de 2011, un réchauffement certain qui est la conséquence de plusieurs facteurs.

Tout d'abord, depuis son retour à la présidence en 2012, Vladimir Poutine a renforcé l'axe anti-occidental de sa politique étrangère en se posant comme le défenseur des valeurs traditionnelles sur la scène internationale. Cette dimension identitaire nouvelle rencontre l'ambition de la théocratie iranienne de promouvoir un modèle civilisationnel non seulement distinct mais aussi concurrent par rapport au modèle occidental perçu comme hégémonique par l'Iran et la Russie.

Ensuite, dans le contexte de l'effondrement des États arabes et de la poussée des mouvements djihadistes sunnites notamment en Syrie et en Irak après l'échec du printemps arabe, Téhéran et Moscou ont redéfini leur partenariat bilatéral dans le grand Moyen-Orient autour de la question de la lutte contre le « terrorisme » djihadiste sunnite. De plus, avec le déclenchement de la crise ukrainienne et l'annexion de la Crimée, la dégradation des relations russo-américaines a renforcé la nécessité pour Moscou de jouer la carte iranienne dans ses

analyse

Par **Clément Therme**,
chercheur pour le programme
Moyen-Orient de l'Institut
international d'études
stratégiques (IISS) de
Londres.

Photo ci-dessus :

Le 23 novembre 2015, le président iranien, Hassan Rohani, accueille son homologue russe, Vladimir Poutine, qui effectuait là sa première visite dans le pays depuis huit ans, en marge du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG). Alors que les deux présidents se sont rencontrés neuf fois ces trois dernières années, une nouvelle rencontre est prévue au début de l'année 2017, avec une visite du président iranien à Moscou, où seront signés des documents de coopération dans les domaines politique, économique et commercial. (© Présidence iranienne)



relations avec Washington. *Last but not least*, l'Accord sur le nucléaire iranien du 14 juillet 2015 s'est traduit par une reprise des relations économiques du pays qui étaient tombées au plus bas avec l'isolement croissant de l'Iran et la mise en œuvre progressive d'un embargo contre l'économie iranienne pendant la présidence Ahmadinejad (2005-2013). Ce rapprochement incontestable entre Téhéran et Moscou s'accompagne également d'une nouvelle perception en Occident de l'axe irano-russe. Dans les années 2000, ces deux pays étaient perçus par les néoconservateurs américains et français comme la principale menace pour la sécurité internationale en raison de leurs coopérations dans les domaines nucléaire et militaire. Depuis l'émergence d'un ennemi prioritaire – Daech –, cette perception idéologique d'une « menace irano-russe » a

La crise syrienne au cœur de la coopération

Au-delà du rapprochement conjoncturel lié à l'émergence d'un nouveau Moyen-Orient, la présence militaire russe en Syrie a conduit les deux pays vers une nouvelle entente militaire contre les djihadistes sunnites. Du point de vue iranien, l'intervention militaire russe en Syrie depuis le mois d'octobre 2015 a néanmoins constitué un défi pour la doctrine militaire de la République isla-

région, qui rejette le système international dominé par les grandes puissances. Plus inquiétante quant à l'avenir du processus de règlement diplomatique de la crise syrienne est l'absence de débat contradictoire en Iran sur le rôle militaire de Téhéran. Lors du siège d'Alep, en septembre 2016, des voix critiques se sont élevées pour dire que l'Iran était le principal acteur et qu'Alep était « un enfer pour les troupes iraniennes et les milices qui se battent à leurs côtés » (1).

“ L'intervention militaire russe constitue un défi pour le soft power iranien dans la région, qui insiste sur le refus d'un système international dominé par les grandes puissances. ”

Photo ci-contre :

Le 22 décembre 2016, le président iranien Hassan Rohani est reçu à Astana par son homologue kazakh, Noursoultan Nazarbaïev. Quelques semaines plus tard, en janvier 2017, la capitale kazakhe accueillait des pourparlers de paix sur la Syrie sous l'égide de Moscou, Ankara et Téhéran, en présence de représentants du gouvernement syrien. (© Présidence iranienne)



été mise en accusation par les tenants d'une approche réaliste de la politique étrangère des États occidentaux qui visent en premier lieu à la préservation de la sécurité de leurs citoyens. S'il existe encore dans les milieux journalistiques et universitaires des idéologues anti-russes et anti-iraniens, depuis les attaques répétées contre les territoires des États occidentaux par des terroristes djihadistes sunnites, il est plus difficile de diffuser ces idées auprès des opinions publiques occidentales.

mique concernant la sécurité régionale. En effet, depuis la Révolution islamique, Téhéran insiste sur la nécessité pour l'Asie de l'Ouest de refuser toute ingérence militaire de puissances internationales externes à la zone. Les diplomates iraniens font souvent la distinction entre les États dits indépendants comme l'Iran, la Russie ou la Chine et les États vassaux des États-Unis, comme les pétromonarchies du golfe Persique. En conséquence, l'intervention militaire russe constitue un défi pour le *soft power* iranien dans la

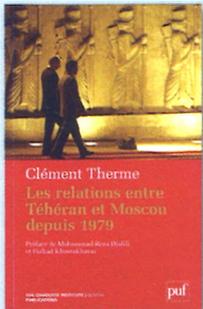
Les ultraconservateurs ont répondu à ces critiques en les accusant d'être de mèche avec Daech. La moyenne des morts iraniens pendant le siège d'Alep était de 10 à 15 par jour au début du mois d'octobre 2016, selon des sources militaires françaises.

Cependant, malgré l'instrumentalisation de la menace de Daech pour justifier l'intervention de la République islamique dans la crise syrienne sous la bannière de la lutte contre le terrorisme, force est de reconnaître que l'impopularité de l'alliance irano-syrienne d'avant les soulèvements arabes a laissé place à une peur de l'opinion publique face aux actes terroristes des djihadistes de Daech. De plus, la lutte contre le terrorisme est un argument pour justifier la stabilité du régime autoritaire iranien mais aussi et surtout le projet d'alliance militaire avec la Russie des élites politiques de la République islamique.

Malgré ce nouveau discours, certains en Iran partagent les craintes occidentales face à l'émergence d'un nouveau militarisme russe, en particulier à la suite de l'intervention militaire en Syrie, qui constitue la première intervention russe hors de l'ancien espace soviétique depuis l'Afghanistan (2). Du point de vue de la République islamique d'Iran, il est même devenu impossible de justifier publiquement l'utilisation de la base militaire iranienne d'Hamadan par l'aviation russe. L'intérêt de la République islamique d'Iran réside aujourd'hui dans une stratégie de survie du régime syrien quel qu'en



Pour aller plus loin



Clément Therme, *Les relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979*, Paris, PUF, 2012, 250 p.

Photo ci-dessous :

Exemplaire du système russe mobile de missiles sol-air S-300. Le 20 juillet 2016, le ministre de la Défense iranien confirmait avoir reçu les premiers systèmes anti-aériens russes S-300. Le contrat portant sur la livraison de ce système d'armement avait été signé en 2007, mais la mise en œuvre des sanctions internationales contre l'Iran en avait empêché l'exécution. (© vaalaa/Shutterstock)

En fait, cet accord militaire russo-iranien est un événement inédit depuis la Seconde Guerre mondiale. En effet, il n'y avait pas eu d'autorisation de l'État iranien d'utiliser le territoire national pour viser des cibles dans un pays étranger. Même le chah d'Iran, Mohammad-Reza Pahlavi, avait refusé l'installation de missiles américains sur le territoire iranien, et cette décision avait permis un réchauffement des relations irano-soviétiques après 1962. Les États-Unis souhaitaient installer des bases militaires en Iran, ce que le Chah avait refusé non seulement pour faire apparaître son pays comme une puissance indépendante sur la scène internationale, mais aussi pour apaiser ses relations avec le grand voisin du Nord (6).

Un accroissement de la coopération militaire et religieuse

Le débat interne et les déclarations contradictoires des responsables politiques iraniens montrent que le factionnalisme en République islamique est souvent responsable de l'affaiblissement de l'unité nationale, dans une région volatile sur le plan sécuritaire. En parallèle à cet accroissement de l'entente militaire bilatérale, avec l'utilisation d'une base militaire commune en Syrie en 2016, la Russie a finalement livré le système de défense antimissiles S-300 à l'Iran, et le ministre de la Défense iranien a rencontré son homologue russe cinq fois entre 2014 et 2016. Cette nouvelle coopération est présentée dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, en particulier contre les groupes djihadistes sunnites que l'Iran qualifie de *takfiri* (excommunicateurs). Enfin, les deux gouvernements partagent la vision selon laquelle, depuis la coopération entre l'Occident et les moudjahidines dans les années 1980 en Afghanistan, il existe une connivence entre le djihadisme sunnite et les États occidentaux. Selon le récit russe, la preuve en est des relations entre les États-Unis et les groupes d'opposition en Syrie, considérés par Moscou comme terroristes ou djihadistes. Du côté iranien, l'ayatollah Khomeini accusait l'Arabie saoudite d'être le leader de l'« islam américain » et aujourd'hui, les dirigeants de la République islamique soulignent souvent le rôle des États-Unis dans l'émergence de Daech.

Ces visions respectives de méfiance vis-à-vis de l'Occident s'accompagnent d'une volonté commune de se présenter comme des alternatives civilisationnelles à l'Occident. Face au discours occidental sur les droits de l'homme, les deux pays mettent en avant leur identité nationale-religieuse, notamment dans le cadre des rencontres du dialogue interreligieux Orthodoxie-Islam qui existe entre les deux pays depuis 1997. Les clercs des deux pays se rencontrent tous les deux ans alternativement à Moscou et à Téhéran (7). La dernière rencontre entre les deux délégations de religieux a eu lieu à Moscou les 26 et 27 octobre 2016. Il s'agissait de la dixième rencontre de la Commission conjointe pour le Dialogue Orthodoxie-Islam avec comme thème « le dialogue interreligieux et la coopération comme instruments pour parvenir à une paix juste et durable ». Les représentants des deux clergés ont plus particulièrement insisté sur l'impérieuse nécessité de défendre les droits des minorités religieuses et le rôle de la coopération culturelle pour lutter contre l'extrémisme (8). Au-delà de cette entente militaire renforcée et de ces connivences idéologiques, des divergences demeurent entre les deux pays. En effet, depuis la chute de l'Union soviétique, Moscou s'est efforcé d'entretenir des relations cordiales avec l'ensemble des acteurs au Moyen-Orient, qu'il s'agisse de l'Iran, d'Israël, de la Turquie ou des pétromonarchies du golfe

“ Depuis la chute de l'Union soviétique, Moscou s'est efforcé d'entretenir des relations cordiales avec l'ensemble des acteurs au Moyen-Orient, qu'il s'agisse de l'Iran, d'Israël, de la Turquie ou des pétromonarchies du golfe Persique. ”



Persique. Une autre caractéristique de la politique régionale de la Russie est l'opportunisme économique et le pragmatisme en matière diplomatique. Cela étant, même si les échanges commerciaux se sont accrus avec les pétromonarchies du Golfe, certaines limites politiques existent, comme les débats sur les quotas de production pétrolière, les relations irano-russes ou la guerre en Syrie (9). Néanmoins, sur cette dernière question, Moscou est favorable à la participation de l'Arabie saoudite aux négociations sur la Syrie, alors que Téhéran s'y oppose en accusant Riyad de promouvoir une stratégie de changement de régime. Lors de la négociation tripartite à Moscou en décembre 2016 entre la Russie, la Turquie et l'Iran, il est finalement apparu qu'au-delà du processus de négociation pour parvenir à un cessez-le-feu, ce ne serait finalement que la Russie et la Turquie qui assureraient sur le terrain la mise en œuvre de la trêve : décision actée par l'accord russo-turc du 28 décembre 2016.

Pour l'Iran, la ligne rouge était la reconnaissance de la lutte contre les groupes terroristes Daech et Front al-Nosra, et leur distinction des autres groupes armés de l'opposition syrienne. Face au risque d'une nouvelle politique russe en Iran après l'arrivée au pouvoir du président Trump, Ali Akbar Velayati, le

soit le coût pour l'image de l'Iran auprès de l'opinion publique arabe sunnite. Cela s'inscrit en rupture par rapport au grand récit de la Révolution islamique, qui présentait l'Iran comme un pays indépendant vis-à-vis des politiques des grandes puissances, membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ainsi, le slogan de la Révolution iranienne était « Ni Est, ni Ouest, République islamique ». Depuis le déclenchement de l'intervention militaire russe en Syrie, Téhéran montre une nouvelle fois que sa politique étrangère est davantage tournée vers l'est que vers l'ouest (3).

“ Après l'intervention militaire russe en Syrie, il semblerait que l'Iran ait tenu secrète l'utilisation de la base iranienne de Shahid Nojeh, près d'Hamadan, pendant près d'un an avant la révélation par les médias russes de son utilisation par l'aviation russe au mois d'août 2016. ”

Une base russe en Iran ?

Au début de l'intervention militaire russe en Syrie, à l'automne 2015, les forces militaires russes ont tiré entre 21 et 26 missiles depuis la mer Caspienne visant des cibles en territoire syrien, selon une source militaire française. C'était la première fois que l'espace caspien servait de base de lancement pour une attaque contre un pays du Moyen-Orient. Cette nouvelle connexion sécuritaire entre les deux espaces confirme l'un des principaux paramètres du partenariat russo-iranien dans la période post-guerre froide : la coopération régionale dans l'ancien espace soviétique. Dans les années 1990, les deux États se sont entendus pour la stabilisation de l'Asie centrale – y compris l'Afghanistan – et du Caucase. Depuis le début des soulè-

vements arabes, cette entente s'est élargie au Moyen-Orient. La contribution de l'Iran à la stabilisation de ces zones, selon le cadre fixé par la diplomatie russe, est obtenue en échange de coopération bilatérale dans des secteurs stratégiques (militaire, spatial, nucléaire civil...). Cette entente demeure après la signature de l'Accord sur le nucléaire de juillet 2015, car les



Photo ci-dessus :

Le 17 août 2016, le ministère russe de la Défense a confirmé les révélations des médias russes sur l'envoi, depuis l'aérodrome iranien de Hamadan, de bombardiers russes Su-34 contre des positions du Groupe État islamique en Syrie. Depuis la révolution islamique, jamais Téhéran n'avait autorisé un autre pays à se servir de son territoire pour lutter contre un pays tiers. (© Vitaly V. Kuzmin)

Photo ci-contre :

Le ministre iranien de la Défense, Hossein Dehqan (photo), a pris les déclarations russes sur l'utilisation par Moscou d'une base iranienne (voir ci-dessus et ci-contre) comme une trahison, estimant que la Russie cherchait ainsi à apparaître comme une superpuissance influente et capable de gérer le dossier syrien. (© Mohammad Hasanzadeh)

grandes puissances occidentales maintiennent un embargo sur les exportations militaires et certaines technologies à double-usage (*dual use*) civil et militaire.

Après l'intervention militaire russe en Syrie, il semblerait que l'Iran ait tenu secrète l'utilisation de la base iranienne de Shahid Nojeh, près d'Hamadan, pendant près d'un an avant la révélation par les médias russes de son utilisation par l'aviation russe au mois d'août 2016. Quand l'information est devenue publique, le ministre de la Défense iranien, Hossein Dehqan, a déclaré que les Russes ne sont pas fiables et qu'ils agissent en fonction de leurs seuls intérêts (*bi-ma'refat va khodkxah*). Il a également affirmé que « les Russes veulent montrer qu'ils sont une superpuissance, et qu'ils peuvent avoir une influence sur toutes les questions de sécurité dans la région et à travers le monde. Ils veulent démontrer qu'ils peuvent influencer sur les événements en Syrie et les déterminer, afin de mener des négociations avec les Américains, et de s'assurer de jouer un rôle dans l'avenir politique de la Syrie. Ils ont publié [ces informations] afin d'asseoir leurs intérêts » (4). À l'inverse, le président du Parlement, Ali Larijani, a tenté de justifier la présence de troupes étrangères sur le sol iranien en expliquant qu'il s'agissait d'un accord temporaire pour le ravitaillement des avions russes et que cet accord militaire n'était pas en contradiction avec la Constitution iranienne. L'article 146 interdit en effet l'installation de bases militaires étrangères sur le territoire iranien, même à des fins pacifiques. Larijani explique à cette occasion que l'accord bilatéral russo-iranien, qui inclut le stockage d'équipements militaires russes et la présence de personnel militaire russe, ne prévoit pas l'installation permanente de forces étrangères sur une base militaire iranienne, ce qui serait en contradiction avec la Constitution (5).



conseiller diplomatique du Guide, estime que « les relations entre l'Iran et la Russie sont bonnes. C'est une relation de bon voisinage, qui est en fait aussi une relation stratégique. Chaque fois que nous avons agi de manière coordonnée – la coordination était bien entendu axée sur l'État syrien –, c'était dans le sens des intérêts des alliés de la Syrie et de la Résistance. Les pays qui veulent imposer une paix extérieure à la volonté du gouvernement et du peuple syriens n'ont aucune place, mais la coordination irano-russe à propos de la Syrie continuera » (10).

L'enjeu des relations commerciales

Le commerce bilatéral irano-russe a décliné à partir de l'imposition d'un régime de sanctions internationales sur le programme nucléaire : 3 milliards de dollars en 2011, 2 milliards en 2012, 1,5 milliard en 2013, 1,68 milliard en 2014, 1,24 milliard en 2015. Depuis la signature de l'Accord sur le nucléaire, on observe au contraire un accroissement des échanges économiques entre

“ Avec l'accroissement des pressions économiques occidentales au milieu des années 2000, Téhéran a inscrit ses relations avec Moscou dans un triangle asiatique aux côtés de la Chine et de l'Inde. ”

les deux pays. Sur les neuf premiers mois de l'année 2016, ils s'élèvent à 1,6 milliard de dollars, ce qui correspondrait à une augmentation de 80 % par rapport à l'année précédente. Les deux pays ont signé en février 2016 des contrats pour un montant total de 40 milliards de dollars (11) et ils insistent sur le fait que, avec l'accord de Vienne, ils sont désormais des « partenaires stratégiques » (12).

Depuis la fin de la guerre froide, les deux pays sont parvenus à dépasser en partie leur rivalité qui s'inscrit dans la longue durée de leur histoire. Même si la Russie n'était pas le premier choix pour les décideurs iraniens dans les années 1990, en raison de l'absence de relations diplomatiques avec Washington, Téhéran a été conduit à construire sa politique régionale dans le cadre russe. Avec l'accroissement des pressions économiques occidentales au milieu des années 2000, Téhéran a inscrit ses relations avec Moscou dans un triangle asiatique (*mosallas asiai*) aux côtés de la Chine et de l'Inde (13) [voir également p. 72 et 74 de ces *Grands Dossiers*, NdlR].

Cette intégration de la Russie dans une vision asiatique a été un choix politique des islamistes iraniens en général, et du Guide suprême en particulier (14). En dépit des limites inhérentes à un partenariat asymétrique entre une grande puissance et une puissance régionale, force est de reconnaître le succès relatif des élites politiques iraniennes, qui ont transformé l'ennemi historique russe en partenaire, un objectif que les communistes iraniens du parti Toudéh n'étaient pas parvenus à atteindre entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et leur élimination de la scène politique iranienne en 1983.

Clément Therme

Notes

- (1) « Government-owned paper criticises Iran's involvement in Aleppo », *Middle East Eye*, 2 septembre 2016 (<http://www.middleeasteye.net/news/iranian-paper-calls-aleppo-hell-iranian-troops-1535684612>, consulté le 4 janvier 2017).
- (2) Voir Samuel Charap, « Russia's Use of Military Force as a Foreign Policy Tool: Is There a Logic? », *PONARS Eurasia Policy Memo*, n° 443, octobre 2016, p. 1.
- (3) Un commandant iranien des Gardiens de la Révolution a publiquement reconnu que dans les années 1980, l'Iran a construit ses capacités avec des « armes de l'Est ». Voir Abbas Qidaari, « Iranian Commander Breaks Silence on Wartime Arms Imports », *Al-Monitor*, 7 octobre 2016 (<http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/10/iran-ircg-weapon-imports-iraq-war-army-competition.html>, consulté le 26 octobre 2016).
- (4) Déclarations citées par le Middle East Media Research Institute (MEMRI), 25 août 2016 (<http://www.memri.fr/2016/08/25/le-ministre-iranien-de-la-defense-hosseini-dehghan-critique-la-russie-pour-avoir-revele-utiliser-des-bases-aeriennes-iraniennes-en-syrie-cetait-inapproprie/>, consulté le 5 janvier 2017).
- (5) Voir « Larijani : l'Iran n'a pas offert de base militaire à la Russie », *BBC Persian*, 17 août 2016 (http://www.bbc.com/persian/iran/2016/08/160817_103_iran_russia_military_base, en persan, consulté le 2 novembre 2016).

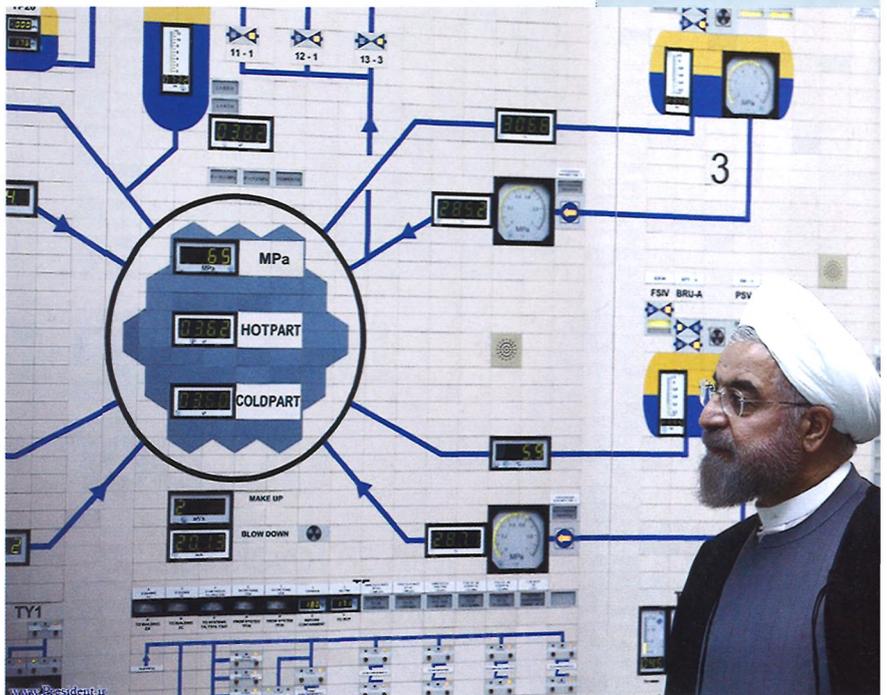


Photo ci-dessus :

Le 13 janvier 2015, le président Hassan Rohani visite la salle de contrôle de la centrale nucléaire de Bouchehr. En septembre 2016, l'Iran et la Russie ont entamé la construction de deux nouveaux réacteurs nucléaires – sur le même site –, avec pour objectif de réduire la dépendance du pays au pétrole (six réacteurs sont prévus au total), une coopération dans ce domaine rendue possible par la signature de l'accord sur le nucléaire entre l'Iran et les grandes puissances. (© Présidence iranienne)

- (6) Roham Alvandi, « The Shah's détente with Khrushchev: Iran's 1962 missile base pledge to the Soviet Union », *Cold War History*, vol. 14, n° 3, 2014.
- (7) Voir Clément Therme, « Les dialogues interreligieux à l'époque contemporaine : l'exemple irano-russe », *Islamochristiana*, PISAI, Rome, n° 40, 2014, p. 89-104.
- (8) « Communiqué of the 10th meeting of Joint Russian-Iranian Commission for Orthodoxy-Islam Dialogue », *The Russian Orthodox Church*, 28 septembre 2016, Department for External Church Relations (<https://mospat.ru/en/2016/09/28/news136265/>, consulté le 5 janvier 2017).
- (9) Voir Nikolay Kozhanov, « Russian Economic Relations with the GCC countries » in *Russian Foreign Policy and the GCC*, Trends Working Paper, 4/2016, p. 15-30 (<http://trendsinstitution.org/wp-content/uploads/2016/05/Russian-Foreign-Policy-and-the-GCC-Final.pdf>, consulté le 4 janvier 2017).
- (10) Déclarations citées par *Javan*, 4 janvier 2017.
- (11) Selon *Al-Monitor*, *Russia Today*, *Fars News* et les douanes russes.
- (12) Voir le journal iranien proche de la présidence de la République, *Iran*, 24 àzar 1395 (14 décembre 2016).
- (13) Voir *'Etemad-e melli*, 10 février 2007.
- (14) Voir Akbar Ganji, « Can Iran trust Russia? », *The National Interest*, 3 mai 2016 (<http://nationalinterest.org/feature/can-iran-trust-russia-16027>, consulté le 5 janvier 2017).



Géopolitique



Le casse-tête iranien de Donald Trump

Depuis sa révolution de 1979, l'Iran est dépeint comme une menace constante à la sécurité et aux intérêts des États-Unis au Moyen-Orient. Ce pays demeure une « préoccupation extraordinaire »⁽¹⁾ de la politique étrangère américaine, car il occupe une part importante des discours politiques à Washington D.C., qui, la plupart du temps, amplifient la menace iranienne.

Sous Barack Obama, l'objectif de la politique étrangère américaine à l'égard de l'Iran faisait consensus, tant chez les démocrates que chez les républicains : empêcher Téhéran d'acquiescer à l'arme nucléaire. Le Président a jugé que le meilleur moyen d'y parvenir était de négocier un accord, le *Plan d'action global conjoint* signé à Vienne en juillet 2015, visant à imposer des limites temporaires sur le programme nucléaire iranien en échange d'un allègement des sanctions et du déblocage de quelque 100 milliards de dollars US d'avoirs gelés à l'étranger. Cette décision est loin d'avoir fait consensus et a été dénoncée par de nombreux élus républicains du Congrès. Pour Donald J. Trump, le 45^e président des États-Unis, il s'agit de l'un des pires accords internationaux négociés à ce jour.

Promouvant une doctrine de politique étrangère qu'il résume par la formule *America First*, Trump estime que l'accord obtenu par son prédécesseur sert mal les intérêts américains. Plutôt que de jeter aux oubliettes cette entente comme il l'a suggéré à quelques reprises avant l'élection, le républicain tentera de la renégocier pour pallier ses lacunes. Comment y parviendra-t-il ? Cette question demeure pour le moment sans réponse, mais il devient de plus en plus clair que Trump devra jongler avec des pressions contradictoires au sujet de l'Iran. D'un côté, plusieurs de ses conseillers de politique étrangère se disent ouvertement hostiles à l'Iran et il a fait de l'amélioration des rapports avec Israël, l'ennemi juré de Téhéran, l'une de ses priorités. De l'autre, le rapprochement avec la Russie qu'il souhaite effectuer

En partenariat avec

UQÀM



CHAIRE RAOUL-DANDURAND

analyse

Par **Vincent Boucher**,
doctorant en science politique
à l'Université du Québec
à Montréal, chercheur en
résidence à l'Observatoire
sur les États-Unis de la Chaire
Raoul-Dandurand (Université
du Québec à Montréal) et
chercheur invité au Woodrow
Wilson Department of Politics
de l'Université de la Virginie
(hiver 2017).

Photo ci-dessus :

Dans cette fresque peinte sur l'ancienne ambassade américaine à Téhéran, la statue de la Liberté est devenue une allégorie de la mort. L'élection de Donald Trump, qui avait promis de déchirer l'accord sur le nucléaire, a, sinon anéanti, à tout le moins refroidi les espoirs nés en Iran de cet accord. Soucieux d'écarter une telle hypothèse, le président iranien a, dès l'élection du nouveau président et à plusieurs reprises par la suite, insisté sur le caractère multilatéral de l'accord et l'impossibilité de remettre ainsi en cause un texte signé par les principales puissances mondiales. (© AFP/Atta Kenare)

sur le dossier syrien sous-tend une sortie de crise qui plairait potentiellement à Téhéran, au grand désarroi de son cabinet et de l'État hébreu.

Téhéran, vue de Washington D.C.

En relevant les sanctions imposées à l'Iran par les États-Unis, l'Union européenne et l'ONU, l'accord sur le nucléaire pourrait à terme permettre au gouvernement iranien d'attirer les investissements directs étrangers nécessaires à la croissance économique du pays, à condition qu'un cadre réglementaire rassurant les investisseurs soit mis en place (2). De nombreuses entreprises américaines pourraient bénéficier de l'ouverture du marché iranien, comme l'a démontré Boeing avec la signa-

Avant de prétendre que les prises de position passées au sujet de l'Iran de ces membres du cabinet Trump façonneront la politique extérieure du pays pour les quatre prochaines années, il faudra voir quels rôles joueront ces individus au sein de l'administration. La manière de gérer la prise de décision de Donald Trump conditionnera en grande partie leur capacité à influencer la direction que prendra la fragile relation irano-américaine.

“ De nombreuses entreprises américaines pourraient bénéficier de l'ouverture du marché iranien, comme l'a démontré Boeing avec la signature d'une entente de 16,6 milliards de dollars US pour la vente d'avions à Iran Air en décembre 2016. ”

ture d'une entente de 16,6 milliards de dollars US pour la vente d'avions à Iran Air en décembre 2016. Plusieurs entreprises feront sans doute pression sur l'administration Trump pour que sa volonté de renégocier l'accord ne compromette pas les occasions d'affaires qu'il a rendues possibles.

Si ces nouveaux liens économiques et financiers entre les États-Unis et l'Iran peuvent être hypothéqués par les politiques de Trump, ce sont les rapports diplomatiques naissants entre les deux États qui risquent d'être avant tout remis en question (3). La nomination de Rex Tillerson, ancien président d'ExxonMobil, pour remplacer John Kerry au poste de secrétaire d'État pourrait compromettre le timide rapprochement survenu sous Obama. Il est difficile d'estimer l'impact de cette nomination, car nous savons seulement que Tillerson appuie une révision complète de l'accord sur le nucléaire.

Trois autres membres du cabinet Trump, le conseiller pour la Sécurité nationale Michael T. Flynn, le directeur de la CIA Mike R. Pompeo et le secrétaire à la Défense James N. Mattis, sont aussi partisans de la ligne dure vis-à-vis de l'Iran. La méfiance du lieutenant général Flynn envers l'Iran est profonde. Alors qu'il dirigeait l'Agence de renseignement de la Défense, il s'est obstiné à chercher des preuves impliquant cet État dans l'attentat contre le consulat américain de Benghazi de septembre 2011 (4). Pompeo, un représentant républicain du Kansas, souhaite pour sa part l'abrogation du pacte sur le nucléaire, qu'il juge désastreux. Quant au général « Mad Dog » Mattis, il a critiqué l'administration Obama pour ne pas en avoir fait plus pour empêcher l'Iran d'offrir son soutien financier et militaire au régime de Bachar el-Assad en Syrie, en plus d'affirmer que la République islamique est « la menace la plus durable à la stabilité et à la paix au Moyen-Orient » (5).



Alliance avec Israël

La position de Washington à l'égard de Téhéran est indissociable des rapports que les États-Unis entretiennent avec l'un de leurs principaux alliés : Israël. Trump promet de rompre avec l'approche d'Obama à l'égard de l'allié israélien, qui a été caractérisée par un appui militaire accru, mais une attitude critique en ce qui a trait aux colonies de l'État hébreu en Cisjordanie. En décembre 2016, le président Benyamin Netanyahu s'est réjoui de la fin de la présidence Obama. Celle-ci a culminé avec l'abstention des Américains lors du vote sur la résolution 2334 au Conseil de sécurité de l'ONU condamnant la politique de colonisation. La coalition de droite menée par Netanyahu n'a pas caché son enthousiasme à voir l'équipe Obama remplacée par celle de Trump (6). Le nouveau président républicain a maintes fois dénoncé l'évolution des rapports Washington-Tel-Aviv sous Obama et le prétendu « dédain » avec lequel son prédécesseur a traité l'allié israélien. Il a sommé Israël de prendre son mal en patience, car cette dynamique allait changer à partir du 20 janvier 2017. Symbole de cette nouvelle ère promise, l'ambassadeur qu'a choisi Trump pour représenter le pays en Israël, David Friedman, réclame le controversé transfert de l'ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem, ce qui contribuerait à attiser les tensions avec les Palestiniens.

Les balbutiements de rapports diplomatiques avec l'Iran souffriront sans aucun doute de cette volonté de resserrer les liens avec l'État hébreu. Est-ce que les grands talents de négociateur de Donald Trump lui permettront d'obtenir un nouveau

Photo ci-dessus :

Le 21 mars 2016, Donald Trump, alors candidat à l'investiture républicaine pour la présidentielle américaine, déclare lors d'un discours devant le lobby pro-israélien AIPAC que sa priorité est de « démanteler l'accord catastrophique avec l'Iran ». (© Lorie Shaull)



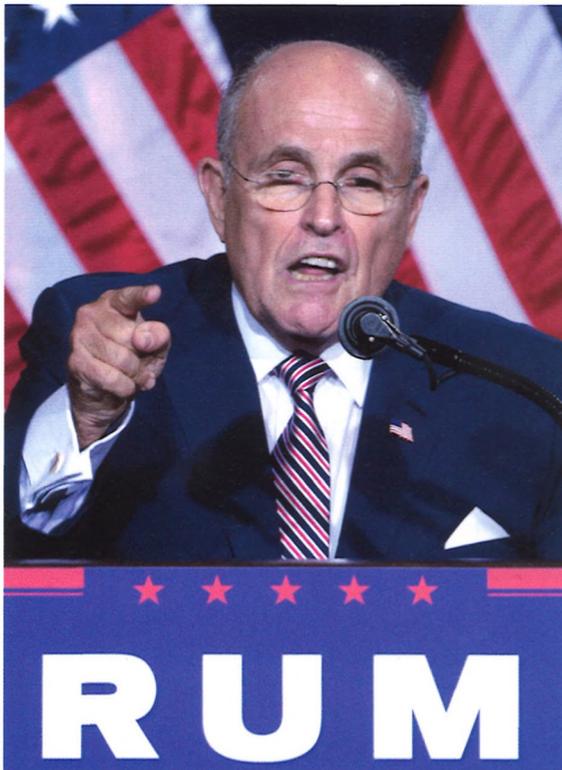
pacte sur le nucléaire iranien qui serait plus contraignant pour Téhéran et qui satisferait Israël ? Le président américain pourrait certes proposer une nouvelle version de l'accord qui plairait à Netanyahu, mais il serait alors très difficile d'obtenir l'assentiment du principal pays impliqué, l'Iran.

La guerre civile en Syrie

L'Iran demeure un joueur incontournable sur l'échiquier géopolitique du Moyen-Orient. L'ascendant qu'il exerce sur le pouvoir chiite à Bagdad et l'approche du gouvernement irakien pour lutter contre Daech, l'appui de Téhéran au régime Assad en Syrie, de même que le soutien aux groupes chiites au Yémen

Photo ci-contre :

En janvier dernier, Rudolph Giuliani, ex-maire de New York et soutien de Donald Trump, a cosigné, avec une vingtaine de fonctionnaires américains, une lettre appelant le président Donald Trump à réviser sa politique étrangère à l'égard de l'Iran en soutenant les laïcistes iraniens, afin que Téhéran ne menace plus les intérêts stratégiques américains. (© Gage Skidmore)



sont autant d'éventuelles pommes de discorde avec les intérêts de Washington dans la région (7), peu importe l'occupant du bureau Ovale.

Sur le dossier syrien, la cour que Trump s'évertue à faire à la Russie de Poutine en cessant l'appui américain à certains groupes rebelles entre en contradiction avec la ligne dure qu'il s'est engagé à adopter pour contrer la puissance régionale ascendante qu'est l'Iran (8). Régler la guerre civile syrienne en donnant au Kremlin ce qu'il veut, c'est-à-dire garder Assad en poste et stopper Daech et les groupes rebelles, comblera aussi en partie les attentes de Téhéran. Trump réussira-t-il à négocier un accord de fin de crise incluant l'Iran, mais qui garantit que ce pays n'exercera par la suite qu'une influence limitée sur le régime de Damas ? Même s'il se présente comme un habile négociateur, il sera difficile pour Trump de convaincre Téhéran à consentir à un tel scénario sans d'importantes concessions. Pendant ce temps en Iran, certains conseillers militaires de l'ayatollah Khamenei se disent prêts à entendre ce que Trump proposera sur la Syrie, tout en espérant qu'il adoucira sa rhétorique au sujet de leur pays (9).

Des analystes suggèrent que l'administration Trump devrait tenter de diviser Moscou et Téhéran sur la Syrie pour obtenir un accord de sortie de crise impliquant un retrait du Hezbollah et des milices chiites appuyées par l'Iran, contribuant ainsi à endiguer l'influence iranienne au Moyen-Orient (10). Une telle politique serait difficile à mettre en œuvre et risquerait de mettre davantage le feu aux poudres dans un pays déchiré par la guerre depuis le printemps 2011.

Le défi de taille d'un président inexpérimenté

À Washington, la finalité d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire fait consensus, mais pas les moyens pour l'atteindre. En guise de compromis, Trump pourrait conserver l'accord négocié par Obama, quitte à le renégocier légèrement, et adopter une politique de dissuasion qui énoncerait sans équivoque la volonté de recourir à la force dans l'éventualité où Téhéran ne respecterait pas cette entente (11). Une telle politique permettrait de tirer profit des atomes crochus qu'ont les deux États sur le dossier syrien.

Cependant, l'alliance avec Israël que promet de solidifier Trump et la peur de voir l'Iran jouir d'une influence grandissante au Moyen-Orient met en péril un tel scénario. Sans oublier que Trump s'est entouré de conseillers de politique extérieure qui cherchent à confronter Téhéran. Trump en a surpris plus d'un avec son élection et il pourrait surprendre à nouveau en conciliant l'inconciliable. S'il est le grand négociateur qu'il se targue d'être, il pourrait revoir l'accord sur le nucléaire iranien, s'entendre avec Moscou et Téhéran pour une sortie de crise en Syrie, ce malgré une idylle renouvelée avec Tel-Aviv et un groupe de faucons méfiants envers l'Iran dans son cabinet. Or, la diplomatie est un art dans lequel il faut faire preuve de subtilité, nuance et discrétion, autant de qualités qui font défaut au président le plus inexpérimenté de l'histoire américaine. Tous les yeux seront donc rivés sur Washington durant les quatre prochaines années pour voir comment Trump tentera de résoudre son casse-tête iranien aux multiples ramifications.

Vincent Boucher

Notes

- (1) Paul R. Pillar, « The Role of Villain: Iran and U.S. Foreign Policy », *Political Science Quarterly*, 128(2), 2013, p. 211.
- (2) Cyrus Amir-Mokri et Hamid Biglari, « A Windfall for Iran ? The End of Sanctions and the Iranian Economy », *Foreign Affairs*, 94(6), p. 25-32.
- (3) Tyler Cullis, « The Iran Deal After Obama », *Foreign Affairs*, 7 mars 2016.
- (4) Matthew Rosenberg, Mark Mazzetti et Eric Schmitt, « In Trump's Security Pick, Michael Flynn, 'Sharp Elbows' and No Dissent », *The New York Times*, 3 décembre 2016.
- (5) « The Middle East at an Inflection Point with Gen. Mattis », Center for Strategic and International Studies, 22 avril 2016 (<http://bit.ly/2ii24xd>).
- (6) David Rothkopf, « The Last Act of Obama's Israel Drama May Be His Best », *Foreign Policy*, 26 décembre 2016.
- (7) Reuel Marc Gerecht et Ray Takeyh, « Can't Have It Both Ways in Iran », *Foreign Affairs*, 13 juillet 2016.
- (8) Kim Ghattas, « Trump's Syria Conundrum », *BBC*, 24 décembre 2016.
- (9) Alex Vatanka, « Iran and Assad in the Age of Trump », *Foreign Affairs*, 29 novembre 2016.
- (10) Larisa Epatko, « What should Trump do about Syria ? We get 5 takes », *PBS Newshour*, 22 décembre 2016.
- (11) Michael Mandelbaum, « How to Prevent an Iranian Bomb », *Foreign Affairs*, 94(6), 2015, p. 19-24.



Stratégie



analyse

L'Iran, sponsor ou adversaire du terrorisme ?

L'Iran, qui pourtant combat le groupe État islamique en Syrie, est accusé par Israël d'être « le plus grand générateur de terrorisme dans le monde » (1). Dans son rapport annuel sur les actions terroristes dans le monde publié en juin 2016, le département d'État américain qualifie quant à lui Téhéran de « plus grand bailleur de fonds du terrorisme ». Alors, l'Iran est-il un sponsor ou un adversaire du terrorisme ?

Il convient tout d'abord de revenir sur la définition du mot « terrorisme ». Les gouvernants des différents pays n'ont pas de vision commune pour aborder ce phénomène : le même homme peut être un terroriste pour les uns, un combattant de la liberté pour les autres. La définition du *Petit Larousse* est la suivante : le terrorisme est un « ensemble d'actes de violence commis par une organisation pour créer un climat d'insécurité ou renverser un gouvernement établi ». Depuis la loi française n° 86-1020 du 9 septembre 1986 (précisée par la loi n° 2011-66 du 14 mars 2011), le terrorisme s'applique aux « infractions en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public

par l'intimidation ou la terreur ». Le département d'État américain parle, quant à lui, de « l'usage calculé de la violence ou de la menace afin de créer la peur destinée à contraindre ou intimider des gouvernements ou des sociétés dans le but d'atteindre des objectifs politiques, religieux ou idéologiques ». Enfin, pour terminer cette énumération, selon le colonel (CR) suisse Jacques Baud, expert reconnu internationalement, « le terrorisme n'est ni une idéologie, ni un objectif politique, ni une fatalité. C'est une méthode de combat. » C'est pour cette raison que parler de « guerre contre le terrorisme » ou d'« État terroriste » est une absurdité. On ne lutte pas contre un moyen, mais contre celui qui l'utilise.

Par **Alain Rodier**, directeur de recherche chargé du terrorisme et de la criminalité organisée au Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R).

Photo ci-dessus :

Le 1^{er} septembre 2014, des membres de l'organisation Badr, un mouvement politique et militaire islamiste chiite actif en Syrie et en Irak, célèbrent une victoire contre le Groupe État islamique. Depuis 1984, l'Iran est considéré par Washington comme un État sponsorisant le terrorisme, en raison notamment de son soutien politique, logistique, financier et militaire à ce type de milices désigné comme terroriste par le Département d'État américain. (© AFP/Ahmad Al-Rubaye)



Photo ci-dessus :

Le 4 novembre 1979, quelque 400 étudiants iraniens pénètrent dans l'ambassade américaine à Téhéran. Il y retiendront 52 diplomates et civils américains durant 444 jours. À l'issue de cette « crise des otages américains en Iran », qui fut l'un des points culminants de la tension entre Washington et Téhéran, les ex-otages auront le statut de victimes américaines du « terrorisme d'État ». (DR)

Terrorisme d'État

Dans toute guerre asymétrique, l'action terroriste est le moyen privilégié du « faible » au « fort ». Quand le « faible » gagne en puissance, il passe au deuxième niveau, celui de la guérilla, avant finalement d'affronter son adversaire de manière conventionnelle. C'est le processus qu'a connu l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), devenu ensuite Daech.

Certains États ont eux-mêmes utilisé cette méthode de combat pour tenter de déstabiliser d'autres pays considérés comme ennemis, mais trop puissants pour être attaqués frontalement. L'URSS, via les pays satellites, a considérablement fait appel à ce moyen durant la guerre froide. Un autre exemple classique est celui de la Libye du colonel Kadhafi, qui a organisé les explosions en vol du DC-10 d'UTA au-dessus du Ténére (Sahara nigérien) le 19 septembre 1989 et du Boeing 747-121 à Lockerbie en Écosse, le 21 décembre 1988. Il est intéressant de noter que ce dernier attentat aurait été en fait commandité par Téhéran et exécuté par les services secrets libyens aidés par leurs homologues syriens. Cette méthodologie de pare-feu est destinée à ne pas désigner trop facilement le donneur d'ordres.

Dans le domaine du terrorisme, l'Iran a toujours joué un jeu particulier en utilisant, quand cela était jugé opportun, cette méthode de combat, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Israël et quelques pays occidentaux, dont les États-Unis, mènent pour leur part des opérations *Homo* – qui consistent à neutraliser un ennemi physique (2) – ; d'aucuns parlent alors de guerre secrète, d'autres évoquent aussi dans ce cas l'expression « terrorisme d'État ».

L'Iran terroriste

En dehors d'actions terroristes ciblées (pouvant être assimilées à des opérations *Homo*) qui ont visé des opposants au régime et des représentants civils ou militaires de pays « ennemis », les services iraniens (Vevak et force Al-Qods des pasdars) n'ont pas hésité à se livrer à des attentats moins ciblés, quoique visant bien souvent la communauté juive, et faisant des victimes très majoritairement civiles. Ainsi, le 18 juillet 2012,

cinq touristes israéliens et leur chauffeur ont été assassinés en Bulgarie par un commando du Hezbollah libanais, vraisemblablement sur ordre de Téhéran (sans compter les 32 blessés). Cette action était destinée à venger la mort du chef opérationnel du Hezbollah, Imad Moughniyeh, tué dans l'explosion de sa voiture le 12 février 2008 à Damas, probablement lors d'une opération *Homo* du Mossad.

Le régime des mollahs a d'abord employé le terrorisme dans l'objectif de museler toute velléité d'opposition, à l'intérieur puis à l'extérieur. Ce sont donc des Iraniens « déviants » et des anciens fidèles du Chah qui ont été les premiers visés. En France, nous nous rappelons l'assassinat à l'arme blanche, le 6 août 1991, de Chapour Bakhtiar, le dernier Premier ministre du chah Mohammad Reza Pahlavi.

Ensuite, il fallait impressionner l'étranger, et en particulier le « Grand Satan » : les États-Unis. La prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran (1979-1981), qui allait à l'encontre de toutes les lois internationales, a été le premier exemple flagrant d'actions terroristes dirigées contre les « ennemis extérieurs ». Les services secrets iraniens ont souvent agi par l'entremise d'une tierce partie. C'est sur les conseils de leurs homologues iraniens que les services secrets syriens auraient sous-traité les assassinats de l'ambassadeur de France au Liban, Louis Delamare, le

“ Dans le domaine du terrorisme, l'Iran a toujours joué un jeu particulier en utilisant, quand cela était jugé opportun, cette méthode de combat, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. ”

4 septembre 1981 à Beyrouth, et du chiffreur de la représentation diplomatique française à Beyrouth et son épouse, le 15 avril 1982. En ce qui concerne les attentats de 1983 dirigés contre les détachements militaires américains et français au Liban (241 Américains et 58 Français tués), c'est l'Organisation du Jihad islamique qui aurait été à la manœuvre. Ce groupe est affilié au Hezbollah libanais, lui-même étant une « créature » de Téhéran. En France, quinze attentats (dont trois ratés) ont été commis par le réseau terroriste pro-iranien « Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient » de Fouad Ali Saleh entre 1985 et 1986. Ils ont fait un total de 13 morts et de 303 blessés. Le dernier, celui de la rue de Rennes contre le magasin Tati (7 morts, 55 blessés), a reçu le soutien logistique d'un diplomate de l'ambassade d'Iran à Paris, Wahid Gordji. À la même époque et jusqu'en 1988, les prises d'otages au Liban se sont multipliées (le malheureux Michel Seurat n'en reviendra pas). Enfin, des assassinats ciblés se sont succédé au Liban : en 1986, le colonel Christian Gouttière, attaché de défense et l'ingénieur Richard Gimpel ; le 2 février 1988, Jean-Pierre Maranzana, chef de poste adjoint de la Direction générale de la Sécurité extérieure (DGSE) à Beyrouth.

Parallèlement, de nombreuses autres actions terroristes contre les intérêts français ont été déjouées en Afrique francophone. Ces tentatives sont à replacer dans le contexte de la guerre

Iran-Irak, la France ayant été un fournisseur important d'armes au régime de Saddam Hussein. Les services iraniens utilisaient alors des activistes libanais qui, chose étonnante, n'étaient pas tous chiïtes. En effet, la communauté libanaise est très bien implantée de par le monde et en particulier sur le continent africain. Heureusement, grâce à la vigilance des services de sécurité locaux appuyés par les services secrets français, ces opérations ont, pour la plupart, avorté.

Le « Petit Satan » et le nucléaire

Mais l'ennemi prioritaire de Téhéran reste le « Petit Satan » : l'État d'Israël [voir également p. 59 de ces *Grands Dossiers*, NdlR]. Ainsi, en 1992, l'ambassade d'Israël en Argentine est la cible d'une explosion qui tue 29 personnes et en blesse 200 autres. En 1994, c'est au tour de la mutuelle juive AMIA, en Argentine

“ En France, quinze attentats (dont trois ratés) ont été commis par le réseau terroriste pro-iranien « Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient » de Fouad Ali Saleh entre 1985 et 1986. Ils ont fait un total de 13 morts et de 303 blessés. ”

également, d'être détruite, faisant 85 morts et 300 blessés. Des irrégularités et des défaillances étonnantes sont survenues dans les enquêtes qui ont suivi. Le procureur Alberto Nisman, qui allait remettre à la chambre des députés le 19 janvier 2015 un rapport concernant des obstructions survenues « au plus haut niveau », est retrouvé mort la veille à son domicile, une balle de .22 Long Rifle dans la tête. L'arme lui appartenait, mais la thèse d'un meurtre professionnel a été avancée ; la justice n'est pas encore parvenue à déterminer s'il s'agit d'un suicide ou d'un assassinat déguisé. En ce qui concerne les attentats des années 1990, de sérieux soupçons portent les regards vers l'Iran et la Syrie, sans qu'aucune preuve formelle ne soit venue étayer ces hypothèses. La plus récente attaque terroriste est celle du 18 juillet 2012 en Bulgarie, relatée précédemment.

Au Proche-Orient, Téhéran a multiplié les opérations terroristes contre l'État hébreu par mouvements palestiniens ou Hezbollah libanais interposés. À noter que la Syrie a toujours joué le rôle de base avancée pour les actions menées (ou inspirées) par Téhéran. Ce pays accueillait d'ailleurs jusqu'à il y a peu des unités opérationnelles palestiniennes placées sous la protection des services syriens. C'est encore le cas pour le Jihad islamique palestinien (JIP) et, jusqu'au déclenchement de la révolution syrienne, pour le Hamas. Comme ce mouvement avait condamné ouvertement la conduite répressive du régime syrien, le soutien de Téhéran, grand allié de Damas, a été suspendu. Il est possible que, le temps passant, l'Iran ait repris une certaine aide au Hamas.

Le cas du Hezbollah, utilisé par Téhéran pour ses basses œuvres, est particulier. Sa vitrine civile, qui participe directement à la vie politique libanaise, n'est plus considérée comme « terroriste » par beaucoup d'États en dehors des États-Unis, du Royaume-Uni, du Canada, de l'Australie et d'Israël. Par contre, sa branche militaire est considérée comme « terroriste » par les États cités précédemment et l'Union européenne, la Ligue arabe, etc. C'est la conséquence directe de l'intervention du Hezbollah en Syrie depuis 2011 – où ce mouvement enregistre de nombreuses pertes (plus de 1000 morts à la fin 2016), ce qui prouve qu'il est en première ligne. [Sur les relations entre Iran et Hezbollah, voir également p. 89 de ces *Grands Dossiers*, NdlR.]

Enfin – et c'est peut-être le plus important –, est considéré comme une volonté « terroriste » le fait que l'Iran ait tenté de se doter de l'arme nucléaire, car le but premier de détenir un tel armement – si l'on en croit les différents responsables politiques et religieux iraniens – est de l'utiliser un jour contre l'État d'Israël, voire de viser les États-Unis (d'où le déploiement controversé d'un système antimissile en Europe). Ce n'est donc pas seulement un problème de prolifération, mais aussi de terrorisme nucléaire.



De nouvelles actions sont-elles à craindre ?

Sur le plan nucléaire, la confiance entre Téhéran et Washington (et inversement) est complètement absente, et nous sommes encore très loin de toute coopération effective. Malgré la levée des sanctions, même les pays européens se méfient et tardent à investir en Iran. Le nouveau président des États-Unis, Donald Trump, a déclaré à plusieurs reprises lors de la campagne électorale vouloir remettre en cause cet accord et les investisseurs potentiels ont en horreur toute incertitude.

Si, pour étayer leur politique, les Américains accusent Téhéran d'être le « sponsor » du terrorisme, ils lui reprochent aussi son attitude vis-à-vis de l'Irak et de la Syrie. En effet, plusieurs milices chiïtes financées par les Iraniens sont désignées comme « terroristes » (3) en raison du rôle qu'elles ont joué dans le passé, en particulier entre 2003 et 2009 (la Brigade Badr, la

Photo ci-dessus :

Le 2 juillet 1987, le diplomate iranien Wahid Gordji donne une conférence de presse depuis l'ambassade iranienne à Paris, alors que la justice française demande à l'entendre dans le cadre d'une enquête sur la série d'attentats qui ont touché la France entre 1985 et 1986. (© AFP/Pierre Verdy)



Photo ci-dessus :

Mohammad Ali-Jafari, actuel commandant du Corps des gardiens de la Révolution, les fameux pasdarans, dont certaines unités sont chargées d'actions clandestines à l'étranger. (© Siamak Ebrahimi)

Photo ci-contre :

Un groupe de jeunes Libanais porte le drapeau du Hezbollah sur les ruines d'une ancienne prison. Ce mouvement politique et militaire chiite libanais est placé sur la liste des organisations terroristes des États-Unis, mais aussi de l'Union européenne (pour la branche armée) et des pays du Conseil de coopération du Golfe. (© Paul Keller)



Asa'ib al-Haq (AAH), la Harakat Hezbollah al-Nujaba qui est active en Irak et en Syrie, etc.).

À propos du théâtre syro-irakien, le Guide suprême de la Révolution, Ali Khamenei, a déclaré dans la presse iranienne : « C'est une grande erreur de faire confiance [...] au Grand Satan [...]. Nous ne coopérerons pas avec l'Amérique sur les crises régionales. [...] Leurs buts dans la région sont opposés aux nôtres à 180° ». Cette réaction de Téhéran est venue après la publication du *Country Reports on Terrorism 2015* (rapport pays par pays sur le terrorisme) émis par le Département d'État américain en juin 2016, qui soulignait de nouveau l'implication iranienne dans le terrorisme mondial. Un « retour à l'envoyeur » en quelque sorte !

Sur un plan purement géostratégique, le fait que les intérêts des deux parties au Proche-Orient soient à l'opposé n'est pas étonnant. Washington veut se désengager pour consacrer ses efforts à l'Extrême-Orient tout en préservant la sécurité d'Israël. Téhéran veut étendre son influence sur l'arc chiite (Iran, Irak, une partie de la Syrie et du Liban, Bahreïn, Yémen) en se faisant le chantre de la cause palestinienne délaissée par le monde sunnite – alors que les Palestiniens sont presque exclusivement sunnites. Cela entre dans le cadre de la lutte d'influence que se livrent Téhéran et Riyad au Proche-Orient. D'ailleurs, Riyad accuse aussi Téhéran de soutenir le « terrorisme » au Yémen et au Bahreïn.

La méthode terroriste utilisée par le passé n'était plus jugée utile depuis quelques années, mais l'Iran n'hésitera pas à la remettre sur la table si le besoin s'en fait sentir.

De l'interprétation du mot « modéré »

Sur le plan nucléaire, dans le cadre des négociations du groupe P5+1 incluant les États-Unis, la Russie, la Chine, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, un accord a été obtenu par Washington, ne laissant aux autres participants qu'un rôle marginal. D'ailleurs, Paris a volontairement tardé à accepter cet accord. Depuis, Washington tente, par tous les moyens, de calmer la colère provoquée en Israël, qui se sent directement menacé par le « terrorisme nucléaire » auquel pourrait se livrer l'Iran à l'avenir, et en Arabie saoudite, qui menace de se doter également d'une « bombe islamique ».

Sur le fond, l'ayatollah Ali Khamenei reste un conservateur pur et dur, qui dénonce les « activités maléfiques » des « Grand et Petit Satans ». Il se fera donc un plaisir d'ordonner le redémarrage du programme nucléaire militaire quand il le jugera bon. Il est d'ailleurs douteux que les dirigeants iraniens, dans leur ensemble, y aient complètement renoncé. L'important pour eux, c'est que cela ne se sache pas. Certes, Hassan Rohani, le président actuel, est présenté comme un « modéré », et ce mot a une signification positive en Occident, mais cela peut très bien n'être qu'une posture et relever de la dissimulation (*Taqiya*), technique très développée dans le monde chiite. En dehors du fait qu'en Iran, ce n'est pas le Président qui a le pouvoir final de décision, mais bien le Guide suprême de la Révolution, c'est oublier un peu vite que c'est sous la présidence du très « modéré » Mohammad Khatami (1997-2001), décédé en janvier 2017, que le programme nucléaire militaire iranien aurait réellement démarré. Sans entrer trop dans la technique, si les recherches semblent avoir cessé en ce qui concerne une charge nucléaire, ce n'est pas le cas pour les vecteurs que sont les missiles balistiques. Plusieurs essais ont eu lieu en mars 2016, attirant de nouvelles sanctions financières de la part de Washington.

D'autre part, le président Rohani a soumis au Parlement (*Majlis*) un projet de budget pour l'exercice fiscal mars 2017-mars 2018 totalisant presque 100 milliards de dollars. Cela traduit une croissance des dépenses de 13,9 % par rapport à l'année 2016-2017, avec une augmentation de 39 % rien que pour la défense, dont 7 milliards de dollars pour les pasdarans (4). Or, ces derniers sont considérés comme des vecteurs du « terrorisme » iranien. Les montants totaux alloués à la défense ont augmenté de presque 70 % depuis que Rohani a assumé la présidence à la mi-2013. « Modéré », vous avez dit « modéré » ?

In fine, en dehors du fait qu'en Syrie – et en Irak –, Téhéran soutient surtout les régimes en place en combattant tous les

“ La méthode terroriste utilisée par le passé n'était plus jugée utile depuis quelques années, mais l'Iran n'hésitera pas à la remettre sur la table si le besoin s'en fait sentir. ”



mouvements qui peuvent les mettre en danger, dont Daech n'est qu'une des composantes, il est clair que pour Israël et les États-Unis, Téhéran reste un sponsor du terrorisme en raison du soutien apporté au Hezbollah et au Jihad islamique palestinien, sans compter les doutes qui subsistent sur sa volonté de redémarrer le programme nucléaire « terroriste ». Mais Moscou, Pékin et beaucoup d'autres capitales ne partagent pas ce point de vue. L'Europe, elle, reste divisée sur le sujet.

Alain Rodier

Notes

- (1) Déclaration du ministre israélien de la Défense, Moshe Yaalon, le 13 février 2016, lors de la conférence sur la sécurité mondiale, à Munich.
- (2) Les opérations *Arma* visent quant à elle des matériels (entre notamment dans cette catégorie l'attaque du ver informatique Stuxnet, destinée à endommager les centrifugeuses iraniennes).
- (3) Personne ne semble trouver d'inconvénient majeur, en revanche, à ce que l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, soient les « sponsors » du Front al-Nosra, devenu Fateh al-Cham.
- (4) Outre leur part dominante dans le budget de la défense nationale, les pasdarans tirent d'autres revenus du contrôle qu'ils exercent sur les secteurs de l'énergie, de la construction, de la banque et du commerce extérieur.